

Bilan

—  —
2019

**des investissements
internationaux
en France**



— 2019 —

sommaire

6
PRÉFACE

8
AVANT-PROPOS

10
L'IMPACT DE LA CRISE
DU COVID-19 SUR
LES INVESTISSEMENTS
INTERNATIONAUX

12
SYNTHÈSE 2019

1

Introduction

16
CONTEXTE
INTERNATIONAL

2

Caractéristiques des investissements internationaux en 2019

28
PROJETS ET EMPLOIS

31
PAYS D'ORIGINE
DES INVESTISSEMENTS

36
FONCTIONS SERVIES
PAR LES INVESTISSEMENTS

46
SECTEURS D'ACTIVITÉ
DES INVESTISSEMENTS

49
TYPES
D'INVESTISSEMENT

52
INVESTISSEMENTS
FINANCIERS

3

Attractivité territoriale en 2019

60

ANALYSE RÉGIONALE

75

LA CONTRIBUTION
DES FILIALES D'ENTREPRISES
ÉTRANGÈRES DANS
LES TERRITOIRES

4

Fiches pays

90

REGARDS SUR
INVESTISSEMENTS

5

Annexes

152

CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE
DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES
CRÉATEURS D'EMPLOI

156

BUSINESS FRANCE

*Les investissements internationaux en France
ont atteint l'an dernier un niveau record
grâce à une hausse annuelle de 10 % et près
de 40 000 emplois créés ou sauvegardés.*



Bruno Le Maire

Ministre de l'Économie
et des Finances

Les investissements internationaux en France ont atteint l'an dernier un niveau record grâce à une hausse annuelle de 10 % et près de 40 000 emplois créés ou sauvés.

Cette attractivité retrouvée de notre territoire est le résultat de la transformation ambitieuse de la France que nous avons menée depuis 2017. Nous avons réformé notre marché du travail, allégé la fiscalité du capital, diminué l'impôt sur les sociétés, facilité la croissance de nos PME grâce à la loi PACTE ou encore investi massivement dans l'innovation.

Cette attractivité, nous la devons aussi aux acteurs publics chargés de la prospection et de l'accompagnement des investisseurs étrangers, qui renforcent chaque année leur coordination et leur efficacité.

La France est redevenue en deux ans le pays vers lequel les investisseurs internationaux se tournent. La crise mondiale que nous vivons ne doit pas nous faire oublier ces succès.

La France avant la crise avait des fondamentaux solides : la croissance était supérieure à la moyenne de la zone euro, plus de 500 000 emplois avaient été créés en deux ans, l'investissement des entreprises était au plus haut.

Nous avons agi vite et fort pour préserver ces fondamentaux. Les mesures massives et immédiates de soutien ont permis d'amortir le choc de la crise. Elles ont été efficaces, le chômage partiel a protégé plus de 12 millions de salariés, les prêts garantis par l'État ont permis aux entreprises de ne pas faire faillite pour cause de manque de trésorerie, près de 2 millions d'entreprises ont bénéficié du fonds de solidarité.

Nous avons protégé. Nous devons maintenant soutenir la reprise de notre économie. Elle sera lente et progressive. Elle sera particulièrement plus difficile dans les secteurs qui ont été fortement fragilisés par la crise sanitaire. Je pense au tourisme, à l'aéronautique ou au secteur automobile.

Protéger, soutenir et bientôt relancer. S'il est encore trop tôt pour annoncer les mesures précises d'une relance qui pourrait avoir lieu fin août-début septembre, nous avons déjà un cap, celui de la décarbonation de notre économie. Notre pays doit devenir la 1^{re} économie décarbonée de la planète.

Le cap est fixé et toutes les mesures que nous prendrons devront le respecter. Nous connaissons déjà les grandes orientations de cette relance. J'en vois trois. La première est de relancer l'investissement des entreprises. La seconde

est de relancer la demande en transformant l'épargne des Français en une consommation durable ou en l'orientant vers le financement des entreprises. La troisième, enfin, est la condition *sine qua non* de l'efficacité des deux premières : il s'agit de la coordination européenne.

Ces grandes orientations dessineront l'économie française de demain, une économie française qui ne fermera pas ses portes à la mondialisation. Cette mondialisation devra changer, être mieux encadrée, tout faire réellement pour lutter contre le réchauffement climatique, mais sa fin n'est pas souhaitable. Sa fin conduirait à l'accroissement des inégalités, à l'augmentation de la pauvreté et à la relégation des États qui voudraient s'en extraire.

La France continuera dans les années à venir à promouvoir les investissements d'entreprises étrangères sur notre territoire afin qu'elles créent des emplois, profitent de nos talents et participent à la construction de cette nouvelle économie française.

*« Exceptionnel » :
c'est le mot qui vient d'emblée
à l'esprit pour cette édition 2019
du Bilan des investissements
étrangers en France.*



Pascal Cagni

Président du Conseil
d'administration de Business France
et Ambassadeur délégué
aux investissements internationaux



Christophe Lecourtier

Directeur Général
de Business France

« Exceptionnel » : c'est le mot qui vient d'emblée à l'esprit pour cette édition 2019 du Bilan des investissements étrangers en France, le meilleur jamais enregistré jusqu'ici.

Exceptionnel, d'abord, par le contexte inédit de sa présentation, marqué par un ralentissement considérable de l'activité, qui tranche avec la puissante dynamique de l'investissement international dont ce bilan témoigne.

Exceptionnel, ensuite, par le nombre de projets qu'il dénombre : 1468, soit 28 projets d'investissement par semaine, en hausse de 11 % par rapport à 2018 et de plus de 50 % en cinq ans !

Exceptionnel aussi en termes d'emplois, créés ou maintenus : 39542, soit 30 % de plus qu'en 2018 et près de 50 % de plus qu'en 2014 ! En une année, l'investissement international a généré l'équivalent de tous les emplois salariés d'une ville comme Poitiers.

Exceptionnel, ce bilan l'est, enfin, en termes de rayonnement international : les projets proviennent de 58 pays, soit un quart de plus qu'en 2014. Près des deux tiers d'entre eux relèvent en outre d'entreprises européennes et contribuent ainsi à l'unification de l'espace économique européen.

À quoi tiennent ces résultats d'exception ? Aux solides atouts économiques et sociaux de la France et aux réformes nombreuses mises en œuvre par le gouvernement pour les conforter. À la grande confiance en notre pays et en son avenir manifestée par les investisseurs étrangers, qui plébiscitent ces réformes et notre dynamisme entrepreneurial. À des circonstances favorables, enfin, telles que le Brexit – les projets d'origine britannique font un bond de près de 50 %.

Nombre de ces projets d'investissement seront-ils remis en cause par la pandémie ? S'il est difficile de se prononcer, à ce stade, on sait cependant qu'ils s'inscrivent dans des stratégies de long terme qui participent à des évolutions observées depuis une décennie dans l'économie mondiale, telle que la

reconfiguration des chaînes de valeur globales dans le sens d'une moindre dissémination de l'appareil productif et d'une plus grande proximité des marchés. Des évolutions que la pandémie devrait accélérer car elles répondent à des enjeux écologiques déterminants.

Quelles sont les lignes de force de l'investissement international en France en 2019 ?

En premier lieu, un engouement pour la production, avec 380 projets, soit plus du quart de l'ensemble et parmi les plus créateurs d'emploi. L'investissement international soutient ainsi l'effort de reconquête industrielle engagé par notre pays – 56 % des projets industriels se localisent d'ailleurs dans les territoires d'industrie. Par exemple, Zimmer Biomet, fabricant de dispositifs robotiques d'assistance chirurgicale, a investi 20 millions d'euros pour développer son site de production en Occitanie et recrutera une cinquantaine de salariés. Mondialisation et écologie vont de pair, ce faisant, car tous ces projets sont soumis à nos règles environnementales, souvent plus exigeantes qu'ailleurs. La France accueille en outre des entreprises très engagées dans la transition écologique, tel le laboratoire Chiesi Farmaceutici, récompensé pour son action en faveur de la neutralité carbone, qui étend son site de La Chaussée-Saint-Victor en région Centre-Val de Loire.

En second lieu, la progression continue des projets de R&D, dont le nombre est également en nette croissance, ratifiant ainsi l'engagement constant des pouvoirs publics en faveur de l'innovation. Par exemple, ARM, groupe britannique spécialisé dans la conception de semi-conducteurs, renforce sa présence sur son site de R&D situé à Sophia-Antipolis, où il va embaucher 200 employés hautement qualifiés sur trois ans. IBM, quant à lui, crée un centre français de co-innovation à Paris-Saclay, qui accueillera 350 personnes d'ici deux ans, dont une centaine de chercheurs, pour travailler sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité et l'informatique quantique.

Enfin, l'attrait pour le marché et le positionnement de la France en Europe avec, d'une part, une très forte hausse des projets dans le commerce et la distribution, dont 200 nouveaux points de vente, et, d'autre part, la multiplication des projets de centres de décision, tout particulièrement des implantations de quartiers généraux européens ou monde.

On peut, de surcroît, se féliciter que les projets recensés bénéficient à l'ensemble des régions. L'Île-de-France accueille plus du quart des projets, mais ceux-ci sont moins porteurs d'emploi que dans les autres régions : les Hauts-de-France reçoivent ainsi 9 % des projets mais 15 % des emplois. 43 % des projets sont réalisés dans des agglomérations de moins de 200 000 habitants. Quant aux projets industriels, 71 % se localisent dans des villes de moins de 20 000 habitants – tel le fabricant japonais de transmissions automobiles NTN, qui investit près de 14 millions d'euros dans son usine d'Allonnes, en Pays de la Loire, et a recruté sur ce site une quarantaine de personnes depuis 2018.

Tous les projets qui sont l'objet de ce rapport sont accompagnés par des acteurs publics qui agissent de façon de plus en plus coordonnée. Business France a récemment renforcé son partenariat avec les régions, au travers de la Charte nationale des IDE, pour optimiser notre action commune depuis l'identification du projet à l'étranger jusqu'à sa réalisation sur le territoire français. Les services économiques dans nos ambassades, quant à eux, s'impliquent de façon croissante à nos côtés dans la prospection. Les résultats exceptionnels du bilan 2019 confortent cette stratégie d'équipe, qui sera encore plus indispensable pour s'assurer, dans le contexte économique actuel, du bon aboutissement des projets annoncés. Une stratégie que nous avons également mise en œuvre, côté export, avec les chambres de commerce et d'industrie au sein de la Team France Export. Une stratégie gagnante que nous allons poursuivre tout au long des mois à venir au sein de la Team France Invest.

Bonne lecture !

CONTEXTE MONDIAL

L'impact de la crise du Covid-19 sur les investissements internationaux

UN BILAN RECORD DANS UN CONTEXTE MONDIAL PARTICULIER

L'année 2019 aura été une année record en termes de nombre d'investissements étrangers et d'emplois induits par les investisseurs étrangers en France. Pour autant, 2019 a été marquée par un ralentissement économique mondial, par des interrogations sur l'Union européenne post au Brexit, par des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, ainsi que par le retour à des politiques protectionnistes dans certaines régions du monde.

Dans cet environnement fluctuant, la résilience de l'économie française et les réformes « pro-business » engagées par le gouvernement ont renforcé la confiance des investisseurs étrangers.

Parmi les investissements recensés au bilan de l'année 2019, une bonne majorité des projets d'investissement sont déjà réalisés ou ont été déclenchés, ce qui constitue déjà une base solide du bilan des IDE France.



Cependant, les résultats exceptionnels de ce bilan 2019 des investissements internationaux sont présentés, en 2020, dans un contexte inédit dans lequel l'économie mondiale est confrontée, depuis quelques mois, à la plus grave crise sanitaire, sociale, économique et financière de ces dernières décennies. De ce fait, les bureaux et partenaires de Business France se sont efforcés de vérifier au maximum si les annonces d'investissements avaient déjà été réalisées et, le cas échéant, de voir comment les accompagner à court ou moyen terme.

Comme chaque année, ce bilan fait également état de décisions prises en 2019, avec un impact en termes de réalisation et d'emplois sur l'année en cours, voire sur l'année suivante. Selon notre analyse, plus des deux-tiers des investissements recensés au Bilan France sont réalisés. Les projets non encore aboutis seront suivis avec une vigilance accrue aujourd'hui, compte tenu de la crise actuelle.

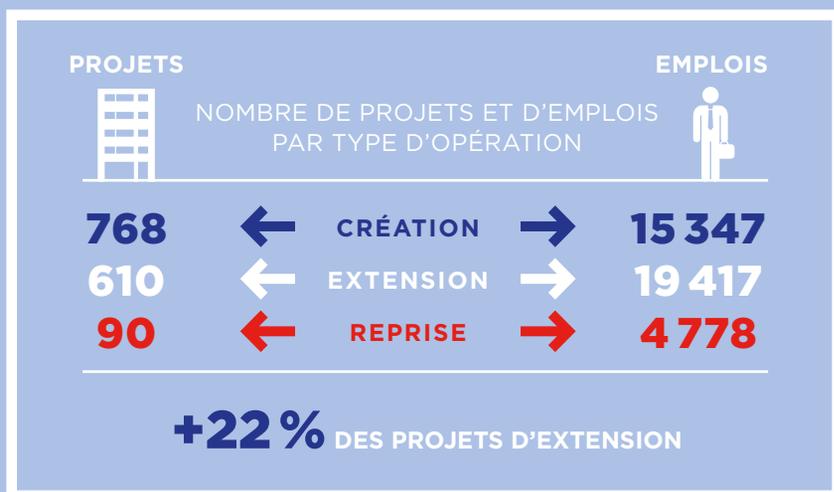
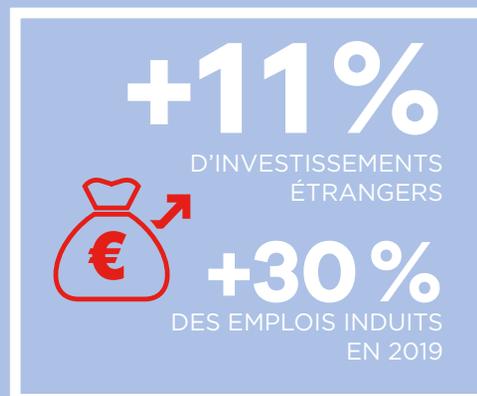
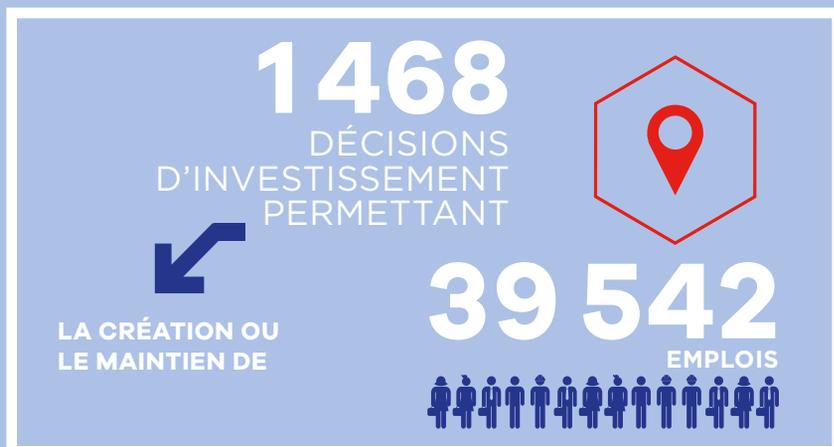


En effet, nous pouvons supposer que parmi ces nouveaux projets – qui ont une période de gestation et un cycle de vie pouvant s'étendre sur plusieurs années – certains puissent être retardés voire, selon la gravité de l'impact récessif de la pandémie et des politiques nationales de relocalisation, interrompus ou suspendus définitivement.

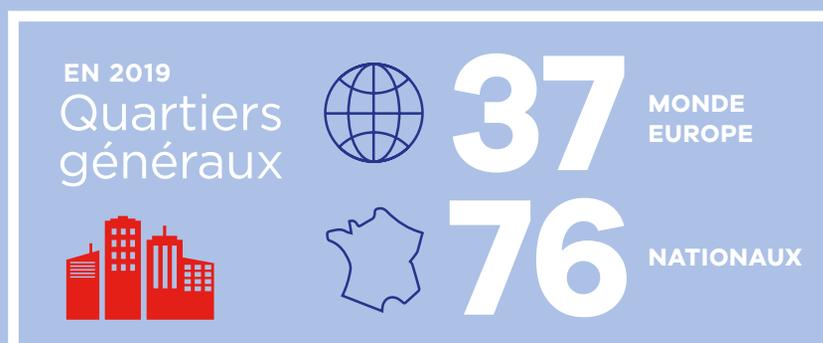
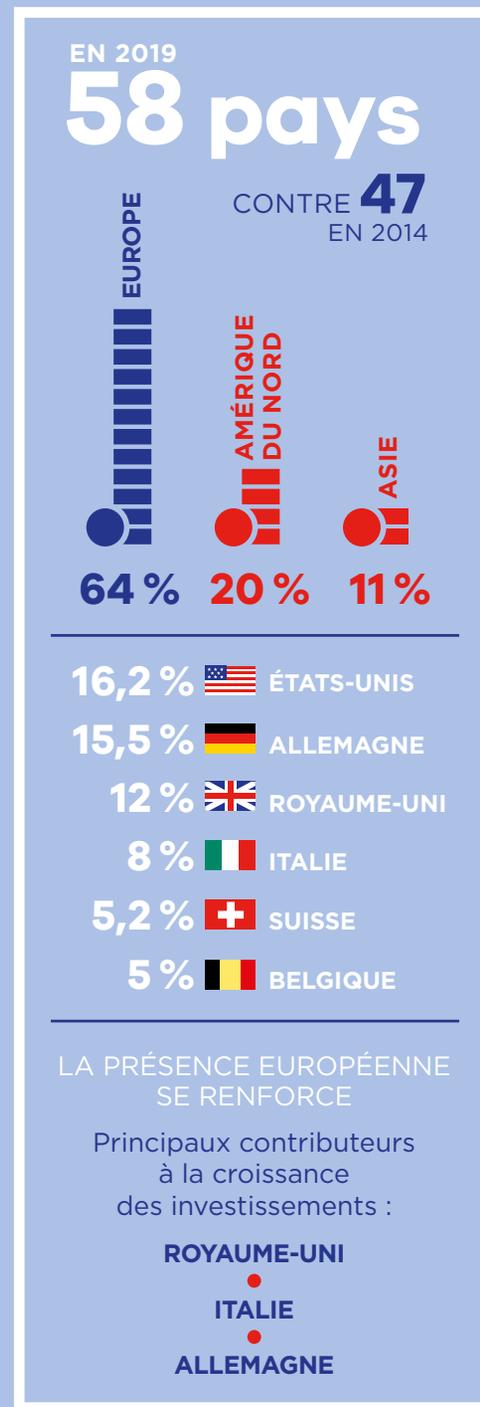
Pour ces projets, essentiels pour l'attractivité de notre pays et de ses territoires, Business France a à cœur depuis quelques semaines, conjointement avec ses partenaires territoriaux de la Team France Invest, de renforcer le dialogue et l'accompagnement des investisseurs étrangers, ou bien des filiales lorsqu'il s'agit de projets d'extension, afin de sécuriser au maximum leurs intentions d'investir en France. L'agence reste ainsi l'interlocuteur privilégié de ces entreprises pour la concrétisation de leurs projets et développe par ailleurs, avec les institutions compétentes, de nouvelles synergies – en particulier auprès des financeurs publics – pour pérenniser ces investissements.

SYNTHÈSE 2019

Investissements internationaux en France



FONCTIONS STRATÉGIQUES

ORIGINE DES PROJETS
D'INVESTISSEMENT

1

Introduction

16 CONTEXTE INTERNATIONAL

CONTEXTE INTERNATIONAL

LA CROISSANCE MONDIALE SE STABILISE

L'année 2019 a été marquée par des risques et incertitudes générant des tensions commerciales et géopolitiques croissantes qui pèsent sur l'économie mondiale. La conjoncture internationale a connu un ralentissement notable en 2019 : après 3,8 % en 2017, et 3,6 % en 2018, la croissance mondiale s'est établie à 2,9 % en 2019. Cette baisse affecte aussi bien les pays émergents et en développement (3,7 % en 2019 contre 4,5 % en 2018) que les économies développées (1,7 % en 2019 contre 2,2 % en 2018).

Parmi les économies développées, la croissance américaine fléchit pour atteindre 2,3 % en 2019 contre 2,9 % en 2018 ; en Allemagne, la détérioration du climat des affaires suite aux menaces et sanctions de la politique commerciale américaine et au ralentissement de la demande mondiale a pénalisé l'activité industrielle et ralenti l'activité économique (0,5 % en 2019 contre 1,5 % en 2018) ; l'incertitude liée au Brexit a créé un climat d'attente au Royaume-Uni qui a pesé sur l'investissement et la consommation, cependant, la croissance s'est maintenue à 1,3 % en 2019 (1,4 % en 2018).

Dans ce contexte incertain et face aux mouvements sociaux auxquels la France a été confrontée, le taux de croissance se stabiliserait autour de 1,2 %¹, après une croissance de 1,7 % en 2018. En France, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont restés relativement dynamiques, permettant de compenser l'impact négatif du ralentissement de la demande mondiale et du commerce extérieur induit.

L'atonie de la croissance en 2019 se caractérise par un ralentissement du commerce mondial. L'escalade protectionniste entre les États-Unis et la Chine qui s'est matérialisée en septembre par un nouveau cycle de relèvement de leurs tarifs douaniers et l'incertitude

prolongée qui entoure les politiques commerciales ont entraîné une baisse de l'investissement et de la demande de biens d'équipement, qui font l'objet d'un commerce intense. Cette escalade protectionniste a contribué à nettement ralentir la dynamique du commerce mondial en 2019, qui ne progresserait que de 1 %, après +3,7 % en 2018. Selon Euler-Hermès, ce ralentissement a davantage affecté les économies les plus ouvertes et exposées aux échanges internationaux comme l'Allemagne, le Japon, la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong.

DÉCLIN MONDIAL DES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Selon les estimations provisoires de la CNUCED, les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) connaîtraient en 2019 un léger repli (-1 %) pour la quatrième année consécutive. En 2019, les flux mondiaux d'IDE devraient atteindre 1394 milliards de dollars (1413 milliards en 2018).

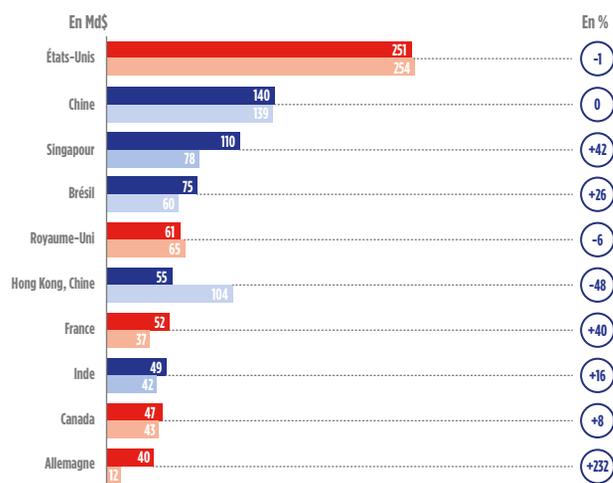
Les pays développés devraient connaître un recul des flux d'IDE entrants de 6 % pour atteindre 643 milliards de dollars. Ils déclineraient de 4 % en Europe et resteraient stables en Amérique du Nord. Au sein de l'Union européenne, les flux d'IDE ont décliné de 15 % pour atteindre 305 milliards de dollars, avec des évolutions fortement disparates entre les pays. En effet, les flux d'IDE à destination des Pays-Bas (-98 %), de l'Espagne (-87 %) et du Royaume-Uni (-6 %) ont décliné, alors qu'ils ont connu un fort rebond en France (+40 %) et en Allemagne (+232 %). Avec 52 milliards de dollars, la France est le 7^e pays d'accueil des flux d'IDE mondiaux en 2019 et le 2^e pays européen après le Royaume-Uni (selon les données de la CNUCED).

Les flux d'IDE vers les pays en développement resteraient stables, soit 695 milliards de dollars en 2019. Les flux à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes progresseraient de 16 % alors que les flux à destination de l'Asie chuteraient de 6 %. Les tensions commerciales

¹ « Comptes nationaux trimestriels - première estimation (PIB) - quatrième trimestre 2019. » Informations Rapides, Insee, n° 2020-23, 31 janvier 2020.

et les changements de politique liés aux investissements en Corée du Sud, ainsi que le retrait de capitaux à Hong Kong expliquent une part essentielle de ce déclin.

Fig. 1 FLUX D'IDE ENTRANTS : TOP 10 DES PAYS D'ACCUEIL, 2018 ET 2019*



Pays développés : ■ 2019 ■ 2018

Pays en voie de développement : ■ 2019 ■ 2018

* Estimations provisoires

Source : CNUCED

STABILISATION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS CRÉATEURS D'EMPLOI EN EUROPE

Selon les données de fDi Markets, les investissements physiques créateurs d'emploi se sont stabilisés dans le monde.

Avec 27 % des investissements créateurs d'emploi dans le monde, l'Europe de l'Ouest est la première région d'accueil devant l'Amérique du Nord (26 %) et l'Asie-Pacifique (20 %). Viennent ensuite l'Europe émergente (10 %), l'Amérique latine (9 %), l'Afrique (4 %) et le Moyen-Orient (5 %)².

Selon les données de l'Observatoire Europe de Business France, les investissements étrangers créateurs d'emploi à destination des pays européens ont connu une légère progression de 2 % en 2019. En Europe, les trois principaux pays d'accueil sont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui accueillent près de la moitié des investissements étrangers créateurs d'emploi. En 2019, la France a accueilli 19 % des projets d'investissement destinés au marché européen.

Premiers investisseurs étrangers en Europe, les entreprises américaines réalisent 28 % du total des investissements, en progression de 4 % par rapport à 2018. Viennent ensuite les entreprises allemandes, dont la dynamique des investissements en Europe est de +9 % en 2019. Plus de la moitié des investissements en Europe sont des flux intra-européens (51 %).

La présence étrangère en Europe se porte principalement sur les activités de services aux entreprises (42 %) et industrielles (23 %). **La France est la 1^{re} destination européenne pour les projets d'investissement industriels** : elle accueille 26 % des investissements de production. La France est également la 1^{re} destination européenne pour les investissements de recherche et développement, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Les entreprises étrangères les plus dynamiques relèvent des secteurs des logiciels et prestations informatiques (21 %), du conseil-ingénierie (10 %), des services financiers (9 %), ainsi que des constructeurs automobiles et équipementiers (6 %) et du transport stockage (5 %), machines et équipements mécaniques (5 %) et chimie, plasturgie (5 %).

Plus de 2 200 entreprises étrangères ont investi en Europe en 2019. La présence des entreprises étrangères se caractérise également par une forte diversité : les 15 premières entreprises représentent 6 % de l'ensemble des projets d'investissement.

Avec plus de 40 projets recensés en 2019, le géant américain de l'e-commerce **Amazon.com** poursuit son déploiement en Europe où il emploie désormais plus de 40 000 personnes. La société a annoncé la création de plus de 10 000 emplois en Europe en 2019, notamment au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et en Italie, ses principaux marchés. Depuis 2010, Amazon.com a investi plus de 2 milliards d'euros dans l'économie française pour soutenir son développement, et l'entreprise compte désormais 7 500 collaborateurs en CDI.

Le groupe chinois **Huawei Technologies** poursuit sa croissance et son implantation en Europe. En 2019, l'entreprise a réalisé plusieurs investissements au Royaume-Uni notamment : le groupe a annoncé un investissement de plusieurs milliards de livres visant la création d'un centre de R&D et d'un site de production de puces optiques destinées à l'exportation.

Le groupe allemand **Deutsche Post DHL** renforce son positionnement en Europe, et en France en particulier où l'entreprise a investi 8 millions d'euros dans les infrastructures en 2019 dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

² Ces estimations sont réalisées à partir des données de fDi Markets pour l'année 2019. Données extraites le 6 février 2019.

TOP 10 DES PRINCIPAUX INVESTISSEURS EN EUROPE

ENTREPRISE MÈRE	PAYS D'ORIGINE	SECTEUR PRINCIPAL	NOMBRE DE PROJETS	PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL	CA MONDE (MD\$)	EFFECTIF MONDE
AMAZON.COM INC.	États-Unis	Commerce et distribution	41	France, Allemagne	232 887	647 500
ALPHABET GOOGLE	États-Unis	Logiciels et prestations informatiques	14	Espagne, Finlande	161 857	118 899
HUAWEI TECHNOLOGIES	Chine	Opérateur de télécommunication / Équipements électroniques	14	Royaume-Uni, France	105 191	188 000
DEUTSCHE POST DHL GROUP	Allemagne	Transport, stockage	12	France, Pologne	68 012	547 459
SCHWARZ BETEILIGUNGS (LIDL)	Allemagne	Commerce et distribution	12	France, Espagne	115 250	429 000
ROBERT BOSCH GMBH	Allemagne	Équipementier automobile / Équipements électriques	10	Portugal, Hongrie	86 700	410 000
VOLKSWAGEN AG	Allemagne	Constructeurs automobiles	9	France, Royaume-Uni	86 190	119 400
NESTLÉ S.A.	Suisse	Industrie agroalimentaire	8	Espagne, France	94 400	308 000
CGI GROUP	Canada	Conseil et prestations informatiques	7	France, Royaume-Uni	9 120	77 500
DEUTSCHE BAHN AG	Allemagne	Transport, stockage	7	France, Autriche	48 650	318 528

Source : Observatoire Europe, Business France ; sites institutionnels des investisseurs et documentation financière

L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE SE MAINTIENT À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Déterminé à améliorer l'environnement des affaires et à soutenir les créations d'entreprises et d'emplois, le gouvernement a engagé un vaste programme de réformes pour simplifier et moderniser son économie. Parmi les principales réformes en faveur de l'emploi et des entreprises, nous pouvons citer la réforme du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), calculé sur la masse salariale, qui a permis de soutenir les marges des entreprises. De même, les réformes du marché du travail, adoptées en 2017, et de l'assurance chômage permettent une meilleure adéquation entre les niveaux salariaux et ceux de la productivité du travail, ce qui favorise les embauches en contrat à durée indéterminée. Par ailleurs, la refonte du système de formation professionnelle et le renforcement de l'apprentissage participent à améliorer les compétences des travailleurs et à assurer une meilleure adéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail. Enfin, les mesures prises en faveur des entreprises (loi PACTE) ont renouvelé l'environnement des affaires en France.

Ainsi, **les créations d'entreprises atteignent un nouveau record en 2019** : 815 300 entreprises (dont 428 900 micro-entrepreneurs) ont été créées en France, soit 18 % de plus qu'en 2018. Et le nombre de défaillances d'entreprises est en forte baisse depuis juillet 2016. Symboles de la dynamique et de la confiance accordée à l'économie française, ces tendances sont associées au renforcement de l'attractivité de la France.

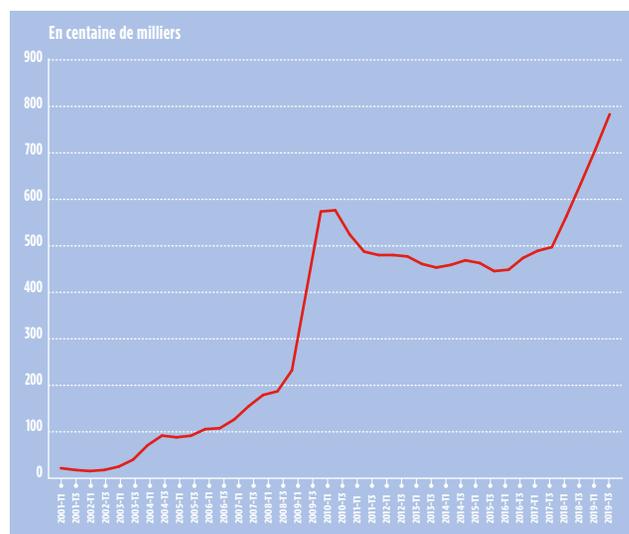
Fig. 3 ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES



Source : Banque de France

L'image de la France auprès des responsables d'entreprises étrangères a connu un véritable tournant à la suite de l'élection d'Emmanuel Macron, et cette dynamique positive s'est poursuivie et amplifiée. L'attractivité de l'Hexagone se stabilise à un niveau élevé : **87 % des cadres dirigeants à l'étranger la considèrent comme attractive**, soit 13 points de plus qu'en 2016 selon le Baromètre Kantar - Business France.

Fig. 2 ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES



Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements

MÉTHODOLOGIE

BAROMÈTRE KANTAR - BUSINESS FRANCE SUR L'IMAGE ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

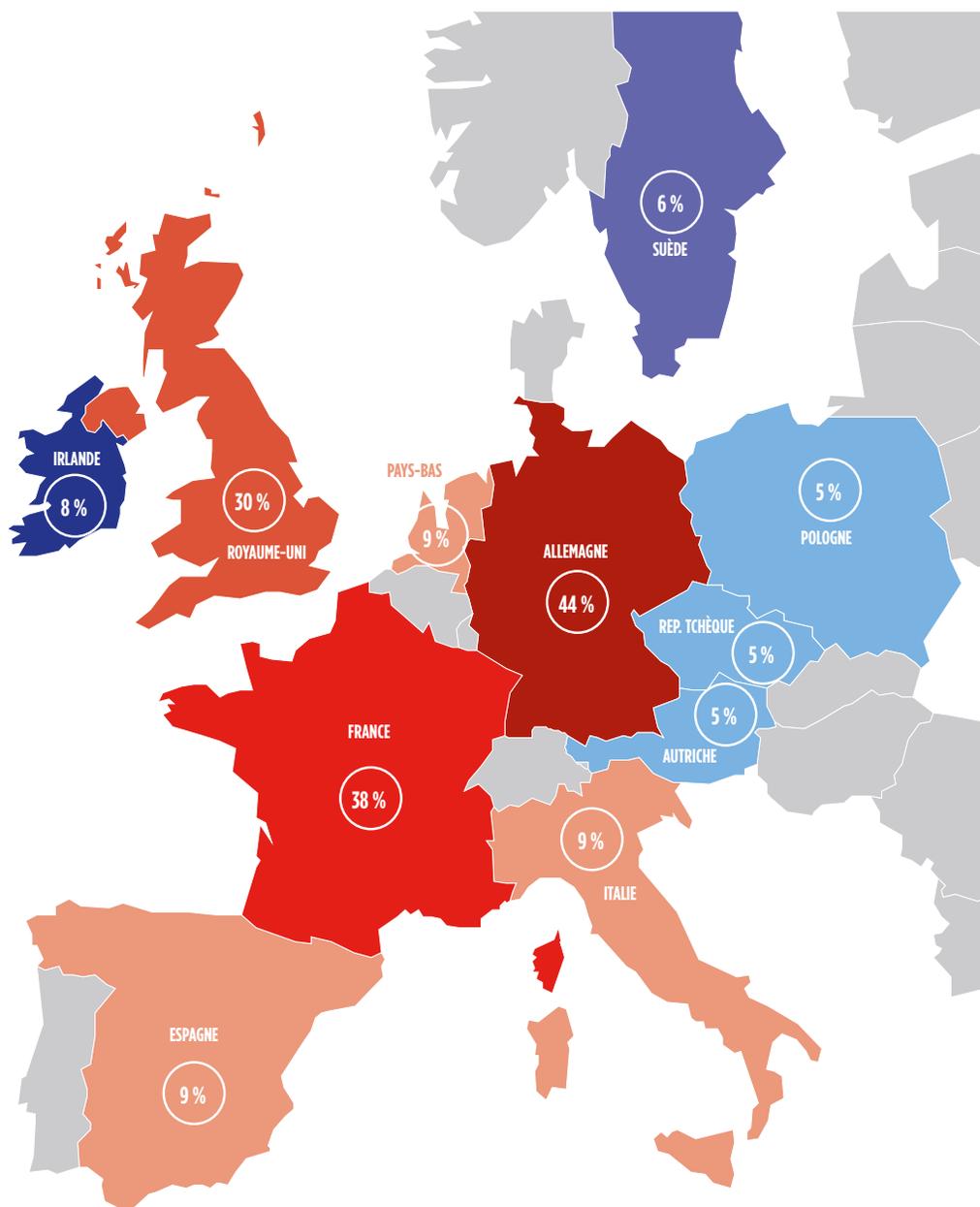
Kantar a interrogé en novembre 2019, pour le compte de Business France, des dirigeants d'entreprises étrangères implantées ou non en France. L'objectif est de mesurer les perceptions relatives à l'image économique et à l'attractivité de l'économie française et de mieux comprendre les processus de décision en matière de choix de localisation des investissements.

Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès de **762 entreprises étrangères** : **573** leaders d'opinion à l'étranger répartis aux États-Unis, en Chine, en Inde, au Royaume-Uni, en Allemagne, aux Émirats arabes unis, et **189** cadres dirigeants d'entreprises étrangères installées en France.

Fig. 4 PAYS EUROPÉENS JUGÉS LES PLUS ATTRACTIFS

QUESTION :

Si l'on évoque un pays européen où il est intéressant pour les entreprises étrangères d'investir, à quel(s) pays pensez-vous en premier (deux réponses possibles) ?



Source : Baromètre Kantar - Business France

D'autres observateurs économiques font le même constat. Selon la dernière étude Ipsos, réalisée en octobre 2019 auprès de 200 dirigeants d'entreprises étrangères implantées en France, 84 % des responsables de sociétés étrangères affirment que « la France est aujourd'hui un pays attractif pour les entreprises ». Une hausse de 52 points par rapport à 2016, où seulement 3 responsables sur 10 (32 %) partageaient un tel jugement.

Plus révélateur encore de la forte attractivité du territoire français aux yeux des dirigeants étrangers, 98 % d'entre eux estiment que les réformes engagées pour « améliorer l'attractivité de la France vont dans le bon sens ». Un chiffre record depuis la création de l'étude Ipsos en 2014.

L'attractivité comparée de la France progresse elle aussi fortement. Selon Kantar, la France est le 2^e pays européen jugé le plus attractif, citée par 38 % des cadres dirigeants interrogés.

On notera que l'écart d'attractivité entre la France et le Royaume-Uni se creuse nettement : alors qu'un seul point les séparait fin 2018, le Royaume-Uni perd du terrain cette année (-4 points en un an), quand l'attractivité de la France se renforce (+3 points), tout comme celle de l'Allemagne (+3 points). *In fine*, la France devance le Royaume-Uni de 8 points fin 2019, contre 1 point l'an dernier (cf. Fig. 4). L'attractivité comparée de la France est 2 fois plus élevée qu'en 2016 (où elle était citée par 15 % des cadres dirigeants étrangers).

LE BREXIT, SOURCE D'INCERTITUDE POUR LES ENTREPRISES

Le Brexit se traduit par un attentisme des investisseurs étrangers, en particulier ceux des pays émergents, qui avaient massivement choisi le Royaume-Uni comme plateforme pour s'implanter en Europe. Depuis 2016, l'attractivité perçue du Royaume-Uni est en recul.

Avec le Brexit, débute la négociation du nouveau traité de libre-échange avec l'UE. Un traité qui devra définir la relation du pays avec son principal partenaire commercial. Le temps des négociations maintient la période d'incertitude pour les investisseurs et les entreprises.

En conséquence directe, cette année les cadres dirigeants sont bien plus nombreux à anticiper une révision de la stratégie d'implantation au Royaume-Uni des entreprises de leur pays au profit d'un autre pays européen (64 %, soit 6 points de plus que l'année dernière). Et la France reste le 2^e pays qui pourrait en bénéficier (40 %, +3 points) derrière l'Allemagne.

Toutefois, de fortes incertitudes demeurent. Une majorité relative de cadres dirigeants interrogés (43 %) considère que le Brexit aura un impact négatif sur les investissements des entreprises de leur pays en France (contre 21 % qui considèrent que cela n'aura aucun impact et 35 % que cela aura un impact positif).

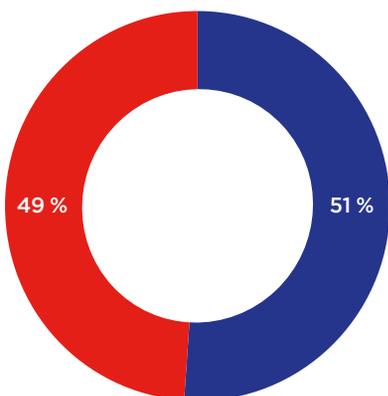
Fig. 5 IMPACT DU BREXIT SUR LES STRATÉGIES D'IMPLANTATION DES ENTREPRISES EN EUROPE

QUELLE AFFIRMATION CI-DESSOUS EST LA PLUS PROCHE DE VOTRE OPINION ?

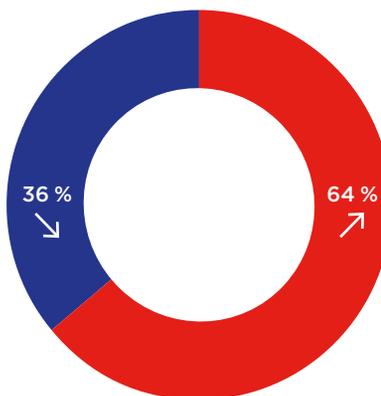
■ Avec le Brexit, les entreprises de votre pays vont revoir leur stratégie d'implantation au Royaume-Uni au profit d'un autre pays européen.

■ Le Brexit ne changera rien à la stratégie d'implantation des entreprises de votre pays au Royaume-Uni : elles continueront à y être présentes autant qu'avant.

Leaders présents en France



Leaders implantés à l'étranger

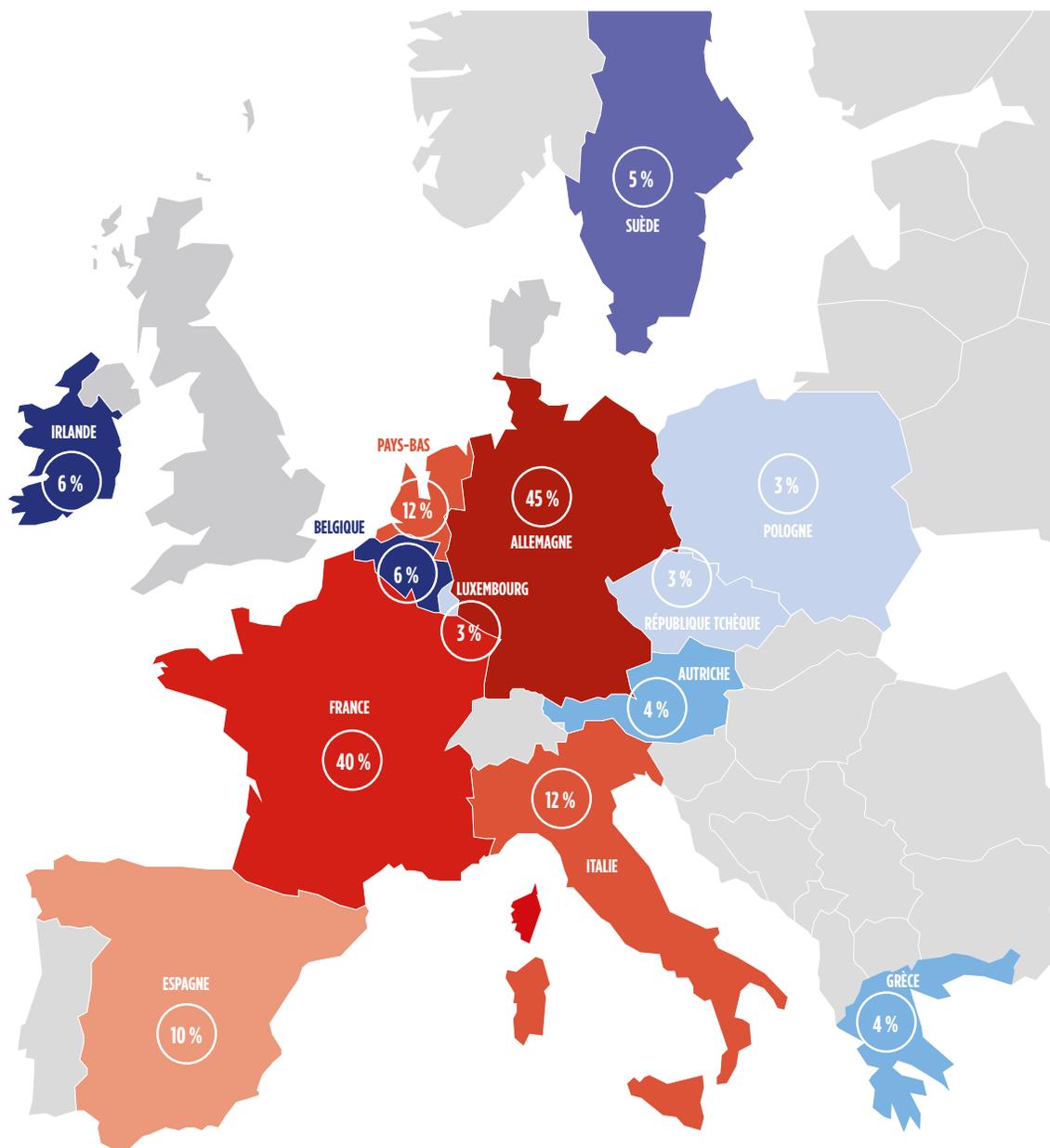


Source : Kantar - Business France

Fig. 6 BREXIT : PAYS EUROPÉENS VERS LESQUELS LES ENTREPRISES SE RETOURNERONT LE PLUS

QUESTION :

Vers quels autres pays européens les entreprises se retourneront-elles en priorité selon vous ?



Source : Baromètre Kantar - Business France

Diversité statistique sur la mesure des investissements étrangers

Depuis la seconde moitié des années 1980 et l'accélération du processus de mondialisation de l'économie, l'investissement direct étranger (IDE) est au cœur de la restructuration industrielle mondiale et l'un des éléments les plus dynamiques des transactions internationales.

Cet encadré méthodologique permet de présenter les différentes données mesurant les flux de capitaux étrangers et la présence des filiales étrangères en France. Ces données sont complémentaires et permettent d'enrichir l'analyse réalisée à partir du Bilan France construit par Business France avec les acteurs territoriaux.

LES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI

Le besoin d'évaluer le rôle et l'impact des investissements directs non seulement sur le plan financier mais aussi sur l'emploi a mis en évidence la nécessité de disposer également de données qui caractérisent l'activité des firmes multinationales au niveau microéconomique. Ces données individuelles permettent de rendre compte de la diversité des entreprises qui constituent notre tissu productif.

BILAN FRANCE, Business France

Le bilan des investissements étrangers en France (Bilan France) est un outil d'analyse des projets d'investissement étrangers et de leur contribution à l'économie française. Élaboré depuis 1993, il recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Le Bilan France repose sur des annonces de projets validés, et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant généralement pas divulgués par les entreprises, ces données en valeur ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

OBSERVATOIRE EUROPE, Business France

Depuis 2007, l'observatoire de Business France recense les projets d'investissement étrangers créateurs d'emploi en Europe qui ont fait l'objet d'une communication dans la presse. Les sources comprennent les communiqués de presse,

les journaux et la presse spécialisée, les publications d'associations professionnelles, sites web d'entreprises. Chaque décision d'investissement est rattachée à la maison mère de l'entreprise qui investit. Deux types d'investissement sont retenus : les créations de sites et les extensions de sites déjà existants. Sont exclues les fusions-acquisitions, les prises de participation ainsi que les alliances stratégiques.

EUROPEAN INVESTMENT MONITOR (EIM), EY

Sont pris en compte dans la base de données EIM les projets d'investissement direct étranger créant des emplois dans le cadre de créations ou d'extensions de sites, tels que des unités de production, plateformes logistiques, centres de back-office, centres de service partagés, quartiers généraux, centres de R&D, bureaux de marketing et vente. Ces projets sont principalement recensés par le biais des communications publiques dans la presse, sur le modèle de l'Observatoire Europe de Business France.

CROSSBORDER INVESTMENT MONITOR, fDi Markets

La base de données Crossborder Investment Monitor, réalisée depuis 2003 par fDi Markets, selon l'approche des observatoires, rassemble des données relatives aux projets d'implantation des firmes étrangères dans le monde. Ne sont pris en compte que les projets « greenfield » (première implantation sur le site) et les extensions de sites existants. Sont exclues les fusions-acquisitions, les privatisations ainsi que les alliances stratégiques.



INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE)

Selon la définition de référence des investissements directs internationaux de l'OCDE, compatible avec le Manuel de la Balance des Paiements du FMI :

« L'investissement direct est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie ("l'investisseur direct") afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise ("l'entreprise d'investissement direct") qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. L'investisseur est motivé par la volonté d'établir, avec l'entreprise, une relation stratégique durable afin d'exercer une influence significative sur sa gestion. L'existence d'un "intérêt durable" est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct... »

Les flux d'IDE regroupent des opérations de nature très diverse. Les investissements directs comprennent, outre les opérations en capital et les bénéfices réinvestis, l'ensemble des prêts, avances, dépôts, à court et long termes, entre sociétés affiliées. Une partie de ces flux financiers ont des finalités identiques à celles des opérations en capital social : c'est le cas par exemple lorsqu'une maison mère effectue un prêt à une filiale non résidente en vue de l'extension de ses capacités de production. Cependant, une partie de ces flux financiers répond à des considérations fiscales avec l'implantation de sociétés holdings et autres centres de trésorerie dans certains pays européens à fiscalité aménagée pour les entreprises multinationales. La mondialisation et l'internationalisation des firmes ont ainsi contribué à une multiplication des opérations à court terme et à un accroissement de la volatilité des flux d'investissements directs étrangers. La CNUCED collecte et agrège les données des flux d'IDE fournies par les banques centrales sans distinguer les composantes de ces flux. La CNUCED ne distingue pas l'optimisation fiscale des entreprises (prêts intragroupes) des implantations de nouveaux sites (capital social *stricto sensu*). Les flux financiers de prêts internes aux entreprises multinationales (« prêts intragroupes ») comprennent

souvent plusieurs opérations de sens opposé, entrant et sortant, qui se compensent au cours d'une année. Les fortes variations de prêts intragroupes rendent les flux d'IDE fortement volatils.

Le FMI et l'OCDE recommandent désormais d'estimer les flux d'IDE en utilisant la méthode dite du « principe directionnel étendu », qui reflète mieux la réalité économique des opérations. Elle consiste à retraiter les prêts intragroupes pour ne retenir qu'un flux net par groupe multinational et par an, au lieu de comptabiliser chacune des opérations, intervenant généralement dans des sens opposés, réalisées au cours de l'année. La Banque de France est l'une des rares institutions à appliquer ce principe, qui permet de limiter l'impact des prêts intragroupes entre filiales sœurs sur les flux d'IDE. C'est la raison pour laquelle toute comparaison internationale est à ce stade inappropriée.

DONNÉES SUR LES FUSIONS- ACQUISITIONS INTERNATIONALES

Produites essentiellement par des consultants privés (ex. : Thomson Reuters, Zephyr - Bureau van Dijk), ces données permettent de retracer les prises de contrôle d'entreprises par des firmes étrangères et les montants financiers correspondants.

DONNÉES SUR LA PRÉSENCE ÉTRANGÈRE EN FRANCE

L'Insee établit des statistiques sur l'activité des filiales françaises d'entreprises étrangères à partir d'une enquête sur les liaisons financières entre sociétés (LiFi) réalisée auprès des entreprises. Le taux de 50 % des droits de vote ou du capital social est retenu pour établir le contrôle d'une entreprise par une société étrangère. Le dispositif É sane combine des données administratives (obtenues à partir des déclarations annuelles de bénéficiaires que font les entreprises à l'administration fiscale, et à partir des données annuelles de données sociales qui fournissent des informations sur les salariés) et des données obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises enquêtées par un questionnaire spécifique pour produire les statistiques structurelles d'entreprises. Ces bases contiennent des données relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires, à l'investissement corporel, au commerce extérieur des entreprises résidentes sous contrôle étranger.

2

Caractéristiques des investissements internationaux en 2019

28 PROJETS ET EMPLOIS

31 PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS

36 FONCTIONS SERVIES PAR LES INVESTISSEMENTS

46 SECTEURS D'ACTIVITÉ DES INVESTISSEMENTS

49 TYPES D'INVESTISSEMENT

52 INVESTISSEMENTS FINANCIERS

PROJETS ET EMPLOIS

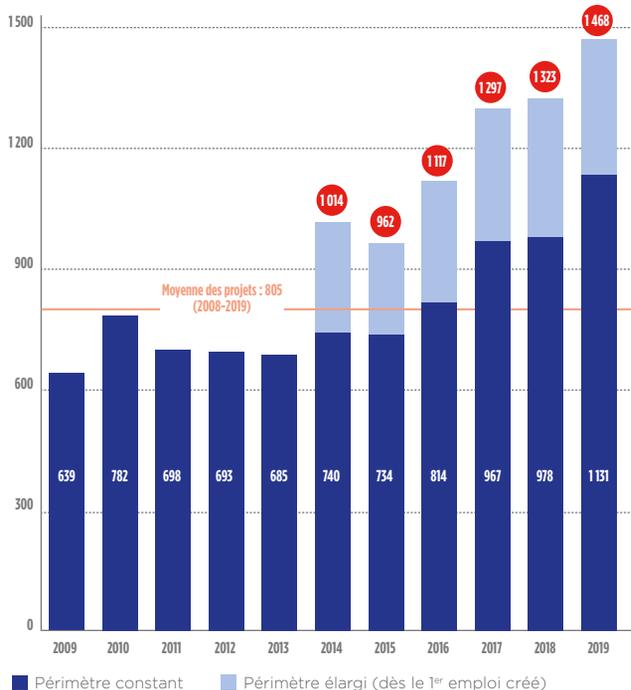
Meilleure année depuis plus de dix ans

L'année 2019 a été marquée par des risques et incertitudes, générant des tensions commerciales et géopolitiques croissantes qui pèsent sur l'économie mondiale. Dans ce contexte, la France renforce son attractivité et son ouverture au monde.

+11 % DE DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT EN 2019

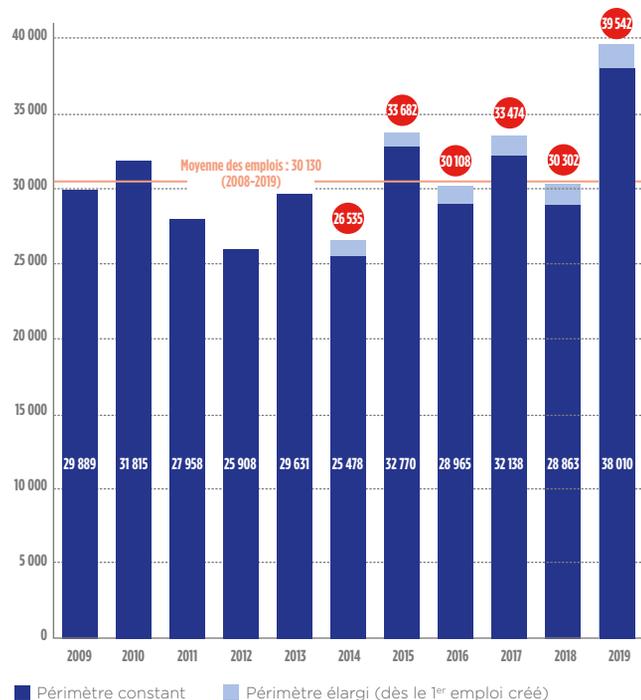
La France a attiré 1468 nouvelles décisions d'investissement étranger en 2019, soit une progression de 11 % par rapport à 2018. Les emplois créés ou maintenus par les investissements des filiales étrangères ont également connu un rebond de 30 % : 39 542 emplois créés en 2019 (dont 4 778 emplois maintenus).

Fig. 1 ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS (2009-2019)



Source : Bilan France 2019, Business France

Fig. 2 ÉVOLUTION DES EMPLOIS (2009-2019)



Source : Bilan France 2019, Business France

RECENSEMENT DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES DÈS LE PREMIER EMPLOI

Le Bilan France de Business France recense l'ensemble des projets d'investissement étranger qui créent ou maintiennent des emplois en France, et comptabilise les emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, fonction, type d'opération, pays d'origine et région de destination. Jusqu'en 2015, contrairement à d'autres agences de promotion européennes et de consultants privés, seuls **les projets créateurs d'au moins 10 emplois** étaient retenus.

Ce critère de taille ne s'appliquait pas aux primo-implantations européennes et aux projets qui relèvent d'une activité à forte valeur ajoutée (R&D, design, ingénierie, quartiers généraux, conseil aux entreprises).

Pour mieux comprendre notre environnement concurrentiel et apprécier la réalité des investissements étrangers créateurs d'emploi, Business France a décidé depuis 2015 de comptabiliser les décisions d'investissement dès le premier emploi créé (le « périmètre élargi »).

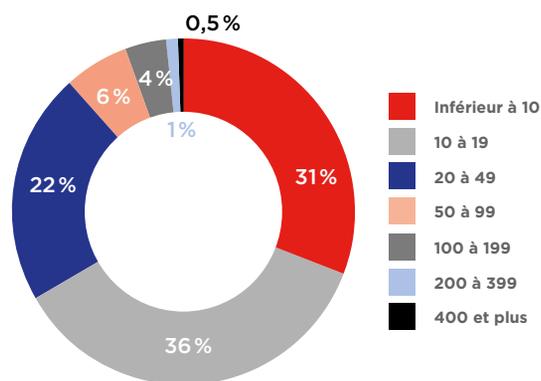
Afin de pouvoir estimer des évolutions annuelles, nous distinguons ainsi le périmètre constant (méthode retenue avant 2015) au périmètre élargi (méthode retenue depuis 2015).

47 EMPLOIS CRÉÉS EN MOYENNE DANS LES ACTIVITÉS DE LOGISTIQUE

En 2019, chaque projet d'investissement crée ou maintient 27 emplois en moyenne au niveau national, un niveau proche de celui de la période 2014-2019. La taille moyenne varie fortement selon les fonctions et les secteurs. La taille moyenne des emplois est la plus forte dans les activités de logistique (47), industrielles (36) et de services aux entreprises (32). Cependant, la taille moyenne des activités de logistique varie sectoriellement : 186 emplois dans le secteur du commerce et de la distribution contre 10 dans le secteur des machines et équipements mécaniques. La taille moyenne des projets associés aux activités industrielles fluctue également avec 149 emplois en moyenne dans le secteur aéronautique, naval et ferroviaire et 59 pour l'industrie automobile.

En 2019, on recense 81 projets d'investissement supérieur à 100 emplois contre 54 en 2018.

Fig. 3 RÉPARTITION DES PROJETS SELON LES EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS EN 2019

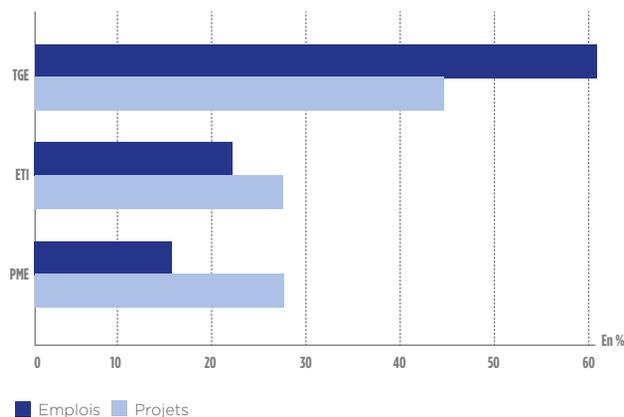


Source : Bilan France 2019, Business France

CONTRIBUTION CROISSANTE DES GRANDES ENTREPRISES À L'EMPLOI

En 2019, 44 % des projets sont portés par les très grandes entreprises (TGE, plus de 5 000 salariés), 28 % par les entreprises de taille intermédiaire (ETI, de 250 à 5 000 salariés) et 28 % par les petites et moyennes entreprises (PME, moins de 250 salariés). Les projets d'investissement portés par les TGE ont été particulièrement dynamiques en 2019, en hausse de 33 %. Cette année encore, la contribution des TGE à l'emploi est nettement majoritaire : elles sont à l'origine de 62 % des emplois annoncés en France par les investisseurs étrangers. Les ETI sont, quant à elles, à l'origine de 22 % des emplois créés ou maintenus par les investisseurs et contribuent à 22 % de la hausse des emplois induits.

Fig. 4 RÉPARTITION DES PROJETS ET EMPLOIS EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA SOCIÉTÉ MÈRE EN 2019



Source : Bilan France 2019, Business France

Ils investissent en France



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES
QC WARE, ÉTATS-UNIS

Cette startup californienne spécialisée dans la production de solutions d'informatique quantique a choisi la France et son programme ambitieux de recherche sur l'informatique quantique pour y implanter son centre de recherche européen. Cette première implantation hors du marché domestique américain lui offre l'opportunité de recruter des chercheurs français afin de développer des partenariats avec les meilleurs instituts de recherche français (comme l'INRIA) tout en prospectant les groupes du CAC 40. L'entreprise prévoit d'employer une dizaine de chercheurs à horizon 2021 en Île-de-France et de continuer de développer des partenariats avec le secteur public tout comme le monde de l'entreprise.



TRANSPORT, STOCKAGE
SEIFERT LOGISTICS, ALLEMAGNE

La filiale française du groupe allemand Seifert Logistics, Seifert Automotive Logistics France, développe ses activités en France. Partenaire du constructeur Mercedes, Seifert l'accompagne actuellement dans son développement à Hambach (Grand Est) avec la construction d'un nouveau hall logistique de 40 000 m² à proximité du site du constructeur. Le montant des investissements pour ce projet se situe entre 25 et 30 millions d'euros avec une perspective d'embauche de l'ordre d'une centaine de salariés à l'horizon 2021.

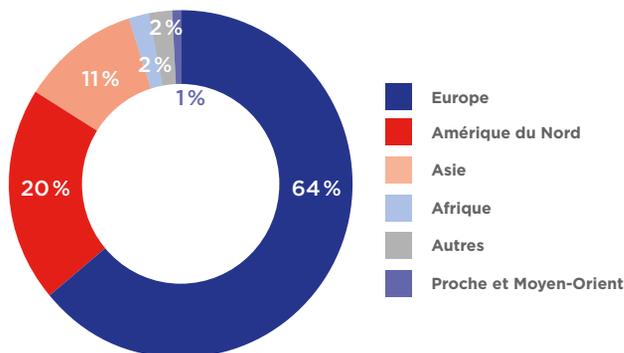
PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS

64 % des investissements sont européens

Les investissements étrangers proviennent de 58 pays différents en 2019.

Les investissements européens restent prédominants et représentent 64 % des investissements étrangers créateurs d'emploi en France. Viennent ensuite l'Amérique du Nord (20 %) et l'Asie (11 %).

Fig. 5 RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION D'ORIGINE EN 2019



Source : Bilan France 2019, Business France

LES INVESTISSEURS ALLEMANDS ONT ÉTÉ PARTICULIÈREMENT DYNAMIQUES EN FRANCE

Les principaux investisseurs en France sont les entreprises américaines (16,2 %), suivies des entreprises allemandes (15,5 %), britanniques (11,8 %), italiennes (8 %), suisses (5,2 %), belges (5 %) et chinoises (4,4 %).

Us investissent en France



CHIMIE, PLASTURGIE

CRYOSTAR (LINDE AG), ALLEMAGNE

Cryostar, filiale depuis 2006 du groupe allemand Linde AG spécialisé dans les gaz industriels, conçoit et fabrique des équipements cryogéniques pour la liquéfaction des gaz. Elle investit sur son site de Héisingue (Grand Est) afin de développer de nouveaux débouchés tels que le gaz naturel liquéfié pour le transport routier et les équipements pour la géothermie profonde. Soixante emplois supplémentaires seront créés sur ce site, qui en compte déjà 555 et réalise 95 % de son chiffre d'affaires à l'export. Un des atouts du site de Héisingue est sa localisation à proximité immédiate de l'aéroport Bâle-Mulhouse.



MÉDICAMENTS ET BIOTECHNOLOGIES APPLIQUÉES

INOVET, BELGIQUE

Inovet investit 28 millions d'euros en Hauts-de-France pour tripler la capacité du site de production de Biové. La société de produits pharmaceutiques vétérinaires Biové (groupe belge Inovet), située à Arques en Hauts-de-France, va bénéficier d'un investissement de 28 millions d'euros. Ce dernier, divisé en quatre phases, devrait permettre la modernisation de l'usine afin d'en tripler les capacités de production. Inovet vise une entrée au top 50 mondial des sociétés de santé animale (élevage et domestique) d'ici 2024. Afin de mettre en œuvre cette politique d'augmentation de la production, l'entreprise prévoit de renforcer ses équipes. Le recrutement d'une trentaine de personnes est prévu d'ici 2021.

**PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DES INVESTISSEMENTS
ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2019**

PAYS	PROJETS				EMPLOIS			
	2019	2018	PART	ÉVOLUTION	2019	2018	PART	ÉVOLUTION
États-Unis	238	232	16 %	3 %	7 886	6 274	20 %	26 %
Allemagne	228	180	16 %	27 %	4 946	3 618	13 %	37 %
Royaume-Uni	173	118	12 %	47 %	5 927	2 448	15 %	142 %
Italie	118	94	8 %	26 %	2 199	1 502	6 %	46 %
Suisse	76	72	5 %	6 %	2 290	3 359	6 %	-32 %
Belgique	74	65	5 %	14 %	1 058	1 090	3 %	-3 %
Chine	65	57	4 %	14 %	1 364	1 078	3 %	27 %
<i>dont Hong Kong</i>	7	6	0 %	17 %	62	68	0 %	-9 %
Pays-Bas	63	104	4 %	-39 %	1 590	1 431	4 %	11 %
Japon	57	53	4 %	8 %	952	1 195	2 %	-20 %
Canada	51	48	3 %	6 %	1 584	1 544	4 %	3 %
Espagne	45	45	3 %	0 %	1 717	1 052	4 %	63 %
Suède	35	31	2 %	13 %	775	678	2 %	14 %
Danemark	28	16	2 %	75 %	698	214	2 %	226 %
Luxembourg	23	15	2 %	53 %	759	354	2 %	114 %
Autriche	20	16	1 %	25 %	289	295	1 %	-2 %
Inde	18	17	1 %	6 %	357	141	1 %	153 %
Irlande	10	13	1 %	-23 %	376	188	1 %	100 %
Turquie	10	6	1 %	67 %	318	47	1 %	577 %
Finlande	10	6	1 %	67 %	315	560	1 %	-44 %
Norvège	9	6	1 %	50 %	131	180	0 %	-27 %
Europe*	8	2	1 %	300 %	1 729	961	4 %	80 %
Corée du Sud	8	13	1 %	-38 %	245	163	1 %	50 %
Singapour	8	4	1 %	100 %	83	55	0 %	51 %
Brésil	8	8	1 %	0 %	54	63	0 %	-14 %
Pologne	7	3	0 %	133 %	323	54	1 %	498 %
Tunisie	7	8	0 %	-13 %	157	113	0 %	39 %
Maroc	7	8	0 %	-13 %	113	145	0 %	-22 %
Portugal	6	8	0 %	-25 %	357	266	1 %	34 %
Israël	5	11	0 %	-55 %	40	174	0 %	-77 %
Afrique du Sud	5	6	0 %	-17 %	28	140	0 %	-80 %
Émirats Arabes Unis	4	4	0 %	0 %	181	156	0 %	16 %
Autres	44	54	3 %	-19 %	701	764	2 %	-8 %
Total général	1 468	1 323	100 %	11 %	39 542	30 302	100 %	30 %

* Note : ensemble des projets réalisés par le groupe Airbus et l'Autorité bancaire européenne.

Source : Bilan France 2019, Business France

Les investissements américains en France restent dynamiques en 2019, les États-Unis restant le principal pays investisseur et pourvoyeur d'emplois en France. Avec 238 projets recensés, ils sont à l'origine de 16 % de l'ensemble des investissements étrangers créateurs d'emploi recensés en France et de 20 % des emplois associés. **Les entreprises américaines se distinguent par leur implication dans la R&D** : elles sont à l'origine de plus du quart des décisions recensées dans cette fonction (27 %) et de 39 % de l'emploi associé. Elles relèvent principalement des secteurs logiciels et prestations informatiques (IBM), chimie et plasturgie (Hexcel Corporation) et constructeurs automobiles (Flex-N-Gate).

Les investissements allemands ont connu un réel essor en France en 2019 : +27 %, soit 228 décisions d'investissement. Les emplois associés aux investissements allemands ont progressé de 37 % pour atteindre 4946 emplois. Les entreprises allemandes sont à l'origine de plus du tiers des investissements étrangers dans les points de vente et sont à l'origine de 21 % des emplois liés. Les principales implantations concernent des enseignes telles que Lidl, Maxi Zoo et Snipes, attirées par la demande domestique du marché français. Les entreprises allemandes sont également parmi les principales contributrices aux activités de logistique, étant à l'origine de 31 % des décisions d'investissement dans cette fonction. Il s'agit principalement des extensions de sites de logistique des filiales allemandes telles que Schenker, Rethmann France et DHL International implantées en France.

Les entreprises britanniques sont les principales contributrices à la croissance des investissements et des emplois associés. Avec 173 projets (+47 %), les investisseurs britanniques sont à l'origine de 12 % des projets et de 15 % des emplois induits. L'année 2019 se caractérise par une progression des investissements industriels avec de nombreuses reprises de sites en difficulté par les investisseurs britanniques. On peut notamment citer les acquisitions réalisées par le groupe métallurgique GFG Alliance, et le groupe métallurgique et sidérurgique Liberty House permettant le maintien

de plusieurs centaines d'emplois sur le territoire français. Les entreprises britanniques sont également particulièrement présentes dans les points de vente, au niveau national elles sont à l'origine de 35 % des projets et de 58 % des emplois associés pour cette fonction. Il s'agit principalement du déploiement de la présence des enseignes Action France, filiale de 3i Group, initié en 2018.

En 2019, les investissements italiens en France ont progressé de 26 % pour atteindre 118 projets.

Les investissements italiens dans les activités de R&D ont doublé, et les entreprises italiennes sont à l'origine de 13 % des investissements dans la R&D. Il s'agit principalement du développement des activités de R&D dans les secteurs énergies renouvelables, machines et équipements mécaniques.

Les investisseurs suisses se maintiennent au 5^e rang.

La hausse de 6 % des décisions d'investissement observée en 2019 résulte principalement des projets d'extension d'Adecco.

En 2019, la Chine est le 1^{er} investisseur asiatique en France, avec 65 décisions d'investissement (+14 %).

Les projets chinois s'orientent principalement vers les centres de décision (49 % des projets et 30 % des emplois). La Chine représente 28 % des projets de quartiers généraux Monde/Europe recensés en France en 2019. Elle se distingue aussi dans le domaine de la R&D, puisqu'elle est à l'origine de 8 % des projets et de 9 % des emplois de cette fonction au niveau national.

L'année 2019 se caractérise par une croissance des emplois dans l'industrie de 22 %. La hausse des emplois dans les activités de production résulte principalement des entreprises relevant du secteur aéronautique (+9,1 points), des machines et équipements mécaniques (+5,9 points), des équipements électriques et électroniques (+5,1 points).

Enfin, la contribution des investissements danois, belges, luxembourgeois à la hausse des projets d'investissement étrangers est à souligner.

L'IMPACT DU BREXIT SUR LA STRATÉGIE D'IMPLANTATION DES FIRMES SE CONFIRME

Le Brexit s'accompagne d'une période de négociations qui maintient les incertitudes pour les investisseurs et les entreprises. En conséquence directe, selon le baromètre Kantar - Business France, les cadres dirigeants (64 %) sont nombreux à anticiper une révision de la stratégie d'implantation au Royaume-Uni des entreprises de leur pays au profit d'un autre pays européen. La France se positionnerait au 2^e rang européen des pays d'accueil qui pourraient en bénéficier (40 %), derrière l'Allemagne.

L'impact du Brexit sur la stratégie d'implantation des firmes se confirme : **23 projets d'investissement recensés au Bilan France 2019 sont directement liés au Brexit.** Ces projets permettront la création ou le maintien de plus de 1000 emplois. De nombreux acteurs du secteur financier ont annoncé leur décision de s'implanter en France. L'année 2019 se caractérise ainsi par une croissance de **48 %** des projets dans le secteur financier. Parmi les projets les plus importants, citons l'installation à Paris dès le 1^{er} trimestre 2019 du siège de l'**Autorité bancaire européenne**, qui a quitté Londres (150 emplois); le transfert du QGE de la compagnie d'assurance américaine **Chubb** de Londres vers Paris (50 emplois); la création

d'un nouveau centre de négoce d'action à Paris par la société financière américaine **Morgan Stanley**, conduisant à la création de 80 nouveaux postes; le choix de **Goldman Sachs** de relocaliser une partie de ses équipes et activités dans la capitale française.

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne s'est également traduite par un effondrement (-70 % au 1^{er} semestre 2019) des nouveaux investissements dans l'industrie automobile britannique selon l'Association des constructeurs et des vendeurs automobiles (SMMT). De manière concomitante, on observe une reprise des investissements étrangers dans le secteur automobile en France. L'année 2019 se caractérise par une progression des investissements industriels avec de nombreuses reprises de sites en difficulté par les investisseurs britanniques. On peut notamment citer les acquisitions réalisées par le groupe métallurgique GFG Alliance. Depuis son entrée sur le marché français en 2018 avec le rachat au groupe Rio Tinto de la plus grande usine d'électrolyse d'aluminium d'Europe localisée dans le Nord de la France (Liberty Aluminium Dunkerque), le groupe britannique GFG Alliance s'est imposé comme un acteur industriel majeur en France. Parmi ses investissements en 2019, GFG a repris Durisotti, le deuxième carrossier industriel en France, qui se trouvait en redressement judiciaire. La reprise de ces deux sites qui produisent des composants destinés à l'assemblage de moteurs automobiles a permis de conserver plusieurs centaines d'emplois.

Ils investissent en France



CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES
GFG ALLIANCE, ROYAUME-UNI

Depuis son entrée sur le marché français en 2018 avec le rachat au groupe Rio Tinto de la plus grande usine d'électrolyse d'aluminium d'Europe localisée dans le Nord de la France (Liberty Aluminium Dunkerque), le groupe GFG Alliance s'est imposé comme un acteur industriel majeur en France. Suite à des rachats successifs, GFG emploie aujourd'hui en France plus de 2 000 personnes sur sept sites industriels. Parmi ses investissements en 2019, GFG a repris Durisotti, le deuxième carrossier industriel en France en redressement judiciaire. Le périmètre de la reprise inclut les trois sites de la société situés à Sallaumines dans les Hauts-de-France, à Agen en Nouvelle-Aquitaine et à Metz dans la région Grand Est. La même année, GFG Alliance a repris deux fonderies dans le Poitou. La reprise de ces deux sites qui produisent des composants destinés à l'assemblage de moteurs automobiles a permis de conserver 600 emplois.



MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES
TECHNOALPIN AG, ITALIE

Technoalpin, entreprise industrielle italienne, leader mondial dans la conception et fabrication des équipements et de systèmes d'enneigement manuels et entièrement automatisés, poursuit son développement sur le marché français. Technoalpin a ainsi initié en 2018 un plan d'extension de son usine de production française basée à Dardilly (Auvergne-Rhône-Alpes). Cet investissement de l'ordre de 4 millions d'euros s'est notamment traduit par la construction du nouveau siège de plus de 1 000 m² (bureaux situés près de Lyon et inaugurés en avril 2019). Par ailleurs, le groupe a également initié un plan d'extension de son bureau d'études français, basé à Carquefou (Loire-Atlantique), impliquant notamment des travaux récents de sécurisation de la plateforme d'essais du groupe et un renforcement des équipes. Le recrutement de plusieurs salariés qualifiés (profils ingénieurs, bureaux d'études) est prévu à horizon des trois prochaines années au sein du centre de R&D de Carquefou.



TRANSPORT
EASYJET AIRLINE, ROYAUME-UNI

L'aéroport de Nantes-Atlantique a célébré le 4 avril 2019 l'inauguration de la base du spécialiste britannique du vol low cost, qui a accueilli trois Airbus A320, dont un décoré d'un emblème de la ville. L'investissement d'EasyJet à Nantes contribue directement à l'économie locale. Avec trois A320 basés, plus de 110 emplois sous contrat de droit français ont été créés, dont près de 40 postes de pilotes et plus de 70 postes de personnels de cabine. À l'heure où la mobilité interne est appréciée dans le monde du travail, EasyJet permet à ses équipages d'effectuer un choix de cadre de vie. L'emploi indirect se trouve également positivement impacté par les centaines d'emplois induits par le développement d'une compagnie aérienne, celui d'EasyJet se traduisant également par un apport direct de 100 000 nouveaux visiteurs en 2019.



ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX
ZIMMER BIOMET ROBOTICS, ÉTATS-UNIS

Filiale de Zimmer Biomet, fabricant de dispositifs robotiques d'assistance chirurgicale, la société montpellieraine Zimmer Biomet Robotics réalise un investissement de 20 millions d'euros pour s'installer dans de nouveaux locaux, près de l'aéroport Montpellier-Méditerranée. Ce nouveau site permettra à l'entreprise de doubler la surface dévolue à la production, mais aussi de construire un centre de formation pour chirurgiens et personnels de bloc opératoire, ainsi qu'un espace de démonstration. Cet investissement s'accompagne d'un plan d'embauches conséquent avec l'arrivée de 54 nouveaux collaborateurs.

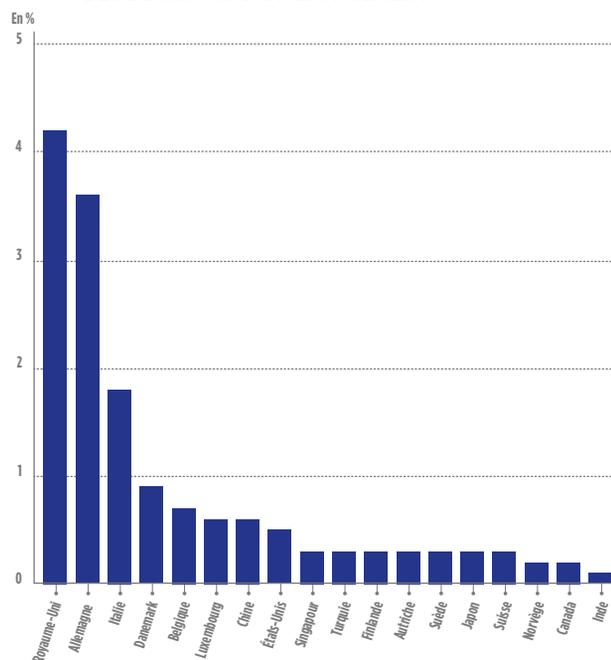


ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES
EHANG, CHINE

Spécialisée dans le secteur des drones passagers et logistiques, Ehang a signé un partenariat avec la métropole de Lyon fin 2018 pour coopérer sur les thématiques smart city et logistique du dernier kilomètre. Elle a implanté à Lyon son premier centre de R&D européen et de tests de vol, et vise l'accès aux marchés européens et d'Afrique du Nord depuis ce site.

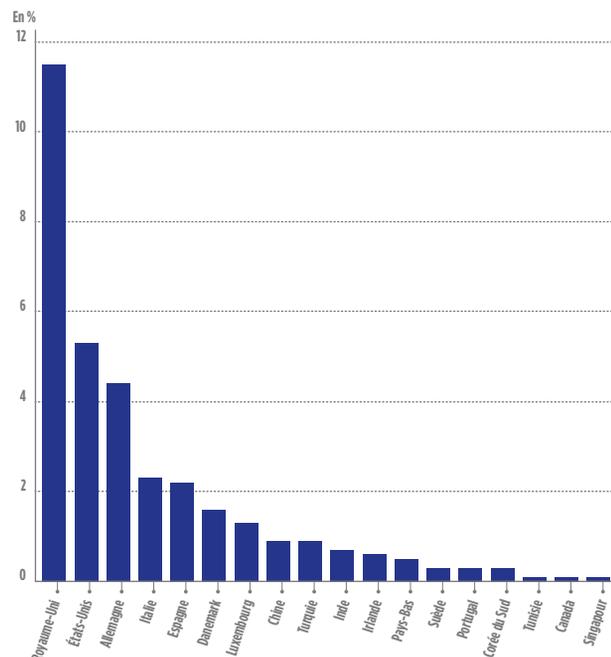
Les pays qui ont le plus contribué à la croissance des investissements sont le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie. En termes d'emplois, les principaux contributeurs sont le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

Fig. 6 CONTRIBUTION PAR PAYS À L'ÉVOLUTION DES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT



Source : Bilan France 2019, Business France

Fig. 7 CONTRIBUTION PAR PAYS À L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS ASSOCIÉS



Source : Bilan France 2019, Business France

FONCTIONS SERVIES PAR LES INVESTISSEMENTS

L'attractivité de la France se conforte dans les fonctions stratégiques

Dans l'exercice de leurs activités, les entreprises déploient plusieurs types de fonctions : production/réalisation, R&D, services aux entreprises, services aux particuliers, logistique et distribution, points de vente, centres de décision, quartiers généraux.

LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES PRIVILÉGIENT LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION

En 2019, les investisseurs étrangers privilégient les activités de production (26 % de l'ensemble des investissements) et les centres de décision (25 %) ainsi que les points de vente (14 %).

Les activités de production représentent un enjeu important en termes d'emplois : **1^{re} contributrice, avec 13 814 emplois**, soit 35 % de l'emploi total (cf. tableau ci-après).

La hausse constatée des investissements étrangers en France résulte principalement des investissements dans les points de vente (6 points), la production (4 points), la logistique (2 points) et la R&D (2 points).

La contribution à la hausse des emplois relève des investissements dans les points de vente (9 points), les sites de production (8 points) et les services aux entreprises (3,4 points) (cf. fig. 8 et 9).

À noter, la forte croissance des emplois dans les activités de R&D qui augmentent de 22 % en 2019. Parmi les principaux projets de R&D intensifs en emploi, nous pouvons citer le développement des activités d'ingénierie de solutions technologiques d'IBM, ainsi que les extensions des centres de R&D et d'ingénierie d'Amadeus.

CONTRIBUTION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR À LA PROSPECTION

Pour l'année 2019, 61 projets ont été détectés par le réseau des services économiques de la direction générale du Trésor et diffusés aux régions par la plateforme gérée par Business France. Ces projets ont un potentiel d'au moins 4 800 emplois créés et 1 150 emplois maintenus. Plus précisément, 70 % des projets recensés concernent des investisseurs situés en Europe, 20 % en Asie, le reste en Amérique du Nord et en Océanie. 26 % sont des projets de production et R&D, 25 % des projets de sièges sociaux, 12 % de logistique, le reste des projets de distribution et de services aux entreprises ou aux particuliers. Enfin,

deux tiers des projets concernent le secteur des services (notamment les services financiers et bancaires, les transports, le commerce et la distribution) et un tiers, le secteur industriel (notamment agroalimentaire et santé).

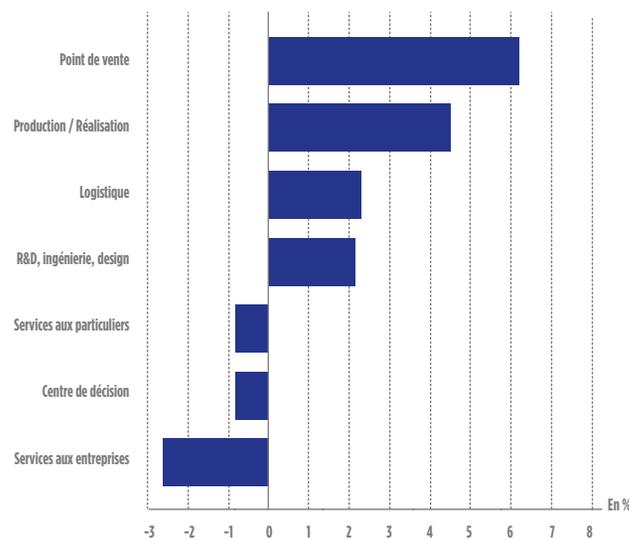
Parmi les projets identifiés, on peut citer le groupe de commerce de détail néerlandais, qui poursuit son expansion en France avec l'ouverture de plus de 75 nouveaux points de vente en 2019 sur l'ensemble du territoire. Cela se traduit par la création de 1 300 emplois. Afin de garantir un approvisionnement régulier de ces nouveaux points de vente, ce géant du discount ouvrira également les portes de sa 4^e plateforme logistique à Verrières-en-Anjou (Pays de la Loire). Cet investissement entraînera la création de près de 500 emplois sur trois ans via un partenaire logisticien Kühne + Nagel.

RÉPARTITION DES PROJETS
PAR FONCTION EN 2019

NATURE DES ACTIVITÉS	PROJETS				EMPLOIS			
	2019	2018	PART	ÉVOLUTION	2019	2018	PART	ÉVOLUTION
Centre de décision	362	373	25 %	-3 %	5 219	4 183	13 %	25 %
<i>Primo-implantation Europe</i>	56	90	4 %	-38 %	451	810	1 %	-44 %
<i>Primo-implantation nationale</i>	193	226	13 %	-15 %	2 755	2 511	7 %	10 %
<i>QG Monde / Europe</i>	37	23	3 %	61 %	454	271	1 %	68 %
<i>QG nationale</i>	76	34	5 %	124 %	1 559	591	4 %	164 %
Logistique	71	41	5 %	73 %	3 318	2 596	8 %	28 %
Point de vente	200	118	14 %	69 %	4 378	1 645	11 %	166 %
Production / Réalisation	380	320	26 %	19 %	13 814	11 295	35 %	22 %
R&D, Ingénierie, design	157	129	11 %	22 %	3 775	2 793	10 %	35 %
<i>R&D</i>	98	100	7 %	-2 %	2 542	2 231	6 %	14 %
<i>Ingénierie</i>	59	29	4 %	103 %	1 233	821	3 %	50 %
Services aux entreprises	186	220	13 %	-15 %	6 043	5 001	15 %	21 %
Services aux particuliers	112	122	8 %	-8 %	2 995	2 789	8 %	7 %
Total général	1 468	1 323	100 %	11 %	39 542	30 302	100 %	30 %

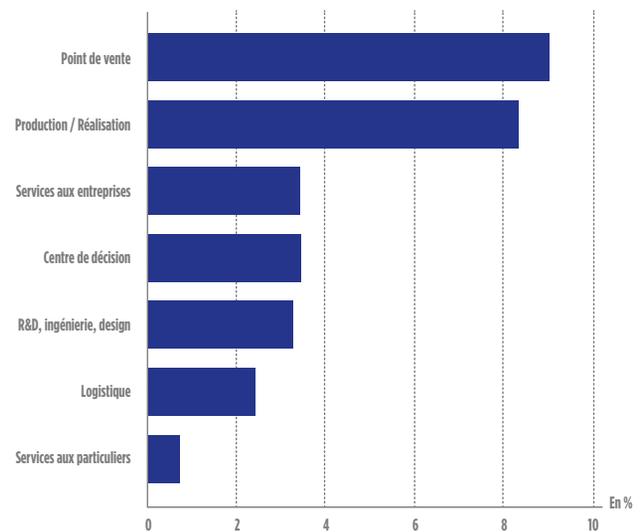
Source : Bilan France 2019, Business France

Fig. 8 CONTRIBUTION PAR FONCTION
À LA HAUSSE DES PROJETS



Source : Bilan France 2019, Business France

Fig. 9 CONTRIBUTION PAR FONCTION
À LA HAUSSE DES EMPLOIS



Source : Bilan France 2019, Business France

LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION SONT LES PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS À L'EMPLOI

Les investissements internationaux dans l'industrie française sont dynamiques, avec un taux de croissance de 19 % en 2019 pour atteindre 380 projets. Ces activités recouvrent 26 % de l'ensemble des investissements.

Les investissements dans les activités de production correspondent pour 76 % à des extensions de sites déjà existants et pour 13 % à de nouvelles implantations. Ainsi, en 2019, on recense 287 extensions de sites industriels et 50 créations de nouvelles usines. À noter que les implantations de nouveaux sites de production (+35 %) ont progressé plus vite que les extensions (+15 %).

Deux tiers des investissements étrangers dans la fonction de production sont originaires des États-Unis, d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et de Suisse. Les États-Unis sont les 1^{ers} investisseurs étrangers en France dans cette fonction. Avec 64 projets, ils sont à l'origine de 17 % des investissements et de 16 % des emplois associés. Viennent ensuite les entreprises allemandes, qui sont à l'origine de 13 % des décisions d'investissement et des emplois. On notera la forte progression des investissements britanniques (+79 %) et italiens (+30 %). Pour le Royaume-Uni, il s'agit principalement de reprises de sites en difficulté alors que, pour l'Italie, il s'agit du renforcement des sites de production déjà implantés sur le territoire.

La moitié des investissements de production se concentre dans les secteurs des machines et équipements mécaniques (14 %), de l'agroalimentaire (11 %), de la chimie, plasturgie (11 %), de l'industrie automobile (8 %), ainsi que du BTP, matériaux de construction (8 %). De par la nature de leurs activités, certaines entreprises consacrent une part beaucoup plus importante de leurs investissements dans les activités de production. Ainsi, les investissements de production sont prédominants dans le secteur des métaux (86 %), de l'agroalimentaire (56 %), du verre et de la céramique (85 %), de la chimie, plasturgie (72 %), de l'automobile et des équipementiers (59 %), des matériels aéronautiques, navals et ferroviaires (59 %), du BTP et des matériaux de construction (75 %) (cf. fig. 10).

Les activités de production représentent un enjeu important en termes d'emplois : **1^{re} contributrice, avec 13 814 emplois** (dont 10 099 emplois créés et 3 715 emplois maintenus), soit 35 % de l'emploi total. En termes d'emplois, les principaux secteurs contributeurs sont différents, viennent en tête les groupes des matériels aéronautiques et ferroviaires (21 %), l'industrie automobile (14 %), les métaux et travail des métaux (10 %) ainsi que la chimie et la plasturgie (9 %) (cf. fig 11).

LA FRANCE, UNE ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

Parmi les facteurs qui soutiennent la dynamique des investissements, nous notons les réformes de compétitivité (fiscalité, social, réglementation, simplification) affichées par la France. Ces réformes se traduisent par une maîtrise des coûts salariaux depuis 2013, notamment dans l'industrie, grâce à l'instauration du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte de responsabilité. Ainsi, entre le 4^e trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2019, le coût de la main-d'œuvre a augmenté moins rapidement en France que dans la moyenne de la zone euro : +8,1% en France contre +10,8 % en zone euro. Conséquence des réformes fiscales et des allègements de charges décidés ces dernières années par le gouvernement, le coût horaire de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière française (38,70 €) est plus faible qu'en Allemagne (42,70 €) au 3^e trimestre 2019.

Notre industrie est particulièrement attractive et plébiscitée par 81 % des investisseurs étrangers selon notre baromètre Kantar - Business France. Les principaux critères de performance de l'industrie sont l'automatisation de l'outil de production (86 %), la digitalisation des processus industriels (85 %), la qualité de la main-d'œuvre (85 %), la montée en gamme des produits (84 %) et la qualité du management (84 %).

ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE POUR LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

QUESTION :

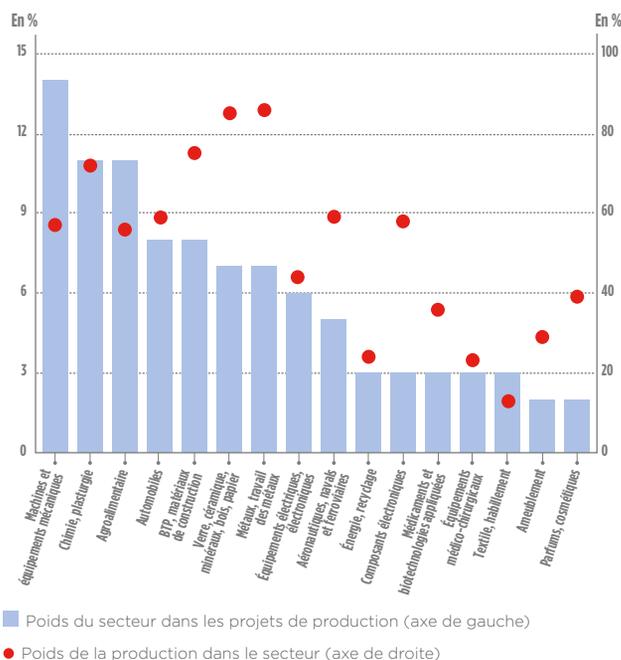
Estimez-vous que les industries françaises sont performantes sur les points suivants ?

	Sous-total « Pas attractive »	En %	Sous-total « Attractive »
Automatisation de l'outil de production (14)	2 13	60	36 (86)
Digitalisation des process Industriels (15)	1 13	53 ↘	33 (85)
Qualité des salariés (15)	2 13	47	38 (85)
Montée en gamme des produits (15)	2 13	44 ↘	40 ↗ (84)
Qualité du management (16)	1 15	44 ↘	40 ↗ (84)
Promotion des savoir-faire français (18)	2 17	43 ↘	39 ↗ (82)
Partenariats avec des startups innovantes (20)	1 18	44 ↘	36 (80)

■ Pas du tout attractive ■ Plutôt attractive
■ Plutôt pas attractive ■ Tout à fait attractive

Source : Baromètre Kantar - Business France

Fig. 10 COMPOSITION SECTORIELLE DES PROJETS DE PRODUCTION EN FRANCE



Grille de lecture : 11 % des investissements de production sont réalisés par des entreprises du secteur chimie, plastique et 72 % des investissements dans ce secteur sont consacrés aux activités de production.

Source : Bilan France 2019, Business France

LES EMPLOIS INDUITS PAR LES CENTRES DE DÉCISION ONT PROGRESSÉ DE 25 % EN 2019

Au sein des groupes multinationaux, différentes structures participent aux processus décisionnels : le siège social, les directions stratégiques et opérationnelles, tout comme les centres de R&D. Avec la mondialisation, les processus de décision se fragmentent, entraînant la disparition des structures pyramidales de décision sur un même site. La taille mondiale des entreprises les oblige à créer des centres de décision géographiques régionaux, se traduisant par une dispersion de la localisation de ces centres décisionnels.

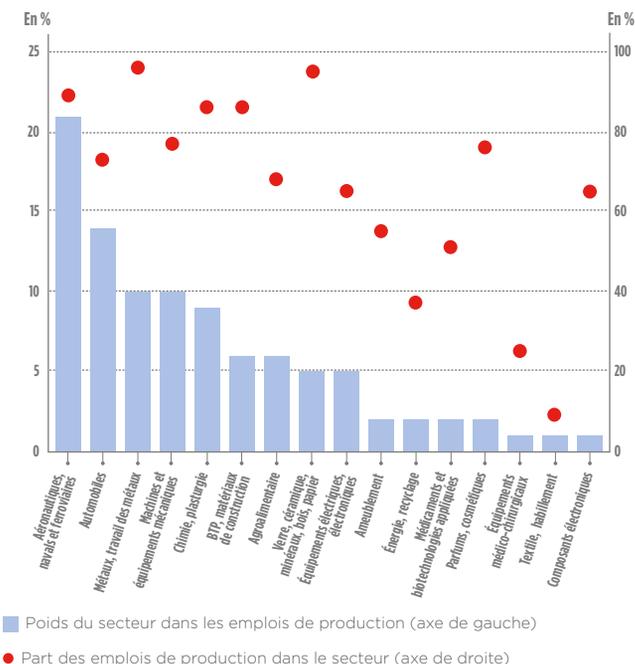
En 2019, les projets de centres de décision représentent le quart des investissements. Alors que les projets sont en légère baisse (3 %), les emplois associés sont en hausse de 25 %. 53 % des centres de décision sont des **primo-implantations nationales, qui regroupent l'ensemble des activités de services ou commerciales** visant à assurer l'implantation et le déploiement de l'entreprise en France.

Les projets des quartiers généraux en France ont plus que doublé pour atteindre 76 projets en 2019. De nombreux groupes étrangers ont développé ou implanté leurs sièges sociaux en France : citons la filiale de l'Allemand Suet dans la région Grand Est, la filiale de Belge Colruyt dans la région Bourgogne-Franche-Comté et la filiale du Néerlandais EWS en Normandie.

Les décisions d'investissement de quartiers généraux Monde / Europe, au nombre de 37, ont progressé en 2019 (+68 %). Les entreprises chinoises et américaines sont respectivement à l'origine de 24 % et 19 % des quartiers généraux Monde en France.

Le Brexit s'accompagne d'une période de négociations qui maintient les incertitudes pour les investisseurs et les entreprises. En conséquence directe, selon le baromètre Kantar - Business France, les cadres dirigeants (64 %) sont nombreux à anticiper une révision de la stratégie d'implantation au Royaume-Uni des entreprises de leur pays au profit d'un autre pays européen. La France se positionnerait au 2^e rang européen des pays d'accueil qui pourrait en bénéficier (40 %) derrière l'Allemagne. Ainsi, suite à la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, la compagnie d'assurance américaine Chubb a décidé de transférer son quartier général européen de Londres vers Paris. La startup indienne Dualeap a déménagé son siège social en France, à Toulouse. De même, Partners Cap a ouvert en 2019 un bureau européen à Paris pour anticiper les conséquences du Brexit mais également afin de développer son activité en Europe.

Fig. 11 COMPOSITION SECTORIELLE DES EMPLOIS DANS LA PRODUCTION EN FRANCE



Grille de lecture : 21 % des emplois dans les activités de production sont réalisés par les entreprises du secteur aéronautique et naval et 89 % des emplois créés dans ce secteur sont alloués aux activités de production.

Source : Bilan France 2019, Business France

Us investissent en France



MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES
INDRAERO SIREN, ALLEMAGNE

Indraero Siren est spécialisé dans la fabrication de structures complexes pour le marché aéronautique. Affilié depuis plusieurs années au groupe français Lisi, ce dernier a annoncé début 2019 sa volonté de céder les activités d'Indraero Siren. C'est l'offre du fonds allemand Quantum Capital Partners, déjà détenteur d'autres actifs en lien avec l'aéronautique, qui a été acceptée par Lisi. Quantum Capital Partners s'est donc rendu acquéreur d'Indraero Siren et de ses deux établissements d'Argenton-sur-Creuse et de Déols employant 422 personnes.



CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES
FLEX-N-GATE, ÉTATS-UNIS

Flex-N-Gate, l'un des plus grands équipementiers de l'industrie automobile américaine, installe un site de séquençage à Maubeuge dans les Hauts-de-France. Ce site permettra au groupe de pouvoir livrer en temps réel la chaîne de production aux constructeurs automobiles à proximité. L'entreprise va recruter plus de 50 personnes dans les métiers de la logistique, la qualité, la maintenance et la fabrication.



CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES
C.L.N. SPA, ITALIE

Le groupe C.L.N. SPA, spécialisé dans l'ingénierie, l'emboutissage, le profilage et l'assemblage de pièces structurales, composants, modules et sous-ensembles en acier destinés à l'industrie automobile, a décidé de créer en 2019 un nouveau site industriel de 10 000 m² à Cravanche (Bourgogne-Franche-Comté) pour lancer sur place une nouvelle activité de ferrage. Au sein de ce nouvel établissement, plusieurs îlots de soudure robotisés assureront la fabrication de pièces de soubassement des futurs véhicules construits par PSA sur le site de Sochaux et fourniront des pièces de rechange aux sites de Mulhouse et de Vesoul. Le futur site de production bénéficiera d'un investissement de 10 millions d'euros de la part du groupe italien. La production sera lancée en 2020 avec l'embauche de 50 ETP pérennes dès le début des activités et à terme la création de 120 postes.



SOLUTIONS DE MESURE DES AUDIENCES
SIMILARWEB, ISRAËL

SimilarWeb développe des solutions de mesure des audiences pour les sites web (trafic, engagement, centres d'intérêt, sources de trafic...) et les applications mobiles (rétention, mots clés sur Google Play...). La société propose également des classements et des analyses sur les sites les plus visités ou les applications les plus utilisées selon les pays. Établie en 2007, elle compte près de 500 employés répartis entre Israël, les États-Unis et le Royaume-Uni. Elle a levé depuis sa création 112 millions de dollars de VC et CVC israéliens et étrangers. SimilarWeb a créé sa première implantation en France et a lancé le recrutement de plus de 10 personnes.



CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES
**CHENGDU PUSH AUTOMOBILE MOLD,
CHINE**

Chengdu Push Automobile Mold, spécialisée dans les moules automobiles, se développe sur le marché européen. Afin de mieux assurer les commandes de son principal client PSA, elle prévoit de mettre en place un bureau dans la région francilienne afin de couvrir le marché européen.



CONSEIL, INGÉNIERIE
PARTNERS CAPITAL, ROYAUME-UNI

Partners Capital est une société britannique de gestion qui gère plus de 23 milliards de dollars d'actifs en investissant dans toutes les classes d'actifs. Partners Capital a ouvert en 2019 un bureau européen à Paris pour anticiper les conséquences du Brexit mais également afin de développer son activité en Europe. Le bureau de Paris servira les clients basés en Europe continentale et se verra transférer un fonds de plus de 4 Md\$.

MÉTHODOLOGIE

Au sein des grandes entreprises multinationales possédant de nombreux sites en Europe, les fonctions liées aux centres de décision comprennent :

/ **un quartier général mondial ou européen** dont le champ géographique peut dépasser la France pour englober l'Europe, mais également l'Afrique du Nord ou le Moyen-Orient ;

/ **un quartier général national** dont la compétence est la coordination de l'ensemble des activités d'une firme étrangère sur le territoire français.

Nous entendons donc par « quartier général » d'une entreprise les structures internes dont le dirigeant et les équipes participent aux prises de décision stratégiques, engageant l'avenir de tout ou partie de l'entreprise, notamment en matière d'investissement et d'emploi.

Business France intègre également dans les centres de décision les primo-implantations nationales ou européennes, regroupant l'ensemble des activités de services ou commerciales visant à assurer l'implantation et le déploiement de l'entreprise en France et en Europe. Ces structures sont de taille plus réduite et visent à organiser et à structurer l'implantation des entreprises en France.

Ces activités sont directement ou indirectement créatrices de valeur et essentielles pour les territoires sur lesquels elles sont implantées. En premier lieu, les quartiers généraux emploient une main-d'œuvre qualifiée, qui selon le secteur d'activité peut aller de quelques centaines de personnes à quelques milliers. En second lieu, l'implantation des quartiers généraux d'un groupe va favoriser l'implantation de nouvelles activités, telles que les laboratoires de R&D, sur le même territoire. Il est donc important qu'un territoire soit compétitif et attractif pour les attirer et les retenir.

LES PROJETS DE R&D SONT TRÈS DYNAMIQUES EN 2019

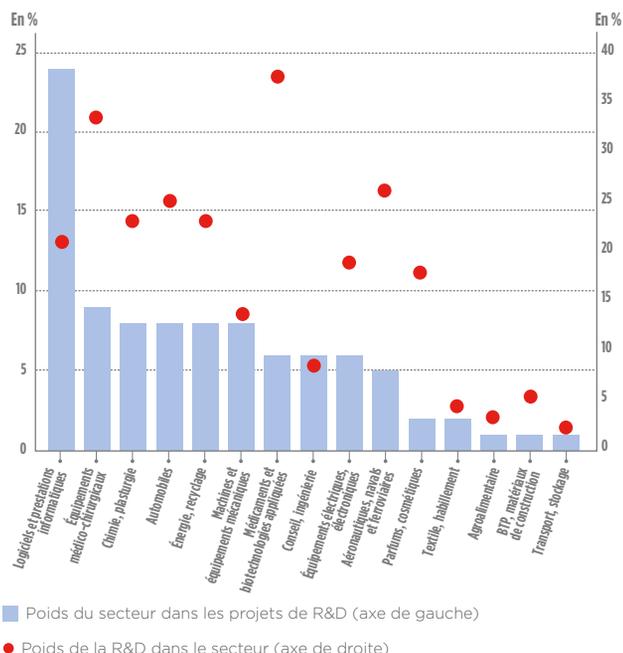
En 2019, 157 décisions d'investissement ont été recensées dans les fonctions de R&D et d'ingénierie, en progression de +22 % par rapport à 2018. Les emplois associés ont connu une hausse de 35 % en 2019. Les investissements dans les activités de R&D ont contribué pour plus de 3 points à la hausse des emplois. Ces investissements nourrissent la dynamique des entreprises : au-delà de leur impact sur la croissance, les activités de R&D génèrent des emplois hautement qualifiés, porteurs de forte valeur ajoutée, et généralement plus pérennes que les emplois productifs.

Les activités de R&D ainsi que d'ingénierie représentent 11 % de l'ensemble des décisions d'investissement en 2019 et sont à l'origine de 10 % des emplois créés en France. L'année 2019 s'est caractérisée par l'essor des extensions de centres de R&D de +76 % pour atteindre 55 % de l'ensemble des investissements de R&D. Les emplois associés au développement des centres de R&D en France ont également connu une croissance significative de l'ordre de 46 %. L'implantation des nouveaux centres de R&D représente 43 % de ces projets d'investissement.

Ces investissements ont surtout été réalisés par des entreprises du numérique (24 % des investissements). Par exemple, IBM renforce sa présence en France et prévoit notamment d'y développer sa recherche R&D en intelligence artificielle et quantique. Ces investissements doivent permettre la création de plus de 600 emplois sur l'ensemble du territoire. Les entreprises relevant des secteurs de l'automobile, de la chimie, des machines et équipements mécaniques, des équipements électriques sont également très actives : Samsung, NXP Semiconductors, Shiseido, Continental, Finmeccanica, Volvo ou encore Amadeus ont également décidé de miser sur l'innovation « made in France ».

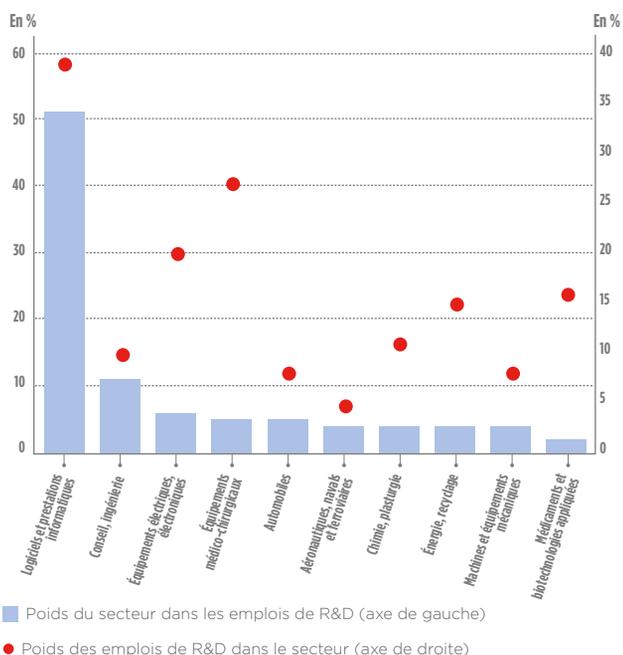
Les principaux pays qui investissent dans les activités de R&D en France en 2019 sont les États-Unis (27 %), l'Italie (13 %) et l'Allemagne (10 %). Ce sont également les entreprises italiennes (+8 points), américaines (+6 points), allemandes (+5 points) et belges (+5 points) qui ont le plus contribué à la croissance des investissements dans les centres de R&D.

Fig. 12 COMPOSITION SECTORIELLE DES PROJETS DE R&D



Grille de lecture : 9 % des investissements de R&D sont réalisés par des entreprises du secteur équipements médico-chirurgicaux et 32 % des investissements dans ce secteur sont consacrés aux activités de R&D.
Source : Bilan France 2019, Business France

Fig. 13 COMPOSITION SECTORIELLE DES EMPLOIS DE R&D



Grille de lecture : 51 % des emplois dans les activités de R&D sont réalisés par les entreprises du secteur logiciels et prestations informatiques et 39 % des emplois créés dans ce secteur sont alloués aux activités de R&D.
Source : Bilan France 2019, Business France

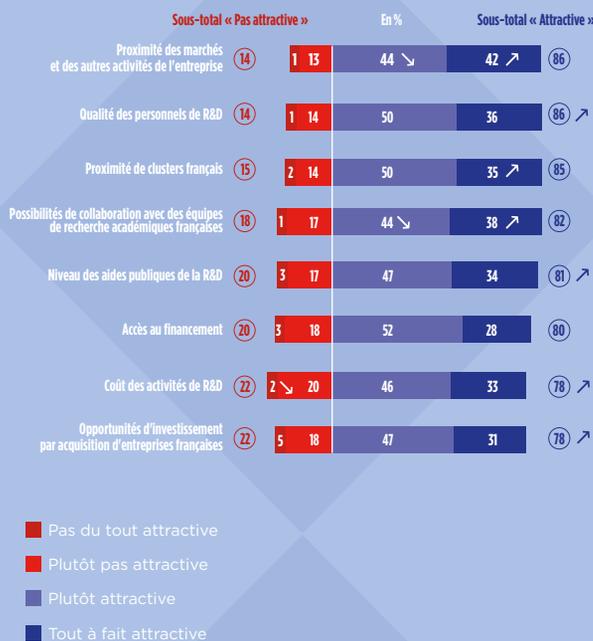
LA FRANCE, UNE ÉCONOMIE INNOVANTE

L'attractivité de la France dans le domaine de l'innovation est confirmée par les résultats de notre enquête sur l'image économique de la France auprès des entreprises étrangères implantées ou non en France. L'innovation est un véritable levier pour l'attractivité du site France : 85 % des cadres dirigeants à l'étranger reconnaissent la qualité de l'innovation française et 84 % considèrent que l'écosystème français encourage l'innovation. La qualité des personnels de R&D, la proximité des clusters français ou encore les coopérations avec la recherche académique sont autant d'atouts structurels de l'économie française qui soutiennent la dynamique des investissements de R&D.

ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE POUR LES INVESTISSEMENTS EN R&D EN 2019

QUESTION :

Sur chacun des critères suivants, la France est-elle selon vous tout à fait, plutôt pas ou pas du tout attractive pour des investissements en R&D ?



Source : Baromètre Kantar - Business France

Ils investissent en France



CHIMIE, PLASTURGIE
HEXCEL, ÉTATS-UNIS

Le spécialiste américain des matériaux composites Hexcel et le groupe de chimie français Arkema ont annoncé en 2019 l'ouverture d'un laboratoire commun de recherche et développement aux Avenières (Auvergne-Rhône-Alpes). La création de ce laboratoire a pour objectif de développer des préimprégnés unidirectionnels carbone-thermoplastiques pour la fabrication de pièces de structures primaires pour les futures générations d'avion. Hexcel créera 200 emplois dans le cadre de ce partenariat.



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES
IBM, ÉTATS-UNIS

Le géant américain IBM crée un centre français de co-innovation en intelligence artificielle sur le site de Paris-Saclay. Le centre sera consacré au développement de technologies telles que l'intelligence artificielle, la cybersécurité et l'informatique quantique. Cette implantation accueillera 350 personnes d'ici deux ans, dont une centaine de chercheurs.



ÉNERGIE RENOUVELABLE
TRANSPOD, CANADA

TransPod ouvre son centre de recherche et développement en Nouvelle-Aquitaine. Transpod est une des startups actives dans le développement du système Hyperloop. Le système développé par TransPod est alimenté par l'énergie renouvelable, notamment l'énergie solaire de façon auto-suffisante et sans empreinte carbone. TransPod a créé sa filiale française en 2019 et a lancé la construction de son centre de recherche et développement en Haute-Vienne (Nouvelle-Aquitaine) sur la commune de Droux. Les 20 millions d'euros d'investissement annoncés lors du sommet Choose France 2019 seront investis lors des trois prochaines années (2020-2022) avec une première phase de 5 millions d'euros en 2020, dont 2 M€ de fonds européens FEDER reçus via la région Nouvelle-Aquitaine. Ce projet représente 20 emplois qualifiés à créer sur trois ans, les premières embauches étant déjà effectives (deux au 1^{er} janvier 2020). TransPod est actuellement en phase de *due diligence* avec plusieurs partenaires pour clôturer une deuxième levée de fonds de 50 millions de dollars US.



COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
ARM, ROYAUME-UNI

Principal groupe technologique britannique spécialisé dans la conception de semi-conducteurs, ARM a décidé de renforcer sa présence sur son site de R&D à Sophia-Antipolis avec l'embauche supplémentaire de 200 employés hautement qualifiés sur trois ans. Pour accueillir les nouvelles équipes à Sophia-Antipolis, le groupe britannique a décidé d'aménager un campus nouvelle génération sur près de 6 000 m². ARM fait partie depuis 2016 du groupe japonais SoftBank. Suite à l'acquisition, qui a été le plus important investissement pour une entreprise asiatique au Royaume-Uni, le siège social d'ARM est resté basé à Cambridge au Royaume-Uni.



MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES
KONECRANES, FINLANDE

Le groupe Konecranes, acteur majeur de services et d'équipements de grues portuaires et d'équipements de levage, a choisi Lyon pour implanter son nouveau centre de R&D d'envergure mondiale. Inauguré en avril 2019, le Konecranes Data Science Lab est dédié à l'analyse prédictive, la mesure informatisée de l'usure des composants et l'anticipation de la maintenance, dans le but d'accompagner la transformation digitale de l'entreprise. Il s'agit pour Konecranes de développer de nouveaux modèles commerciaux grâce à l'exploitation des données générées par les processus numérisés et les produits connectés. À terme, une soixantaine de personnes devraient rejoindre le nouveau centre de recherche.

L'ÉCOSYSTÈME TECH FRANÇAIS JOUIT D'UNE FORTE RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

STATION F, le plus ambitieux campus de startups au monde, implanté à Paris, entièrement financé par Xavier Niel, fondateur de Free, de l'École 42 et du fonds d'investissement Kima Ventures, accueille 1000 startups innovantes et 3000 stations de travail réparties sur 30 programmes internationaux d'accompagnement parmi lesquels des incubateurs (HEC, Edhec, Insead, IFM, Ponts et Chaussées), des accélérateurs (Veepee, Facebook, Microsoft, Havas, TF1, LVMH, Thales, etc.) et des réseaux internationaux. Chacun est spécialisé sur une thématique verticale : BNP Paribas et la fintech, Veepee et la fashion tech et le retail, Facebook et les datas, Microsoft et l'IA, Havas et l'adtech, etc. STATION F comprend aussi 30 fonds d'investissement présents sur le campus (Kima, Ventech, Daphni, Accel, etc.).

Cette capacité d'innovation a été particulièrement mise en lumière lors des dernières éditions du Consumer Electronics Show (CES) de Las Vegas, le plus grand salon mondial de l'électronique grand public. Le CES de janvier 2020 a mis en lumière de nombreuses jeunes pousses françaises de la tech. **Avec 40 récompenses, la France est la nation européenne qui a remporté le plus d'Innovation Awards et est même la 4^e nation mondiale.**

Les levées de fonds en France évoluent avec l'écosystème vers des montants de plus en plus importants. Certaines vont même au-delà des 100 millions d'euros : Voodoo, pépite du jeu vidéo français, a signé en 2018 la plus grosse levée de fonds de ces dernières années en France avec un tour de table à 200 millions de dollars, soit 172 M€. La nouvelle licorne française Doctolib, fondée en 2013, a levé 150 M€ en 2019 ; ManoMano, le site de e-commerce spécialiste du bricolage et du jardinage a levé, en 2019, 110 M€ ; Ÿnsect, l'un des fleurons de l'agrotech française, a levé 110 M€ en 2019.

Ils investissent en France



PRODUITS DE LA MER
PROCSEA, SUISSE

La startup franco-suisse ProcSea, implantée en Bretagne, la première marketplace BtoB spécialisée dans les produits de la mer, connaît une belle croissance depuis sa création en 2016. Elle a déjà réalisé trois levées de fonds, dont une de 6,5 millions d'euros en 2019 avec l'objectif de devenir un carrefour digital incontournable où se rencontrent tous les acteurs de la filière mer en Europe et dans le monde. Côté ressources humaines, ProcSea double chaque année ses effectifs sur son site rennais. Avec 26 nouveaux emplois en 2019, son équipe atteint désormais 50 personnes.



EDTECH
ETUDESK, CÔTE D'IVOIRE

Etudesk, startup ivoirienne du domaine edtech, a choisi de s'établir au sein de l'incubateur Bond'innov en Île-de-France afin de faciliter son développement international, notamment en Afrique de l'Ouest, de se rapprocher des instructeurs (dont la majorité est basée en France) et de développer une activité R&D, en créant au total six emplois sur trois ans.



BLOCKCHAIN
DAPPER LABS, CANADA

Dapper Labs (Vancouver, Colombie-Britannique) s'associe à Ubisoft pour développer une plateforme blockchain. Dapper Labs, incubé à Axiom Zen et créateur du jeu CryptoKitties, a co-développé une plateforme blockchain, baptisée Flow, avec Ubisoft. Cette collaboration nécessitera très prochainement une implantation de la startup canadienne en Île-de-France en propre avec une dizaine d'employés.



ÉTOILES FILANTES ARTIFICIELLES
ALE, JAPON

La startup japonaise ALE, connue pour son projet d'étoiles filantes artificielles, a choisi Toulouse Métropole pour ouvrir son premier bureau européen. Elle s'est installée au sein du centre d'innovation aérospatial B612 de Toulouse Aerospace, qui rassemble sur un même site les grands acteurs de la R&D technologique dans les domaines de l'aéronautique, de l'espace et des systèmes embarqués. L'équipe comprendra trois à cinq chercheurs.



CLEANTECH, LOGICIELS
BULB, ROYAUME-UNI

Bulb, startup cleantech britannique, qui développe des logiciels pour réduire les coûts énergétiques, a choisi de s'implanter en Île-de-France en mai 2019. Bulb France annonce la création d'une centaine d'emplois.



SATELLITES
LOFT ORBITAL, ÉTATS-UNIS

La startup californienne Loft Orbital choisit Toulouse et la région Occitanie pour son implantation européenne. Créée début 2017 à San Francisco, Loft Orbital assure la fabrication, le lancement et l'opération de satellites ayant la capacité d'embarquer jusqu'à cinq charges utiles de clients différents. Les données de chaque client locataire du satellite sont traitées individuellement au moyen de logiciels hyper performants qui les rendent aisément consultables et exploitables. L'objectif pour la startup est d'implanter en Occitanie un centre de R&D mais aussi une filiale dédiée à la commercialisation de ses services aux marchés européen, moyen-oriental et africain. Une quinzaine d'emplois hautement qualifiés sont prévus d'ici trois ans.

SECTEURS D'ACTIVITÉ DES INVESTISSEMENTS

Des projets sectoriellement diversifiés reflétant la richesse des savoir-faire de l'économie française

Nous recensons 747 décisions d'investissement dans les secteurs manufacturiers, soit 51 % de l'ensemble des investissements. Les entreprises étrangères du secteur des services sont, elles, à l'origine de 49 % des projets, avec 721 décisions d'investissement.

En 2019, les principaux secteurs d'investissement sont les logiciels et prestations informatiques (13 %), le commerce et la distribution (10 %), le conseil ingénierie (8 %), le secteur du transport et stockage (6 %), ainsi que les machines et équipements mécaniques (6 %).

Les entreprises relevant des services ont le plus contribué à la croissance des emplois (+18 points). Les secteurs qui ont le plus contribué à la croissance des emplois dans les services sont les logiciels et prestations informatiques (+14 points), le commerce et la distribution (+12 points), le transport et le stockage (+8 points), ainsi que les services financiers (+7 points). Pour les secteurs manufacturiers, les secteurs qui ont le plus contribué à la croissance des emplois induits par les investissements étrangers sont les matériels aéronautiques (+8 points), les constructeurs automobiles (+5 points), le textile et les accessoires (+5 points), les machines et équipements mécaniques (+4 points) ainsi que la chimie (+4 points).

Les activités et secteurs dans lesquels investissent les entreprises reflètent leur spécialisation et leurs avantages comparatifs. Cette stratégie révèle également l'attractivité, le savoir-faire de l'économie française et les multiples atouts dont elle bénéficie, comme la présence sur le marché français de leaders mondiaux (aéronautique, santé, automobile...), les mécanismes fiscaux incitatifs et la qualité des ingénieurs plébiscités.

Les entreprises américaines sont à l'origine d'un tiers des investissements dans le secteur des logiciels et des prestations informatiques, et de 23 % de ceux dans le secteur de la chimie. De leur côté, les entreprises allemandes réalisent 41 % des investissements dans le secteur du commerce et 27 % dans le secteur de l'énergie. Les entreprises italiennes se distinguent dans le secteur du textile et de l'habillement, avec 20 % des investissements, et 22 % dans celui de l'énergie. Les entreprises britanniques réalisent 37 % des investissements étrangers en France dans le secteur du commerce et près du quart de ceux du secteur financier.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS EN 2019

SECTEUR D'ACTIVITÉ	PROJETS				EMPLOIS			
	2019	2018	PART	ÉVOLUTION	2019	2018	PART	ÉVOLUTION
Machines et équipements mécaniques	95	68	6 %	40 %	1784	1224	5 %	46 %
Textile, habillement et accessoires	75	71	5 %	6 %	1843	1125	5 %	64 %
Agroalimentaire	73	55	5 %	33 %	1146	1212	3 %	-5 %
Chimie, plasturgie	60	47	4 %	28 %	1395	824	4 %	69 %
Énergie, recyclage	55	42	4 %	31 %	885	685	2 %	29 %
Automobiles et équipementiers	54	43	4 %	26 %	2594	1854	7 %	40 %
Équipements électriques	50	63	3 %	-21 %	1053	685	3 %	54 %
Équipements médicaux	44	30	3 %	47 %	726	701	2 %	4 %
BTP, matériaux de construction	40	38	3 %	5 %	920	845	2 %	9 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	34	30	2 %	13 %	809	514	2 %	57 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	32	38	2 %	-16 %	3167	1952	8 %	62 %
Métaux, travail des métaux	29	29	2 %	0 %	1498	1363	4 %	10 %
Médicaments	28	45	2 %	-38 %	501	1394	1 %	-64 %
Ameublement	28	31	2	-10 %	619	423	2 %	46 %
Composants électroniques	19	13	1 %	46 %	269	645	1 %	-58 %
Parfums, cosmétiques	18	16	1 %	13 %	296	246	1 %	20 %
Électronique grand public	13	11	1 %	18 %	230	155	1 %	48 %
<i>Total industrie manufacturière</i>	<i>747</i>	<i>670</i>	<i>51 %</i>	<i>11 %</i>	<i>19735</i>	<i>15847</i>	<i>50 %</i>	<i>25 %</i>
Logiciels et prestations informatiques	186	184	13 %	1 %	4984	3026	13 %	65 %
Commerce et distribution	154	86	10 %	79 %	4458	2673	11 %	67 %
Conseil et services aux entreprises	117	147	8 %	-20 %	4207	3795	11 %	11 %
Transport, stockage	87	35	6 %	149 %	2149	1028	5 %	109 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	44	52	3 %	-15 %	1557	1594	4 %	-2 %
Services financiers	43	29	3 %	48 %	1283	298	3 %	331 %
Activités sportives, récréatives	34	67	2 %	-49 %	616	865	2 %	-29 %
Autres activités de services	22	20	1 %	10 %	162	436	0 %	-63 %
Médias, édition	10	13	1 %	-23 %	132	135	0 %	-2 %
Éducation et formation	9	5	1 %	80 %	57	35	0 %	63 %
Immobilier et bureaux d'affaires	9	10	1 %	-10 %	87	130	0 %	-33 %
Opérateurs télécoms	6	5	0 %	20 %	115	440	0 %	-74 %
<i>Total services</i>	<i>721</i>	<i>653</i>	<i>49 %</i>	<i>10 %</i>	<i>19807</i>	<i>14455</i>	<i>50 %</i>	<i>37 %</i>
Total général	1468	1323	100 %	11 %	39542	30302	100 %	30 %

Source : Bilan France 2019, Business France

Ns investissent en France



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES
COMPUTACENTER, ROYAUME-UNI

Le groupe britannique Computacenter, leader des services et solutions d'infrastructures informatiques, a renforcé son ancrage en Occitanie en 2019 avec l'ouverture d'un nouveau centre de services à Perpignan. Le site de Perpignan permet à Computacenter de répondre à la mise en production de ses nouveaux contrats, en appui du site de Montpellier qui arrive à saturation. Des grands comptes comme Airbus externalisent auprès de Computacenter tout ou partie du support informatique aux utilisateurs internes. 150 emplois sont prévus à fin 2020 et 300 à plus long terme. Après un démarrage des opérations fin 2019, on compte déjà plus de 50 recrutements à fin février 2020.



LOGICIELS ET PRESTATIONS INFORMATIQUES
SHOWPAD, BELGIQUE

Showpad est un éditeur belge de logiciels qui a développé une plateforme numérique à destination des équipes de ventes et marketing qui permet de personnaliser et de rendre plus interactifs les présentations et argumentaires en rendez-vous client. L'entreprise connaît une croissance rapide et a récemment ouvert des bureaux à Chicago, Munich et aux Pays-Bas. Avec un chiffre d'affaires de 25 millions d'euros et plus de 1 000 clients représentant 100 000 utilisateurs, Showpad a décidé d'ouvrir en 2019 un bureau à Paris pour le marché français, où l'on compte déjà une quarantaine de clients et qui réalise 1,2 M€ de chiffre d'affaires. Ce bureau emploiera 25 personnes d'ici trois ans.



AUTOMOBILE
VOLVO, SUÈDE

Le groupe suédois a annoncé début 2019 un investissement de 33 millions d'euros destiné à la construction d'un nouveau centre de R&D à Lyon afin de préparer le futur de la marque. Ce nouveau site doit rassembler environ 1 400 ingénieurs du groupe Volvo et de sa filiale Renault Trucks ; il sera l'un des dix plus grands sites de R&D en France. De plus, le bâtiment a été construit avec une approche durable, ce qui permettra de réduire de 25 % sa consommation énergétique. Cette décision de moderniser son centre de R&D lyonnais, le deuxième du groupe après celui de Göteborg, constitue un signal fort du rôle et de la place de la France dans la stratégie du groupe.



MACHINES ET ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES
AGCO, ÉTATS-UNIS

AGCO, concepteur, fabricant et distributeur américain de machines et de solutions pour l'agriculture, a annoncé l'extension de son site de Beauvais (Hauts-de-France) et la création de 200 nouveaux emplois, grâce à l'acquisition de l'ex-site voisin Froneri, qui s'étend sur 15,7 ha. Une fois la rénovation du site achevée, l'activité d'AGCO sera portée à une surface totale de 54 ha et emploiera plus de 2 500 personnes. Le nouveau campus permettra la réalisation de l'intégralité de la conception, de la validation et de la production de nouveaux modèles et portera les volumes de production à 18 000 tracteurs par an. En parallèle AGCO va investir 40 millions d'euros pour améliorer la qualité du site et accélérer la R&D et l'innovation. Cette expansion s'accompagnera ainsi de l'intégration de nouvelles activités : un atelier de personnalisation de tracteurs, la fabrication additive, la production en interne de tubes hydrauliques et le reconditionnement de boîtes de vitesses.



SERVICES AUX ENTREPRISES
CGI GROUP INC, CANADA

Le groupe canadien de services informatiques CGI a recruté 120 personnes en CDI pour son agence de Nantes en 2019. Celle-ci rassemble déjà 700 salariés, le groupe s'appuyant sur 7 000 m² de bureaux dans des bâtiments situés à Nantes-Nord et à Carquefou. L'agence nantaise avait déjà été à l'origine de 120 embauches l'an passé. Cette campagne visera notamment à renforcer les effectifs de CGI orientés vers le conseil. Le groupe est de plus en plus engagé sur des chantiers de transformation numérique touchant l'organisation et les modèles de fonctionnement de ses clients. À noter aussi que, pour faire face à la pénurie de talents numériques, CGI a ouvert en août 2019 sa propre école de développeurs à Nantes. À l'issue de la formation, en alternance, l'emploi dans l'entreprise est assuré.

TYPES D'INVESTISSEMENT

Les nouvelles implantations restent majoritaires avec des emplois en hausse de 34 % en 2019

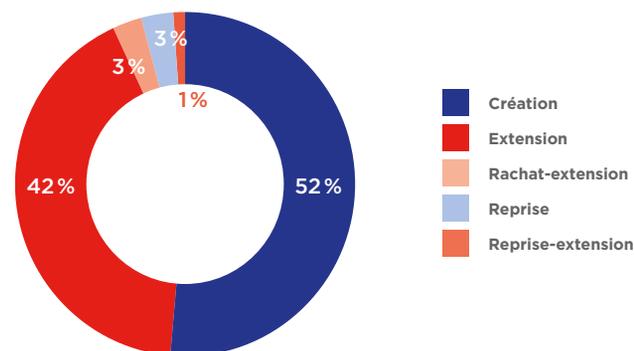
Un projet d'investissement étranger peut prendre différentes formes : création d'un nouveau site, extension d'un site existant, rachat d'une entreprise saine, reprise d'un site en difficulté, partenariat, acquisition. Business France, dans le présent rapport, comptabilise uniquement les opérations qui créent ou sauvegardent (en cas de rachat d'une entreprise en difficulté) des emplois (cf. Annexe - Critères de prise en compte des investissements).

LES INVESTISSEMENTS CONCERNENT MAJORITAIREMENT DES CRÉATIONS

Les créations, correspondant à l'implantation de nouveaux sites, reflètent l'attractivité du site France. Les décisions de nouvelles implantations en France ont progressé de 4 % en 2019 et s'établissent à 768 projets, soit 52 % des investissements. Les créations sont avant tout des centres de décision (39 %). On note également une progression de 35 % pour l'implantation de nouveaux sites de production en France.

Les emplois créés par les nouvelles implantations ont progressé de 34 % pour atteindre 15 347 emplois. En 2019, ce sont les implantations de nouveaux points de vente (+18 points) et de sites de logistique (+9 points) qui ont le plus contribué à la croissance de ces emplois.

Fig. 14 RÉPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT EN 2019



Source : Bilan France 2019, Business France

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TYPE D'INVESTISSEMENT

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	PROJETS				EMPLOIS			
	2019	2018	PART	ÉVOLUTION	2019	2018	PART	ÉVOLUTION
Création	768	741	52 %	4 %	15 347	11 447	39 %	34 %
Extension	610	500	42 %	22 %	18 755	15 588	47 %	20 %
Reprise	38	42	3 %	-10 %	3 392	2 520	9 %	35 %
Rachat-extension	37	32	3 %	16 %	521	474	1 %	10 %
Reprise-extension	15	8	1 %	88 %	1 527	273	4 %	459 %
Total général	1 468	1 323	100 %	11 %	39 542	30 302	100 %	30 %

Source : Bilan France 2019, Business France

LES EXTENSIONS ONT PROGRESSÉ DE 22 % EN 2019

Les extensions illustrent le renouvellement de la confiance accordée au site France par les groupes étrangers déjà implantés sur le territoire français. Les projets d'extension sont les principaux pourvoyeurs d'emplois : ils représentent 47 % de l'ensemble des emplois associés aux investissements étrangers en France.

Le nombre d'extensions a connu une forte croissance en 2019, de l'ordre de 22 %, pour atteindre 610 projets, soit 42 % du total des investissements. Les emplois induits par les extensions ont progressé de 20 % en 2019. Près de la moitié des extensions de site concernent des activités de production.

LES REPRISES PERMETTENT DE MAINTENIR DES EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE

Les reprises de sites en difficulté par les investisseurs étrangers permettent de maintenir sur le territoire français des activités en péril. Ces investissements assurent une redynamisation des territoires en difficulté et la sauvegarde des emplois. Ils ont permis le maintien de 4 778 emplois en 2019, soit 12 % des emplois associés aux décisions d'investissement.

Ils investissent en France



CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES
TEMSA, TURQUIE

L'entreprise Temsa est le leader sur le marché de l'autobus en Turquie. En France, elle a repris son distributeur Dietrich Carebus Group, à qui elle avait confié la commercialisation de ses véhicules en 1999. Celui-ci était placé en redressement judiciaire depuis peu. L'acquisition de l'entreprise, dont le siège est à Ingwiller (Grand Est) et possédant un site à Mitry-Mory (Île-de-France), permettra au fabricant turc de développer ses parts de marché en France et en Europe. L'entreprise souhaite notamment développer la mobilité électrique dans cette zone. Ce projet a entraîné la sauvegarde de 55 emplois dont 47 à Ingwiller et 8 à Mitry-Mory. L'entreprise projette de faire de ce centre son siège européen.



AGROALIMENTAIRE
LALLEMAND, CANADA

Le groupe canadien Lallemand, qui compte parmi les leaders mondiaux du développement et de la production de levures et bactéries, possède une unité de production à Saint-Simon, dans le Cantal. Celle-ci est spécialisée dans la production de ferments pour l'agroalimentaire, notamment l'industrie laitière, et de probiotiques. C'est cette dernière activité qui tire la croissance du site cantalien : depuis 2017, près de quarante emplois ont été créés et la capacité de production du site a doublé. De nouveaux investissements et recrutements sont prévus dans les prochaines années.



AUTOMOBILE
TOYOTA MOTOR CORPORATION, JAPON

Toyota Motor Corporation a annoncé le projet d'extension de son usine d'assemblage automobile à Onnain (Hauts-de-France) pour le lancement d'un deuxième modèle de véhicule utilitaire sport (SUV). L'usine n'a produit jusqu'à présent qu'un seul modèle, la Yaris, depuis son démarrage en 2001. En 2018, le groupe a déjà investi 300 millions d'euros pour introduire une nouvelle plateforme permettant de produire un modèle additionnel. Cette nouvelle annonce porte sur l'investissement supplémentaire de 100 M€ et la création de 400 CDI en 2018.



AGROALIMENTAIRE
DIANA PET FOOD, ALLEMAGNE

Diana Pet Food, dont le siège social est à Elven (Bretagne), est le leader mondial des facteurs d'appétences pour les aliments des animaux de compagnie. L'entreprise, qui fait partie du groupe allemand Symrise, a investi 11 millions d'euros en 2018 dans une seconde tour de séchage à Elven lui permettant de doubler ses capacités de production. D'autres investissements ont suivi en 2019, comme la construction de nouveaux bureaux ou l'agrandissement de la zone de stockage des matières premières. Le site breton accueille également l'intégralité de la recherche. Pour continuer à se développer, Diana Pet Food étoffe aussi ses effectifs : 40 emplois ont été créés en 2018 et en 2019.

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE)

De plus en plus d'entreprises souhaitent mettre la RSE au cœur de leur stratégie. La RSE consiste, pour une entreprise, à intégrer les préoccupations sociales et environnementales dans ses activités opérationnelles et dans la stratégie de management qu'elle met en place. Selon le ministère de la Transition écologique, en adoptant des pratiques plus éthiques et plus durables dans leur mode de fonctionnement, elles doivent également pouvoir contribuer à l'amélioration de la société et à la protection de l'environnement. Énoncé plus clairement, c'est « la contribution des entreprises aux enjeux du développement durable ».

Le plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE), loi promulguée le 22 mai 2019, vise à lever les obstacles à la croissance des entreprises, à toutes les étapes de leur développement : de leur création jusqu'à leur transmission, en passant par leur financement. **La loi PACTE a également pour objectif de mieux partager la valeur créée par les entreprises avec les salariés. Elle permet aussi aux entreprises de mieux prendre en considération les enjeux sociaux et environnementaux dans leur stratégie.** Les entreprises ne se limitent pas à la recherche du profit. L'entreprise doit être le lieu de création et de partage de sa valeur.

Les stratégies de RSE peuvent être illustrées et mises en avant par les entreprises étrangères qui investissent sur le territoire français :

GRUPO SIFU, ESPAGNE Services aux entreprises

Grupo Sifu est une entreprise espagnole dite « entreprise adaptée » spécialisée dans la prestation de services favorisant l'inclusion socioprofessionnelle de ses travailleurs dont 90 % sont en situation de handicap. Ce projet socialement responsable a permis de créer 200 emplois en Nouvelle-Aquitaine depuis son implantation dans cette région en septembre 2018. L'entreprise prévoit de créer jusqu'à 800 emplois sur l'ensemble du territoire national d'ici trois ans.

CHIESI FARMACEUTICI, ITALIE Médicaments et biotechnologies appliquées

Le projet d'extension du site industriel de La Chaussée-Saint-Victor (Centre-Val de Loire) annoncé en juillet 2019 par le laboratoire Chiesi Farmaceutici s'inscrit dans la stratégie de responsabilité sociale et environnementale du groupe italien. Chiesi est le premier laboratoire pharmaceutique à avoir reçu la certification B Corp, qui récompense son engagement au titre de la responsabilité sociale et environnementale et en faveur de la neutralité carbone en 2035. En particulier, au regard du projet de La Chaussée-Saint-Victor, la direction du groupe souhaite que ce site devienne une plateforme technologique et stratégique pour l'environnement, pour ses clients et pour ses salariés.

GEMAYEL FRÈRES, LIBAN Bois, papier

Engagée dans une démarche de responsabilité sociale et environnementale (RSE), l'entreprise Gemdoub, détenue par le groupe libanais Gemayel, investit 87 millions d'euros dans la création d'une centrale de cogénération biomasse qui sera alimentée par des résidus forestiers non valorisables en scierie et collectés dans un rayon de 100 kilomètres. Elle envisage d'atteindre la production de 100 000 tonnes de papier recyclé par an. L'entreprise a reçu en 2019 le trophée RSE par la région Bourgogne-Franche-Comté.

SECO, SUÈDE Travail des métaux

La filiale Seco, du groupe Sandvik, est spécialisée dans les outils coupants et est implantée à Bourges. Seco Tools a investi 8 millions d'euros dans un nouveau bâtiment administratif écologiquement vertueux et connecté à l'usine de production afin, notamment, d'accélérer sa mutation industrielle 4.0. Rappelons que le management collaboratif mis en place a permis au site berruyer de décrocher le label Vitrine industrie du futur pour sa démarche « L'homme au cœur de l'usine du futur ». Une douzaine d'emplois vont être rapatriés sur le site berruyer suite à la récupération de l'activité de conception d'outils spéciaux du site britannique d'Alcester, qui a fermé ses portes.

INVESTISSEMENTS FINANCIERS

Partenariats technologiques ou commerciaux, investissements de modernisation ou de pérennisation qui créent un environnement favorable

Notre procédure de recueil des données identifie de multiples formes d'implantation des entreprises sous contrôle étranger, qui illustrent la diversité des stratégies d'internationalisation des firmes multinationales.

Les investissements financiers les plus nombreux recensés en 2019 sont les fusions-acquisitions, les investissements de modernisation ou de pérennisation, ainsi que les partenariats commerciaux, technologiques et industriels.

LES INVESTISSEMENTS DE MODERNISATION OU DE PÉRENNISATION

Les investissements de modernisation ou de pérennisation visent à acquérir de nouveaux moyens de production afin de remplacer un matériel obsolète, d'accroître les capacités de production ou d'améliorer la productivité des entreprises. Ces investissements permettent également de conforter l'implantation de filiales étrangères et de sauvegarder les emplois qui auraient pu disparaître à terme. En 2019, Business France et ses partenaires territoriaux ont recensé 61 investissements de modernisation et de pérennisation.

Ces investissements ont principalement été réalisés par des entreprises américaines (25 %) ainsi que par des entreprises allemandes (18 %). Plus des trois quarts de ces investissements concernent des activités de production.

LES PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES

Les partenariats technologiques ou de recherche constituent un nouveau mode d'internationalisation des entreprises. Une vingtaine de partenariats technologiques ont été accompagnés par Business France et ses partenaires territoriaux en France en 2019. Ces investissements concernent majoritairement des activités de R&D et d'ingénierie.

LES PARTENARIATS COMMERCIAUX

Au nombre de dix, les partenariats commerciaux consistent pour les entreprises à mettre en commun leurs forces de travail, leurs ressources ou leurs partenaires afin de développer leur activité commerciale. Ces partenariats sont sectoriellement dispersés et concernent principalement les activités de services aux entreprises et les activités de production.

Us investissent en France



FONDS D'INVESTISSEMENT LE FONDS D'INVESTISSEMENT WESLEY CLOVER A MULTIPLIÉ LES PARTENARIATS TECHNOLOGIQUES

Wesley Clover est un fonds d'investissement basé à Kanata près d'Ottawa (Canada) dont le fondateur et président, Sir Terence Matthews, est un « serial » entrepreneur qui a créé ou financé une centaine de sociétés, dont Mitel et Newbridge Network. Wesley Clover a ouvert son incubateur d'entreprises, Alacrity, dans le domaine du numérique à Lille. Alacrity France a impliqué la mobilisation de plusieurs partenaires : BPIFrance et Hub One (filiale du groupe ADP), ainsi que Mitel France et plus récemment la région Hauts-de-France et la métropole européenne de Lille.



FONDS D'INVESTISSEMENT LE VC ISRAÏELIEN PONTIFAX MULTIPLIE SES INVESTISSEMENTS TECHNOLOGIQUES EN FRANCE

Avec quinze ans d'existence, le fonds d'investissement israélien en capital-risque spécialisé en sciences de la vie gère aujourd'hui 750 millions de dollars US. Grâce à une stratégie de co-investissement mise en place avec des fonds français partageant la même philosophie, Pontifax a poursuivi ses investissements en France et a participé à un tour de table pour la levée de fonds de l'entreprise Alizé Pharma 3, basée à Lyon. Cette prise de participation confirme l'appréhension de ce fonds israélien pour des opportunités d'investissement en France dans ce secteur.



TRANSPORT MARENZANA ACQUIERT L'ENTREPRISE TRANSPORTS OLIVIER LELOUP

Marenzana, entreprise italienne active depuis soixante ans dans le transport intermodal, est spécialisée dans le transport des liquides, des gaz liquéfiés et des matières dangereuses. Avec une flotte en croissance constante, le groupe vient asseoir une stratégie cherchant à renforcer l'axe nord-sud. Dans ce contexte, il a réalisé en 2019 l'acquisition d'une entreprise française basée en Normandie et spécialisée dans le transport de matières dangereuses : Transports Olivier Leloup. Dans le cadre de cette opération, le groupe italien maintient les activités, les établissements secondaires et les emplois (100 ETP) de l'entreprise reprise. À noter que cette acquisition constitue la première opération de ce type hors de l'Italie pour le groupe MRZ, qui renforce ainsi sa présence européenne.

FUSIONS-ACQUISITIONS, PRISES DE PARTICIPATIONS

Le nombre de transactions des fusions-acquisitions a régressé de 10 % en 2019 pour atteindre 3 650 opérations. La baisse des valeurs des transactions a été moindre (-5 %) pour atteindre 133 milliards d'euros selon des données de la base Zephyr du Bureau van Dijk¹.

Fig. 15 NOMBRE ET VALEUR DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES EN FRANCE

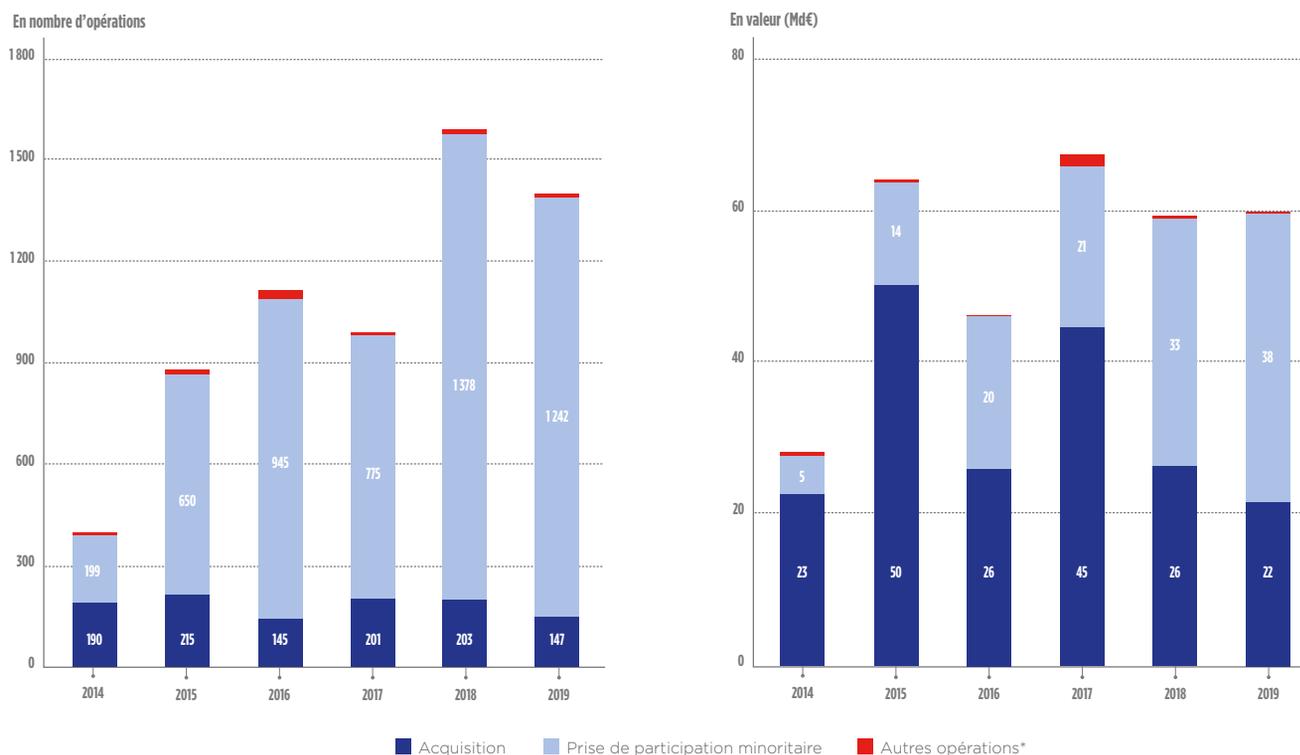


* Augmentation de capital, introduction en Bourse, fusion, rachat d'actions, joint-venture, scission

Source : Zephyr, Bureau van Dijk; calculs Business France

¹ Données sur les opérations de fusions-acquisitions transfrontalières ciblant la France extraites le 17 février 2020 de la base Zephyr du Bureau van Dijk. Encore provisoires, les données 2019 pourront faire l'objet de révisions au cours du 1^{er} semestre 2020.

Fig. 16 TRANSACTIONS FINANCIÈRES DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS EN FRANCE



* Augmentation de capital, introduction en Bourse, fusion, rachat d'actions, joint-venture, scission
 Source : Zephyr, Bureau van Dijk; calculs Business France

Les investisseurs étrangers réalisent 38 % des fusions-acquisitions en France en 2019

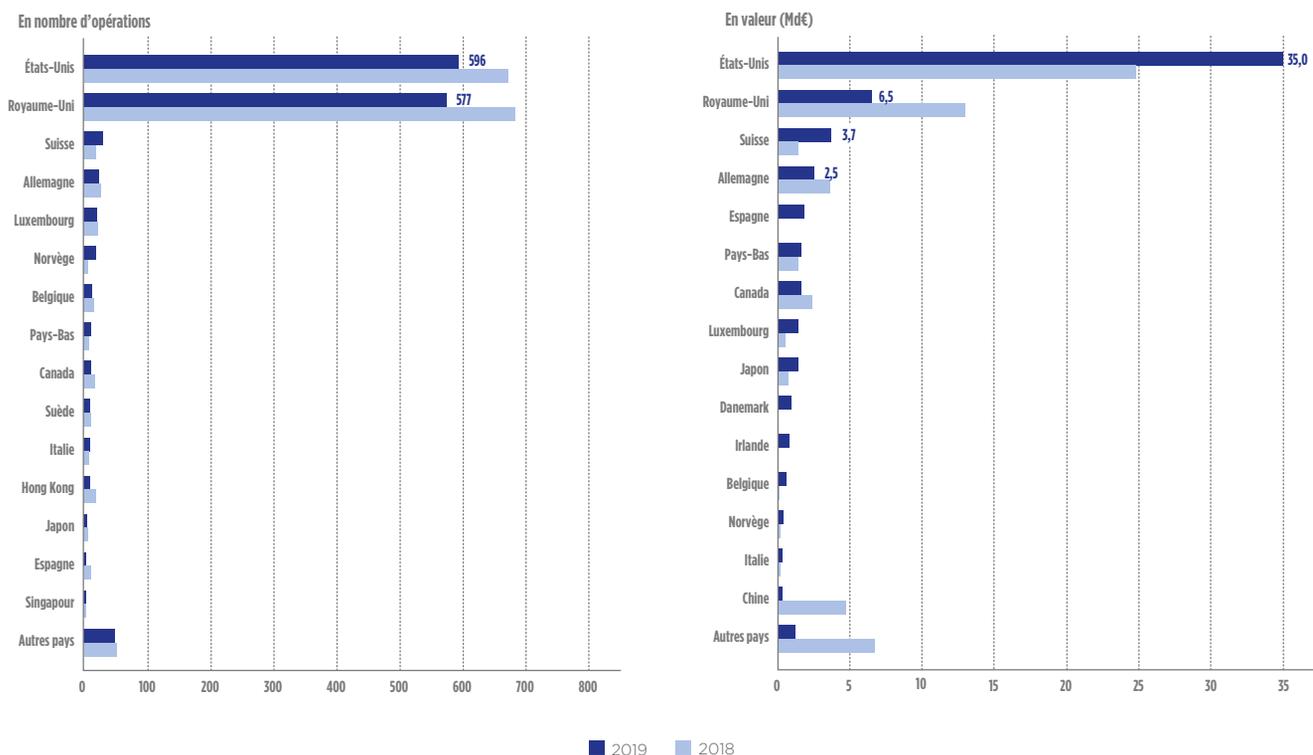
La part des transactions émanant d'entreprises étrangères, qui progressait régulièrement depuis 2013, est en léger repli cette année. Les fusions-acquisitions réalisées par les investisseurs étrangers atteignent 38 % du nombre de transactions en France et près de la moitié des valeurs en 2019. Le nombre de transactions en France impliquant des investisseurs étrangers est en recul de 12 % cette année, après avoir connu un essor en 2018 : 1401 opérations

enregistrées pour une valeur cumulée 60 milliards d'euros en 2019.

Les participations minoritaires ont fortement progressé

En 2019, les participations minoritaires se sont stabilisées, représentant 80 % du total des transactions transfrontalières. Sur les 1400 transactions étrangères de fusions-acquisitions répertoriées en 2019, 147 sont des acquisitions, pour un montant estimé à 21,7 milliards d'euros.

Fig. 17 PAYS D'ORIGINE DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES EN FRANCE (2018-2019)



Source : Zephyr, Bureau van Dijk; calculs Business France

Les entreprises américaines et britanniques, premiers acteurs étrangers sur le marché français

En 2019, les entreprises américaines et britanniques sont de loin les premiers acteurs étrangers, à l'origine de 84 % des transactions financières par des investisseurs étrangers et de 69 % des montants associés.

Alors que les transactions financières relevant d'entreprises américaines ont diminué, la taille de ces opérations a progressé de 41 %.

Ils investissent en France



MÉDICAMENTS

TAISHO PHARMA A ANNONCÉ L'ACQUISITION D'UPSA, LA FILIALE FRANÇAISE DU GROUPE AMÉRICAIN BRISTOL-MYERS SQUIBB

Taisho Pharmaceutical Holdings est la plus grande entreprise japonaise de médicaments OTC (médication familiale) incluant notamment des anti-inflammatoires, le traitement du rhume et de la grippe. Elle est leader pour ce type de produits au Japon et se situe au 8^e rang mondial. Taisho Pharma a annoncé l'acquisition d'UPSA, la filiale française du groupe américain Bristol-Myers Squibb, au 1^{er} juillet 2019. Cette société, spécialisée dans les anti-inflammatoires, le traitement du rhume et de la grippe (Dafalgan, Efferalgan et Fervex), occupe le 2^e rang sur la vente d'OTC en France. Elle emploie 1 300 collaborateurs dans ses deux unités de production situées à Agen (Nouvelle-Aquitaine) et 250 personnes au siège social de Rueil-Malmaison, près de Paris. Cet investissement, qui se fera en maintenant la marque et l'identité d'UPSA, permettra à Taisho Pharma de disposer de sa première base industrielle en Europe.



FONDS D'INVESTISSEMENT

VIVITRO LABS LANCE SON DÉVELOPPEMENT EUROPÉEN PAR L'ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE FRANÇAISE

ViVidro Labs (Victoria, Colombie-Britannique), filiale du groupe canadien Starfish Medical, développe des équipements de test de dispositifs médicaux (cardiovasculaires et endovasculaires) et propose des services associés. Après plusieurs collaborations fructueuses avec la société marseillaise ProtomedLabs (5 personnes), ViVidro Labs a fait l'acquisition de ProtomedLabs en vue de développer à l'international ses activités.

Ces transactions financières concernent des secteurs diversifiés

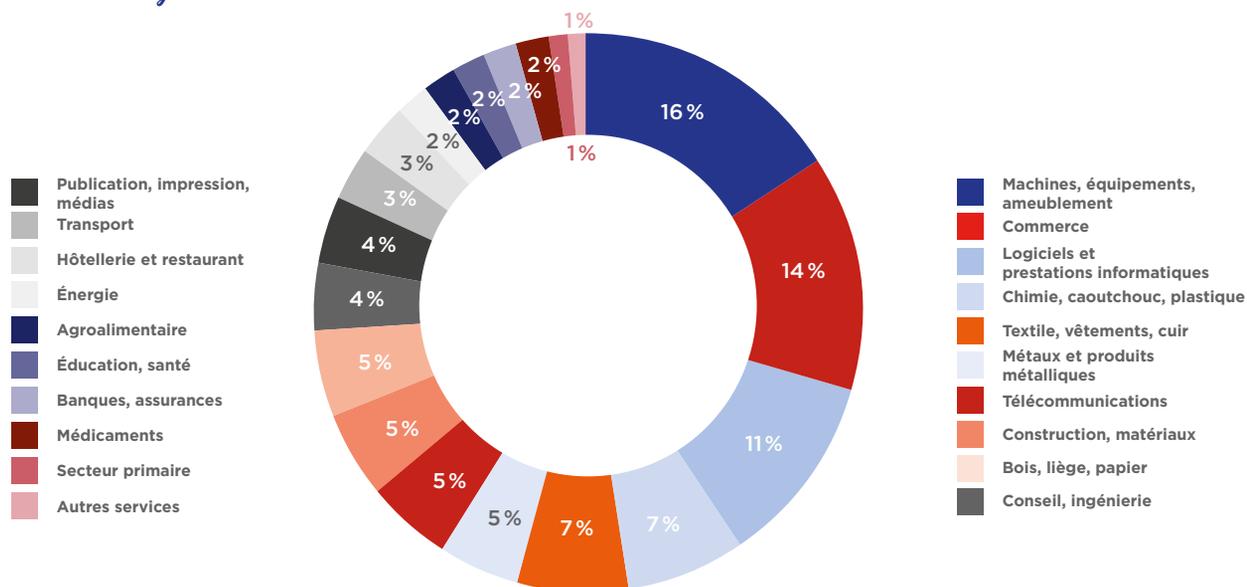
Les opérations couvrent des secteurs variés, des services aux secteurs industriels. Dans l'industrie, les secteurs des machines et équipements, des métaux, de la chimie et, dans les services, le commerce et les logiciels et prestations informatiques sont les plus ciblés par les investisseurs étrangers.

LE MARCHÉ FRANÇAIS DES FUSIONS-ACQUISITIONS

Le marché français des fusions-acquisitions (M&A) recouvre différentes catégories d'opérations financières impliquant le transfert d'une portion ou de l'ensemble du capital d'une entreprise domiciliée en France à une autre entreprise, française ou étrangère. Ces opérations, dites « de croissance externe », sont souvent réalisées par les entreprises dans le but d'optimiser les perspectives de rebonds d'activité.

L'évolution de la valeur des fusions-acquisitions doit toutefois être interprétée avec précaution en raison, d'une part, de l'absence de données pour une proportion importante des opérations enregistrées en France (27 % en 2017 contre 20 % en 2016) ; d'autre part, des effets de change et de l'évolution de l'euro vis-à-vis de certaines devises étrangères.

Fig. 18 RÉPARTITION SECTORIELLE DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES EN FRANCE EN 2019



Source : Zephyr, Bureau van Dijk; calculs Business France

MÉTHODOLOGIE

La base de données Zephyr du Bureau van Dijk recense les opérations de fusions-acquisitions dans le monde. Alimentée quotidiennement, elle contient différents types de transactions, dont des acquisitions, des introductions en Bourse, des prises de participations et des investissements en capital-risque. L'équipe de Zephyr, basée au Royaume-Uni et à Singapour, est opérationnelle dans plus de 30 langues et répertorie ces opérations à partir de sources variées : articles de presse, communiqués de presse d'entreprise, annonces d'entrée en Bourse, sites web, etc. Les profils financiers des entreprises impliquées dans les transactions (vendeurs, cibles, acquéreurs), ainsi que leurs structures d'actionariat font partie intégrante de Zephyr et sont largement issus de la base de données Orbis.

Distinction entre prises de participations minoritaires et acquisitions. Les statistiques sur les fusions-acquisitions regroupent à la fois des opérations d'acquisition, impliquant un transfert du contrôle de l'entreprise ciblée (l'investisseur détient plus de 50 % du capital de l'entreprise

cible après l'opération) et des prises de participations d'actionnaires minoritaires souhaitant investir dans le capital d'une entreprise. Ainsi, le rachat de 2 % du capital d'une entreprise par un investisseur déjà détenteur de 49 % du capital de cette entreprise sera comptabilisé comme une opération d'acquisition. À l'inverse, une opération de rachat de 2 % du capital par un investisseur détenant préalablement 10 % du capital de l'entreprise sera comptabilisée comme une prise de participation minoritaire.

La méthodologie retenue pour établir les statistiques sur les fusions-acquisitions transfrontalières diffère de celle suivie par les banques centrales pour évaluer le montant des investissements étrangers dans un pays. Par convention, on considère qu'il y a investissement direct (IDE) lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise résidente d'un pays autre que le sien. À la différence des IDE, les statistiques sur les fusions-acquisitions incluent toutes les opérations de rachat de capital d'une entreprise par une entreprise non résidente, sans considérer de seuil de prise de participation minimum.

3

Attractivité territoriale en 2019

60 ANALYSE RÉGIONALE

75 LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES
DANS LES TERRITOIRES

— ANALYSE RÉGIONALE —

Les investissements étrangers se répartissent sur l'ensemble du territoire

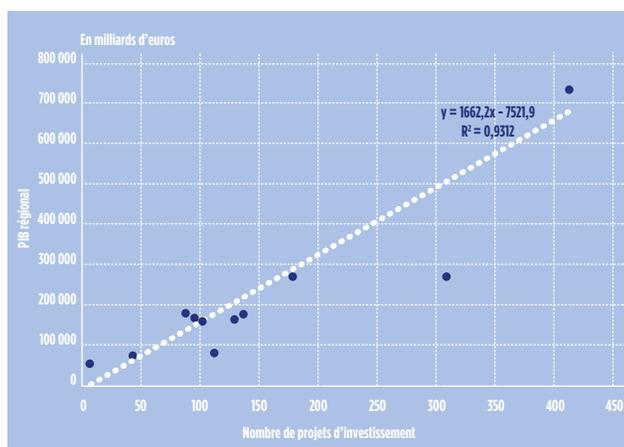
La diversité des territoires français constitue, avec la qualité des infrastructures et celle de la main-d'œuvre, un puissant facteur d'attractivité. Les décisions d'investissement prises en 2019 se répartissent sur l'ensemble du territoire et vont générer de l'emploi dans la quasi-totalité des régions françaises.

LES MÉTROPOLIS CONTRIBUENT À L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE

La répartition des projets rend compte à la fois de la force d'attraction des grandes métropoles et du fait que la présence de sociétés étrangères favorise souvent l'arrivée sur le même territoire de nouveaux investisseurs. Dans la compétition intra-européenne pour la localisation de l'investissement étranger, le dynamisme économique des régions et des métropoles constitue un facteur souvent décisif.

En termes de projets, l'Île-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, l'Occitanie, les Hauts-de-France, la Bourgogne-Franche-Comté et le Grand Est accueillent les trois quarts des décisions d'investissement. Le processus d'agglomération des activités économiques et des projets d'investissement dans les métropoles n'est pas une spécificité française. En effet, au Royaume-Uni, la région de Londres, qui est à l'origine de près du quart du PIB britannique, recevait en 2018 plus du tiers des projets d'investissement (43 %) selon les données du baromètre européen d'EY.

Fig. 1 CORRÉLATION ENTRE L'INVESTISSEMENT ET LA TAILLE ÉCONOMIQUE DU MARCHÉ



Source : Business France

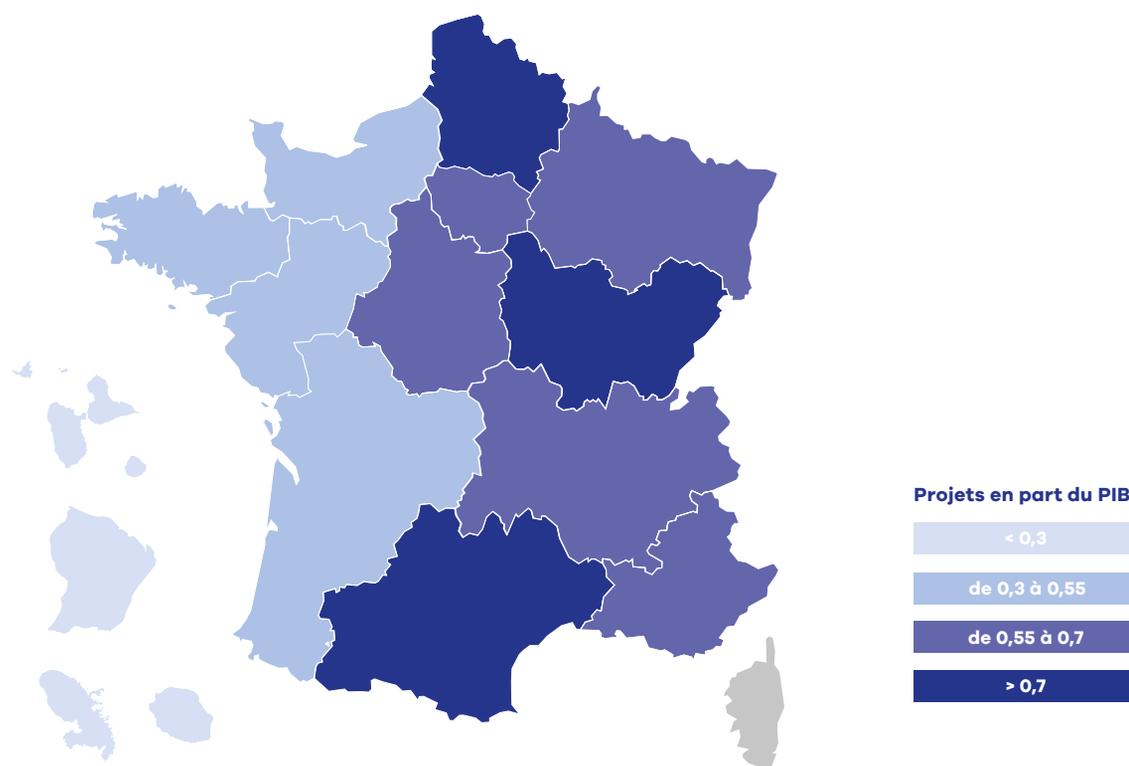
La taille économique des territoires est un déterminant essentiel du choix de localisation des investissements étrangers. Ainsi, le nombre de projets d'investissement dans chaque région est corrélé au montant du PIB régional. Une relation forte (bien que moindre) existe aussi entre le nombre de créations d'emploi et le PIB régional.

L'attractivité des aires urbaines s'explique aussi par la conjugaison de divers éléments : le capital humain, la connectivité, la mobilité, les offres de formation et de soins, la qualité de vie... Finalement, les territoires qui ont su créer les conditions d'accueil favorables au développement des entreprises et à l'arrivée de nouvelles populations se distinguent réellement.

Ainsi, l'attractivité économique de l'Île-de-France et des principales métropoles ne se fait pas au détriment des autres régions françaises. Rapportés à leur PIB régional, l'Occitanie,

la Bourgogne-Franche-Comté, les Hauts-de-France et le Grand Est accueillent relativement plus d'investissements étrangers que leur taille économique (poids dans le PIB national). Les régions telles que Provence-Alpes-Côte d'Azur et Centre-Val de Loire ont une attractivité correspondante à leur taille économique.

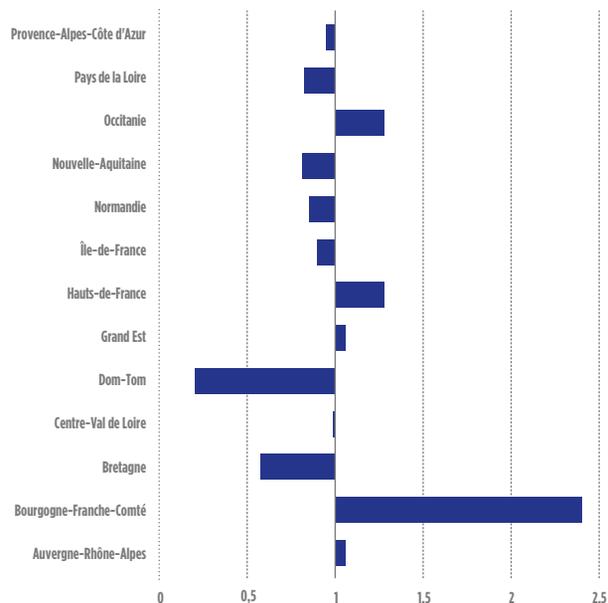
Fig. 2 ATTRACTIVITÉ DES RÉGIONS EN FONCTION DE LEUR PIB



Note : représentation géographique du nombre de projets d'investissement par région pondéré par la taille du marché (le PIB régional).

Source : Business France

Fig. 3 INDICE D'ATTRACTIVITÉ DES RÉGIONS EN 2019



Grille de lecture : l'Occitanie a un indice d'attractivité égal à 1,3; cela signifie que la part des investissements étrangers accueillie par cette région est supérieure à son poids économique.

Source : calculs Business France

MÉTHODOLOGIE

L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ RÉGIONALE

Il s'agit d'identifier l'attractivité et le potentiel d'attractivité d'une région française en prenant en compte son poids économique. L'indice d'attractivité régionale correspond à la part des projets reçus par ce territoire, rapportée à la part de cette région dans le PIB national français.

Un indice supérieur à 1 signifie que la région est plus attractive que sa taille économique pour les investisseurs étrangers. Inversement, un indice inférieur à 1 signifie que la région n'est pas aussi attractive que son poids dans l'économie française.

RÉPARTITION RÉGIONALE DES EMPLOIS

En termes d'emplois créés ou maintenus, les principales régions d'accueil sont l'Île-de-France (25 % du total national), les Hauts-de-France (15 %), l'Occitanie (11 %), l'Auvergne-Rhône-Alpes (8 %), ainsi que le Grand Est (8 %).

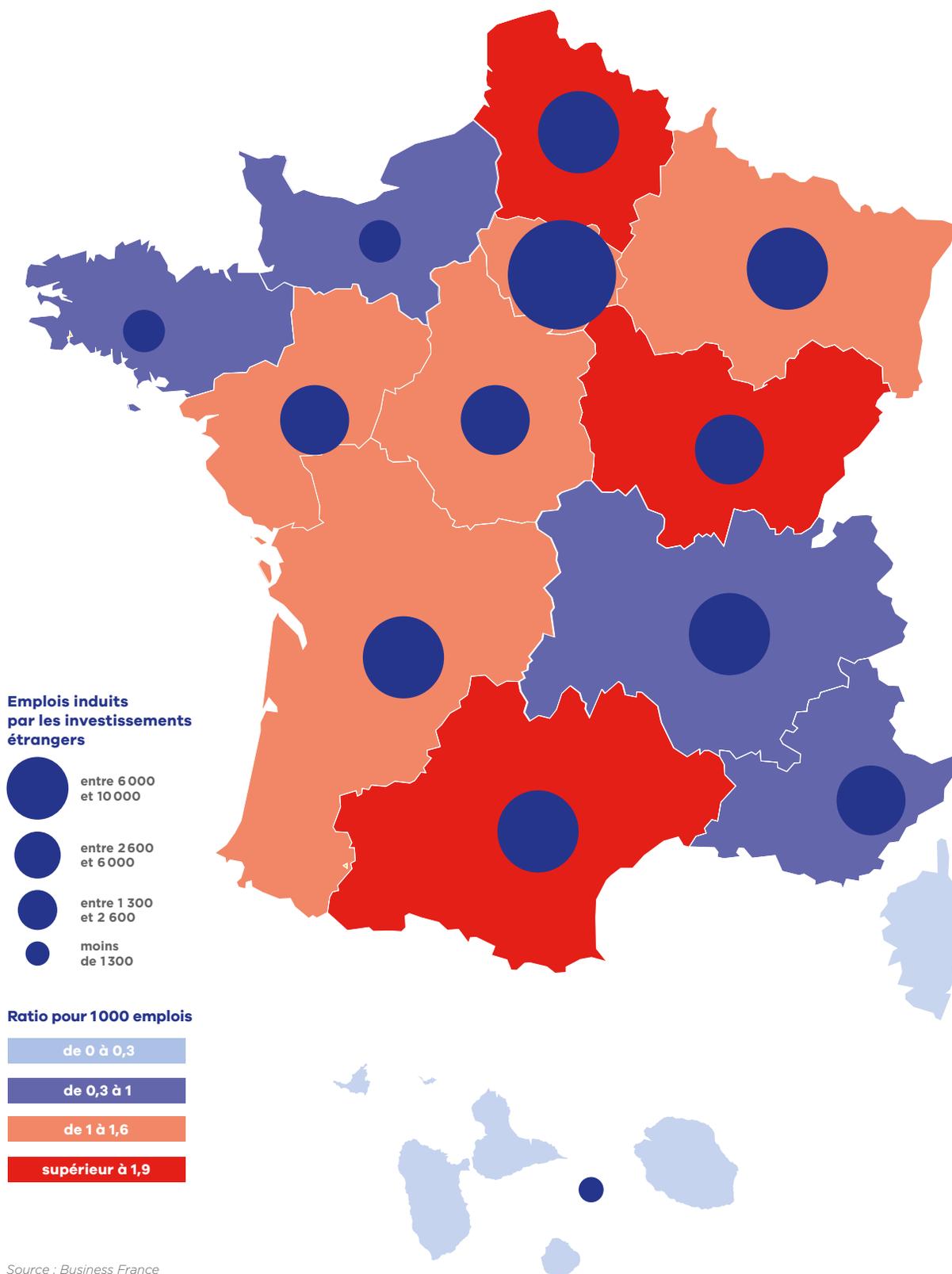
Pour estimer la contribution des filiales étrangères à l'emploi et à l'activité des régions, les créations et les maintiens d'emploi liés aux nouveaux investissements étrangers peuvent être rapportés à l'emploi régional. Ainsi, le ratio des emplois créés par les investissements étrangers en 2019 pour 1000 emplois dans la région est supérieur à la moyenne nationale (1,4) pour les régions Hauts-de-France (2,6), Bourgogne-Franche-Comté (2,2), Occitanie (1,9), Île-de-France (1,5) et Grand Est (1,5).

NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS POUR 1000 EMPLOIS PAR RÉGION EN 2019

	EMPLOIS INDUITS PAR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS	RATIO POUR 1000 EMPLOIS
Auvergne-Rhône-Alpes	3 206	0,9
Bourgogne-Franche-Comté	2 353	2,2
Bretagne	939	0,7
Centre-Val de Loire	1 442	1,4
Dom-Tom	195	0,3
Grand Est	3 120	1,5
Hauts-de-France	5 754	2,6
Île-de-France	9 880	1,5
Normandie	1 211	0,9
Nouvelle-Aquitaine	2 781	1,1
Occitanie	4 473	1,9
Pays de la Loire	2 104	1,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 084	1,0
France métropolitaine	39 542	1,4

Source : calculs Business France

Fig. 4 RÉPARTITION DU NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU MAINTENUS PAR RÉGION EN 2019



Source : Business France

Us investissent en France

CHIMIE, PLASTURGIE
**LE GROUPE TUNISIEN PLASTIC
 ELECTROMECHANIC COMPANY
 IMPLANTÉ EN RÉGION
 AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

Le groupe tunisien Plastic Electromechanic Company (PEC), spécialisé dans la fabrication de moules à injection, la transformation des plastiques techniques, l'intégration des ensembles et des sous-ensembles électriques et le câblage filaire, s'est implanté en Savoie pour se rapprocher de l'un de ses clients. Déjà présent en France avec une usine de production située à Angers, le groupe emploie plus de 750 salariés dans le monde. 15 emplois ont déjà été créés sur le nouveau site savoyard, et l'entreprise prévoit d'atteindre 80 emplois en 2021.



TECHNOLOGIES ET SERVICES DANS
 LES DOMAINES DE L'EAU ET DE L'HYGIÈNE
**LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ECOLAB
 CONFORTE SA PRÉSENCE
 EN HAUTS-DE-FRANCE**

Spécialisée dans les technologies et les services dans les domaines de l'eau et de l'hygiène, Ecolab ouvrira un centre européen de R&D sur la santé à Sainghin-en-Mélantois. Ce projet nécessitera un investissement de 25 millions d'euros et permettra de créer 35 emplois. En parallèle, Ecolab investit également sur son site d'Hellemmes-Lille, qui va devenir un centre d'excellence en matière de santé. Ainsi, 4 millions de dollars US d'investissements sont prévus en 2019 afin d'agrandir le site qui reçoit 190 salariés et des clients du monde entier. Ecolab œuvre notamment pour fournir des solutions complètes, des données et des services sur site afin de promouvoir des aliments sûrs, de maintenir des environnements propres, d'optimiser la consommation d'eau et l'utilisation énergétique, et d'améliorer l'efficacité opérationnelle.



HÔTELLERIE, TOURISME
**LES ENTREPRISES ALLEMANDES
 EAK ET GLAMPING RESORTS
 CONCOURENT À UN PROJET
 TOURISTIQUE DANS LE GRAND EST**

Dans le cadre de la revitalisation du site militaire de Drachenbronn, l'entreprise bavaroise EAK va construire un « chemin de cimes » et une tour d'observation en permettant une vue panoramique sur la plaine du Rhin et le massif vosgien. L'investissement de 5,5 millions d'euros s'accompagnera de la création d'une quinzaine d'emplois. Parallèlement, la société allemande Glamping Resorts va y installer une trentaine de chalets de bois de standing sur 3 ha de terrain et de forêt. Un investissement de plus de 5 M€ permettra la création d'une vingtaine d'emplois.

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN FONCTION DE LA TAILLE DES VILLES ET AGGLOMÉRATIONS

Comme le signale l'Insee, la majorité des grandes agglomérations européennes ont une croissance démographique plus forte que celle de leur pays. En France, contrairement à ce que l'on observe dans le reste de l'Europe, la croissance de la population est plus forte dans les couronnes périurbaines qu'au sein des agglomérations. Cette densification des zones périphériques tend à singulariser les métropoles françaises.

Les investissements se font principalement dans les villes de taille modeste. Bien que Paris attire une part conséquente

des projets d'investissement sur la période 2014-2019 (19 % des projets), **41 % des investissements ont été réalisés dans des villes de moins de 20 000 habitants** et 70 % dans des villes de moins de 200 000 habitants. L'attractivité entrepreneuriale s'exprime également au sein des grandes métropoles régionales : le Grand Paris (26 %), le Grand Lyon (5 %), Toulouse Métropole (4 %), la métropole lilloise (3 %) et la métropole Aix-Marseille-Provence (3 %) accueillent 41 % des projets d'investissement en 2019. Bordeaux progresse en termes d'attractivité, notamment avec l'ouverture de la ligne TGV qui la relie désormais à Paris en deux heures.

Néanmoins, les décisions d'investissement ne se concentrent pas que dans les très grandes agglomérations. En effet, 43 % des projets sont localisés dans des agglomérations de moins de 200 000 habitants.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TAILLE DE VILLE

TAILLE DES VILLES	PART DES PROJETS 2014-2019	PART DES PROJETS EN 2019
< 20 000 habitants	41 %	41 %
De 20 000 à 100 000 habitants	22 %	22 %
De 100 000 à 200 000 habitants	6 %	7 %
De 200 000 à 300 000 habitants	3 %	3 %
De 300 000 à 400 000 habitants	1 %	1 %
De 400 000 à 500 000 habitants	2 %	2 %
> 500 000 habitants	24 %	22 %

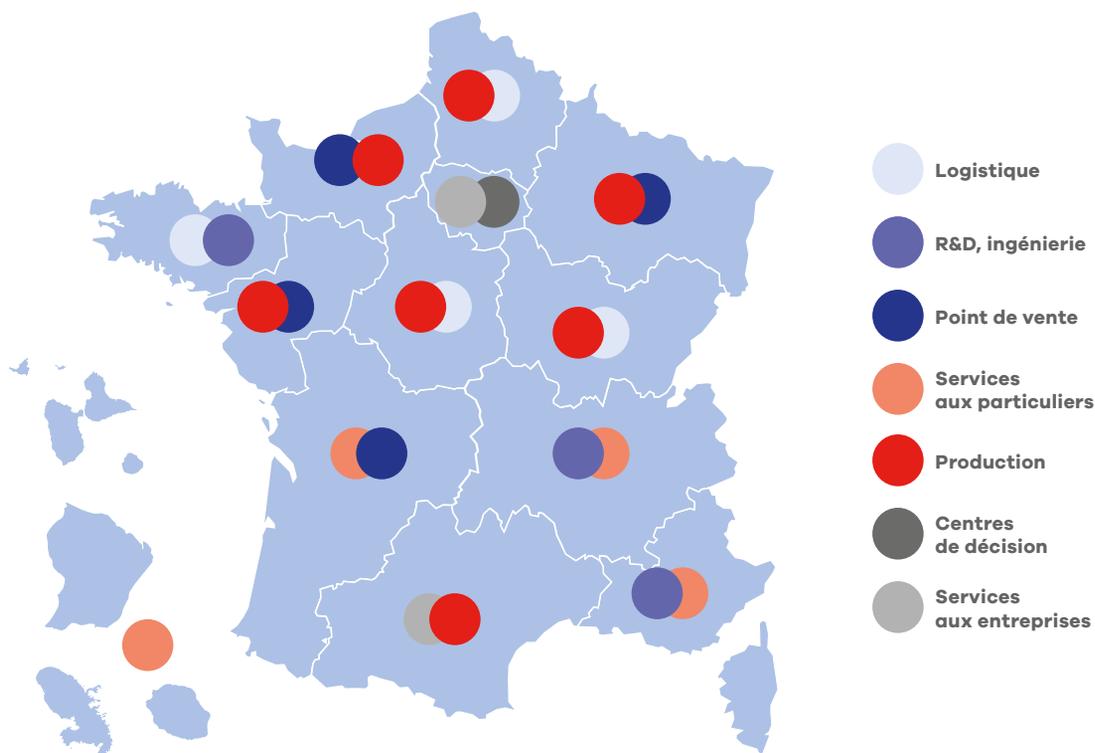
Source : calculs Business France

RÉPARTITION DES PROJETS PAR TAILLE D'AGGLOMÉRATION

TAILLE DES AGGLOMÉRATIONS	PART DES PROJETS 2014-2019	PART DES PROJETS EN 2019	NOMBRE D'AGGLOMÉRATIONS
< 50 000 habitants	17 %	18 %	439
De 50 000 habitants à 200 000 habitants	23 %	25 %	196
De 200 000 à 500 000 habitants	15 %	16 %	40
De 500 000 à 1 000 000 habitants	8 %	7 %	4
> 1 000 000 habitants	37 %	34 %	4

Source : calculs Business France

Fig. 5 INDICE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE PAR RÉGION EN 2019



Grille de lecture : au niveau de chaque région figurent les fonctions pour lesquelles elle bénéficie de la plus forte attractivité.

Source : Business France

L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE RÉVÈLE LES SPÉCIFICITÉS

L'indice d'attractivité fonctionnelle pour 2019 souligne l'attractivité des régions Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Grand Est, Hauts-de-France, et Normandie pour les activités de production. En termes de flux, la fonction logistique prend généralement le relais des biens issus de la production. Ainsi, Hauts-de-France, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne et Centre-Val de Loire présentent une attractivité significative pour les activités de logistique. La présence de Sophia-Antipolis, la plus importante et 1^{re} technopole de France et d'Europe ainsi que l'écosystème lié expliquent la forte attractivité de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le développement et l'implantation de nouveaux centres de R&D.

La spécificité de la région Île-de-France est l'accueil des centres de décision : elle reçoit 61 % de ces investissements.

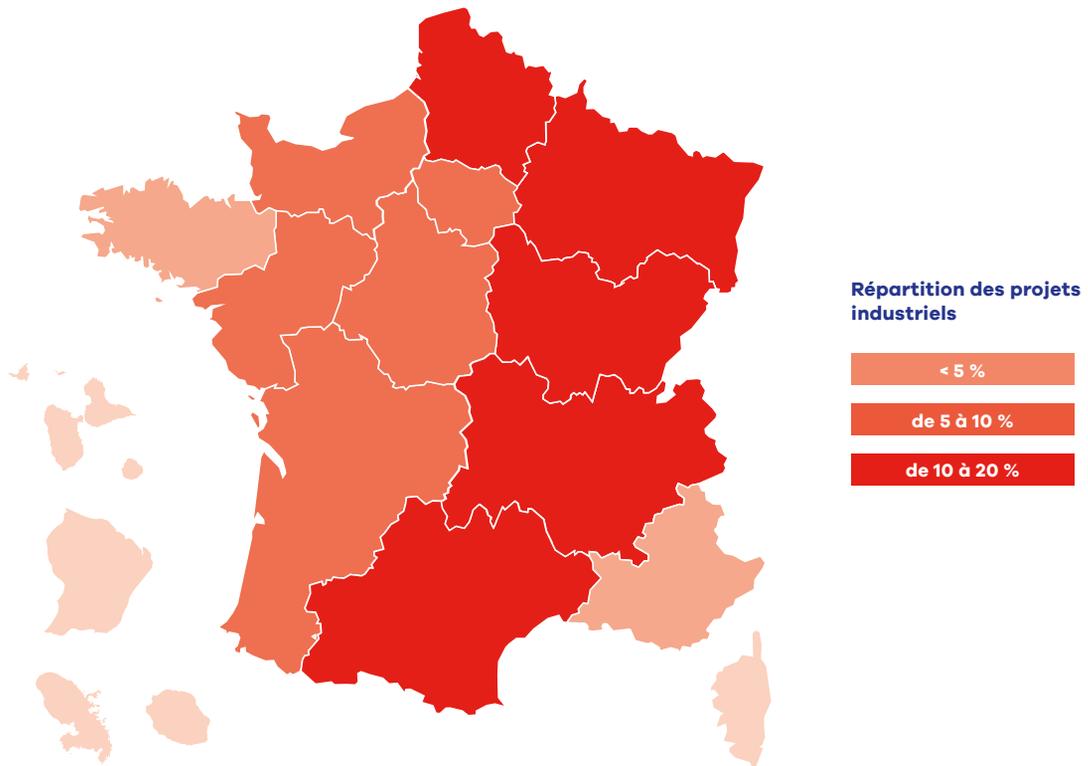
MÉTHODOLOGIE

L'INDICE D'ATTRACTIVITÉ FONCTIONNELLE DES RÉGIONS

Il s'agit d'identifier les fonctions pour lesquelles les régions françaises disposent d'une forte attractivité. Nous vérifions si une région bénéficie d'une attractivité plus forte pour des activités spécifiques.

L'indice d'attractivité par fonction se définit par le poids d'une fonction donnée dans les projets de la région pondéré par le poids de cette même fonction dans l'ensemble des projets en France.

Fig. 6 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES 2014-2019



Source : Business France

La répartition géographique des activités de production répond à une logique différente et les activités industrielles irriguent l'ensemble du territoire. Sur la période 2014-2019, parmi les régions françaises, les Hauts-de-France, le Grand Est, l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Bourgogne-Franche-Comté et l'Occitanie arrivent en tête pour la création ou l'extension de sites industriels portés par des investisseurs étrangers.

En 2019, les investissements de production ont fortement progressé dans les régions Bourgogne-Franche-Comté (+61 %), Hauts-de-France (51 %), Centre-Val de Loire (+37 %) et Pays de la Loire (39 %).

Les implantations et les extensions de sites de production sont principalement localisées dans les agglomérations moyennes de moins de 200 000 habitants.

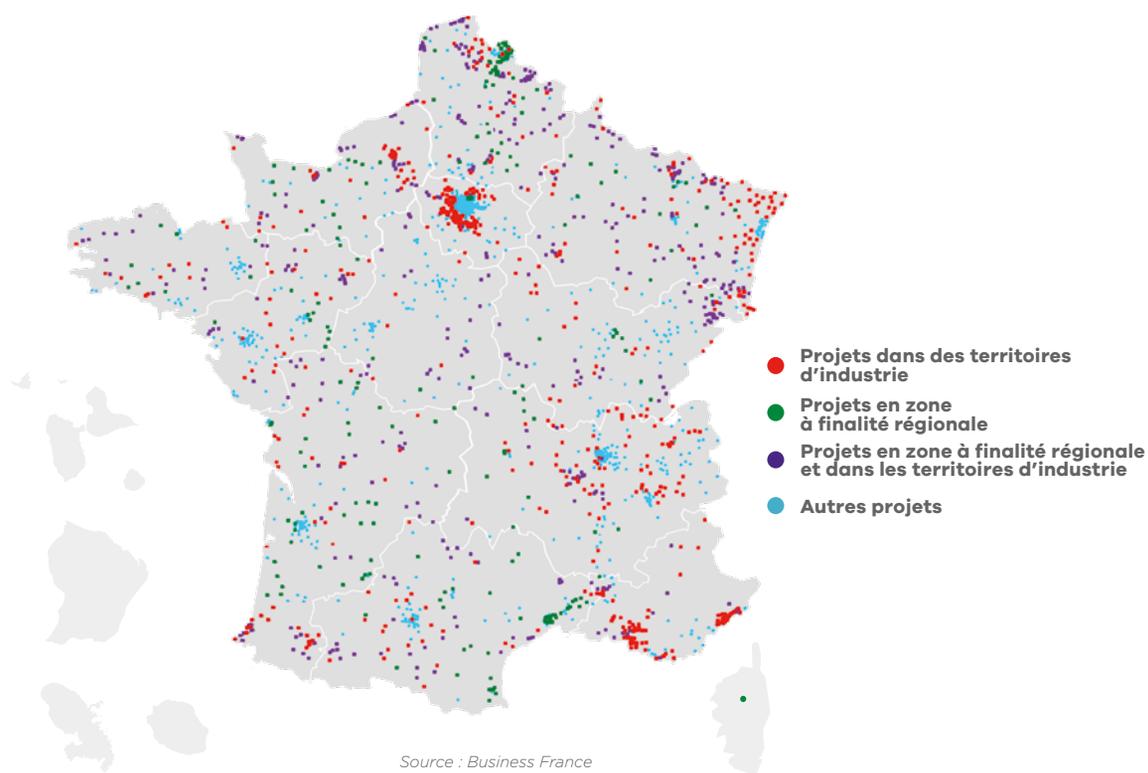
Il est indéniable que le France a renforcé récemment sa stratégie de reconquête industrielle autour du Conseil national de l'industrie et de ses 18 filières industrielles : accélération de 4 000 PME par Bpifrance, investissement numérique, apprentissage, mais aussi soutien à l'international sous la bannière French Fab. Nouveau dispositif lancé par le Premier ministre à l'occasion du Conseil national de l'industrie le 22 novembre 2018, le programme « Territoires d'industrie » bénéficie à 146 territoires vers lesquels plus de 1,3 milliard d'euros sont orientés prioritairement.

Sur la période 2014-2019, 36 % des projets d'investissement étrangers (et 46 % des emplois associés) se localisent dans les territoires d'industrie et 56 % des projets industriels se réalisent dans ces territoires.

Afin d'assurer un développement économique équilibré de l'ensemble du territoire national et d'accompagner ceux qui sont en retard, des zones prioritaires sont également définies. Des aides à finalité régionale sont fixées par décret afin d'améliorer la cohésion économique et sociale des territoires. Le décret délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, pourront allouer, sur la période 2014-2020, des aides aux entreprises. Elles ont pour ambition d'encourager les investissements, la création durable d'emplois et la création de nouveaux établissements dans les régions les plus désavantagées.

Sur la période 2014-2019, les zones à finalité régionale accueillent 25 % des projets d'investissement étrangers en France recensés et 36 % des emplois créés ou maintenus associés.

Fig. 7 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS DANS LES TERRITOIRES D'INDUSTRIE ET ZONES À FINALITÉ RÉGIONALE 2014-2019



RÉPARTITION DES PROJETS ET EMPLOIS PAR RÉGION ET PAR FONCTION DU PROJET EN 2019

RÉGION	LOGISTIQUE		PRODUCTION / RÉALISATION		R&D, INGÉNIERIE	
	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS	PROJETS	EMPLOIS
Auvergne-Rhône-Alpes	23 %	10 %	11 %	8 %	14 %	8 %
Bourgogne-Franche-Comté	20 %	12 %	14 %	9 %	6 %	2 %
Bretagne	7 %	3 %	3 %	3 %	4 %	6 %
Centre-Val de Loire	6 %	3 %	7 %	8 %	2 %	1 %
Dom-Tom	-	-	0,3 %	0,1 %	-	-
Grand Est	6 %	35 %	12 %	7 %	7 %	4 %
Hauts-de-France	14 %	15 %	15 %	22 %	8 %	6 %
Île-de-France	4 %	3 %	5 %	2 %	26 %	36 %
Normandie	1 %	3 %	5 %	4 %	2 %	1 %
Nouvelle-Aquitaine	3 %	1 %	6 %	12 %	5 %	2 %
Occitanie	6 %	3 %	12 %	16 %	9 %	7 %
Pays de la Loire	4 %	11 %	7 %	7 %	4 %	1 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 %	1 %	3 %	2 %	13 %	26 %
Total général	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Business France

Ils investissent en France



PRODUCTION ALIMENTAIRE
**UNITED PETFOOD FRANCE,
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

Le groupe belge United Petfood Producers est spécialisé dans la production d'aliments secs pour animaux de compagnie (chiens et chats). Propriétaire depuis 2014 d'une unité de production à Yzeure dans l'Allier, il a annoncé début 2019 un investissement de plus de 3 millions d'euros dans son usine bourbonnaise. Après la construction d'un nouveau hall de stockage en 2016, ce nouvel investissement doit permettre d'augmenter encore la capacité de production et de stockage du site, d'améliorer l'efficacité de l'outil de production ainsi que les conditions de travail des employés. L'usine d'Yzeure a déjà vu sa production doubler en l'espace de cinq ans. Elle emploie actuellement une quarantaine de personnes. Trois emplois en CDI ont été créés en 2019, et l'entreprise envisage des recrutements supplémentaires dans les années à venir.



STOCKAGE
**IMPLANTATION DE NEWCOLD
À MONTAUBAN-DE-BRETAGNE**

L'entreprise néerlandaise NewCold investit 78 millions d'euros dans la construction d'une seconde plateforme de stockage et de logistique en France, à Montauban-de-Bretagne. Le site devrait être opérationnel fin 2020. 72 personnes seront recrutées d'ici 2021. Cet équipement hyper automatisé pourra stocker des produits alimentaires surgelés à une température constante de -23 °C et aura une capacité de 96 000 palettes. Le groupe Froneri, fabricant de crèmes glacées (Milka, Nestlé, Oasis, Disney), sera son premier client. Il regroupera à Montauban-de-Bretagne ses produits issus de ses deux usines basées à Plouédern dans le Finistère et à Vayres en Gironde. NewCold assurera le transport, le stockage, la préparation de commandes et l'expédition vers les distributeurs. Son équipement sera également ouvert à d'autres acteurs de l'agroalimentaire du Grand Ouest, 1^{er} bassin agroalimentaire en France.



AGROALIMENTAIRE
**LE GROUPE MARS FOOD
 DÉVELOPPE SA PRÉSENCE
 DANS LA RÉGION
 CENTRE-VAL DE LOIRE**

Le groupe Mars Food ne cesse d'investir sur le site de production de Marboué d'où sortent les produits de la marque Ebly. Le succès des produits à cuisson rapide se confirme avec des investissements successifs. Après avoir investi 6 millions d'euros en trois ans (2015-2018), Mars Food continue son développement avec un nouveau projet à 7 M€ en une seule fois. Ce projet d'investissement a pour objectif la mise en place d'une nouvelle ligne de production, entraînant en même temps le recrutement d'une dizaine de personnes supplémentaires.



VERRE, MINÉRAUX, BOIS
**ENOPLASTIC A CRÉÉ EN 2019 UNE FILIALE
 DE PRODUCTION DANS LE GRAND EST**

Le groupe italien leader sur le marché de la coiffe de surbouchage, Enoplastic, a créé en 2019 une filiale de production à Reims, créant ainsi environ 25 emplois. Pour cela, le groupe a réalisé d'importants investissements dans ses nouveaux locaux de 1 000 m² et a procédé à plus de 400 000 euros d'investissements productifs pour faire d'Enoplastic France une réelle entité à la fois commerciale et industrielle. À noter qu'en janvier 2020, Enoplastic et l'entreprise champenoise Sparflex ont signé un accord stratégique pour créer le leader mondial du surbouchage des vins et spiritueux. Avec 13 sites de production répartis dans 6 pays et une présence commerciale dans plus de 90 pays, les deux groupes confortent leur rayonnement international.

**LES RÉGIONS ATTIRENT LES INVESTISSEURS
 ÉTRANGERS EN FONCTION
 DE LEUR SPÉCIALISATION SECTORIELLE**

La répartition des projets par secteur industriel à forte intensité technologique illustre l'attractivité différenciée des régions.

Ainsi, les régions Auvergne-Rhône-Alpes (20 %), Grand Est (18 %), Hauts-de-France (17 %) et Bourgogne-Franche-Comté (12 %) accueillent plus de la moitié des investissements relevant du secteur de la chimie en France.

Les régions Auvergne-Rhône-Alpes (20 %), Île-de-France (19 %), Hauts-de-France (15 %) et Bourgogne-Franche-Comté (13 %) attirent les **constructeurs automobiles et équipementiers**. La région Île-de-France accueille plus de la moitié des projets de **logiciels et prestations informatiques** en France et plus des trois quarts des investissements dans le secteur financier. La région Occitanie accueille 47 % des projets dans les matériels aéronautiques et ferroviaires. Enfin, les régions Île-de-France (29 %), Grand Est (21 %) et Auvergne-Rhône-Alpes (14 %) sont particulièrement attractives pour l'industrie **des médicaments et des biotechnologies appliquées**.

RÉPARTITION DES PROJETS PAR RÉGION ET PAR SECTEUR À FORTE VALEUR AJOUTÉE EN 2019

RÉGION	Chimie, plasturgie	Conseil, ingénierie	Automobiles	Équipements médicaux	Logiciels et prestations informatiques	Machines et équipements mécaniques	Matériels aéronautiques, navals	Médicaments	Services financiers
Auvergne-Rhône-Alpes	20 %	10 %	20 %	9 %	10 %	15 %	6 %	14 %	5 %
Bourgogne-Franche-Comté	12 %	1 %	13 %	9 %	1 %	16 %	3 %	0 %	0 %
Bretagne	3 %	0 %	0 %	0 %	2 %	4 %	3 %	0 %	0 %
Centre-Val de Loire	3 %	3 %	2 %	5 %	0 %	8 %	9 %	7 %	0 %
Dom-Tom	0 %	1 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2 %
Grand Est	18 %	3 %	9 %	14 %	4 %	8 %	0 %	21 %	5 %
Hauts-de-France	17 %	10 %	15 %	7 %	8 %	7 %	0 %	7 %	0 %
Île-de-France	2 %	47 %	19 %	14 %	51 %	9 %	6 %	29 %	79 %
Normandie	5 %	3 %	0 %	2 %	1 %	4 %	3 %	4 %	2 %
Nouvelle-Aquitaine	5 %	4 %	7 %	7 %	3 %	14 %	13 %	4 %	2 %
Occitanie	7 %	9 %	9 %	9 %	10 %	3 %	47 %	4 %	0 %
Pays de la Loire	5 %	4 %	2 %	2 %	3 %	9 %	9 %	7 %	2 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 %	4 %	4 %	23 %	10 %	1 %	0 %	4 %	2 %
Total général	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

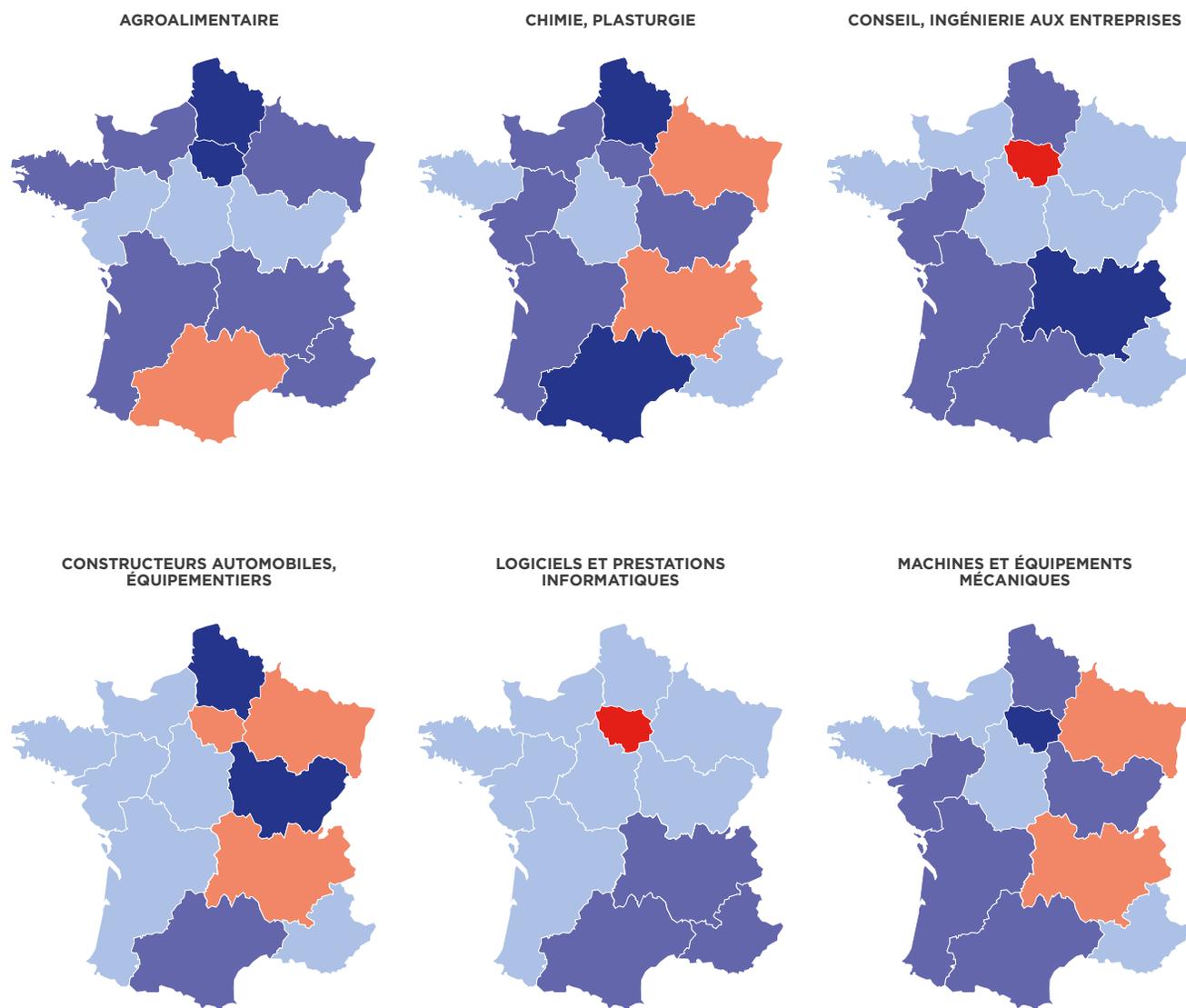
Source : Business France

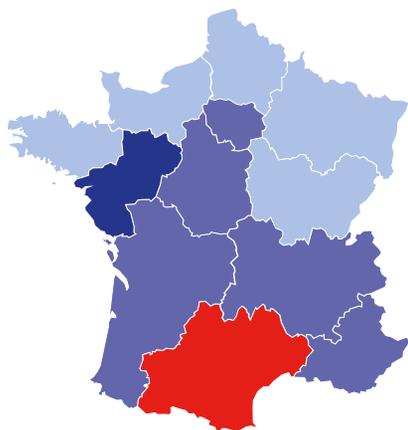
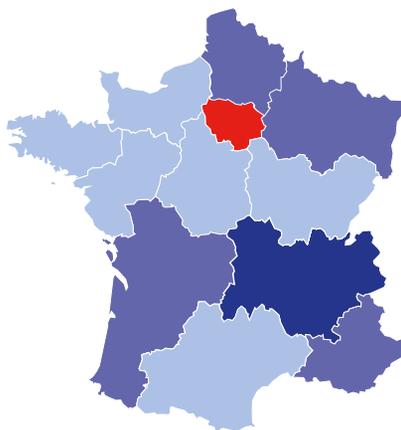
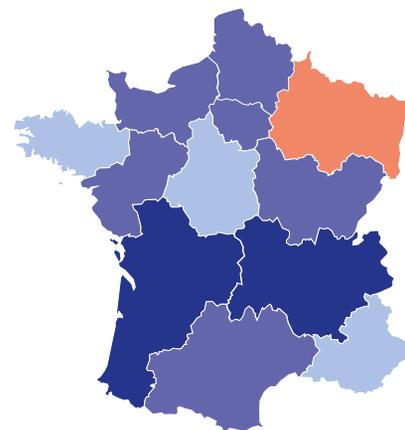
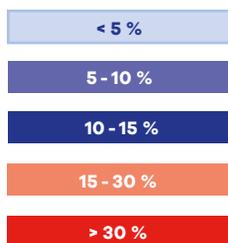
RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR RÉGION ET PAR SECTEUR À FORTE VALEUR AJOUTÉE EN 2019

RÉGION	Chimie, plasturgie	Conseil, ingénierie	Automobiles	Équipements médicaux	Logiciels et prestations informatiques	Machines et équipements mécaniques	Matériels aéronautiques, navals	Médicaments	Services financiers
Auvergne-Rhône-Alpes	25 %	7 %	8 %	8 %	6 %	11 %	8 %	28 %	1 %
Bourgogne-Franche-Comté	9 %	0 %	7 %	8 %	0 %	16 %	0 %	0 %	0 %
Bretagne	2 %	0 %	0 %	0 %	5 %	10 %	0 %	0 %	0 %
Centre-Val de Loire	6 %	5 %	7 %	2 %	0 %	4 %	15 %	9 %	0 %
Dom-Tom	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %
Grand Est	14 %	2 %	5 %	10 %	1 %	6 %	0 %	25 %	2 %
Hauts-de-France	17 %	23 %	20 %	3 %	14 %	18 %	0 %	8 %	0 %
Île-de-France	0 %	44 %	20 %	34 %	37 %	10 %	2 %	11 %	92 %
Normandie	11 %	4 %	0 %	0 %	0 %	3 %	1 %	0 %	0 %
Nouvelle-Aquitaine	9 %	1 %	30 %	6 %	1 %	6 %	10 %	9 %	0 %
Occitanie	1 %	5 %	2 %	11 %	15 %	1 %	55 %	4 %	0 %
Pays de la Loire	3 %	5 %	1 %	1 %	3 %	15 %	9 %	5 %	2 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 %	4 %	1 %	16 %	17 %	1 %	0 %	1 %	1 %
Total général	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Business France

Fig. 8 RÉPARTITION RÉGIONALE DES INVESTISSEMENTS
PAR SECTEUR 2014-2019



MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES,
NAVALS ET FERROVIAIRESTEXTILE,
HABILLEMENT ET ACCESSOIRESVERRE, CÉRAMIQUE, MINÉRAUX,
BOIS, PAPIERRÉPARTITION RÉGIONALE
DES INVESTISSEMENTS
PAR SECTEUR 2014-2019

Source : Business France

La localisation des projets d'investissement étrangers dépend des caractéristiques régionales des bassins d'emploi et de leur spécialisation sectorielle.

À partir des caractéristiques sectorielles des bassins d'emploi, l'indice de spécialisation permet de souligner la spécialisation des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Centre-Val de Loire et Normandie dans l'industrie pharmaceutique; celle des régions Occitanie et Bourgogne-Franche-Comté dans l'industrie du matériel de transports; celles de Bretagne, Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine dans l'industrie agroalimentaire; celle de Grand Est dans la fabrication des machines et équipements mécaniques; enfin, l'Île-de-France, la Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Occitanie et l'Auvergne-Rhône-Alpes dans les logiciels et prestations informatiques.

Ns investissent en France



TECHNOLOGIE
SIEMENS MOBILITY
ALLEMAGNE

La division mobilité du groupe allemand de technologie annonce le recrutement de 35 ingénieurs sur son site de Toulouse, qui est le siège mondial pour l'activité VAL (métro entièrement automatisé) du groupe. Le projet s'intègre dans le choix stratégique fait en 2016 de centrer l'ensemble des compétences dans ce segment sur un seul site. Ainsi Siemens Mobility a regroupé en 2016 les activités des sites de Paris et Roubaix sur celui de Toulouse, dont l'effectif passe de 200 à 235 salariés. Il s'agit d'une activité de niche en pleine croissance mondiale. Une des raisons pour lesquelles le choix a été pris en faveur de Toulouse est le vivier de talents important dont dispose la ville grâce à un tissu dense d'écoles d'ingénierie.

MÉTHODOLOGIE

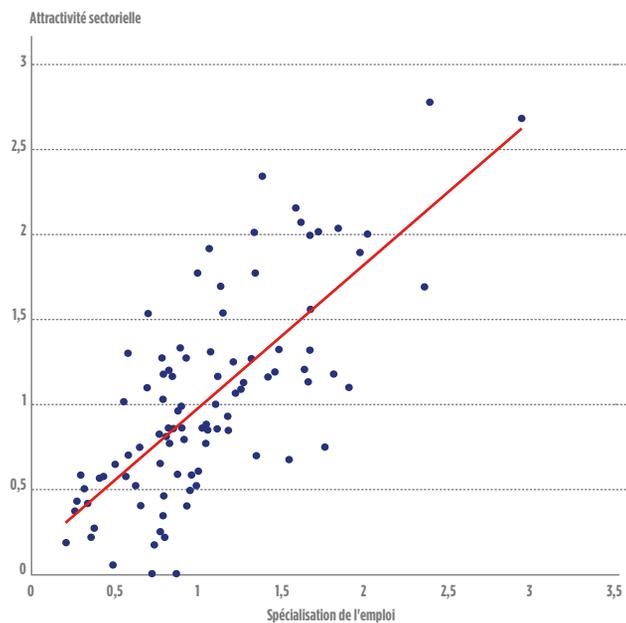
L'INDICE DE SPÉCIALISATION SECTORIELLE DES RÉGIONS

L'indice de spécialisation sectorielle des régions estime la spécialisation des régions françaises dans un secteur d'activité donné, en se basant sur l'emploi salarié sectoriel de chaque région tel que défini par l'Insee pour l'année 2016.

L'indice de spécialisation sectorielle est le résultat du rapport entre le poids de l'emploi sectoriel dans une région donnée et le poids de l'emploi dans ce secteur au niveau national. Si l'indice est supérieur à 1, la part de l'emploi salarié régional dans le secteur concerné est supérieure. Cet indice permet de faire émerger les secteurs d'activité dans lesquels chaque région est spécialisée en termes d'emploi salarié.

Nous cherchons à vérifier l'hypothèse selon laquelle l'attractivité sectorielle des régions reflète bien leurs caractéristiques et spécialisation. La figure 9 présente la corrélation existante entre l'attractivité sectorielle des régions, c'est-à-dire les choix de localisation des firmes multinationales et la spécialisation en termes de bassin d'emploi. Les résultats démontrent une relation positive entre ces deux variables : **le choix de localisation des entreprises, soit l'attractivité sectorielle des régions, reflète bien la spécialisation régionale des emplois.**

Fig. 9 CORRÉLATION ENTRE ATTRACTIVITÉ SECTORIELLE ET SPÉCIALISATION RÉGIONALE



Source : calculs Business France

Un focus sectoriel révèle que la stratégie de localisation est fortement corrélée pour l'ensemble des secteurs considérés, à l'exception des secteurs transport, stockage, ainsi que des services financiers et de l'industrie du textile. L'implantation d'établissements bancaires ou financiers se traduit en effet par une forte polarisation des activités dans la région Île-de-France.

LA CONTRIBUTION DES FILIALES D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES À L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES FRANÇAIS

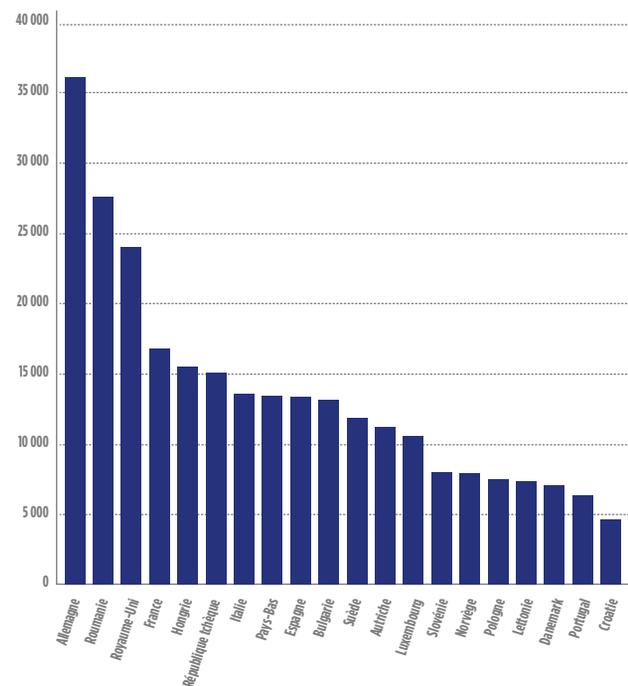
Les entreprises étrangères présentes en France contribuent à la création de valeur et d'emplois en France

Bénéficiant du savoir-faire des maisons mères, des échanges entre filiales, des économies d'échelle au niveau mondial, et des différences de prix des facteurs de production, les multinationales sont plus performantes et plus productives que les entreprises non internationalisées.

Selon l'Insee¹, le nombre d'entreprises² sous contrôle de firmes multinationales étrangères s'établit à 16 808. La France est ainsi, en 2017, le quatrième pays d'accueil des filiales de groupes étrangers en Europe avec 16 808 filiales recensées, après l'Allemagne qui en comptabilise 36 187, la Roumanie (27 683) et le Royaume-Uni (24 097).

Les entreprises multinationales d'origine étrangère implantées en France emploient 2 244 000 personnes. La France représente le 3^e pays européen en termes de création d'emploi par les filiales étrangères après le Royaume-Uni (3 728 859) et l'Allemagne (3 552 091).

Fig. 10 FILIALES ÉTRANGÈRES EN EUROPE
TOP 20 DES PAYS D'ACCUEIL

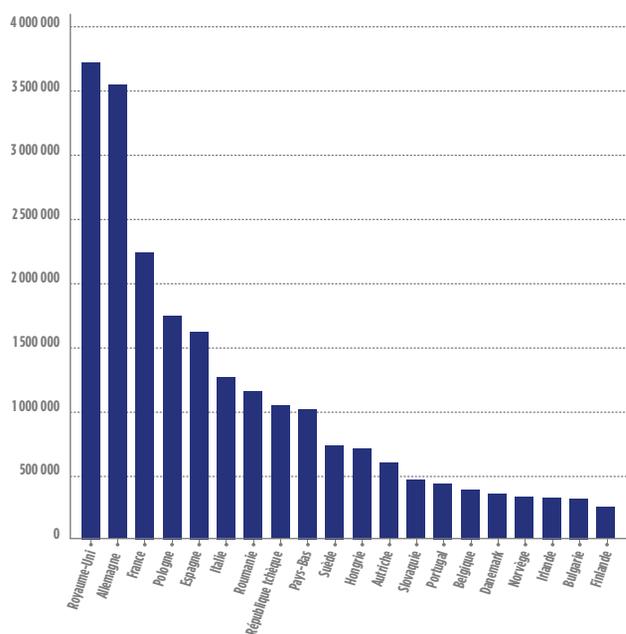


Source : Eurostat

¹ Cf. Insee focus n° 167.

² À compter du millésime 2017, les données issues du dispositif Ésane sont pour la première fois produites et diffusées entièrement selon la définition économique de l'entreprise, telle que précisée par le décret n° 2008-1354 pris en application de la loi de modernisation de l'économie (LME). Ce changement méthodologique marque une rupture avec les données statistiques antérieures à 2017 pour la France.

Fig. 11 EMPLOIS DANS LES FILIALES ÉTRANGÈRES TOP 20



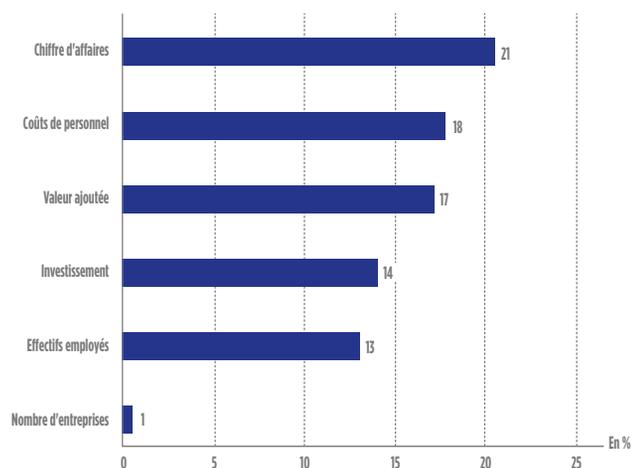
Source : Eurostat

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER

Les entreprises multinationales d'origine étrangère sont présentes sur l'ensemble du territoire et contribuent à la croissance économique des régions d'implantation.

En France, les entreprises étrangères, qui représentent moins de 1% de l'ensemble des entreprises françaises, contribuent à hauteur de 21% du chiffre d'affaires réalisé³ par l'ensemble de l'économie française, emploient 13% de l'ensemble des effectifs et réalisent 31% du chiffre d'affaires à l'exportation de la France.

Fig. 12 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER EN FRANCE



Lecture : en 2017, les firmes multinationales étrangères contrôlent 0,6% du nombre total d'entreprises.

Champ : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers; effectifs employés y compris non-salariés et intérimaires.

Source : Insee, Ésane, LiFi, 2017

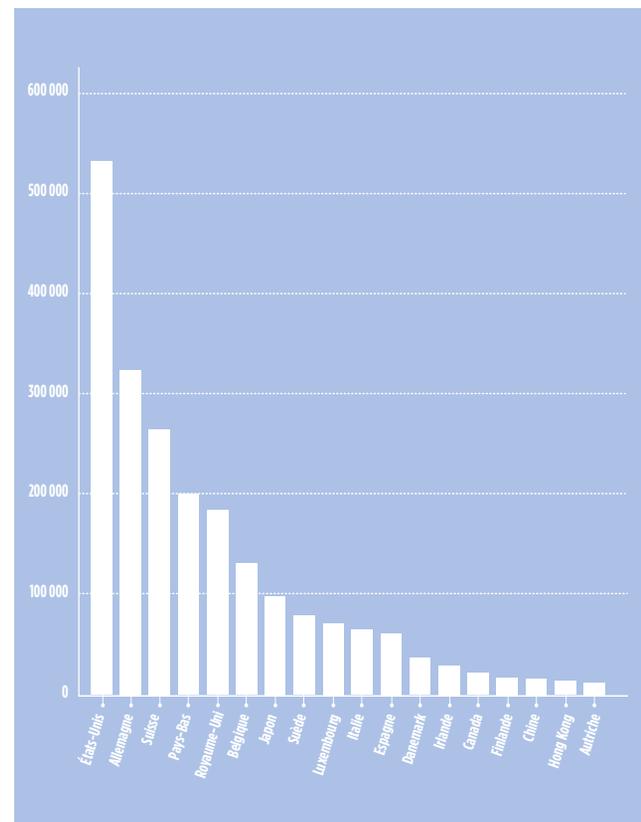
³ Le chiffre d'affaires représente le montant des affaires (hors taxes) réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits des activités annexes.

L'implantation en France des multinationales sous contrôle étranger correspond le plus souvent à des entreprises de taille intermédiaire (ETI), qui concentrent 45 % de l'emploi sous contrôle étranger en France.

Les firmes multinationales étrangères emploient 2,2 millions de personnes (salariés et non-salariés). Les multinationales américaines sont les principales pourvoyeuses d'emplois avec 532 800 emplois. Les pays européens réalisent quant à eux plus de la moitié des emplois en France sous contrôle étranger. L'Allemagne est au 1^{er} rang avec 324 400 emplois, viennent ensuite la Suisse (265 200), les Pays-Bas (200 500) et le Royaume-Uni (184 600) (cf. Fig. 13).

L'importance relative des entreprises sous contrôle étranger est plus marquée dans l'industrie manufacturière, où elles assurent un quart (23 %) de la valeur ajoutée du secteur et un tiers de l'emploi du secteur.

Fig. 13 RÉPARTITION DES EMPLOIS DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER PAR PAYS D'ORIGINE



Lecture : en 2017, 533 000 emplois en France sont dans une entreprise contrôlée par une firme multinationale américaine.

Champs : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers contrôlées par des firmes multinationales étrangères ; effectifs employés y compris non-salariés et intérimaires.

Source : Insee, Ésane, LIFI, 2017

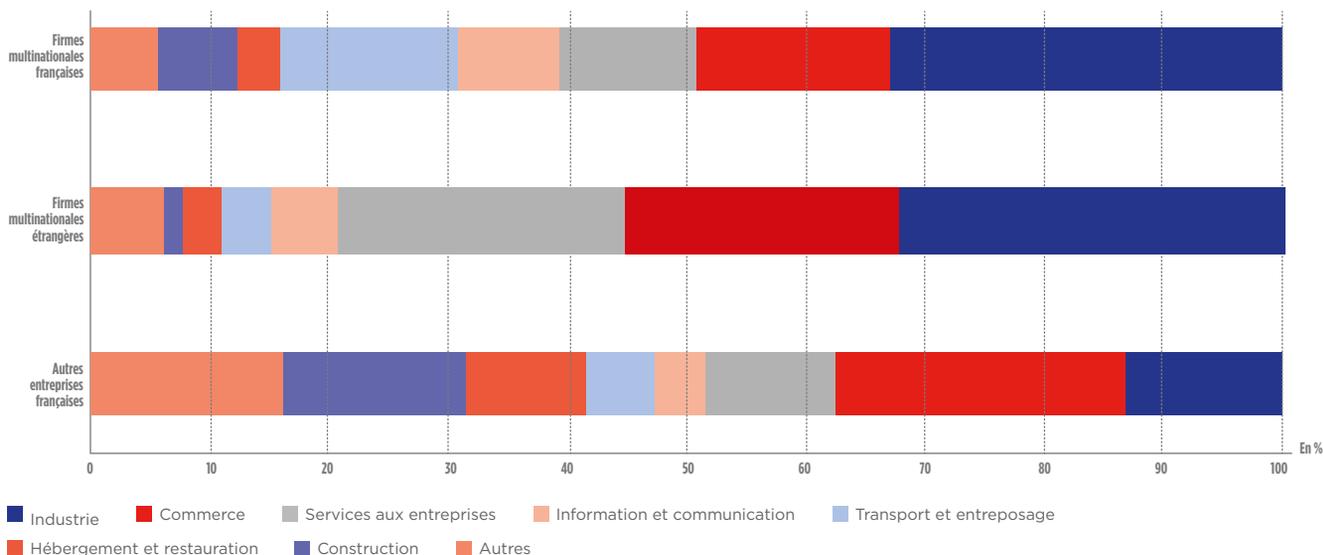
L'industrie manufacturière représente 32 % des emplois sous contrôle étranger en France, contre 26 % des emplois des firmes multinationales françaises et 12 % de ceux des autres entreprises françaises (cf. fig. 14).

Avec 24 % des emplois, le secteur des services aux entreprises est le deuxième secteur le plus important.

L'ORIGINE DES FILIALES ÉTRANGÈRES N'EST PAS LA MÊME SELON LES RÉGIONS¹

La proximité géographique et une frontière commune facilitent les échanges et renforcent la coordination entre les acteurs. Ainsi, la présence allemande est particulièrement élevée en Alsace (50 % des filiales étrangères) et en Lorraine (32 %). De même, les filiales espagnoles sont particulièrement présentes en Aquitaine où elles représentent 18 % des filiales étrangères et 26 % en Languedoc-Roussillon. Les entreprises belges quant à elles représentent 46 % des filiales étrangères dans la région du Nord-Pas-de-Calais.

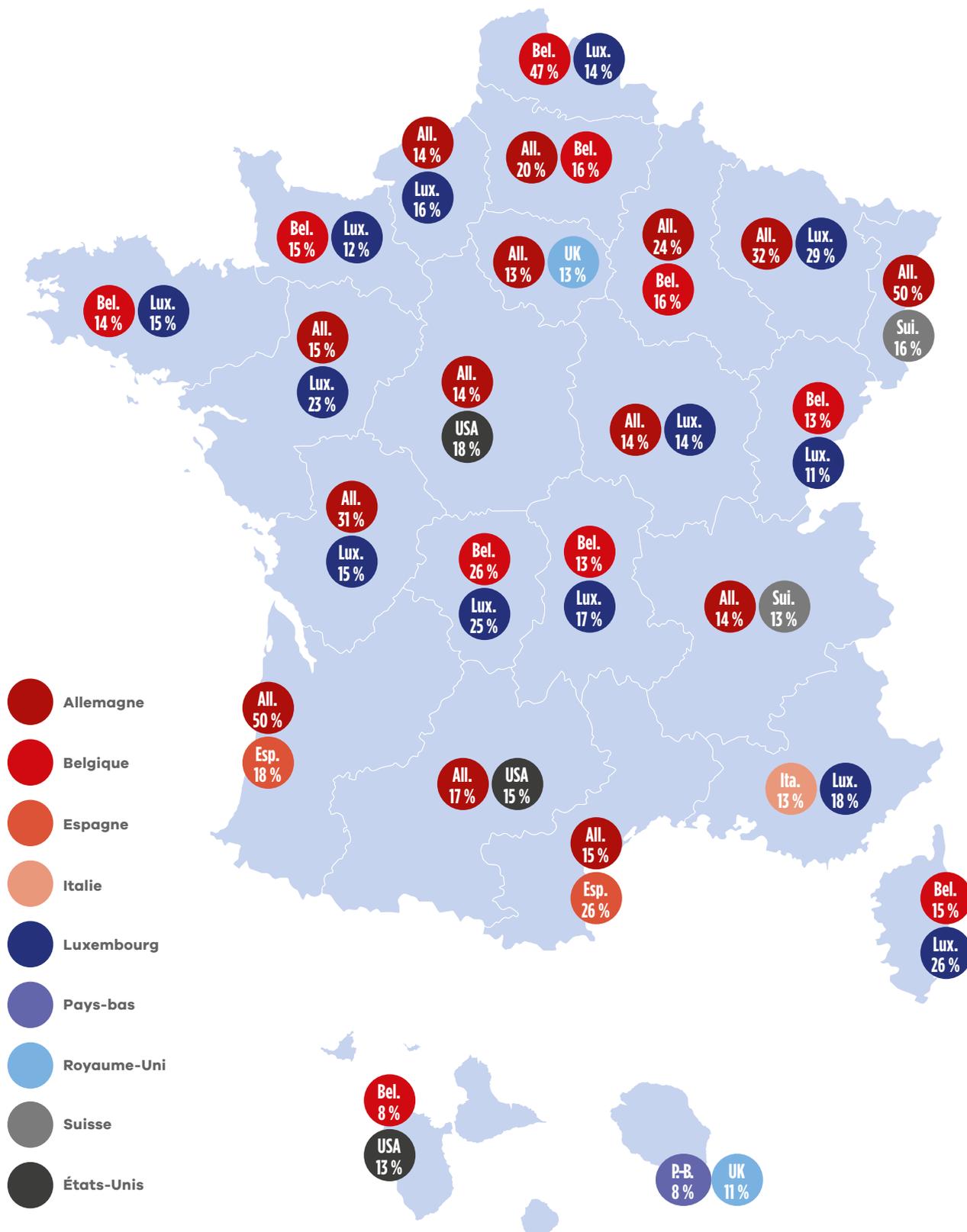
Fig. 14 RÉPARTITION DE L'EMPLOI SECTORIEL PAR TYPE DE CONTRÔLE DES ENTREPRISES



Note : l'industrie regroupe ici les secteurs B à E et non la seule industrie manufacturière (secteur C). « Autres » regroupe les secteurs L, M et S95. Les effectifs intérimaires sont regroupés dans les sociétés d'intérim, dans le secteur services aux entreprises.
 Lecture : en 2017, l'industrie emploie 32,3 % des effectifs des entreprises contrôlées par des firmes multinationales étrangères.
 Champ : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers; effectifs employés y compris non-salariés et intérimaires.
 Source : Insee, É sane, LiFi, 2017

¹ L'analyse de la contribution des filiales étrangères aux territoires réalisée à partir des données de l'Insee se fait suivant l'ancien découpage géographique des régions. Cela permet notamment de proposer une analyse plus fine.

Fig. 15 PART DES FILIALES ÉTRANGÈRES DANS LES RÉGIONS PAR PAYS D'ORIGINE DU GROUPE (TOP 2 PAR RÉGION)

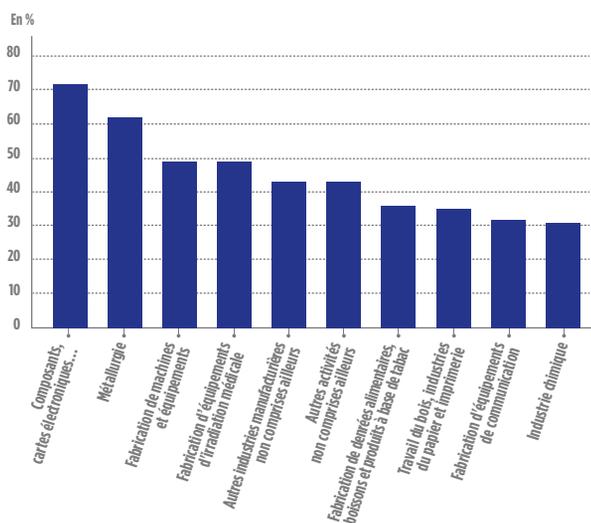


Source : Insee, calculs Business France

LES FILIALES DE GROUPES ÉTRANGERS SONT TRÈS PRÉSENTES DANS LA R&D

Les dépenses des entreprises affectées à la recherche et développement des entreprises contrôlées par des multinationales étrangères s'élèvent à 7,4 milliards d'euros en 2017, soit 23 % des dépenses totales de R&D des entreprises en France. Elles ont progressé de 6%. Trois branches sont à l'origine de plus du tiers de l'ensemble des dépenses. Il s'agit des secteurs composants électroniques, industrie automobile et machines et équipements mécaniques. Les entreprises des secteurs des composants électroniques réalisent 15 % de la DIRDE des entreprises étrangères avec 1,1 milliard d'euros, celles de l'industrie automobile 12 % de la DIRDE des filiales étrangères avec 884 millions d'euros, et celles des activités informatiques 8 % de la DIRDE avec 616 millions d'euros.

Fig. 16 CONTRIBUTION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUX DÉPENSES DE R&D PAR SECTEUR (TOP 10)



Source : MESRI-SIES, 2020

La contribution des filiales sous contrôle étranger dans les dépenses totales de R&D des entreprises est prédominante dans les branches composants et cartes électroniques (72 % des dépenses totales de la DIRDE), métallurgie (62 %), équipements d'irradiation médicale (49 %), fabrication de machines et équipements (49 %).

PLUS DES DEUX TIERS DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DE R&D SONT LE FAIT D'ENTREPRISES EUROPÉENNES

Les entreprises européennes ont réalisé 68 % des investissements étrangers de R&D en France. La Suisse (1,3 milliard d'euros) et l'Allemagne (1,1 milliard d'euros) sont les principaux pays européens contributeurs aux dépenses de R&D des entreprises étrangères en France.

Les entreprises américaines sont les principaux investisseurs dans les activités de R&D : les dépenses de R&D des entreprises américaines ont progressé de 6 % pour atteindre 1,7 milliard d'euros. En 2017, les États-Unis sont à l'origine de près du quart de l'ensemble des dépenses de R&D réalisées par les entreprises étrangères en France.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE DES DÉPENSES DE R&D ET DES CHERCHEURS

	DIRDE (M€)	CHERCHEURS (ETP)
Union européenne hors France (27)	3 781	21 441
Dont :		
Allemagne	1100	5269
Autriche	33	306
Belgique	389	2 012
Danemark	60	260
Espagne	90	696
Finlande	292	2 299
Italie	85	539
Luxembourg	282	1 336
Pays-Bas	644	4 457
Royaume-Uni	352	2 036
Suède	353	1 654
Norvège	S	18
Suisse	1 272	5 942
Total Europe hors France	5 064	27 411
États-Unis	1 698	8 783
Canada	62	401
Japon	288	1 662
Reste du monde	333	1 778
TOTAL FILIALES ÉTRANGÈRES	7 446	40 036
TOTAL ENTREPRISES	33 034	180 446

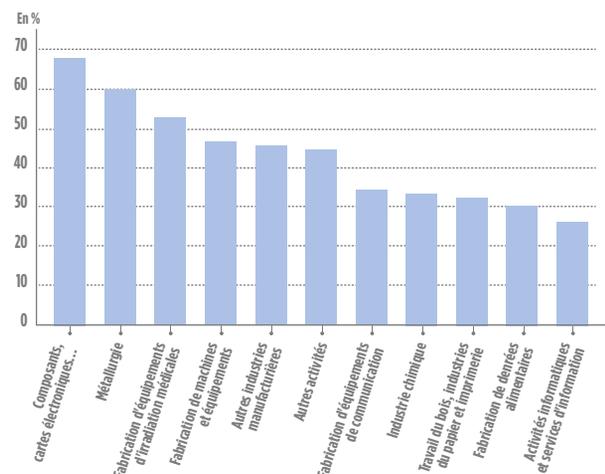
Source : MESRI-SIES, 2020

LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES CONTRIBUENT À L'EMPLOI DE CHERCHEURS

Dans les entreprises contrôlées par des multinationales étrangères, les chercheurs (en équivalent temps plein) représentent 40 036 personnes, soit 22 % de l'ensemble des chercheurs présents en France. Le nombre de chercheurs des filiales de groupes étrangers a progressé de 9 %.

Le poids des chercheurs employés par les filiales sous contrôle étranger reflète la distribution économique des activités de recherche et développement. La répartition est la suivante : 67 % des chercheurs de la branche composants et cartes électroniques exerçaient dans des filiales étrangères (6 061 chercheurs), 52 % pour l'industrie des équipements d'irradiation médicale, 59 % pour l'industrie métallurgique, 46 % pour la fabrication de machines et équipements.

Fig. 17 PART DES CHERCHEURS SALARIÉS DE FILIALES ÉTRANGÈRES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (TOP 10)



Source : MESRI-SIES, 2020

UNE CONTRIBUTION À LA RICHESSE DES TERRITOIRES

Les multinationales sous contrôle étranger réalisent 35 % du chiffre d'affaires de la région Alsace, 25 % pour l'Île-de-France, 26 % pour la Picardie, 23 % pour la Haute-Normandie, 21 % pour la région Rhône-Alpes et 20 % pour la Lorraine.

La contribution des entreprises varie selon les secteurs d'activité. Dans l'industrie manufacturière, la présence des filiales sous contrôle étranger est prédominante pour la région Alsace (52 %). À noter également, dans l'industrie manufacturière plus du tiers du chiffre d'affaires est réalisé par les firmes multinationales sous contrôle étranger dans la région Lorraine (45 %), en Haute-Normandie (37 %), dans le Nord-Pas-de-Calais (40 %), et en Rhône-Alpes (36 %).

MÉTHODOLOGIE

Les résultats sont issus des données « Inward » au règlement européen Foreign Affiliates Statistics (FATS). Les estimations proviennent de deux sources : le dispositif d'**élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (Ésane)**, qui produit des statistiques structurelles d'entreprises à partir de données administratives et d'enquêtes ; le **répertoire des groupes (LiFi)**, qui identifie les groupes de sociétés opérant en France et détermine leur contour et leur nationalité.

Pour la contribution régionale, les filiales étrangères à l'économie française, nous utilisons les données fournies par l'Insee relatives à l'emploi, au chiffre d'affaires des entreprises résidentes sous contrôle étranger pour l'année 2015 (dernière année disponible).

UNE CONTRIBUTION MAJEURE EN TERMES D'EMPLOI

Les entreprises étrangères, qui ne représentent qu'un pour cent du nombre des entreprises opérant en France, assurent, par exemple, plus du quart de l'emploi dans la région Alsace, 18 % en Île-de-France, 14 % en Rhône-Alpes, 13 % en Lorraine et dans le Nord-Pas-de-Calais.

La contribution des entreprises sous contrôle étranger est significative dans l'industrie manufacturière : elles emploient 21 % des personnes mobilisées dans l'industrie manufacturière. Cette contribution est particulièrement forte en Alsace (43 %), Lorraine (34 %), Picardie (27 %), Rhône-Alpes (27 %), Bourgogne (26 %) et Nord-Pas-de-Calais (26 %).

UNE CONTRIBUTION DYNAMIQUE À L'EXPORTATION

Les filiales de multinationales ont l'avantage de faire partie d'un groupe mondial et profitent non seulement du savoir-faire transféré par les maisons mères et des échanges entre filiales, mais également des différences de prix des facteurs de production, des économies d'échelle au niveau mondial et de l'externalisation. Les études empiriques ont permis de démontrer que les filiales de multinationales sont plus productives, plus innovantes et plus compétitives. L'implantation des filiales étrangères en France participe au mouvement de mondialisation et à l'intégration de la France dans l'économie mondiale.

En 2016, 31 % des exportations de biens et services sont réalisées par les groupes multinationaux sous contrôle étranger. La contribution des filiales étrangères est cependant très différente selon les régions : en Alsace, les filiales sous contrôle étranger réalisent 60 % des exportations, en Bourgogne 51 %, en Franche-Comté 56 %, en Lorraine 57 %, et en Picardie 52 %. Dans l'industrie manufacturière, la contribution de ces filiales à l'exportation est prédominante à l'origine de 65 % des exportations dans l'industrie manufacturière en Lorraine, 60 % en Languedoc-Roussillon, 58 % en Centre-Val de Loire.

Fig. 18 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER AU CHIFFRE D'AFFAIRES RÉGIONAL (ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE)

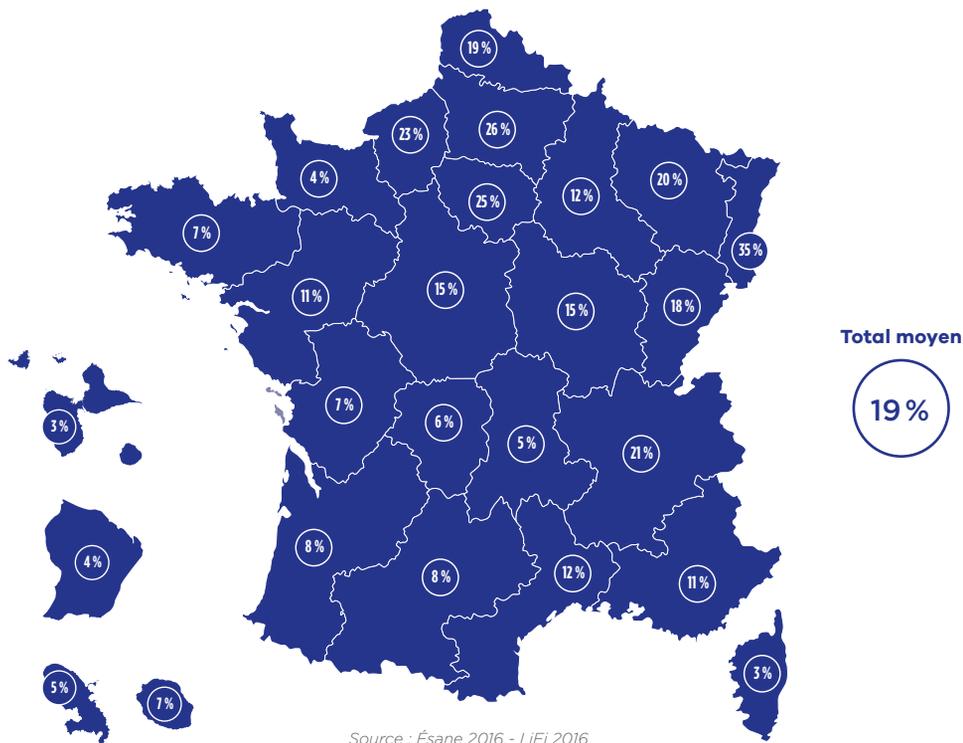


Fig. 19 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER AU CHIFFRE D'AFFAIRES RÉGIONAL (INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE)

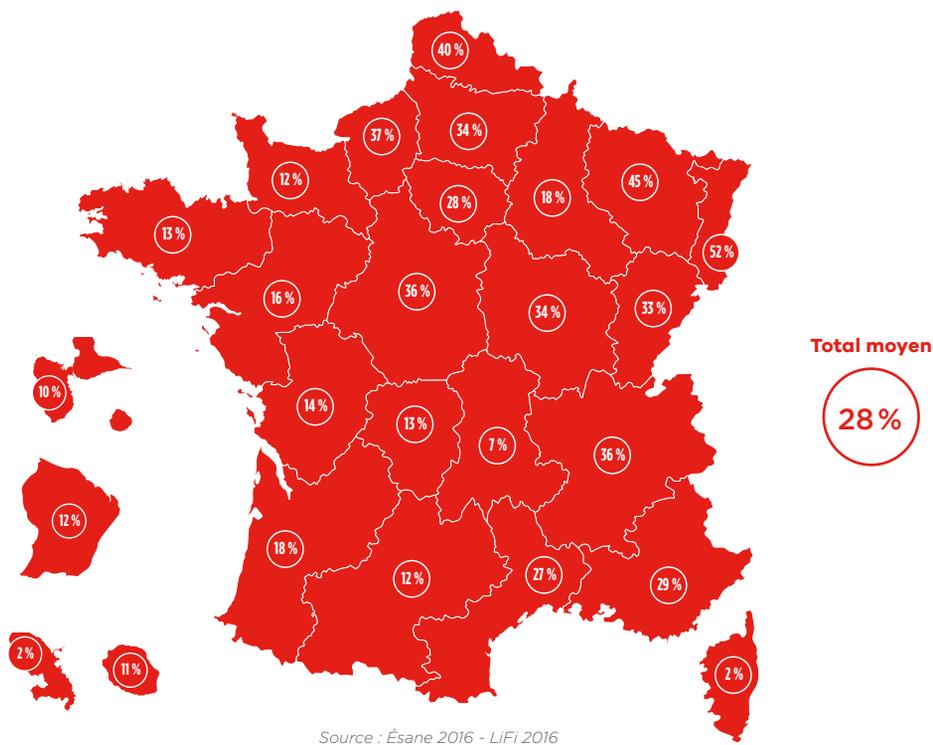


Fig. 20 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER À L'EMPLOI RÉGIONAL (ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE)

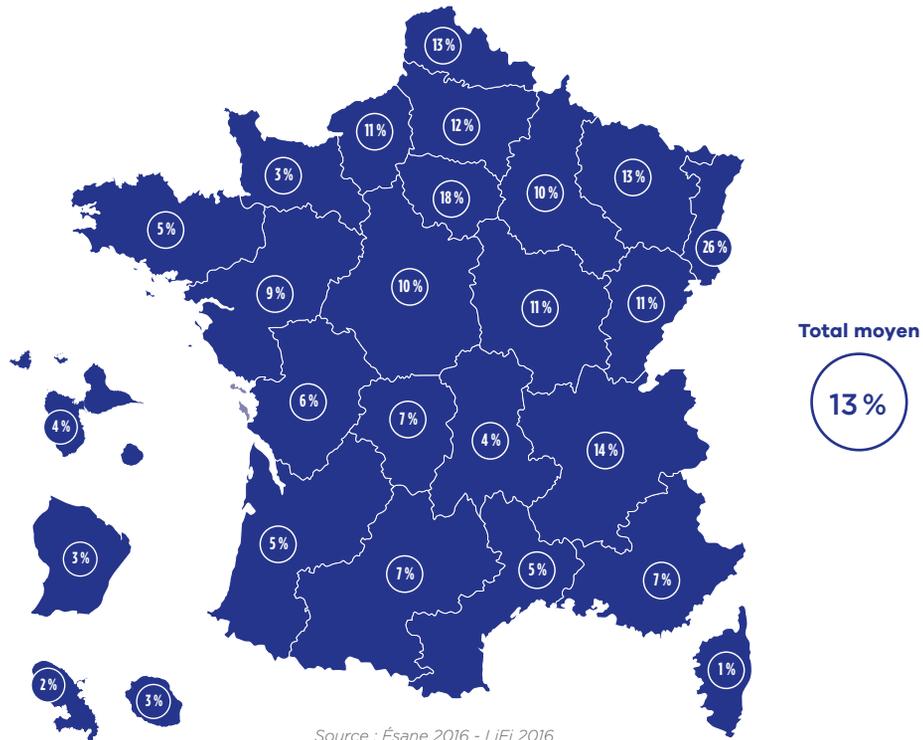


Fig. 21 CONTRIBUTION À L'EMPLOI RÉGIONAL DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER (INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE)

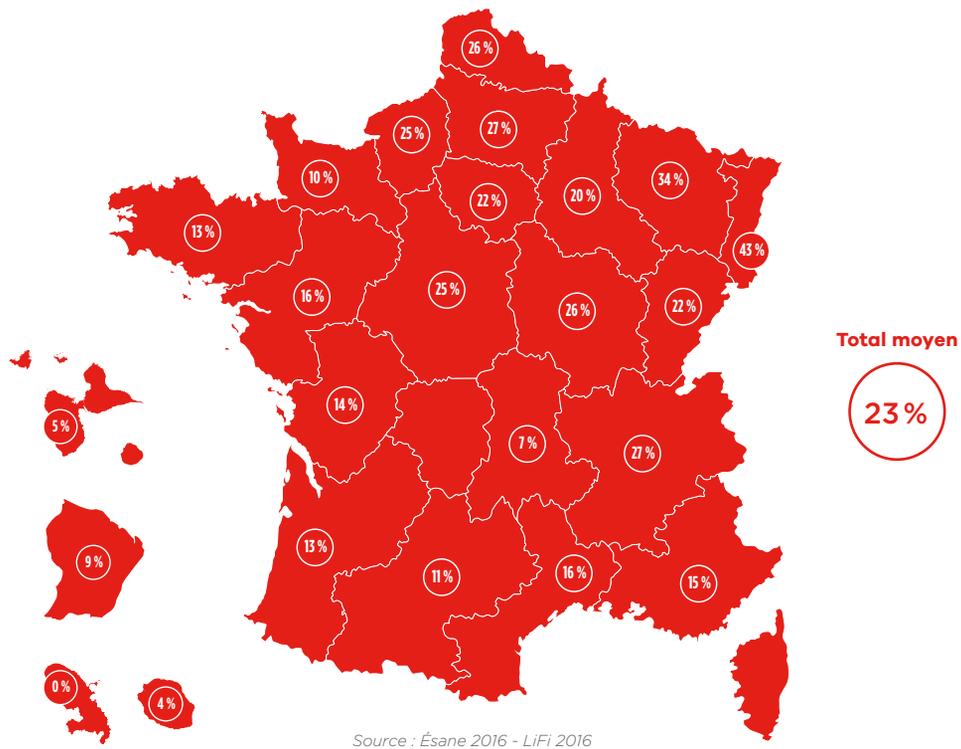


Fig. 22 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER À L'EXPORTATION RÉGIONALE (ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE)

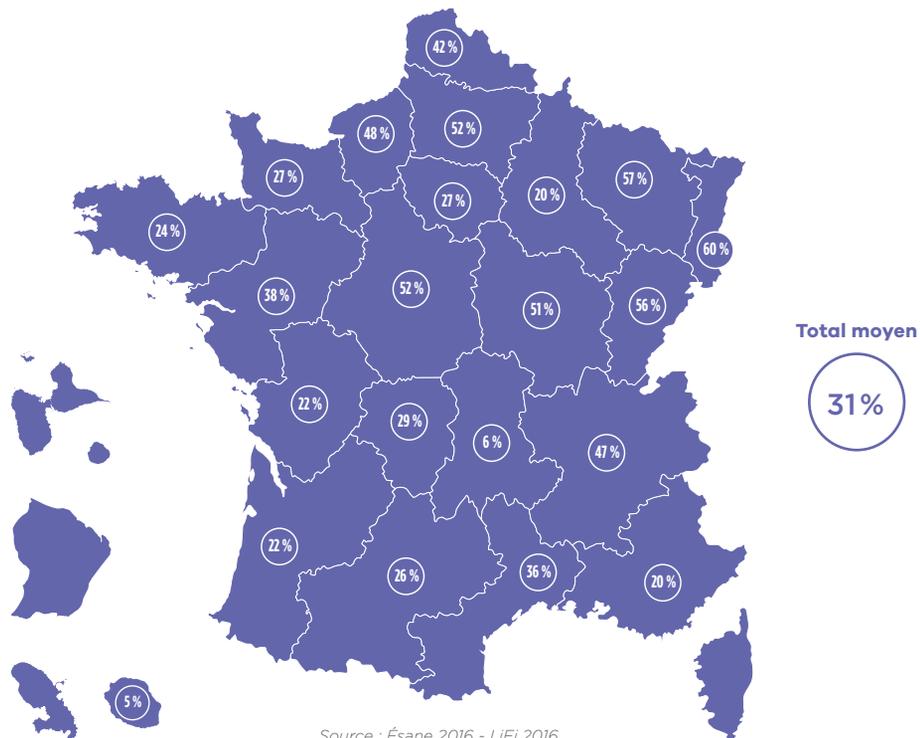
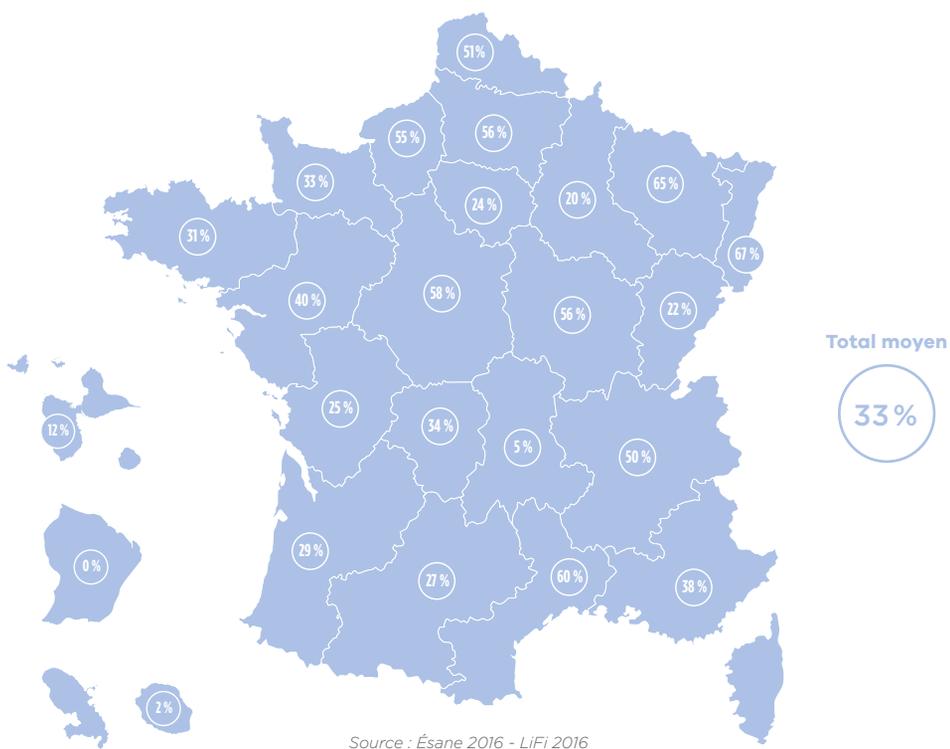


Fig. 23 CONTRIBUTION DES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER À L'EXPORTATION RÉGIONALE (INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE)



L'ouverture de l'économie française

- Plus de 40 000 entreprises françaises ont une implantation à l'étranger et 16 800 sociétés étrangères sont présentes en France et ont investi dans des activités créatrices d'emploi.

- **L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers.**

Selon l'Insee, les filiales sous contrôle de groupes étrangers :

- / emploient 13 % de l'effectif salarié dans l'ensemble de l'économie française ;
- / contribuent à hauteur de 21 % au chiffre d'affaires de l'économie française ;
- / réalisent 14 % de l'investissement des entreprises ;
- / réalisent 31 % des exportations.

Cette ouverture est plus marquée dans le secteur industriel.

Selon l'Insee, les filiales industrielles de groupes étrangers :

- / emploient 23 % de l'effectif salarié du secteur de l'industrie en France ;
- / contribuent à hauteur de 28 % au chiffre d'affaires de l'industrie française ;
- / réalisent 33 % des exportations.

- **Les investisseurs étrangers détiennent 42,2 % du capital des entreprises du CAC 40** (Banque de France, octobre 2019).

- **Les filiales françaises d'entreprises étrangères** emploient plus de 40 000 chercheurs et consacrent 7 milliards d'euros à leur activité interne de R&D. Elles représentent ainsi 23 % de la dépense intérieure de R&D des entreprises (DIRDE) (MENESR, 2020).

- Parmi les 500 premières entreprises mondiales, 31 entreprises sont françaises, 29 allemandes et 18 britanniques (Global Fortune 500, 2019).

4

Fiches pays

90 REGARDS SUR INVESTISSEMENTS

REGARDS SUR INVESTISSEMENTS

Afrique subsaharienne, Allemagne, Amérique latine, ASEAN, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Maghreb, Pays-Bas, PECO + Russie, PMO, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Taïwan, Turquie.



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

EN FLUX

13

projets
(Business France)

84

emplois
(Business France)

EN STOCK

100

entreprises
en France
(Orbis)

10 000

salariés
(Orbis)

2,9
Md€

stock d'IDE²
(Banque de France)

10,2
Md€

exportations
françaises
(Douanes françaises)

15

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 13 décisions d'investissement en provenance des pays d'Afrique subsaharienne¹ ont été recensées en France. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de 84 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN FRANCE

La présence d'entreprises d'Afrique subsaharienne en France se chiffre à une centaine, qui emploient plus de 500 personnes en France.

Cette année, la France a accueilli 13 projets d'investissement créateurs d'emploi issus d'entreprises d'Afrique subsaharienne. Ces projets ont permis la création ou le maintien de 84 emplois salariés.

Ces investissements ciblent principalement les fonctions de centre de décision (62 % des projets) et de services aux particuliers (23 % des projets), et génèrent près de 90 % des emplois. La majorité des projets de centre de décision recensés (5 projets sur 8) correspond à des primo-implantations en France.

Les investissements en provenance d'Afrique subsaharienne sont principalement orientés dans les activités de services. Près d'un quart des projets (23 %) concerne le secteur des logiciels et prestations informatiques, 15 % pour le transport et stockage, idem pour l'hôtellerie et le tourisme.

L'île-de-France accueille la majorité des projets (31 %) originaires des pays d'Afrique subsaharienne. Elle est suivie par les Dom-Tom (Réunion et Mayotte), la Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Auvergne-Rhône-Alpes, qui accueillent chacune 15 % des projets recensés cette année.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN EUROPE

En 2019, la France est le 2^e pays de destination en Europe des investissements étrangers en provenance des pays d'Afrique subsaharienne. Elle accueille 14 % des projets. Elle est devancée par le Royaume-Uni (29 %) et se positionne ex æquo avec l'Allemagne, la Roumanie et l'Espagne³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Afrika Toon (Côte d'Ivoire) : ce studio d'animation 2D/3D et audiovisuel d'origine ivoirienne, leader en Afrique de l'Ouest, a souhaité implanter un hub international à Annecy pour y développer une représentation commerciale à vocation européenne, de la coproduction de séries animées ou de longs métrages et de la R&D. Ce projet va créer une dizaine d'emplois directs et une vingtaine d'emplois induits.

TOP 5 DES ENTREPRISES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
STEINHOFF INTERNATIONAL HOLDINGS (CONFORAMA) - Afrique du Sud	Commerce et distribution / Ameublement	+ de 8000
ASPEN PHARMACARE HOLDINGS LIMITED - Afrique du Sud	Médicaments et biotechnologies appliquées	500-1000
IBL LTD. - Maurice	Immobilier et bureaux d'affaires	100-250
ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED - Togo	Services financiers, bancaires et assurances	80-100
CAREIDAS / ROGERS GROUP - Maurice	Hôtellerie, tourisme et restaurant	70-160

¹ Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, République du Cap-Vert, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour les pays d'Afrique subsaharienne était de 4,0 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Etudesk (Côte d'Ivoire) : cette startup ivoirienne du domaine edtech a choisi de s'établir au sein de l'incubateur Bond'innov afin de faciliter son développement international, notamment en Afrique de l'Ouest, de se rapprocher des instructeurs (dont la majorité est basée en France) et de développer une activité R&D, en créant au total 6 emplois sur trois ans.

Hippolyte Diayoka (Congo) : ce styliste congolais réputé a relocalisé le siège de son activité à Paris pour donner un second souffle à son développement au niveau de la haute couture africaine et attirer une clientèle afro-internationale aisée dans la capitale mondiale de la mode. Ce projet va créer une quinzaine d'emplois sur trois ans.

Axian Group (Madagascar) : associé au groupe Iliad, ce groupe télécom malgache a lancé son service à Mayotte après un déploiement à la Réunion et projette de créer une dizaine d'emplois.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE		PART (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Afrique du Sud	5	28	38 %	33 %
Côte d'Ivoire	3	20	23 %	24 %
Madagascar	1	10	8 %	12 %
Congo	1	15	8 %	18 %
Maurice	1	5	8 %	6 %
Cameroun	1	1	8 %	1 %
Éthiopie	1	5	8 %	6 %
Total général	13	84	100 %	100 %

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	8	55	62 %	65 %	2 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	5	33	38 %	39 %	2 %	1 %
<i>dont QG France</i>	1	10	8 %	12 %	1 %	1 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	2	12	15 %	14 %	6 %	3 %
Services aux entreprises	2	12	15 %	14 %	1 %	0,2 %
Services aux particuliers	3	17	23 %	20 %	3 %	1 %
Total général	13	84	100 %	100 %	1 %	0,2 %

* Part des investissements des pays d'Afrique subsaharienne dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2019, 62 % des investissements des pays d'Afrique subsaharienne en France sont des activités de centre de décision et 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relève d'entreprises des pays d'Afrique subsaharienne.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	3	27	23 %	32 %	2 %	1 %
Transport, stockage	2	6	15 %	7 %	2 %	0,3 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	13	15 %	15 %	5 %	1 %
Autres activités de services	2	6	15 %	7 %	9 %	4 %
Commerce et distribution	1	5	8 %	6 %	1 %	0,1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	15	8 %	18 %	1 %	1 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	10	8 %	12 %	2 %	1 %
Immobilier et bureaux d'affaires	1	2	8 %	2 %	11 %	2 %
Total général	13	84	100 %	100 %	1 %	0,2 %

* Part des investissements des pays d'Afrique subsaharienne dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2019, 23 % des investissements des pays d'Afrique subsaharienne en France relèvent du secteur des logiciels et prestations informatiques, et 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des pays d'Afrique subsaharienne.


ALLEMAGNE
EN FLUX
228
projets
(Business France)

4 946
emplois
(Business France)

EN STOCK
2 500
entreprises
en France¹
(Eurostat)

+ de 320 000
salariés
(Eurostat)

63,4
Md€

stock d'IDE²
5^e rang
(Banque de France)

69,8
Md€

exportations
françaises
1^{er} rang
(Douanes françaises)

53
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

L'Allemagne reste le 2^e pays investisseur le plus important en France.

En 2019, 228 projets d'investissement allemands ont permis la création ou la sauvegarde de près de 5 000 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN FRANCE

Environ 2 500 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur allemand et emploient plus de 320 000 personnes en France. En 2019, le nombre de projets allemands en France est en forte hausse (+27 %), 228 projets ont permis la création ou le maintien de 4 946 emplois. Ce pays représente 16 % des projets d'investissement étranger en France.

Les investisseurs allemands privilégient les projets de production (21 % des projets), à l'origine de 37 % des emplois générés, et les points de vente (30 % des projets pour 18 % des emplois). On notera la place prépondérante occupée par l'Allemagne dans les projets de logistique, avec 31 % des projets de cette fonction au niveau national.

Près de la moitié des projets provenant d'entreprises allemandes sont issus de trois secteurs : commerce et distribution (28 %),

machines et équipements mécaniques (11 %), transport et stockage (9 %). L'année 2019 est marquée par une forte expansion du groupe Lidl en France, raison pour laquelle l'Allemagne est à l'origine de 41 % des projets (22 % des emplois) du secteur commerce et distribution. Ce pays se distingue au niveau national dans de nombreux secteurs. Les entreprises allemandes sont à l'origine de 27 % des projets dans le secteur machines et équipements mécaniques (pour 14 % des emplois), 27 % des projets pour l'énergie (19 % des emplois) et 22 % du secteur constructeurs automobiles (22 % des emplois).

Les principales régions d'accueil des projets allemands sont l'Île-de-France (18 % des projets et des emplois), Grand Est (17 % des projets et 13 % des emplois) et Auvergne-Rhône-Alpes (11 % des projets et 8 % des emplois).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS ALLEMANDS EN EUROPE

En 2019, la France reste le 1^{er} pays d'accueil européen des investissements créateurs d'emploi en provenance d'Allemagne. Elle accueille 24 % des projets de ce pays dirigés vers l'Europe, devant le Royaume-Uni (12 %) et la Pologne (10 %)³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Cryostar (Linde AG) : spécialisée dans les gaz industriels, l'entreprise Cryostar investit sur son site de Héringue (Grand Est) afin de développer de nouveaux débouchés tels que le gaz naturel liquéfié pour le transport routier et les équipements pour la géothermie profonde. Elle réalise actuellement 95 % de son chiffre d'affaires à l'export. Cet investissement devrait permettre la création de 60 emplois sur ce site.

TOP 7 DES ENTREPRISES ALLEMANDES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SCHWARZ BETEILIGUNGS GMBH (LIDL)	Commerce et distribution	30 000
METRO AG	Commerce et distribution	9 000
BERTELSMANN STIFTUNG	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises / Médias, édition	9 000
ALLIANZ SE	Services financiers, bancaires et assurances	9 000
ALDI NORD	Commerce et distribution	9 000
ROBERT BOSCH GMBH	Constructeurs automobiles et équipementiers / Équipements électriques, électroniques et informatiques	7 300
SIEMENS AG	Équipements électriques, électroniques et informatiques	7 000

¹ L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour l'Allemagne était de 73,2 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Siemens Mobility : la division mobilité du groupe allemand dispose de son siège mondial pour ses activités de métro automatique (VAL) à Toulouse (Occitanie) depuis 2016. Son activité connaissant une forte croissance au niveau mondial, elle a annoncé le recrutement d'une trentaine d'ingénieurs sur ce site.

Infarm : fondée en 2013, l'entreprise berlinoise Infarm distribue des unités de culture d'herbes aromatiques verticales qui sont autonomes et modulaires et peuvent s'adapter à n'importe quel espace. Elles se servent du machine learning pour une meilleure utilisation des ressources. En 2019, Infarm consolide son activité à Paris et prévoit d'atteindre 40 salariés et de créer un entrepôt dans le sud de Paris pour desservir de nouveaux partenaires commerciaux.

Schwäbische Werkzeugmaschine : cette ETI allemande, un des leaders des machines-outils, a choisi la zone Cap & Co de Montluel (Auvergne-Rhône-Alpes) pour l'ouverture de sa première filiale vente et SAV pour la France et les pays francophones. Elle s'est installée dans un bâtiment de 400 m² et prévoit de s'y étendre avec la création d'un show-room pour ses produits. Le recrutement a déjà débuté avec l'embauche d'une dizaine de personnes et devrait se poursuivre pour atteindre 20 salariés.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	29	324	13 %	7 %	8 %	6 %
<i>dont primo-implantation</i>	18	194	8 %	4 %	7 %	6 %
<i>dont QG France</i>	11	130	5 %	3 %	14 %	8 %
Logistique	22	505	10 %	10 %	31 %	15 %
Point de vente	68	912	30 %	18 %	34 %	21 %
Production / Réalisation	48	1841	21 %	37 %	13 %	13 %
R&D, ingénierie, design	16	203	7 %	4 %	10 %	5 %
<i>dont R&D</i>	12	151	5 %	3 %	12 %	6 %
Services aux entreprises	35	822	15 %	17 %	19 %	14 %
Services aux particuliers	10	339	4 %	7 %	9 %	11 %
Total général	228	4 946	100 %	100 %	16 %	13 %

* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 21 % des investissements allemands en France sont des activités de production et 13 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises allemandes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	63	969	28 %	20 %	41 %	22 %
Machines et équipements mécaniques	26	257	11 %	5 %	27 %	14 %
Transport, stockage	20	342	9 %	7 %	23 %	16 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	15	164	7 %	3 %	27 %	19 %
Logiciels et prestations informatiques	14	157	6 %	3 %	8 %	3 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	12	564	5 %	11 %	22 %	22 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	11	534	5 %	11 %	9 %	13 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	10	166	4 %	3 %	13 %	9 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	8	197	4 %	4 %	11 %	17 %
Chimie, plasturgie	6	134	3 %	3 %	10 %	10 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	6	55	3 %	1 %	14 %	8 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	5	42	2 %	1 %	11 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	5	111	2 %	2 %	15 %	14 %
BTP, matériaux de construction	4	212	2 %	4 %	10 %	23 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	4	605	2 %	12 %	13 %	19 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	45	1 %	1 %	11 %	9 %
Ameublement et équipement du foyer	3	154	1 %	3 %	11 %	25 %
Services financiers, bancaires et assurances	3	18	1 %	0,4 %	7 %	1 %
Métaux, travail des métaux	3	119	1 %	2 %	10 %	8 %
Composants électroniques	2	36	1 %	1 %	11 %	13 %
Électronique grand public	2	20	1 %	0,4 %	15 %	9 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	10	0,4 %	0,2 %	2 %	1 %
Autres activités de services	1	5	0,4 %	0,1 %	5 %	3 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	30	0,4 %	1 %	17 %	26 %
Total général	228	4 946	100 %	100 %	16 %	13 %

* Part des investissements allemands dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 28 % des investissements allemands en France proviennent du secteur du commerce et distribution, et 41 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises allemandes.



AMÉRIQUE LATINE

EN FLUX

15
projets
(Business France)

136
emplois
(Business France)

EN STOCK

200
entreprises
en France
(Orbis)

**+ de
10 000**
salariés
(Business France, São Paulo)

4
Md€
stock d'IDE²
(Banque de France)

12,5
Md€
exportations
françaises
(Douanes françaises)

51
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019,
15 nouveaux projets
d'investissement
en provenance
d'Amérique latine¹
ont été recensés.
Ils ont permis
la création
de 136 emplois
en France.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES D'AMÉRIQUE LATINE EN FRANCE

Plus de 200 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur d'Amérique latine. Ces entreprises emploient plus de 10 000 personnes en France. En 2019, 15 nouvelles décisions d'investissement en provenance d'Amérique latine ont permis la création de 136 emplois en France.

En 2019, les pays latino-américains à avoir investi en France sont le Brésil, le Chili et le Mexique.

Les deux tiers des projets de ces pays concernent des centres de décision, en majorité des primo-implantations nationales. Un tiers des emplois créés par un investissement latino-américain concerne la production.

Le secteur de l'agroalimentaire est celui qui a accueilli le plus de projets d'Amérique

latine (27 %) ; ceux du commerce et de la distribution ainsi que de la chimie arrivent en 2^e position (13 % chacun).

Avec l'accueil de 4 projets, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 1^{re} région d'accueil. Elle est suivie par la région Auvergne-Rhône-Alpes (3 projets), l'Île-de-France (2 projets) et la Bourgogne-Franche-Comté (2 projets).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS D'AMÉRIQUE LATINE EN EUROPE

En 2019, l'Espagne a accueilli un tiers des investissements latino-américains à destination de l'Europe. L'Allemagne et le Portugal sont les 2^{es} destinataires avec 15 % des projets chacun³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Sikur (Brésil) : la startup brésilienne Sikur est spécialisée dans la conception de solutions de cybersécurité dans le secteur des télécommunications. En 2019, elle a ouvert son centre de R&D, nommé Sikur Lab à Sophia-Antipolis, créant 25 emplois. L'entreprise s'est également associée au pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) et est un membre fondateur de la chaire - for Smart home/mobility au sein de l'Institut méditerranéen du risque, de l'environnement et du développement durable (IMREDD).

TOP 5 DES ENTREPRISES D'AMÉRIQUE LATINE EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
CEMEX - Mexique	BTP, matériaux de construction	3000
SIGMA - Mexique	Commerce et distribution Agroalimentaire	1500
VALE S.A. - Brésil	Métaux, travail des métaux	1350
JBS S.A. (MOY PARK) - Brésil	Agroalimentaire	600-700
SIGDO KOPPERS - Chili	BTP, matériaux de construction / Métaux, travail des métaux / Transport, stockage	600

¹ Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Suriname, Uruguay, Venezuela.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour l'Amérique latine était de 3,3 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

100% Amazônia (Brésil) : cette PME brésilienne est un fournisseur de produits forestiers non ligneux provenant de sources renouvelables de la forêt tropicale amazonienne. Elle produit des compléments alimentaires, boissons et mélanges destinés à l'industrie cosmétique. 100% Amazônia a fait son entrée sur le marché européen en 2019 en rachetant l'entreprise française Pura Vida.

Bimbo (Mexique) : le géant de l'alimentaire mexicain Bimbo a choisi Le Plessis-Pâté, en région parisienne, pour ouvrir sa troisième usine en France, dont la production servira à alimenter principalement l'Italie. Cette nouvelle unité emploie 60 personnes et la livraison d'un projet d'extension de 1000 m² est déjà prévue pour septembre 2020.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Brésil	8	54
Mexique	4	44
Chili	3	38
Total général	15	136

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	10	56	67 %	41 %	3 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	8	43	53 %	32 %	3 %	1 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	2	13	13 %	10 %	6 %	3 %
Point de vente	1	2	7 %	1 %	1 %	0,05 %
Production / Réalisation	2	45	13 %	33 %	1 %	0,3 %
R&D, ingénierie, design	2	33	13 %	24 %	1 %	1 %
<i>dont R&D</i>	1	25	7 %	18 %	1 %	0,2 %
Total général	15	136	100 %	100 %	1 %	0,3 %

* Part des investissements d'Amérique latine dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 67 % des investissements d'Amérique latine en France sont des activités de centres de décision et 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises d'Amérique latine.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Agroalimentaire, agriculture et pêche	4	33	27 %	24 %	5 %	3 %
Chimie, plasturgie	2	33	13 %	24 %	3 %	2 %
Commerce et distribution	2	13	13 %	10 %	1 %	0,3 %
Médias, édition	1	25	7 %	18 %	10 %	19 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	10	7 %	7 %	2 %	1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	6	7 %	4 %	1 %	0,3 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	5	7 %	4 %	2 %	0,3 %
Ameublement et équipement du foyer	1	5	7 %	4 %	4 %	1 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	4	7 %	3 %	1 %	0,1 %
Parfums, cosmétiques	1	2	7 %	1 %	6 %	1 %
Total général	15	136	100 %	100 %	1 %	0,3 %

* Part des investissements d'Amérique latine dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 27 % des investissements d'Amérique latine en France s'orientent dans le secteur de l'agroalimentaire et 5 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises d'Amérique latine.



ASEANO

EN FLUX

14

projets
(Business France)

185

emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 550

entreprises
en France
(Orbis)

40 000

salariés
(Orbis)

5 000 M€

stock d'IDE²
(Banque de France)

21,1 Md€

exportations
françaises
(Douanes françaises)

90

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019,
14 décisions
d'investissement
en provenance
de l'ASEANO¹
ont été recensées
en France.
Ces projets ont
permis la création
de 185 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES DE L'ASEANO EN FRANCE

Plus de 550 entreprises originaires de l'ASEANO sont installées en France et emploient près de 40 000 personnes. En 2019, les entreprises de l'ASEANO ont initié 14 projets d'investissement en France, permettant la création de 185 emplois. Singapour est le principal investisseur de l'ASEANO (8 projets), le Vietnam et l'Australie ont chacun initié deux projets en France.

La moitié des décisions d'investissement de l'ASEANO concernent des centres de décision, en majorité des primo-implantations nationales. Les services aux entreprises bénéficient d'un tiers des emplois créés par les investissements de cette région.

Un tiers des investissements en provenance de l'ASEANO sont à destination des logiciels et prestations informatiques.

L'Île-de-France est la première région d'accueil des projets de l'ASEANO (43 %). L'Occitanie et la Bourgogne-Franche-Comté arrivent en deuxième position, elles ont chacune reçu 14 % des projets en 2019.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS DE L'ASEANO EN EUROPE

En 2019, le Royaume-Uni est le 1^{er} pays européen d'accueil des investissements créateurs d'emploi en provenance de l'ASEANO. Il a reçu 32 % des projets d'investissement. La France est en 2^e position avec 19 % des projets, suivie de l'Allemagne qui en a accueilli 11 %³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Sheffield Offshore Services (Singapour) : l'ETI spécialisée dans les solutions de recrutement et de placement des cadres chez les opérateurs pétroliers et énergétiques a décidé d'ouvrir une filiale française en Île-de-France, créant 5 emplois, encouragée par le potentiel du marché français dans le secteur de l'énergie.

Thunes (Singapour) : Thunes est une plateforme de paiement mobile transfrontalier BtoB interconnectant les institutions financières et les opérateurs mobiles au niveau mondial entre plus de 100 pays. Le groupe se développe très rapidement en Europe. Après Londres, il a ouvert un bureau de 16 personnes à Paris en début d'année.

TOP 5 DES ENTREPRISES DE L'ASEANO EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
RAMSAY HEALTH CARE LIMITED - Australie	Santé, cliniques et hôpitaux / Autres activités de services	28 000
DORCHESTER COLLECTION (BIA) (PLAZA ATHÉNÉE) - Brunei	Hôtellerie, tourisme et restaurant	900-1000
THAI UNION GROUP - Thaïlande	Agroalimentaire, agriculture et pêche	+ de 800
CAPITALAND LIMITED (CITADINES) - Singapour	Autres activités de services	600-700
PTT GLOBAL CHEMICAL (VENCOREX) - Thaïlande	Chimie, plasturgie	550

¹ ASEAN (Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam), Australie et Nouvelle-Zélande.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour les pays de l'ASEANO était de 7,3 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

FPT (Vietnam) : le plus grand groupe vietnamien de technologie de l'information, présent en France depuis 2005, a ouvert en 2019 sa 2^e filiale française à Toulouse et a créé 12 emplois. Cette décision fait suite à la mise en place de la convention de partenariat signée avec Airbus visant à développer et proposer les services de la plateforme Skywise aux compagnies aériennes. FPT devient le 1^{er} partenaire stratégique asiatique d'Airbus.

MAI (Vietnam) : startup spécialisée dans l'e-santé, MAI s'est installée à Grenoble en 2019, à la suite de la signature d'un partenariat avec l'INRIA et l'incubateur Empowered Startups, pour la recherche et le développement d'une solution e-santé visant à répondre aux problématiques des soins à domicile des personnes âgées.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Singapour	8	83
Australie	2	60
Vietnam	2	35
Thaïlande	1	5
Nouvelle-Zélande	1	2
Total général	14	185

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	7	49	50 %	26 %	2 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	15	14 %	8 %	1 %	0,5 %
<i>dont QG France</i>	4	24	29 %	13 %	5 %	2 %
<i>dont QG Monde</i>	1	10	7 %	5 %	3 %	2 %
Logistique	1	10	7 %	5 %	1 %	0,3 %
Production / Réalisation	2	33	14 %	18 %	1 %	0,2 %
R&D, ingénierie, design	2	27	14 %	15 %	1 %	1 %
<i>dont R&D</i>	1	2	7 %	1 %	1 %	0,1 %
Services aux entreprises	2	66	14 %	36 %	1 %	1 %
Total général	14	185	100 %	100 %	1 %	0,5 %

* Part des investissements de l'ASEANO dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 50 % des investissements de l'ASEANO en France sont des activités de centre de décision et 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises de l'ASEANO.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	5	71	36 %	38 %	3 %	1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	10	14 %	5 %	3 %	1 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	50	7 %	27 %	2 %	3 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	25	7 %	14 %	2 %	3 %
Parfums, cosmétiques	1	10	7 %	5 %	6 %	3 %
Composants électroniques	1	10	7 %	5,4 %	5 %	4 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	5	7 %	3 %	1 %	0,1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	2	7 %	1 %	2 %	0,2 %
Autres activités de services	1	2	7 %	1 %	5 %	1 %
Total général	14	185	100 %	100 %	1 %	0,5 %

* Part des investissements de l'ASEANO dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 36 % des investissements de l'ASEANO en France relèvent du secteur des logiciels et prestations informatiques et 3 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises de l'ASEANO.



AUTRICHE

EN FLUX

 **20**
projets
(Business France)

 **289**
emplois
(Business France)

EN STOCK

 **250**
entreprises
en France
(Eurostat)

 **+ de 12 000**
salariés
(Insee)

 **2,1**
Md€
stock d'IDE¹
20^e rang
(Banque de France)

 **4**
Md€
exportations
françaises
25^e rang
(Douanes françaises)

 **9**
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 20 projets d'investissement autrichiens ont été recensés en France, permettant la création ou la sauvegarde de près de 300 emplois.

l'origine de 15 % des projets étrangers et de 12 % des emplois induits dans ce secteur au niveau national.

Les investissements autrichiens se localisent avant tout dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes (25 % des projets pour 20 % des emplois) et Hauts-de-France (15 % des projets et 19 % des emplois).

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES AUTRICHIENNES EN FRANCE

Environ 250 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur autrichien, elles emploient plus de 12 000 personnes. En 2019, 20 nouvelles décisions d'investissement provenant d'Autriche ont été recensées en France, permettant la création ou la sauvegarde de 289 emplois.

Les entreprises autrichiennes investissent très majoritairement dans les activités de production (70 % des projets et 75 % des emplois).

Plus de la moitié des investissements autrichiens sont réalisés dans trois secteurs : verre, céramique, papier (25 % des projets et 33 % des emplois), chimie plasturgie (20 % des projets et 15 % des emplois), machines et équipements mécaniques (15 % des projets et 8 % des emplois). L'Autriche se distingue d'ailleurs dans le secteur verre, céramique, papier, puisqu'en 2019 elle est à

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS AUTRICHIENS EN EUROPE

En 2019, la France est le 2^e pays d'accueil des investissements autrichiens créateurs d'emploi en Europe (13 % des projets), derrière l'Allemagne (22 % des projets) et devant la Slovaquie (11 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Stölzle (CAG) : le groupe autrichien Stölzle Glass est spécialisé dans le conditionnement et l'emballage de parfums, d'alcools, de produits médicaux et pharmaceutiques ainsi que de produits alimentaires. Il développe également ses activités dans la production de bouteilles de spiritueux de haute qualité. Dans ce contexte, le groupe a récemment ouvert un bureau de vente et un entrepôt à Cognac (Nouvelle-Aquitaine) avec, à la clé, la création d'une dizaine d'emplois.

TOP 5 DES ENTREPRISES AUTRICHIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
EGGER GROUP	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	900
MAYR-MELNHOF KARTON AG	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	800
WIENERBERGER AG	BTP, matériaux de construction	800
FIBA (BWT)	Ameublement et équipement du foyer	800
VOESTALPINE AG	Métaux, travail des métaux	700

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour l'Autriche était de 1,4 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

RHI Magnesita : premier fournisseur mondial de produits, systèmes et services réfractaires destinés aux industries travaillant sous haute température, RHI Magnetisa a pris la décision stratégique, dans le cadre de son expansion internationale, d'établir un pôle de dolomie sur ses sites de Flaumont-Waudrechies et Valenciennes (Hauts-de-France). Depuis cette plateforme, elle servira ses clients en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. L'extension et la modernisation des capacités des deux sites (y compris la R&D) entraîneront des investissements à hauteur de 10 millions d'euros et l'embauche de 40 personnes supplémentaires.

Coveris : l'entreprise autrichienne est l'un des principaux fabricants européens d'emballages. Afin de se renforcer dans le secteur de l'emballage des aliments pour animaux domestiques, Coveris a investi dans une nouvelle unité de production de sacs à fond plat pour produits alimentaires secs pour animaux domestiques sur son site de Firminy en Auvergne-Rhône-Alpes. Cet investissement permettra le recrutement de 10 personnes.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	40	10 %	14 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	1	25	5 %	9 %	0,4 %	1 %
<i>dont QG France</i>	1	15	5 %	5 %	1 %	1 %
Logistique	2	18	10 %	6 %	3 %	1 %
Point de vente	1	4	5 %	1 %	1 %	0,1 %
Production / Réalisation	14	217	70 %	75 %	4 %	2 %
Services aux entreprises	1	10	5 %	3 %	1 %	0,2 %
Total général	20	289	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 70 % des investissements autrichiens en France sont des activités de production et 4 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises autrichiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	5	94	25 %	33 %	15 %	12 %
Chimie, plasturgie	4	43	20 %	15 %	7 %	3 %
Machines et équipements mécaniques	3	24	15 %	8 %	3 %	1 %
BTP, matériaux de construction	2	40	10 %	14 %	5 %	4 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	25	5 %	9 %	1 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	19	5 %	7 %	2 %	1 %
Transport, stockage	1	15	5 %	5 %	1 %	1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	15	5 %	5 %	2 %	2 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	10	5 %	3 %	2 %	1 %
Commerce et distribution	1	4	5 %	1 %	1 %	0,1 %
Total général	20	289	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements autrichiens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 20 % des investissements autrichiens en France relèvent du secteur chimie, plasturgie et 7 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises autrichiennes.


BELGIQUE
EN FLUX
74
projets
(Business France)

1 058
emplois
(Business France)

EN STOCK
1 900
entreprises
en France¹
(Eurostat)

+ de
130 000
salariés
(Eurostat)

52,9
Md€
stock d'IDE²
6^e rang
(Banque de France)

34,2
Md€
exportations
françaises
5^e rang
(Douanes françaises)

10
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

La Belgique est à l'origine de 74 projets d'investissement en France en 2019. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de plus de 1 000 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES BELGES EN FRANCE

Près de 2 000 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur belge, elles emploient plus de 130 000 personnes en France. En 2019, 74 nouvelles décisions d'investissement belges ont été recensées en France, soit une hausse de 14 % en un an. Ces dernières ont permis la création ou le maintien de 1 058 emplois en France.

Ces projets d'investissement concernent avant tout les activités de production (41 % des projets et 47 % des emplois) et les centres de décision (23 % des projets et 19 % des emplois).

Le secteur agroalimentaire occupe une place de premier plan dans les investissements des entreprises belges en France, il est à l'origine de 20 % des projets et des emplois induits. Ce pays représente d'ailleurs 21 % des projets étrangers dans ce secteur en France en 2019 (et 18 % des emplois). Le secteur logiciels et prestations informatiques correspond à 12 % des projets et génère 21 % des emplois. La Belgique se distingue aussi dans le secteur BTP, matériaux de construction, puisque les décisions d'investissement de ce pays représentent 18 % des projets étrangers et 12 % des emplois dans ce secteur au niveau national.

La majorité des investissements provenant de Belgique se localisent dans trois régions, les Hauts-de-France (30 % des projets et 41 % des emplois), la Bourgogne-Franche-Comté (14 % des projets et des emplois) et l'Île-de-France (11 % des projets et 10 % des emplois).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS BELGES EN EUROPE

En 2019, la France reste le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi réalisés en Europe par des entreprises belges. Elle accueille plus de la moitié des investissements belges en Europe (53 %), viennent ensuite le Royaume-Uni (16 %) et l'Allemagne (9 %)³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Fedrus International : spécialisée dans la distribution de matériaux de toiture et de façade, Fedrus International investit dans une nouvelle ligne de production de matériaux en zinc pour un montant de 10 millions d'euros sur son site VM Building Solutions à Auby (Hauts-de-France) et crée 35 emplois. La stratégie du groupe est de moderniser et de renforcer son outil de production, réparti en Belgique et en France.

iBanFirst : cette fintech a développé une plateforme permettant aux PME de gérer leurs opérations de paiement en devises et de se couvrir contre le risque de change. iBanFirst a levé 25 millions d'euros depuis 2016 et prévoit d'atteindre 100 M€ de chiffre d'affaires d'ici cinq ans. En 2019, iBanFirst a recruté 20 personnes supplémentaires sur son centre de développement de Dijon (Bourgogne-Franche-Comté).

TOP 5 DES ENTREPRISES BELGES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
GRUPE LOUIS DELHAIZE (CORA)	Commerce et distribution / Agroalimentaire	15 000-20 000
ECONOCOM	Logiciels et prestations informatiques	6 000-7 000
SOLVAY SA	Commerce et distribution	3 500-4 000
D'IETEREN NV/SA (CARGLASS)	Constructeurs automobiles et équipementiers	3 000
COLRUYT	Commerce et distribution	1 800

¹ L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour la Belgique était de 38,6 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Wooclap : élue jeune entreprise innovante par l'Institut de la recherche scientifique et de l'innovation de la région Bruxelles-Capitale, Wooclap a développé une plateforme mesurant la compréhension et l'attention des élèves, permettant ainsi aux enseignants de dynamiser leurs cours. Forte d'une diffusion dans plus de 100 pays et en 6 langues, elle a ouvert un bureau à Paris en 2019 afin d'accompagner son développement sur le marché français de l'enseignement supérieur.

Exki : à la suite de la multiplication des points de vente dans le Sud de la France, la chaîne de restauration belge « healthy » a décidé d'implanter à Carpentras (Provence-Alpes-Côte d'Azur) son premier site de production hors Belgique. La région dispose en effet d'un écosystème avec une forte présence d'entreprises agroalimentaires. Cette création s'accompagne de l'implantation de plusieurs fournisseurs d'Exki.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	17	197	23 %	19 %	5 %	4 %
<i>dont primo-implantation</i>	14	144	19 %	14 %	6 %	4 %
<i>dont QG France</i>	3	53	4 %	5 %	4 %	3 %
Logistique	4	49	5 %	5 %	6 %	1 %
Point de vente	5	90	7 %	9 %	3 %	2 %
Production / Réalisation	30	494	41 %	47 %	8 %	4 %
R&D, ingénierie, design	8	75	11 %	7 %	5 %	2 %
<i>dont R&D</i>	5	40	7 %	4 %	5 %	2 %
Services aux entreprises	7	145	9 %	14 %	4 %	2 %
Services aux particuliers	3	8	4 %	1 %	3 %	0,3 %
Total général	74	1058	100 %	100 %	5 %	3 %

* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 41 % des investissements belges en France sont des activités de production et 8 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises belges.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Agroalimentaire, agriculture et pêche	15	212	20 %	20 %	21 %	18 %
Logiciels et prestations informatiques	9	219	12 %	21 %	5 %	4 %
Commerce et distribution	7	129	9 %	12 %	5 %	3 %
BTP, matériaux de construction	7	106	9 %	10 %	18 %	12 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	5	49	7 %	5 %	4 %	1 %
Chimie, plasturgie	5	112	7 %	11 %	8 %	8 %
Autres activités de services	5	26	7 %	2 %	23 %	16 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	4	31	5 %	3 %	8 %	3 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	47	4 %	4 %	11 %	9 %
Transport, stockage	3	46	4 %	4 %	3 %	2 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	25	4 %	2 %	7 %	3 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	12	3 %	1 %	5 %	1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	12	1 %	1 %	1 %	1 %
Machines et équipements mécaniques	1	3	1 %	0,3 %	1 %	0,2 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	6	1 %	1 %	3 %	0,2 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	2	1 %	0,2 %	2 %	0,2 %
Métaux, travail des métaux	1	20	1 %	2 %	3 %	1 %
Éducation et formation	1	1	1 %	0,1 %	11 %	2 %
Total général	74	1058	100 %	100 %	5 %	3 %

* Part des investissements belges dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 20 % des investissements belges en France relèvent du secteur de l'agroalimentaire et 21 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises belges.



CANADA

EN FLUX

51

projets
(Business France)

1 584

emplois
(Business France)

EN STOCK

200

entreprises
en France
(Eurostat)+ de
25 000salariés
(Eurostat)
 7,2
Mde
stock d'IDE¹
12^e rang
(Banque de France)
 3,8
Mde
exportations
françaises
27^e rang
(Douanes françaises)

56

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 51 projets d'investissement canadiens ont été recensés en France et confirment la tendance haussière des dernières années. Ces projets ciblent majoritairement les fonctions de centre de décision et de services aux entreprises.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES CANADIENNES EN FRANCE

La présence canadienne en France se chiffre à environ 200 firmes, qui emploient près de 25 000 salariés sur le territoire.

En 2019, ce sont 51 projets d'investissement canadiens qui ont été recensés en France et qui ont été à l'origine de la création ou du maintien de 1584 emplois sur le territoire. Les fonctions visées par ces investissements sont principalement les centres de décision (31 %) et les services aux entreprises (25 %) qui englobent tous deux plus de la moitié des investissements canadiens en France. Qui plus est, environ deux tiers (67 %) des emplois créés ou préservés par des décisions d'investissement canadiennes se classent dans les services aux entreprises, faisant du Canada le 2^e pays étranger, après les États-Unis, pourvoyeur d'emplois dans cette fonction en France.

Ce sont respectivement 18 % et 12 % des projets canadiens qui ciblent la production et la R&D en France.

Les décisions d'investissement canadiennes en France concernent principalement deux secteurs : les logiciels et prestations informatiques, qui constituent 29 % des projets canadiens, et le secteur du conseil et des services aux entreprises, qui en totalise 20 %. Ces décisions d'investissement sont à l'origine respectivement de 36 % et 44 % des emplois issus de firmes canadiennes.

L'Île-de-France a accueilli 25 % des projets canadiens. Viennent ensuite l'Occitanie (14 %), l'Auvergne-Rhône-Alpes (12 %) et la Nouvelle-Aquitaine (12 %).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS CANADIENS EN EUROPE

En 2019, la France est la 1^{re} destination des projets d'investissement canadiens en Europe avec près d'un projet canadien sur trois dans l'Hexagone. Sur la 2^e et la 3^e marche du podium, on retrouve le Royaume-Uni et l'Allemagne avec respectivement 26 % et 13 % des décisions d'investissement².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

CGI GROUP : CGI est le 5^e acteur mondial indépendant des services en technologies de l'information. Actuellement, le groupe emploie plus de 12 500 personnes en France. CGI poursuit sa croissance et oriente aujourd'hui sa stratégie vers trois grands axes : IA, cybersécurité et pharma. En 2019, l'entreprise a embauché en France plus de 1 000 personnes « net » sur neuf sites. En 2020, CGI, prévoit une nouvelle croissance de 1 000 emplois nets et a déjà fait l'acquisition d'une nouvelle entité en France pour compléter son portefeuille de services.

TOP 5 DES ENTREPRISES CANADIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
CGI	Logiciels et prestations informatiques	+ de 12 000
ONTARIO TEACHERS PENSION PLAN*	Services financiers	5 500 - 6 000
POWER CORP - DESMARAIS (SAGARD)*	Services financiers	4 500 - 5 000
LINAMAR CORPORATION	Métaux, travail des métaux	1 000 - 1 500
BOMBARDIER INC.	Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1 000 - 1 500

* Fonds d'investissement

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour le Canada sont de 10,6 Mde.

² Observatoire Europe, Business France

ViVidro Labs : filiale du groupe canadien StarFish Medical, ViVidro Labs développe des équipements de test de dispositifs médicaux (cardiovasculaires et endovasculaires) et propose des services associés. Après plusieurs collaborations fructueuses avec la société marseillaise ProtomedLabs (cinq personnes), ViVidro Labs a fait l'acquisition de ProtomedLabs en vue de développer ses activités à l'international. Cette acquisition sera suivie de recrutements à Marseille - une à deux personnes dès la fin de l'année 2019.

Magellan : parmi les leaders canadiens de l'aéronautique, de la défense et du spatial, le groupe, fondé en 1996, est un fournisseur de systèmes et de composants complexes d'aérostructures et de pièces et composants de propulseurs/moteurs. Magellan a annoncé l'acquisition de la S.A. Service Inter Industrie (SII) basée à Marignane en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Créée en 1980 et faisant partie du groupe Bonnans, la société est spécialisée dans la fabrication d'ensembles mécaniques principalement pour Eurocopter. SII comptait au moment de l'acquisition environ 80 employés (emplois qui ont été maintenus). Un plan de croissance est à venir sur les trois prochaines années.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	16	144	31 %	9 %	4 %	3 %
<i>dont primo-implantation</i>	11	95	22 %	6 %	4 %	3 %
<i>dont QG France</i>	2	28	4 %	2 %	3 %	2 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	3	21	6 %	1 %	8 %	5 %
Point de vente	3	66	6 %	4 %	2 %	2 %
Production / Réalisation	9	134	18 %	8 %	2 %	1 %
R&D, ingénierie, design	6	51	12 %	3 %	4 %	1 %
<i>dont R&D</i>	2	7	4 %	0,4 %	2 %	0,3 %
Services aux entreprises	13	1057	25 %	67 %	7 %	17 %
Services aux particuliers	4	132	8 %	8 %	4 %	4 %
Total général	51	1584	100 %	100 %	3 %	4 %

* Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 31 % des investissements canadiens destinés à la France sont des centres de décision. 4 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises canadiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	15	572	29 %	36 %	8 %	11 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	10	695	20 %	44 %	9 %	17 %
Commerce et distribution	3	66	6 %	4 %	2 %	1 %
Chimie, plasturgie	3	45	6 %	3 %	5 %	3 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	43	6 %	3 %	11 %	9 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	3	35	6 %	2 %	9 %	1 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	26	4 %	2 %	3 %	2 %
BTP, matériaux de construction	2	13	4 %	1 %	5 %	1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2	10	4 %	1 %	5 %	1 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	20	2 %	1 %	2 %	1 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	20	2 %	1 %	3 %	2 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	14	2 %	1 %	2 %	1 %
Immobilier et bureaux d'affaires	1	8	2 %	1 %	11 %	9 %
Autres activités de services	1	7	2 %	0,4 %	5 %	4 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	5	2 %	0,3 %	2 %	0,4 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	3	2 %	0,2 %	2 %	0,3 %
Transport, stockage	1	2	2 %	0,1 %	1 %	0,1 %
Total général	51	1584	100 %	100 %	3 %	4 %

* Part des investissements canadiens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 29 % des investissements canadiens destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques. 8 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises canadiennes.

INVEST



CHINE

EN FLUX

65 (7)*
projets
(Business France)

1 364 (62)
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 800
entreprises
en France
(Orbis)

+ de 45 000
salariés
(Orbis)

8,6 (5,3)
Md€
stock d'IDE¹
11^e rang
(Banque de France)

26,7 (5,8)
Md€
exportations
françaises
7^e rang
(Douanes françaises)

309 (58)
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

La Chine reste le 1^{er} pays asiatique investisseur en France en 2019, avec 65 projets recensés, permettant la création ou le maintien de plus de 1 300 emplois, des valeurs en forte hausse par rapport à 2018.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES CHINOISES EN FRANCE

Plus de 800 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur originaire de Chine continentale ou de Hong Kong. Elles emploient plus de 45 000 personnes en France. En 2019, 65 nouvelles décisions d'investissement en provenance de Chine et de Hong Kong ont permis la création ou le maintien de 1 364 emplois en France, soit une hausse de 14 % en nombre de projets et de 27 % pour l'emploi. Parmi ces projets, 7 sont originaires de Hong Kong.

Les projets chinois et hongkongais s'orientent principalement vers les centres de décision (49 % des projets et 30 % des emplois), dont 10 quartiers généraux Monde/Europe, et vers les activités industrielles (11 % des projets et 30 % des emplois). La Chine représente 28 % des projets de quartiers généraux Monde/Europe recensés en France en 2019.

Le secteur conseil aux entreprises est le 1^{er} secteur d'investissement des entreprises chinoises en France (11 % des projets). Trois secteurs représentent près de la moitié des emplois générés par les décisions d'investissement provenant de Chine : il s'agit de matériels aéronautiques et ferroviaires, d'équipements électriques et électroniques ainsi que des activités sportives, récréatives et de loisirs. Ces secteurs expliquent en grande partie la hausse significative des emplois observée en 2019.

Deux régions françaises accueillent les trois quarts des projets et les emplois associés issus des investissements de Chine et de Hong Kong : il s'agit de l'Île-de-France (52 % des projets et 36 % des emplois) et d'Auvergne-Rhône-Alpes (25 % des projets et 40 % des emplois).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN EUROPE

En 2019, la France est le 3^e pays de localisation des investissements chinois et hongkongais en Europe avec 10 % de ces investissements. Elle est précédée par l'Allemagne (20 % des projets) et le Royaume-Uni (12 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Airuite : l'entreprise chinoise conçoit et fabrique des véhicules électriques destinés à la propreté urbaine et à l'assainissement. Elle a choisi la France, pays en pointe dans le secteur du véhicule électrique, et plus particulièrement Roanne (Auvergne-Rhône-Alpes), pour sa première implantation européenne. Sur ce site de 2 400 m², elle développe la commercialisation, la R&D et la production de ses véhicules et prévoit l'embauche de 20 personnes.

TOP 5 DES ENTREPRISES CHINOISES ET HONGKONGAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
FOSUN (CLUB MED) - Chine	Hôtellerie, tourisme	10000-15000
JIN JIANG INTERNATIONAL (LOUVRE HOTELS GROUP) - Chine	Hôtellerie, tourisme	5000-10000
JINING RUYI FASHION DEVELOPMENT CO (SMCP) - Chine	Textile, habillement et accessoires	5000-10000
CK HUTCHISON HOLDINGS (MARIONNAUD) - Hong Kong	Commerce et distribution	3000-4000
YANTAI TAIHAI (MANOIR INDUSTRIES, CTI) - Chine	Métaux, travail des métaux	2000-3000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour la Chine et Hong Kong était de 14,4 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

* Les données concernant les investissements en provenance de Hong Kong figurent entre parenthèses. 65 projets d'investissement proviennent de Chine, dont 7 sont originaires de Hong Kong.

Caocao Mobility : leader de la mobilité en Chine avec 30 millions d'utilisateurs, la plateforme de VTC Caocao Mobility, filiale du constructeur automobile chinois Geely, a implanté son siège européen à Levallois-Perret (Île-de-France). L'entreprise a investi 10 millions d'euros et recruté une équipe de 15 personnes. L'application, désormais disponible en France, propose une approche premium du VTC avec une flotte composée de véhicules à faible émission de carbone.

Ehang : spécialisée dans le secteur des drones passagers et logistiques, Ehang a signé un partenariat avec la métropole de Lyon fin 2018 pour coopérer sur les thématiques smart city et logistique du dernier kilomètre. Elle a implanté à Lyon son premier centre de R&D européen et de tests de vol, et vise l'accès aux marchés européens et d'Afrique du Nord depuis ce site.

PremiaLab : fondée par des Français installés à Hong Kong, la fintech PremiaLab fournit un service d'accès à des données agrégées pour les gérants de portefeuilles. Elle a ouvert une filiale à Paris afin de se développer en Europe et de créer un pôle de R&D, confirmant la forte attractivité de la place financière parisienne et la renommée internationale de ses ingénieurs.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	32 (4)	407 (28)	49 %	30 %	9 %	8 %
<i>dont primo-implantation</i>	17 (2)	219 (20)	26 %	16 %	7 %	7 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	10 (2)	120 (8)	15 %	9 %	28 %	28 %
<i>dont QG France</i>	5	68	8 %	5 %	7 %	4 %
Point de vente	5	60	8 %	4 %	3 %	1 %
Production / Réalisation	7 (2)	403 (25)	11 %	30 %	2 %	3 %
R&D, ingénierie, design	9 (1)	243 (9)	14 %	18 %	6 %	6 %
<i>dont R&D</i>	8 (1)	233 (9)	12 %	17 %	8 %	9 %
Services aux entreprises	8	59	12 %	4 %	4 %	1 %
Services aux particuliers	4	192	6 %	14 %	4 %	6 %
Total général	65 (7)	1364 (62)	100 %	100 %	4 %	3 %

* Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 49 % des investissements chinois en France sont des activités de centres de décision, et 9 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises chinoises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	7	78	11 %	6 %	6 %	2 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	5 (1)	175 (5)	8 %	13 %	10 %	17 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	5 (1)	69 (20)	8 %	5 %	9 %	3 %
Électronique grand public	5 (1)	65 (15)	8 %	5 %	38 %	28 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	5	46	8 %	3 %	9 %	5 %
Transport, stockage	4	64	6 %	5 %	5 %	3 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	4 (1)	27 (9)	6 %	2 %	5 %	1 %
Parfums, cosmétiques	3	93	5 %	7 %	17 %	31 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	3	59	5 %	4 %	4 %	5 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	285	3 %	21 %	6 %	9 %
Activités sportives, récréatives et de loisirs	2	169	3 %	12 %	6 %	27 %
Métaux, travail des métaux	2	50	3 %	4 %	7 %	3 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	36	3 %	3 %	5 %	2 %
Logiciels et prestations informatiques	2	30	3 %	2 %	1 %	1 %
Commerce et distribution	2	20	3 %	1 %	1 %	0,4 %
Ameublement et équipement du foyer	2 (1)	15 (5)	3 %	1 %	7 %	2 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2 (1)	13 (3)	3 %	1 %	5 %	2 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	10	2 %	1 %	4 %	2 %
BTP, matériaux de construction	1	10	2 %	0,7 %	3 %	1 %
Médias, édition	1	10	2 %	0,7 %	10 %	8 %
Composants électroniques	1	10	2 %	0,7 %	5 %	4 %
Machines et équipements mécaniques	1	7	2 %	1 %	1 %	0,4 %
Services financiers, bancaires et assurances	(1)	(5)	2 %	0,4 %	2 %	0,4 %
Immobilier et bureaux d'affaires	1	5	2 %	0,4 %	11 %	6 %
Éducation et formation	1	13	2 %	1 %	11 %	23 %
Total général	65	1364	100 %	100 %	4 %	3 %

* Part des investissements chinois dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 11 % des investissements chinois en France s'orientent dans le secteur conseil aux entreprises ; 6 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises chinoises.

INVEST



**CORÉE
DU SUD**

EN FLUX

8

projets
(Business France)

245

emplois
(Business France)

EN STOCK

50

entreprises
en France
(Eurostat)

**+ de
5 300**

salariés
(Eurostat)

1,2
Md€

stock d'IDE¹
25^e rang
(Banque de France)

5,2
Md€

exportations
françaises
19^e rang
(Douanes françaises)

62

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 8 nouvelles décisions d'investissement d'entreprises sud-coréennes ont permis la création de plus de 245 emplois, soit une progression de plus de 50 %.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUD-CORÉENNES EN FRANCE

La présence sud-coréenne en France comptabilise environ 50 entreprises qui embauchent plus de 5 300 salariés.

Cette année, 8 projets d'investissement sud-coréens ont ciblé la France, avec à la clé la création ou le maintien de 245 emplois. Cela représente une hausse de plus de 50 % des emplois comparativement à 2018, suggérant l'attrait de la France auprès des décideurs sud-coréens.

Les projets sud-coréens ciblent essentiellement deux catégories : les centres de décision (50 % des projets) et la production (25 % des projets), qui génèrent respectivement 8 % et 80 % des emplois d'origine sud-coréenne créés cette année en France.

Environ 11 % de l'ensemble des projets d'investissement dans le secteur des composants électroniques est d'origine sud-coréenne, ce qui en fait le 3^e pays, après les États-Unis (21 %) et la Suisse (21 %), pourvoyeur de projets dans ce secteur.

À noter la diversification des investissements sud-coréens avec une progression de l'innovation, du secteur immobilier et de l'activité des fonds de venture capital.

L'Île-de-France accueille les trois quarts des projets d'investissement sud-coréens en France, suivie du Centre-Val de Loire (13 %) et de l'Auvergne-Rhône-Alpes (13 %).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS SUD-CORÉENS EN EUROPE

Les investissements sud-coréens en Europe sont essentiellement localisés en Allemagne (24 %), en Pologne (21 %) en République tchèque (14 %) et en Hongrie (14 %). La France dispose d'une grande marge de progression, car elle est seulement le 11^e pays de destination de ces investissements avec moins de 1 % des projets².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Celltrion Healthcare : après avoir ouvert une succursale en 2018, le leader sud-coréen producteur mondial de biosimilaires et médicaments innovants a décidé de créer un bureau commercial et marketing à Paris pour consolider son activité et développer son propre réseau commercial sur le marché français. Déjà leader sur le marché de l'inflximab en Europe, Celltrion compte élargir son portefeuille de produits avec des médicaments à valeur ajoutée et bio-innovants. Cette extension permettra la création d'une dizaine d'emplois.

TOP 5 DES ENTREPRISES SUD-CORÉENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère*	Secteur d'activité principal	Effectif France
SAMSUNG ELECTRONICS CO., LTD.	Électronique grand public	500-600
HANH & CO. AUTO HOLDINGS CO., LTD. (HANON SYSTEMS)	Constructeurs automobiles et équipementiers	500-600
KC GREEN HOLDINGS CO., LTD.	BTP, matériaux de construction / Énergie, recyclage, autres services concédés	400-500
LG ELECTRONICS INC.	Électronique grand public	200-300
DOOSAN CORP	Machines et équipements mécaniques / BTP, matériaux de construction	200-300

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour la Corée du Sud sont de 372 M€.

² Observatoire Europe, Business France.

SK Global Chemical : filiale du 2^e plus grand conglomérat sud-coréen, SK (230 000 employés derrière Samsung et devant LG et Hyundai) est l'un des leaders mondiaux opérant dans les secteurs de la pétrochimie et des batteries pour véhicules électriques. SK Global Chemical a décidé d'investir 335 millions d'euros pour l'acquisition de l'activité polymères d'Arkema en France. Cette opération permet au groupe coréen de renforcer sa position sur le marché mondial avec l'acquisition de trois sites de production en France, ainsi que de nouveaux clients et une technologie de production. Les entités qui passent désormais dans le giron du géant sud-coréen concernent une centaine de salariés en France et un réseau commercial d'une trentaine de personnes à travers le globe.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	20	50 %	8 %	1 %	0,4 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	12	38 %	5 %	1 %	0,4 %
<i>dont QG France</i>	1	8	13 %	3 %	1 %	1 %
Point de vente	1	10	13 %	4 %	1 %	0,2 %
Production / Réalisation	2	195	25 %	80 %	1 %	1 %
R&D, ingénierie, design	1	20	13 %	8 %	1 %	1 %
<i>dont R&D</i>	1	20	13 %	8 %	1 %	1 %
Total général	8	245	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 50 % des investissements sud-coréens en France sont des centres de décision et 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises sud-coréennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Autres activités de services	2	15	25 %	6 %	9 %	9 %
Composants électroniques	2	17	25 %	7 %	11 %	6 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	180	13 %	73 %	2 %	7 %
Logiciels et prestations informatiques	1	20	13 %	8 %	1 %	0,4 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	8	13 %	3 %	4 %	2 %
Transport, stockage	1	5	13 %	2 %	1 %	0,2 %
Total général	8	245	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements sud-coréens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 25 % des investissements sud-coréens en France s'orientent vers le secteur autres activités de services et 9 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises sud-coréennes.



DANEMARK

EN FLUX

28
projets
(Business France)

698
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 500
entreprises
en France
(Orbis)

+ de 37 000
salariés
(Eurostat)

6 Md€
stock d'IDE¹
13^e rang
(Banque de France)

3,1 Md€
exportations
françaises
33^e rang
(Douanes françaises)

13
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 28 projets d'investissement danois en France ont été recensés, soit 75 % de plus que l'an passé. Les créations d'emploi ont plus que triplé pour atteindre 698.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES DANOISES EN FRANCE

Plus de 300 entreprises danoises installées en France emploient près de 37 000 personnes sur le territoire. En 2019, 28 nouveaux projets d'investissement danois ont créé ou maintenu environ 700 emplois en France, un record depuis que l'observatoire a été créé en 1993.

Les investissements des entreprises danoises privilégient les points de vente (29 % des projets et 10 % des emplois) et la production (29 % des projets et 57 % des emplois).

En 2019, la moitié des projets d'investissement danois sont réalisés dans trois secteurs : ameublement et équipement du foyer, énergie, recyclage ainsi qu'équipements et dispositifs médicaux. On notera que le Danemark est à l'origine de la moitié des emplois créés ou maintenus dans

le secteur de l'immobilier et des bureaux d'affaires en 2019 ; ainsi que de 25 % des projets dans le secteur de l'ameublement.

Les régions Île-de-France, Hauts-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les premières bénéficiaires des investissements danois, accueillant chacune 18 % des projets.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS DANOIS EN EUROPE

En 2019, la France et l'Allemagne sont les 1^{ers} pays européens d'accueil des investissements danois créateurs d'emploi avec chacun 17 % des projets en provenance du Danemark. Le Royaume-Uni les suit avec 14 % des projets².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Samson Group : en janvier 2019, Samson Group a repris les activités de la société Michel Pichon, spécialisée dans les outils et les épandeurs de fumier et de lisier, sauvegardant 145 emplois menacés en France. C'est un exemple rare d'une PME étrangère reprenant les activités d'une structure de taille moyenne. Cependant la complémentarité des offres et la consolidation financière nouvellement créée permettent d'envisager de belles perspectives de croissance.

TOP 5 DES ENTREPRISES DANOISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ISS WORLD SERVICES	Autres activités de services	+ de 22 000
NOVO NORDISK	Médicaments et biotechnologies appliquées	1 500
WILLIAM DEMANT	Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1 300
CARLSBERG	Agroalimentaire, agriculture et pêche	1 200
VELUX A/S	BTP, matériaux de construction	1 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour le Danemark sont de 4,2 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Novo Nordisk : la collaboration de deux entreprises pharmaceutiques, Novo Nordisk au Danemark et Namera en France, a permis l'ouverture d'un nouveau centre de production à La Verpillière, près de Lyon. Dédié à la production de pièces de plastique nécessaires aux stylos auto-injecteurs d'insuline, ce site a bénéficié d'un investissement de 19,5 millions d'euros de la part de Novo Nordisk, leader dans le traitement du diabète. À travers Namera, cet investissement permettra la création de 50 emplois supplémentaires.

Bjørn Thorsen : le spécialiste des matières premières chimiques a ouvert en septembre 2019 une filiale française à Lyon et créé 10 emplois. Avec une volonté affirmée de faire de la France l'axe majeur de son expansion internationale, la structure danoise, Bjørn Thorsen, se dote d'un site proposant une expertise technique et un support opérationnel pour ses activités. Le groupe est particulièrement confiant dans l'écosystème local de la « vallée de la Chimie », qui procurera de vastes opportunités de croissance à sa nouvelle filiale française.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	1	3	4 %	0,4 %	0,3 %	0,1 %
<i>dont primo-implantation</i>	1	3	4 %	0,4 %	0,4 %	0,1 %
Logistique	1	15	4 %	2 %	1 %	0,5 %
Point de vente	8	71	29 %	10 %	4 %	2 %
Production / Réalisation	8	401	29 %	57 %	2 %	3 %
R&D, ingénierie, design	3	40	11 %	6 %	2 %	1 %
<i>dont R&D</i>	2	30	7 %	4 %	2 %	1 %
Services aux entreprises	3	83	11 %	12 %	2 %	1 %
Services aux particuliers	4	85	14 %	12 %	4 %	3 %
Total général	28	698	100 %	100 %	2 %	2 %

* Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 4 % des projets d'investissement danois en France sont de la logistique.
1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises danoises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Ameublement et équipement du foyer	7	55	25 %	8 %	25 %	9 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	4	62	14 %	9 %	7 %	7 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	60	11 %	9 %	7 %	8 %
BTP, matériaux de construction	2	139	7 %	20 %	5 %	15 %
Logiciels et prestations informatiques	2	60	7 %	9 %	1 %	1 %
Transport, stockage	2	50	7 %	7 %	2 %	2 %
Services financiers, bancaires et assurances	2	13	7 %	2 %	5 %	1 %
Machines et équipements mécaniques	1	160	4 %	23 %	1 %	9 %
Immobilier et bureaux d'affaires	1	43	4 %	6 %	11 %	49 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	1	20	4 %	3 %	1 %	2 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	16	4 %	2 %	1 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	10	4 %	1 %	2 %	1 %
Chimie, plasturgie	1	10	4 %	1 %	2 %	1 %
Total général	28	698	100 %	100 %	2 %	2 %

* Part des investissements danois dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 14 % des investissements danois destinés à la France s'orientent vers le secteur de l'énergie, recyclage, autres services concédés. 7 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises danoises.



ESPAGNE

EN FLUX

45

projets
(Business France)



1 717

emplois
(Business France)

EN STOCK

900

entreprises
en France¹
(Eurostat)



61 500

salariés
(Eurostat)

22
Md€

stock d'IDE²
9^e rang
(Banque de France)

37,2
Md€

exportations
françaises
4^e rang
(Douanes françaises)



22

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

L'Espagne est l'un des principaux pays contributeurs à la croissance des emplois observée en 2019. 45 projets d'investissement espagnols ont été recensés en France, permettant la création ou le maintien de 1 717 emplois, soit une augmentation de 63 % par rapport à l'an passé.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN FRANCE

Environ 900 entreprises espagnoles sont installées en France et emploient 61 500 personnes. En 2019, 45 investissements espagnols ont été recensés en France. Cela a permis la création ou le maintien de 1 717 emplois, soit 63 % de plus qu'en 2018.

Les fonctions de production et réalisation sont la cible principale des investissements espagnols, elles représentent 31 % des pro-

jets et 35 % des emplois associés. Plus d'un quart des projets espagnols concernent un centre de décision : il s'agit principalement de primo-implantations nationales. À noter que les décisions d'investissement espagnoles dans les activités de R&D, ingénierie sont à l'origine de 13 % des emplois R&D créés en France en 2019 par des investissements étrangers.

Les secteurs logiciels et prestations informatiques ainsi qu'hôtellerie, tourisme et restaurant regroupent près de la moitié des emplois créés ou maintenus par des investissements espagnols. 21 % des emplois créés ou maintenus dans le secteur verres, bois, papier résultent principalement de la reprise d'un site en difficulté par la société Industrias Celulosa Aragonesa dans la région Hauts-de-France.

L'Île-de-France est la 1^{re} région d'accueil des investissements espagnols avec 29 % des projets et 26 % des emplois. Elle est suivie des régions Auvergne-Rhône-Alpes (16 %) et Occitanie (18 %). 24 % des emplois créés en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont issus d'un projet espagnol.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS ESPAGNOLS EN EUROPE

En 2019, la France est la 1^{re} destination européenne des investissements espagnols créateurs d'emploi avec 34 % des projets. Elle devance le Portugal (15 % des projets) et le Royaume-Uni (13 % des projets)³.

TOP 5 DES ENTREPRISES ESPAGNOLES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
INDITEX	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	9 000
PROSEGUR COMPANIA DE SEGURIDAD S.A.	Autres activités de services	5 000
SAICA (SOCIEDAD ANÓNIMA INDUSTRIAS CELULOSA ARAGONESA)	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2 000-2 500
PUNTA NA HOLDING (MANGO)	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2 000
GESTAMP - SOFEDIT	Constructeurs automobiles et équipementiers	2 000

¹ L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour l'Espagne sont de 18 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Grupo Lacasa : fondé en 1852, le groupe chocolatier espagnol a repris la Chocolaterie de Bourgogne à Dijon en 2017, permettant le maintien de 65 emplois. Le groupe a réussi à augmenter l'activité du site français et a embauché une dizaine de personnes supplémentaires en Bourgogne-Franche-Comté en 2019. Lacasa entend continuer ses recrutements en France pour atteindre 125 employés d'ici 2021.

Banco Sabadell : le groupe financier a renforcé en 2019 sa présence en France en embauchant 10 profils à haute valeur ajoutée et a loué de nouveaux bureaux en Île-de-France ayant la capacité d'accueillir ses nouveaux collaborateurs. Cela lui permettra d'agrandir son équipe dans les années à venir.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	12	165	27 %	10 %	3 %	3 %
<i>dont primo-implantation</i>	8	130	18 %	8 %	3 %	4 %
<i>dont QG France</i>	3	25	7 %	1 %	4 %	2 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	10	2 %	1 %	3 %	2 %
Logistique	1	10	2 %	1 %	1 %	0,3 %
Point de vente	2	63	4 %	4 %	1 %	1 %
Production / Réalisation	14	601	31 %	35 %	4 %	4 %
R&D, ingénierie, design	6	487	13 %	28 %	4 %	13 %
<i>dont R&D</i>	2	254	4 %	15 %	2 %	10 %
Services aux entreprises	4	27	9 %	2 %	2 %	0,4 %
Services aux particuliers	6	364	13 %	21 %	5 %	12 %
Total général	45	1717	100 %	100 %	3 %	4 %

* Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 31 % des investissements espagnols destinés à la France sont des activités de production. 4 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises espagnoles.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	6	505	13 %	29 %	3 %	10 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	5	38	11 %	2 %	7 %	3 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	4	319	9 %	19 %	9 %	20 %
Services financiers, bancaires et assurances	4	40	9 %	2 %	9 %	3 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	160	7 %	9 %	9 %	20 %
Transport, stockage	3	120	7 %	7 %	3 %	6 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	3	106	7 %	6 %	6 %	4 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3	64	7 %	4 %	3 %	2 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	2	83	4 %	5 %	6 %	3 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	2	63	4 %	4 %	3 %	3 %
Machines et équipements mécaniques	2	15	4 %	1 %	2 %	1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2	15	4 %	0,9 %	5 %	2 %
Métaux, travail des métaux	1	120	2 %	7 %	3 %	8 %
Activités sportives, récréatives et de loisirs	1	50	2 %	3 %	3 %	8 %
Éducation et formation	1	10	2 %	0,6 %	11 %	18 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	4	2 %	0,2 %	2 %	0,5 %
Commerce et distribution	1	3	2 %	0,2 %	1 %	0,1 %
BTP, matériaux de construction	1	2	2 %	0,1 %	3 %	0,2 %
Total général	45	1717	100 %	100 %	3 %	4 %

* Part des investissements espagnols dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 13 % des investissements espagnols destinés à la France s'orientent vers le secteur des logiciels et prestations informatiques. 3 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises espagnoles.



ÉTATS-UNIS

EN FLUX

238

projets
(Business France)

7 886

emplois
(Business France)

EN STOCK

4 500

entreprises
en France
(Orbis)

420 000

salariés
(Orbis)

47
Md€

stock d'IDE¹
7^e rang
(Banque de France)

42,1
Md€

exportations
françaises
2^e rang
(Douanes françaises)

575
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Avec 238 projets comptabilisés en 2019, les États-Unis sont le 1^{er} pays étranger porteur de projets d'investissement créateurs d'emploi en France.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN FRANCE

On estime à environ 4 500 le nombre d'entreprises américaines présentes en France en 2019. Ces entreprises emploient près de 420 000 salariés.

En 2019, ce sont 238 décisions d'investissement américaines qui ont été recensées en France et qui ont permis de créer ou de maintenir 7 886 emplois. Les États-Unis demeurent le principal pays investisseur et pourvoyeur d'emplois en France avec 16 % des projets et 20 % des emplois.

Les investissements américains en France sont principalement dominés par les fonctions de centre de décision (29 % des projets et 16 % des emplois) et de production (27 % des projets et 28 % des emplois). Parmi les centres de décision, un peu plus d'un projet sur cinq correspond à de nouvelles implantations de firmes en France. Les firmes américaines sont à l'origine de 17 % des investissements dans la logistique et génèrent près de la moitié des emplois associés à cette fonction (46 %). À noter également que les États-Unis sont le 1^{er} pays investisseur en projets R&D en France et le 1^{er} pourvoyeur d'emplois dans ce domaine.

Le secteur des logiciels et prestations informatiques capte la part la plus importante des investissements américains en France. Plus d'un quart des projets relève de ce secteur. On notera également que 60 % des emplois générés dans les services financiers, bancaires et assurances proviennent d'entreprises américaines.

L'Île-de-France a accueilli 41 % des projets américains. Viennent ensuite les Hauts-de-France (11 %), l'Occitanie (9 %), l'Auvergne-Rhône-Alpes (8 %) et la région Grand Est (7 %).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS EN EUROPE

En 2019, la France est la 2^e destination européenne des projets d'investissement américains créateurs d'emploi. Elle accueille 16 % des projets et se positionne entre le Royaume-Uni (22 %) et l'Allemagne (14 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Netflix : leader des services de vidéo à la demande, Netflix a officialisé son désir d'accroître sa présence en France avec l'ouverture de son bureau commercial à Paris. Les 30 employés de ce bureau s'occuperont du marché croissant de la France qui compte désormais plus de 7 millions d'abonnés. Par ailleurs, l'entreprise souhaite continuer à investir en France en y produisant davantage de contenus pour ses futures séries destinées au marché local.

TOP 5 DES ENTREPRISES AMÉRICAINES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
WALT DISNEY CO.	Autres activités de services	16 000
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION	Matériel aéronautique, navals et ferroviaires Machines et équipements mécaniques	+ de 14 000
XPO LOGISTICS, INC.	Transport, stockage	13 000
GENERAL ELECTRIC COMPANY	Conglomérat industriel et dans les services	12 000
MCDONALD'S CORPORATION	Hôtellerie, tourisme et restaurant	10 000 - 15 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour les États-Unis sont de 118 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

QC Ware : QC Ware est une startup californienne spécialisée dans la production de solutions d'informatique quantique. L'entreprise a choisi la France et son programme ambitieux de recherche sur l'informatique quantique pour y implanter son centre de recherche européen. Cette première implantation hors du marché domestique américain lui offre l'opportunité de recruter des chercheurs français afin de développer des partenariats avec les meilleurs instituts de recherches français (comme l'INRIA) tout en prospectant les groupes du CAC 40. L'entreprise prévoit d'employer une vingtaine de chercheurs à horizon 2021 en Île-de-France et de continuer de développer des partenariats avec le secteur public tout comme le monde de l'entreprise.

AGCO Corporation : AGCO, l'un des leaders mondiaux dans la conception, la fabrication et la distribution de machines et de solutions pour l'agriculture, a procédé à l'agrandissement de son site de Beauvais. AGCO a repris l'ancien site de production de Nestlé, voisin de son implantation, dont la fermeture a été actée début 2019. L'entreprise prévoit d'investir 40 millions d'euros sur la période 2019-2021 afin de développer une nouvelle infrastructure à la pointe de l'industrie 4.0. Ce projet s'accompagnera de la création de 200 nouveaux emplois.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	68	1238	29 %	16 %	19 %	24 %
<i>dont primo-implantation</i>	50	823	21 %	10 %	20 %	26 %
<i>dont QG France</i>	11	267	5 %	3 %	14 %	17 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	7	148	3 %	2 %	19 %	34 %
Logistique	12	1540	5 %	20 %	17 %	46 %
Point de vente	6	67	3 %	1 %	3 %	2 %
Production / Réalisation	64	2223	27 %	28 %	17 %	16 %
R&D, ingénierie, design	42	1473	18 %	19 %	27 %	39 %
<i>dont R&D</i>	32	1317	13 %	17 %	33 %	52 %
Services aux entreprises	32	1096	13 %	14 %	17 %	18 %
Services aux particuliers	14	249	6 %	3 %	13 %	8 %
Total général	238	7 886	100 %	100 %	16 %	20 %

* Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 27 % des investissements américains en France relèvent d'activités de production / réalisation et 17 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises américaines.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	62	1722	26 %	22 %	33 %	35 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	23	506	10 %	6 %	20 %	12 %
Machines et équipements mécaniques	19	683	8 %	9 %	20 %	38 %
Transport, stockage	16	566	7 %	7 %	18 %	26 %
Chimie, plasturgie	14	519	6 %	7 %	23 %	37 %
Services financiers, bancaires et assurances	11	765	5 %	10 %	26 %	60 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	11	249	5 %	3 %	22 %	24 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	10	311	4 %	4 %	19 %	12 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	8	158	3 %	2 %	11 %	14 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	8	60	3 %	1 %	11 %	3 %
Commerce et distribution	6	1068	3 %	14 %	4 %	24 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	6	148	3 %	2 %	18 %	18 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	5	302	2 %	4 %	11 %	19 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	5	191	2 %	2 %	16 %	6 %
Médias, édition	5	80	2 %	1 %	50 %	61 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	4	104	2 %	1 %	9 %	14 %
Composants électroniques	4	45	2 %	1 %	21 %	17 %
Electronique grand public	3	90	1 %	1 %	23 %	39 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	28	1 %	0,4 %	11 %	6 %
Éducation et formation	3	16	1 %	0,2 %	33 %	28 %
Métaux, travail des métaux	2	132	1 %	1,7 %	7 %	9 %
Parfums, cosmétiques	2	55	1 %	0,7 %	11 %	19 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	2	21	1 %	0,3 %	4 %	2 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	2	15	1 %	0,2 %	33 %	13 %
BTP, matériaux de construction	2	11	1 %	0,1 %	5 %	1 %
Ameublement et équipement du foyer	1	29	0,4 %	0,4 %	4 %	5 %
Autres activités de services	1	12	0,4 %	0,2 %	5 %	7 %
Total général	238	7 886	100 %	100 %	16 %	20 %

* Part des investissements américains dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 26 % des investissements américains en France s'orientent vers le secteur des logiciels et prestations informatiques, et 33 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises américaines.



FINLANDE

EN FLUX

10
projets
(Business France)

315
emplois
(Business France)

EN STOCK

150
entreprises
en France
(Orbis)

14 500
salariés
(Orbis)

2,5
Md€
stock d'IDE¹
18^e rang
(Banque de France)

1,9
Md€
exportations
françaises
40^e rang
(Douanes françaises)

9
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Les entreprises finlandaises ont annoncé 10 projets d'investissement en France en 2019, créant ou maintenant 315 emplois sur le territoire.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES FINLANDAISES EN FRANCE

Les entreprises finlandaises présentes en France sont au nombre de 150. Elles génèrent environ 14 500 emplois. En 2019, 10 nouvelles décisions d'investissement de la part d'entreprises finlandaises ont été recensées, elles ont permis la création ou le maintien de 315 emplois en France.

Les projets finlandais concernent principalement des primo-implantations nationales et de la production. Plus de la moitié des emplois induits par les investissements sont associés aux activités de production.

Le secteur des équipements électriques, électroniques et mécaniques a reçu le plus de projets d'investissements finlandais en 2019. Près de la moitié des emplois créés par la Finlande le sont dans ce secteur d'activité.

Les premières régions d'accueil des investissements finlandais sont les Hauts-de-France (40 % des projets), l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Bourgogne-Franche-Comté (20 % chacune).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS FINLANDAIS EN EUROPE

En 2019, l'Allemagne est la 1^{re} destination européenne des projets d'investissement finlandais. Elle est suivie de l'Espagne et des Pays-Bas (14 % chacun). Avec 11 % des projets, la France se place au même rang que le Royaume-Uni, la Suède et la Lituanie².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Konecranes : le spécialiste des grues portuaires et des équipements de levage a ouvert en 2019 un centre R&D d'envergure mondiale en France qui emploie 60 personnes. Ce centre de R&D est plus particulièrement dédié aux analyses prédictives, aux mesures informatisées de l'usure des composants, ainsi qu'à l'anticipation de la maintenance. Le groupe finlandais a choisi la ville de Lyon pour sa nouvelle implantation en raison de l'excellente combinaison qu'elle offre en termes de capacités de recherche de données avancées et d'orientation industrielle.

TOP 5 DES ENTREPRISES FINLANDAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
NOKIA	Électronique grand public	6 000
KONE OYJ	Machines et équipements mécaniques	3 000
AHLSTROM-MUNKSJÖ	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1 700
KONECRANES - MACHINES	Machines et équipements mécaniques	700
UMP	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour la Finlande était de 10,3 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Quanturi : la startup finlandaise Quanturi, créée en 2016, a choisi la France pour ouvrir sa première filiale à l'international et développer ses sondes connectées servant au suivi des produits agricoles stockés. Attirée par le dynamisme du secteur agricole français, la structure va créer à terme 5 emplois dans le territoire jurassien.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	4	40	40 %	13 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	40	40 %	13 %	2 %	1 %
Production / Réalisation	4	210	40 %	67 %	1 %	2 %
R&D, ingénierie, design	2	65	20 %	21 %	1 %	2 %
<i>dont R&D</i>	2	65	20 %	21 %	2 %	3 %
Total général	10	315	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements finlandais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 40 % des investissements finlandais en France sont des centres de décision et 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises finlandaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	145	30 %	46 %	6 %	14 %
Machines et équipements mécaniques	2	85	20 %	27 %	2 %	5 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	50	20 %	16 %	3 %	4 %
Logiciels et prestations informatiques	1	15	10 %	5 %	1 %	0,3 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	10	10 %	3 %	2 %	0,4 %
Transport, stockage	1	10	10 %	3 %	1 %	0,5 %
Total général	10	315	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements finlandais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 30 % des investissements finlandais en France s'orientent vers le secteur équipements électriques, électroniques, informatiques et 6 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises finlandaises.



INDE

EN FLUX

18

projets
(Business France)

357

emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de
120entreprises
en France
(Orbis)+ de
8 000salariés
(Orbis)184
M€stock d'IDE¹
(Banque de France)5,4
Mdeexportations
françaises
18^e rang
(Douanes françaises)

57

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 18 projets d'investissement indiens ont été recensés en France, permettant la création ou la sauvegarde de près de 360 emplois, une valeur en très forte croissance par rapport à 2018.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES INDIENNES EN FRANCE

Plus de 120 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur indien, qui emploient plus de 8 000 salariés. En 2019, 18 décisions d'investissement indiennes ont été recensées, permettant la création ou la sauvegarde de 357 emplois, une valeur qui a plus que doublé en un an.

Ces investissements concernent avant tout des centres de décision (11 projets représentant le tiers des emplois), mais aussi des activités de production (3 projets pour 90 emplois). On notera l'importance de la fonction logistique en termes d'emplois, cette dernière étant à l'origine de la moitié des créations supplémentaires observées en 2019.

Les décisions d'investissement des entreprises indiennes se font avant tout dans le secteur logiciels et prestations informatiques (6 projets pour 104 emplois). Le

secteur médicaments et biotechnologies appliquées est quant à lui à l'origine de près de 30 % des emplois générés par les investissements provenant d'Inde.

Les investissements indiens se localisent majoritairement dans trois régions françaises : l'Île-de-France (4 projets), l'Auvergne-Rhône-Alpes (3 projets représentant 38 % des emplois) et la Provence-Alpes-Côte d'Azur (3 projets).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS INDIENS EN EUROPE

En 2019, les investissements indiens en Europe ont privilégié le Royaume-Uni (24 % des projets) et les Pays-Bas (20 %). La France a accueilli 7 % des projets indiens en Europe².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

GeneStore : spécialisée dans la génomique, GeneStore développe un outil de proposition de parcours de soins personnalisé à partir des profils génomiques des patients. Elle a pour ambition d'établir 100 laboratoires d'essais dans le monde. Pour sa première implantation européenne, GeneStore a choisi la France. Elle a repris l'entreprise de recherche en biologie cellulaire ICDD localisée en Provence-Alpes-Côte d'Azur et prévoit d'investir 500 000 €.

TOP 5 DES ENTREPRISES INDIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SAMVARDHANA MOTHERSON GROUP (SMR, SMRC)	Constructeurs automobiles et équipementiers	2 300
TATA GROUP (TATA SONS, TATA CONSULTANCY SERVICES)	Logiciels et prestations informatiques / Métaux, travail des métaux	2 000
UPL LTD.	Chimie, plasturgie	500 - 600
MAHINDRA & MAHINDRA LTD.	Constructeurs automobiles et équipementiers	500
CENTUM ELECTRONICS LTD.	Équipements électroniques	500

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour l'Inde était de 450 M€.

² Observatoire Europe, Business France.

Dualeap : cette entreprise développe des solutions et des procédés technologiques innovants dans diverses industries telles que l'aviation, l'énergie et le secteur maritime. Dans le cadre de l'internationalisation de l'industrie aéronautique et pour répondre à sa croissance, Dualeap a décidé d'établir son siège social à Toulouse (Occitanie). Elle prévoit d'investir 13 millions d'euros pour le développement et la commercialisation de sa solution ClearBox et d'embaucher 15 à 20 employés dans les trois prochaines années.

DS Group : fondé en 1929, ce groupe a un portefeuille d'activités couvrant un nombre varié de secteurs comme l'agro-alimentaire, l'hôtellerie ou l'emballage, entre autres. DS Group a pris une participation de 12 % dans l'entreprise Laliq Group, spécialisée dans la production d'objets de luxe en verre. Pour Laliq, cette entrée au capital permettra de développer de nouvelles opportunités commerciales sur le marché indien.

Modi Group : représentant la marque cosmétique indienne Colorbar, Modi Group poursuit son développement en France via l'acquisition de la société Provaine, qui possède la marque de vernis personnalisable La Nail Revolution, à Toulon (Provence-Alpes-Côte d'Azur). L'investissement s'élève à 5 millions d'euros et permet le maintien de 5 employés.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	11	110	61 %	31 %	3 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	6	41	33 %	11 %	2 %	1 %
<i>dont QG France</i>	1	10	6 %	3 %	1 %	1 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	4	59	22 %	17 %	11 %	14 %
Logistique	1	100	6 %	28 %	1 %	3 %
Production / Réalisation	3	90	17 %	25 %	1 %	1 %
R&D, ingénierie, design	1	30	6 %	8 %	1 %	1 %
<i>dont R&D</i>	1	2	6 %	1 %	1 %	0,1 %
Services aux entreprises	1	2	6 %	1 %	1 %	0,03 %
Services aux particuliers	1	25	6 %	7 %	1 %	1 %
Total général	18	357	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 61 % des investissements indiens en France sont des centres de décision et 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises indiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	6	104	33 %	29 %	3 %	2 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	28	11 %	8 %	5 %	2 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	13	11 %	4 %	3 %	1 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	100	6 %	28 %	4 %	20 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	73	6 %	20 %	2 %	3 %
Chimie, plasturgie	1	12	6 %	3 %	2 %	1 %
Éducation et formation	1	10	6 %	3 %	11 %	18 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	5	6 %	1 %	1 %	0,1 %
Parfums, cosmétiques	1	5	6 %	1 %	6 %	2 %
Ameublement et équipement du foyer	1	4	6 %	1 %	4 %	1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	3	6 %	0,8 %	2 %	0,4 %
Total général	18	357	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements indiens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 33 % des investissements indiens en France relèvent du secteur des logiciels et prestations informatiques, et 3 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises indiennes.



IRLANDE

EN FLUX

10
projets
(Business France)

376
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 150
entreprises
en France¹
(Eurostat)

+ de 25 000
salariés
(Orbis)

2,1
Md€
stock d'IDE²
19^e rang
(Banque de France)

3,4
Md€
exportations
françaises
30^e rang
(Douanes françaises)

18
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 10 décisions d'investissement en provenance de l'Irlande ont été recensées, créant 376 emplois, soit deux fois plus qu'en 2018.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES IRLANDAISES EN FRANCE

Plus de 150 entreprises irlandaises sont présentes sur le territoire français, elles emploient plus de 25 000 personnes. En 2019, l'Irlande a été à l'origine de 10 projets d'investissement créateurs de 376 emplois, deux fois plus que l'année passée.

Les projets irlandais en France concernent la production (4 projets), les services aux particuliers (4 projets) et aux entreprises (2 projets).

Les principaux secteurs d'accueil des projets irlandais sont le BTP, matériaux de construction et le transport. Un tiers des emplois créés par des investissements irlandais appartiennent au secteur du transport, la plupart sont issus du développement de la compagnie aérienne Ryanair en France.

En 2019, l'Occitanie est la 1^{re} région d'accueil des investissements en provenance de l'Irlande, suivie des Pays de la Loire.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS IRLANDAIS EN EUROPE

Le Royaume-Uni est la 1^{re} destination européenne des investissements irlandais (34 % des projets). L'Espagne et les Pays-Bas se placent en 2^e position (14 %). La France les suit avec 6 % des projets, autant que l'Allemagne, le Portugal, la Roumanie et la Lituanie³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Accenture : chaque année, 10 % des investissements du leader irlandais en conseil aux entreprises Accenture sont destinés à la France, où le groupe emploie 7 000 personnes. En 2019, ces investissements ont notamment bénéficié au centre de service de Nantes, qui a ouvert 81 nouveaux postes.

Ryanair : la compagnie aérienne irlandaise est arrivée en France en 2018 avec la volonté de s'implanter durablement sur le territoire et de doubler son trafic dans l'Hexagone. En 2019, Ryanair a ouvert une troisième base française à Toulouse, créant ainsi 60 emplois de pilotes et d'équipage de cabines en Occitanie.

TOP 5 DES ENTREPRISES IRLANDAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ACCENTURE PLC	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	7 000
SMURFIT KAPPA GROUP	Verre, céramique, minéraux, bois, papier	4 000
CRH PLC	BTP, matériaux de construction	3 000 - 3 500
LINDE PLC	Énergie	1 500
JOHNSON CONTROLS INTERNATIONAL PLC	Machines et équipements mécaniques	1 500

¹ L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour l'Irlande était de 5 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Stacycity : poursuivant ses investissements en France, la chaîne irlandaise a annoncé en 2019 la création de son quatrième Aparthotel français à Bordeaux après ceux de Lyon, Marseille et Paris. 25 emplois directs ont été créés.

Smurfit Kappa : après le rachat en décembre 2018 de l'usine Papcart de Gétigné (Pays de la Loire), Smurfit Kappa, acteur majeur de la production de papier kraft, a annoncé en 2019 le recrutement de 22 nouveaux salariés dans les domaines de l'impression et de la conduite des machines pour accompagner le développement du site.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Production / Réalisation	4	50	40 %	13 %	1 %	0,4 %
Services aux entreprises	2	181	20 %	48 %	1 %	3 %
Services aux particuliers	4	145	40 %	39 %	4 %	5 %
Total général	10	376	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements irlandais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 40 % des investissements irlandais en France sont de la production réalisation et 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises irlandaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	3	120	30 %	32 %	3 %	6 %
BTP, matériaux de construction	3	28	30 %	7 %	8 %	3 %
Logiciels et prestations informatiques	1	100	10 %	27 %	1 %	2 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	81	10 %	22 %	1 %	2 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	25	10 %	7 %	2 %	2 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	22	10 %	6 %	3 %	3 %
Total général	10	376	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements irlandais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 30 % des investissements irlandais en France s'orientent vers le secteur BTP, matériaux de construction, et 8 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises irlandaises.



ISRAËL

EN FLUX

5

projets
(Business France)

40

emplois
(Business France)

EN STOCK

58

entreprises
en France
(Eurostat)

3 000

salariés
(Eurostat)625
M€stock d'IDE¹
33^e rang
(Banque de France)1,5
Md€exportations
françaises
48^e rang
(Douanes françaises)

9

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 5 projets d'investissement israéliens ont été recensés en France et ont permis de créer ou de sauvegarder 40 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES ISRAËLIENNES EN FRANCE

La présence d'entreprises israéliennes en France est estimée à une soixantaine, qui emploient 3 000 salariés.

Cette année, 5 projets d'investissement d'entreprises israéliennes ont été recensés sur le territoire avec à la clé une quarantaine d'emplois créés.

Ces investissements sont essentiellement orientés vers les fonctions de centre de décision avec l'implantation de trois nouveaux QG Monde / Europe, qui sont à l'origine de plus de la moitié (58 %) des emplois créés.

Les projets israéliens enregistrés cette année concernent plusieurs secteurs d'activité allant des équipements médicaux-chirurgicaux (40 % des projets) au secteur textile, habillement et accessoires (20 % des projets). Notons qu'Israël est à l'origine de 5 % du total des projets recensés cette année dans le domaine des équipements médicaux et de 2 % des emplois de ce secteur.

L'Île-de-France est la région qui a accueilli le plus de projets israéliens (40 %), suivie du Grand Est, de l'Occitanie et de la Provence-Alpes-Côte d'Azur.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS ISRAËLIENS EN EUROPE

La France est le 5^e pays de destination des projets d'investissement israéliens en Europe avec un peu plus de 4 % des investissements israéliens. Elle se positionne ainsi ex æquo avec la Roumanie, l'Irlande et la Suisse, et derrière le Royaume-Uni (30 %), l'Allemagne (30 %), la Lituanie (9 %) et les Pays-Bas (9 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

SimilarWeb : l'entreprise développe des solutions de mesure d'audiences pour les sites web (trafic, engagement, centres d'intérêt, sources de trafic, etc.) et les applications mobiles (rétention, mots clés sur Google Play, etc.). Établie en 2007, elle a pu lever depuis sa création près de 112 millions de dollars US de VC et CVC israéliens et étrangers, et compte près de 500 employés répartis entre Israël, les États-Unis et le Royaume-Uni. Fort de l'importance croissante de sa clientèle française, SimilarWeb a décidé de créer sa première base européenne en France et a lancé le recrutement de plus de 10 personnes, d'autant qu'elle bénéficie d'une notoriété importante auprès de l'écosystème tech français.

TOP 5 DES ENTREPRISES ISRAËLIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère*	Secteur d'activité principal	Effectif France
TEVA PHARMACEUTICAL INDUSTRIES LTD.	Médicaments et biotechnologies appliquées	500 - 1000
DELTA GALIL	Textile, habillement et accessoires	400 - 500
ALROV PROPERTIES & LODGINGS LTD.	Hôtellerie, tourisme et restaurant	400 - 500
MAABAROT (ALGAIA)	Agroalimentaire, agriculture et pêche	100 - 150
PLASAN (AMEFO)	Chimie, plasturgie / Machines et équipements mécaniques	100 - 150

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour Israël était de 965 M€.

² Observatoire Europe, Business France.

Pontifax : fort d'une quinzaine d'années d'existence, Pontifax est un fonds d'investissement israélien en capital-risque spécialisé en sciences de la vie. Il gère aujourd'hui près de 750 millions de dollars US. Déjà présente en France, où elle a investi dans plusieurs sociétés hexagonales, la société a pris part cette année à une levée de fonds au profit de l'entreprise lyonnaise Alizé Pharma 3. Cette prise de participation à hauteur de 3 millions d'euros confirme bien l'appétence de Pontifax pour les opportunités d'investissement en France dans ce secteur.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	40	100 %	100 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	17	40 %	43 %	1 %	1 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	3	23	60 %	58 %	8 %	5 %
Total général	5	40	1	1	0,3 %	0,1 %

* Part des investissements israéliens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 40 % des investissements israéliens en France sont des primo-implantation de centre de décision et 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises israéliennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2	13	40 %	33 %	5 %	2 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	12	20 %	30 %	1 %	0,3 %
Logiciels et prestations informatiques	1	10	20 %	25 %	1 %	0,2 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	5	20 %	13 %	1 %	0,3 %
Total général	5	40	100 %	100 %	0,3 %	0,1 %

* Part des investissements israéliens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 40 % des investissements israéliens en France s'orientent vers le secteur équipements médico-chirurgicaux et dispositifs médicaux, et 5 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises israéliennes.



ITALIE

EN FLUX

118
projets
(Business France)

2 199
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 1 700
entreprises
en France
(Eurostat)

+ de 63 000
salariés
(Eurostat)

23 Md€
stock d'IDE¹
8^e rang
(Banque de France)

37,5 Md€
exportations
françaises
3^e rang
(Douanes françaises)

27
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, l'Italie se hisse au rang de 4^e pays investisseur en France avec un total de 118 projets d'investissement recensés et près de 2 200 emplois créés ou maintenus.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES ITALIENNES EN FRANCE

Plus de 1700 entreprises présentes en France sont sous la tutelle d'investisseurs italiens et emploient plus de 63 000 salariés. En 2019, le nombre de projets d'investisseurs italiens est en hausse de 26 %, et se chiffre à 118. Ils ont permis la création ou le maintien de 2199 emplois, une valeur en forte hausse (+50 %).

Ces investissements sont majoritairement des activités de centre de décision (26 %) et de production (25 %), qui représentent près de 70 % des emplois. On observe aussi une forte hausse des projets de R&D, qui ont doublé entre 2018 et 2019. Les entreprises italiennes sont à l'origine de 13 % des investissements dans la R&D. Il s'agit principalement de développement des activités de R&D dans les secteurs des énergies renouvelables et machines et équipements mécaniques.

TOP 6 DES ENTREPRISES ITALIENNES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère*	Secteur d'activité principal	Effectif France
ASSICURAZIONI GENERALI	Services financiers, bancaires et assurances	7 000
FCA GROUP (FIAT CHRYSLER AUTOMOBILE; CNH INDUSTRIAL)**	Constructeurs automobiles et équipementiers	7 000
PRYSMIAN S.P.A.	Fabrication de fils et câbles électroniques ou électriques	+ de 3 000
EDIZIONE HOLDING (AUTOGRILL)	Service aux particuliers	3 000
COMPAGNIE INDUSTRIALI RIUNITE S.P.A.	Fabrication de machines diverses d'usage général	+ de 2 000
SAIPEM S.P.A.	Activités d'ingénierie	2 000

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement.

** Groupe italo-américain créé suite à la fusion de l'Italien Fiat Spa et l'Américain Chrysler corporation, avec un holding financier néerlandais et un siège social au Royaume-Uni.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2017. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2016 pour l'Italie était de 21,5 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

Le secteur textile, habillement et accessoires représente 13 % de l'ensemble des investissements italiens. L'Italie est ainsi à l'origine de 20 % des projets et de 19 % des emplois réalisés par les filiales étrangères dans ce secteur. L'Italie est de plus le 1^{er} pays étranger pourvoyeur d'emplois dans le secteur équipements médico-chirurgicaux en France.

L'Île-de-France a accueilli près d'un projet italien sur trois (32 %). Viennent ensuite Auvergne-Rhône-Alpes (14 %) et Pays de la Loire (11 %).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS ITALIENS EN EUROPE

La France est la 1^{re} destination européenne des projets d'investissement des firmes italiennes. Près de 43 % des décisions d'investissement ont ciblé la France en 2019. Elle est suivie dans ce classement par l'Espagne et l'Allemagne, avec respectivement 9 % et 8 % des décisions d'investissement italiennes².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Assicurazioni Generali : 1^{er} groupe d'assurance italien (3^e au niveau mondial), Assicurazioni Generali a procédé en 2019, dans le cadre de son plan stratégique, à l'acquisition de l'entreprise française Sycomore, réalisant ainsi un investissement de l'ordre de 200 millions d'euros. La société a également confirmé sa volonté de se développer en France en créant 20 nouveaux emplois.

C.L.N. S.P.A. : spécialisé dans l'ingénierie, l'emboîtement, le profilage et l'assemblage de pièces structurales, composants, modules et sous-ensembles en acier, le groupe C.L.N. S.P.A. a décidé de créer un nouveau site industriel de 10 000 m² à Cravanche (Bourgogne-Franche-Comté) pour y lancer une nouvelle activité de ferrage. 10 millions d'euros seront investis sur ce site. La production débutera en 2020 avec l'embauche de 50 personnes et la création de 120 postes à terme.

CHIESI FARMACEUTICI S.P.A. : le groupe Chiesi est le 2^e laboratoire pharmaceutique italien et l'un des leaders mondiaux dans les thérapies pneumologiques, la médecine néonatale et les maladies rares. Présent en France depuis 1992, le groupe annonce en 2019 un investissement de 50 millions d'euros sur son site en région Centre-Val de Loire pour la production de sprays pour traiter l'asthme et la broncho-pneumopathie chronique obstructive. Cet investissement permet la création d'une trentaine d'emplois.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	31	768	26 %	35 %	9 %	15 %
<i>dont primo-implantation</i>	13	167	11 %	8 %	5 %	5 %
<i>dont QG France</i>	18	601	15 %	27 %	24 %	39 %
Logistique	9	89	8 %	4 %	13 %	3 %
Point de vente	13	168	11 %	8 %	7 %	4 %
Production / Réalisation	30	697	25 %	32 %	8 %	5 %
R&D, ingénierie, design	20	259	17 %	12 %	13 %	7 %
<i>dont R&D</i>	6	159	5 %	7 %	6 %	6 %
Services aux entreprises	8	81	7 %	4 %	4 %	1 %
Services aux particuliers	7	137	6 %	6 %	6 %	5 %
Total général	118	2199	100 %	100 %	8 %	6 %

* Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 26 % des investissements italiens en France sont des centres de décision et 9 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises italiennes.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	15	351	13 %	16 %	20 %	19 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	12	147	10 %	7 %	22 %	17 %
Logiciels et prestations informatiques	12	101	10 %	5 %	6 %	2 %
Machines et équipements mécaniques	10	123	8 %	6 %	11 %	7 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	8	163	7 %	7 %	7 %	4 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	7	135	6 %	6 %	16 %	9 %
BTP, matériaux de construction	7	117	6 %	5 %	18 %	13 %
Transport, stockage	6	72	5 %	3 %	7 %	3 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	5	70	4 %	3 %	7 %	6 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	4	243	3 %	11 %	13 %	8 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	4	64	3 %	3 %	14 %	13 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	4	53	3 %	2 %	8 %	5 %
Ameublement et équipement du foyer	4	47	3 %	2 %	14 %	8 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	212	3 %	10 %	7 %	29 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	80	3 %	4 %	9 %	10 %
Métaux, travail des métaux	3	63	3 %	3 %	10 %	4 %
Chimie, plasturgie	3	49	3 %	2 %	5 %	4 %
Services financiers, bancaires et assurances	2	25	2 %	1 %	5 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	20	2 %	1 %	4 %	1 %
Autres activités de services	2	14	2 %	1 %	9 %	9 %
Commerce et distribution	1	40	1 %	2 %	1 %	1 %
Immobilier et bureaux d'affaires	1	10	1 %	0,5 %	11 %	11 %
Total général	118	2199	100 %	100 %	8 %	6 %

* Part des investissements italiens dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 13 % des investissements italiens en France s'orientent dans le secteur du textile, textile industriel, habillement et accessoires, et 20 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises italiennes.


JAPON
EN FLUX
57
 projets
 (Business France)

952
 emplois
 (Business France)

EN STOCK
+ de 510
 entreprises
 en France
 (Eurostat)

+ de 98 000
 salariés
 (Insee)

12 Mde
 stock d'IDE¹
 10^e rang
 (Banque de France)

7,7 Mde
 exportations
 françaises
 12^e rang
 (Douanes françaises)

223
 entreprises
 présentes dans
 Forbes 2000

Le Japon est à l'origine de 57 projets d'investissement en France en 2019. Ces projets ont permis la création ou le maintien de 952 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES JAPONAISES EN FRANCE

Le nombre d'entreprises japonaises présentes en France se chiffre à plus de 510. Ces entreprises emploient plus de 98 000 salariés.

En 2019, 57 projets d'investissement japonais créateurs d'emploi ont été recensés en France. Ces investissements ont permis la création ou le maintien de 952 emplois en France.

Près de la moitié (47 %) de ces projets s'orientent vers les activités de production et réalisation, et totalisent près d'un tiers (32 %) des emplois créés ou maintenus par les firmes japonaises en France.

Outre la production, les investissements dans les fonctions de centre de décision représentent 23 % des investissements totaux. Il s'agit principalement de primo-implantations nationales. La R&D constitue le 3^e pôle et enregistre plus de 12 % des projets.

La répartition sectorielle de ces projets indique la prédominance du secteur des machines et équipement mécanique qui accueille près de 23 % des décisions d'investissement japonaises en France. Sur les autres secteurs d'activité, on note une

répartition presque homogène. En ce qui concerne les emplois, le secteur des logiciels et prestations informatiques est le plus important : 24 % des emplois issus d'investissements japonais en France rentrent dans cette catégorie.

L'investissement japonais en France se localise principalement en Île-de-France, qui a accueilli 35 % des projets. Viennent ensuite l'Auvergne-Rhône-Alpes (16 % des projets), l'Occitanie (12 %), le Grand Est (11 %) et la Bourgogne Franche-Comté (9 %).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS JAPONAIS EN EUROPE

Cette année, la France occupe la 3^e position du classement des pays de destination des investissements japonais créateurs d'emploi en Europe, avec 11 % des projets ciblant l'Hexagone. Elle devance ainsi les Pays-Bas (10 %) et se positionne derrière le Royaume-Uni (19 %) et l'Allemagne (19 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Taisho Pharmaceutical Holdings : leader japonais et 8^e rang mondial dans la production d'anti-inflammatoires et de traitements du rhume et de la grippe, Taisho Pharma a annoncé l'acquisition d'UPSA, filiale française du groupe américain Bristol-Myers Squibb, au 1^{er} juillet 2019. UPSA emploie environ 1 300 collaborateurs sur ses deux unités de production à Agen et près de 250 à son siège social de Rueil-Malmaison. Cet investissement, qui se fera en maintenant la marque et l'identité d'UPSA, permettra à Taisho Pharma de disposer de sa première base industrielle en Europe.

TOP 5 DES ENTREPRISES JAPONAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
TOYOTA MOTOR CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers	4 000 - 4 500
NTN CORPORATION	Constructeurs automobiles et équipementiers	4 000 - 4 500
RICOH CO. LTD.	Équipements électriques, électroniques, informatiques	2 000 - 2 500
FAST RETAILING CO. LTD.	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	3 500 - 4 000
BRIDGESTONE	Constructeurs automobiles et équipementiers	3 500 - 4 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour le Japon était de 16,6 Mde.

² Observatoire Europe, Business France.

Toyota Motor Corporation : la firme a annoncé le projet d'extension de son usine d'assemblage automobile à Onnaing (Hauts-de-France) pour le lancement d'un deuxième modèle de véhicule utilitaire sport (SUV). En 2018, le groupe a investi 300 millions d'euros pour produire un nouveau modèle de véhicule. Cette nouvelle annonce porte sur un investissement supplémentaire de 100 M€. Les premiers modèles sortiront de l'usine courant 2021. Ils concrétiseront son ambition de produire 300 000 véhicules par an (contre 224 000 en 2019).

ALE Co. Ltd. : connue pour son projet d'étoiles filantes artificielles, l'entreprise a installé son premier bureau européen au sein du centre d'innovation aéronautique, l'espace et les systèmes embarqués. Créé en 2011, ALE vise à améliorer les modèles de prévisions climatiques et la prédiction d'événements météorologiques extrêmes. Son implantation à Toulouse devrait inciter un plus grand nombre de startups japonaises à s'intéresser à la France pour y développer leurs technologies.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	13	63	23 %	7 %	4 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	11	53	19 %	6 %	4 %	2 %
<i>dont QG France</i>	1	5	2 %	1 %	1 %	0,3 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	1	5	2 %	1 %	3 %	1 %
Logistique	1	25	2 %	3 %	1 %	1 %
Point de vente	3	69	5 %	7 %	2 %	2 %
Production / Réalisation	27	308	47 %	32 %	7 %	2 %
R&D, ingénierie, design	7	405	12 %	43 %	4 %	11 %
<i>dont R&D</i>	4	35	7 %	4 %	4 %	1 %
Services aux entreprises	5	62	9 %	7 %	3 %	1 %
Services aux particuliers	1	20	2 %	2 %	1 %	1 %
Total général	57	952	100 %	100 %	4 %	2 %

* Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 23 % des investissements japonais en France sont des centres de décision et 4 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises japonaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Machines et équipements mécaniques	13	143	23 %	15 %	14 %	8 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	5	97	9 %	10 %	7 %	5 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	4	35	7 %	4 %	5 %	3 %
Chimie, plasturgie	4	33	7 %	3 %	7 %	2 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	4	39	7 %	4 %	9 %	5 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	3	160	5 %	17 %	3 %	4 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	3	32	5 %	3 %	6 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	30	5 %	3 %	6 %	3 %
Logiciels et prestations informatiques	3	230	5 %	24 %	2 %	5 %
Parfums, cosmétiques	3	38	5 %	4 %	17 %	13 %
Composants électroniques	2	42	4 %	4 %	11 %	16 %
Électronique grand public	2	25	4 %	3 %	15 %	11 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	28	4 %	3 %	7 %	6 %
Ameublement et équipement du foyer	1	5	2 %	1 %	4 %	1 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	3	2 %	0,3 %	3 %	0,1 %
Médias, édition	1	2	2 %	0,2 %	10 %	2 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	2	2 %	0,2 %	2 %	0,2 %
Transport, stockage	1	3	2 %	0,3 %	1 %	0,1 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	5	2 %	1 %	3 %	1 %
Total général	57	952	100 %	100 %	4 %	2 %

* Part des investissements japonais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 23 % des investissements japonais en France s'orientent dans le secteur machines et équipements mécaniques, et 14 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises japonaises.



LUXEMBOURG

EN FLUX

23
projets
(Business France)

759
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 1 500
entreprises en France¹
(Eurostat)

+ de 70 000
salariés
(Eurostat)

161 Mde
stock d'IDE²
1^{er} rang
(Banque de France)

2,5 Mde
exportations françaises
37^e rang
(Douanes françaises)

7
entreprises présentes dans Forbes 2000

En 2019, les investissements luxembourgeois en France sont en forte hausse : 23 projets, ayant permis la création ou le maintien de plus de 750 emplois, ont été recensés en France.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES LUXEMBOURGOISES EN FRANCE

Plus de 1500 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur luxembourgeois. Elles emploient plus de 70 000 personnes en France. En 2019, 23 projets d'investissement luxembourgeois ont été recensés dans l'Hexagone. Ils ont permis la création ou le maintien de 759 emplois, soit deux fois plus qu'en 2018.

En 2019, les investissements luxembourgeois privilégient très largement les activités de production (43 % des projets et 86 % des emplois), les centres de décision (22 % des projets) et les services aux entreprises (22 % des projets).

Les entreprises luxembourgeoises investissent avant tout dans le secteur des métaux et travail des métaux (26 % des projets pour 64 % des emplois). Le Luxembourg se distingue dans ce secteur puisqu'il représente 21 % des projets étrangers et 33 % des emplois induits au niveau

national dans celui-ci. Ce sont principalement les activités du groupe ArcelorMittal qui expliquent l'importance de ce pays dans ce secteur. Les secteurs logiciels et prestations informatiques (13 % des projets) et chimie, plasturgie (15 % des emplois) occupent aussi une place centrale dans les investissements luxembourgeois en France.

Ces investissements se localisent majoritairement en Île-de-France (26 % des projets), en Hauts-de-France (22 % des projets et 57 % des emplois) et en Bourgogne-Franche-Comté (17 % des projets).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS LUXEMBOURGOIS EN EUROPE

Entre 2017 et 2019, la France a été le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi réalisés en Europe par des entreprises luxembourgeoises. Elle a accueilli 44 % des investissements de ce pays, devant l'Allemagne (12 %) et le Royaume-Uni (7 %)³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Talkwalker : fondée en 2009, l'ancienne startup, qui a mis au point un outil de veille et d'analyse du web et des réseaux sociaux, a connu ces dernières années une forte croissance et est devenue leader mondial dans ce domaine. L'année 2019 aura été marquée par l'ouverture de sa sixième implantation internationale, en France, à Paris. Cette antenne, qui emploie une dizaine de personnes, va permettre à Talkwalker de pénétrer de manière plus directe le marché français et de consolider les liens avec ses clients et partenaires actuels.

TOP 5 DES ENTREPRISES LUXEMBOURGOISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
ARCELORMITTAL	Métaux, travail des métaux	16 000
SOLUTION 30 SE	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet / Logiciels et prestations informatiques	3 000
APERAM S.A.	Métaux, travail des métaux	2 500 - 3 000
ARDAGH GROUP S.A.	Verre, céramique, minéraux, bois, papier / Métaux, travail des métaux	1 000-1 500
INTERNATIONAL TECHNOLOGY SOLUTIONS (ITS) (FRANCE LOISIRS)	Commerce et distribution	1 000-1 500

¹ L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour le Luxembourg était de 33,5 Mde.

³ Observatoire Europe, Business France.

LuxTrust : fondé en 2005, le Luxembourgeois LuxTrust propose aux particuliers et aux entreprises une solution de gestion des identités numériques et offre des services sécurisés de signatures et cachets électroniques. Après l'entrée au capital à hauteur de 50 % de l'Italien InfoCert en 2018, il décide de renforcer sa présence en Europe avec notamment l'ouverture d'un bureau de représentation à Paris, qui générera la création d'une dizaine d'emplois.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	41	22 %	5 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	36	17 %	5 %	2 %	1 %
<i>dont QG France</i>	1	5	4 %	1 %	1 %	0,3 %
Point de vente	1	4	4 %	1 %	1 %	0,1 %
Production / Réalisation	10	655	43 %	86 %	3 %	5 %
R&D, ingénierie, design	1	3	4 %	0,4 %	1 %	0,1 %
<i>dont R&D</i>	1	3	4 %	0,4 %	1 %	0,1 %
Services aux entreprises	5	51	22 %	7 %	3 %	1 %
Services aux particuliers	1	5	4 %	1 %	1 %	0,2 %
Total général	23	759	100 %	100 %	2 %	2 %

*Part des investissements luxembourgeois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 43 % des investissements luxembourgeois en France sont des activités de production et 3 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises luxembourgeoises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Métaux, travail des métaux	6	489	26 %	64 %	21 %	33 %
Logiciels et prestations informatiques	3	31	13 %	4 %	2 %	1 %
Chimie, plasturgie	2	113	9 %	15 %	3 %	8 %
Transport, stockage	2	40	9 %	5 %	2 %	2 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	25	4 %	3 %	2 %	3 %
Machines et équipements mécaniques	1	21	4 %	3 %	1 %	1 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	10	4 %	1 %	2 %	1 %
Immobilier et bureaux d'affaires	1	8	4 %	1 %	11 %	9 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	5	4 %	1 %	1 %	0,3 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	5	4 %	1 %	2 %	0,4 %
Éducation et formation	1	5	4 %	0,7 %	11 %	9 %
Commerce et distribution	1	4	4 %	1 %	1 %	0,1 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	2	4 %	0,3 %	1 %	0,05 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	1	4 %	0,1 %	4 %	0,2 %
Total général	23	759	100 %	100 %	2 %	2 %

*Part des investissements luxembourgeois dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 26 % des investissements luxembourgeois en France relèvent du secteur des métaux, travail des métaux et 21 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises luxembourgeoises.



MAGHREB

EN FLUX

 **15**
projets
(Business France)

 **283**
emplois
(Business France)

EN STOCK

 **500**
entreprises
en France
(Orbis)

 **+ de 5 700**
salariés
(Orbis)

 **2,7**
Md€
stock d'IDE²
(Banque de France)

 **13,4**
Md€
exportations
françaises
(Douanes françaises)

 **3**
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 15 décisions d'investissement en provenance des pays du Maghreb¹ ont été recensées en France. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de 283 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES DU MAGHREB EN FRANCE

La présence d'entreprises originaires des pays du Maghreb en France se chiffre à près de 500 entreprises qui emploient plus de 5 700 salariés.

En 2019, la France a accueilli 15 projets d'investissement créateurs d'emploi provenant des pays du Maghreb. Ces investissements ont permis de créer ou de sauvegarder 283 emplois.

Les investissements des pays du Maghreb privilégient les fonctions de centre de décision (47 % des projets) et de production (33 % des projets). Ces deux fonctions génèrent respectivement 65 % et 23 % des emplois.

Le secteur logiciels et prestations informatiques (20 %) et celui des équipements

électriques et électroniques (20 %) enregistrent le plus grand nombre de projets cette année. Ils génèrent plus de la moitié (52 %) des emplois.

Ces projets sont localisés en premier lieu en Île-de-France (40 %), suivie de l'Occitanie et de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui accueillent chacune 20 % des projets.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS DU MAGHREB EN EUROPE

En 2019, les investissements créateurs d'emploi originaires des pays du Maghreb restent limités en Europe. La France est le 1^{er} pays de destination de ces investissements³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Enova Robotics / Diva Robotics (Tunisie) : la jeune entreprise tunisienne Enova Robotics, spécialisée dans la conception et la fabrication de robots mobiles autonomes de services, a créé une filiale en France, Diva Robotics, basée à Brétigny-sur-Orge, qui va s'occuper principalement du développement commercial sur le marché européen et de l'innovation, en particulier sur la partie software. Cette implantation va s'accompagner de la création d'une douzaine d'emplois sur trois ans.

TOP 5 DES ENTREPRISES DU MAGHREB EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SPA CEVITAL (BRANDT, OXXO) - Algérie	Chimie, plasturgie	2 000
ATTIJARIWAFABANK - Maroc	Services financiers, bancaires et assurances	300
GRUPE OUTSOURCIA - Maroc	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	200-300
BMCE BANK (BMCE EUROSERVICES, BBI, BOA) - Maroc	Services financiers, bancaires et assurances	200-300
HIGHTECH PAYMENT SYSTEMS (HPS, ACPQUALIFE) - Maroc	Logiciels et prestations informatiques / Services financiers, bancaires et assurances	100-150

¹ Algérie, Libye, Maroc, Tunisie, Mauritanie.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour les pays du Maghreb était de 2,7 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

OT2S (Tunisie) : née de la fusion des activités de deux startups et du groupe tunisien OneTech, OT2S a été créée à Toulouse pour fournir des solutions complètes en électronique, software embarqué, digital software et plateforme cloud dans les domaines de l'automobile connectée et de la ville connectée. La filiale créera une quinzaine d'emplois la première année puis envisage d'atteindre 50 employés la deuxième année et 100 employés d'ici trois ans.

AloExpert / SGPP Europe (Maroc) : cette startup a conçu une plateforme mettant en relation des travailleurs indépendants et les besoins de particuliers en réparation/maintenance. Après un déploiement réussi dans plusieurs villes du Maroc, elle vient d'établir sa première implantation commerciale en Europe (3 emplois concernés) à Toulouse et va y relocaliser l'activité R&D, actuellement en Inde (sept emplois concernés).

Atlan Space (Maroc) : cette startup marocaine a développé des véhicules aériens guidés par l'IA effectuant de la surveillance maritime, notamment pour lutter contre la pêche illégale. Elle a choisi d'établir son hub international pour ses activités commerciale et de R&D à Paris, et va créer une douzaine d'emplois sur trois ans.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE		PART (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Tunisie	7	157	47 %	55%
Maroc	7	113	47 %	40 %
Algérie	1	13	7 %	5 %
Total général	15	283	100 %	100 %

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	7	185	47 %	65 %	2 %	4 %
<i>dont primo-implantation</i>	5	172	33 %	61 %	2 %	5 %
<i>dont QG Monde / Europe</i>	2	13	13 %	5 %	6 %	3 %
Production / Réalisation	5	66	33 %	23 %	1 %	0,5 %
R&D, Ingénierie, design	3	32	20 %	11 %	2 %	1 %
<i>dont R&D</i>	2	22	13 %	8 %	2 %	1 %
Total général	15	283	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements des pays du Maghreb dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 47 % des investissements des pays du Maghreb en France sont des activités de centre de décision et 2 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises des pays du Maghreb.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	3	118	20 %	42 %	2 %	2 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	3	29	20 %	10 %	6 %	3 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	2	60	13 %	21 %	2 %	1 %
BTP, matériaux de construction	2	23	13 %	8 %	5 %	3 %
Métaux, travail des métaux	1	18	7 %	6 %	3 %	1 %
Chimie, plasturgie	1	15	7 %	5 %	2 %	1 %
Parfums, cosmétiques	1	10	7 %	4 %	6 %	3 %
Autres activités de services	1	5	7 %	2 %	5 %	3 %
Commerce et distribution	1	5	7 %	2 %	1 %	0,1 %
Total général	15	283	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements des pays du Maghreb dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 20 % des investissements des pays du Maghreb en France relèvent du secteur des logiciels et prestations informatiques, et 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des pays du Maghreb.



PAYS-BAS

EN FLUX

63

 projets
 (Business France)

1 590

 emplois
 (Business France)

EN STOCK

 + de
1 100

 entreprises
 en France¹
 (Eurostat)

 + de
200 000

 salariés
 (Eurostat)

94
 Md€

 stock d'IDE²
 3^e rang
 (Banque de France)

17,5
 Md€

 exportations
 françaises
 9^e rang
 (Douanes françaises)

25
 entreprises
 présentes dans
 Forbes 2000

Les Pays-Bas sont à l'origine de 63 projets d'investissement étrangers en France en 2019. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de près de 1 600 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN FRANCE

Plus de 1100 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur néerlandais. Elles emploient plus de 200 000 salariés. En 2019, 63 décisions d'investissement provenant des Pays-Bas ont été recensées en France. Elles ont permis la création ou la sauvegarde de 1590 emplois.

En 2019, les investissements néerlandais en France restent avant tout des activités de services aux particuliers (52 % des projets et 31 % des emplois). Ces projets correspondent majoritairement à l'extension du réseau de salles de sport Basic-Fit sur l'ensemble du territoire français. Les activités de production correspondent aussi à une part significative des projets provenant des Pays-Bas (16 % des projets et 15 % des emplois).

Les investissements néerlandais se concentrent principalement dans les activités sportives et récréatives (49 % des projets et 25 % des emplois) et le conseil aux entreprises (8 % des projets et 37 % des emplois). Le secteur transport, stockage est quant à lui à l'origine de 11 % des emplois générés par les projets de ce pays.

Les investissements néerlandais se localisent principalement en Île-de-France (19 % des projets et 16 % des emplois), en Auvergne-Rhône-Alpes (19 % des projets et 7 % des emplois) et en Hauts-de-France (16 % des projets et 41 % des emplois).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS NÉERLANDAIS EN EUROPE

En 2019, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements néerlandais créateurs d'emploi en Europe (29 % des projets), devant l'Allemagne (17 %) et l'Espagne (9 %)³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Kloosterboer : le logisticien néerlandais, déjà implanté en France à Harnes (Hauts-de-France) où il exploite une unité de congélation pour le groupe McCain, a choisi Arras dans la même région pour implanter un nouvel entrepôt logistique sous température dirigée de 20 000 m², dont la mise en service est prévue pour fin 2020. Cet investissement de plus de 50 millions d'euros devrait permettre la création de 70 emplois.

TOP 5 DES ENTREPRISES NÉERLANDAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
RANDSTAD	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	14 000
HEINEKEN	Agroalimentaire	4 100
UNILEVER	Agroalimentaire / Parfums, cosmétiques	2 200
AKZONOBEL	Chimie, plasturgie	1 500
HENDRIX GENETICS	Agroalimentaire	1 000

¹ L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour les Pays-Bas était de 34,6 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Action : le groupe de retail néerlandais poursuit son expansion en France avec l'ouverture de plus de 75 nouveaux points de vente en 2019 et la création de 1300 emplois. Afin de garantir un approvisionnement régulier de ces nouveaux points de vente, ce géant du discount ouvrira également les portes de sa 4^e plateforme logistique à Verrières-en-Anjou (Pays de la Loire). Cet investissement entraînera la création de près de 500 emplois sur trois ans via un partenaire logisticien.

NewCold : disposant déjà d'une implantation en Normandie, NewCold prévoit la construction à Montauban-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) d'une plateforme logistique d'une surface de près de 24 000 m² sur un terrain de 14 ha. Cet investissement de près de 78 millions d'euros va se traduire par la création de 70 emplois. L'entrepôt, qui devrait être opérationnel en juillet 2020, sera dédié au stockage de produits surgelés à -20 °C pour le compte du fabricant de crèmes glacées Froneri.

Basic-Fit : cette chaîne de salles de sport low cost poursuit son développement en France à un rythme très élevé avec une centaine de nouvelles salles ouvertes accompagnée de la création d'environ 400 emplois.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	6	60	10 %	4 %	2 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	4	40	6 %	3 %	2 %	1 %
<i>dont QG France</i>	2	20	3 %	1 %	3 %	1 %
Logistique	5	192	8 %	12 %	7 %	6 %
Point de vente	2	9	3 %	1 %	1 %	0,2 %
Production / Réalisation	10	231	16 %	15 %	3 %	2 %
R&D, ingénierie, design	2	17	3 %	1 %	1 %	0,5 %
<i>dont R&D</i>	2	17	3 %	1 %	2 %	1 %
Services aux entreprises	5	586	8 %	37 %	3 %	10 %
Services aux particuliers	33	495	52 %	31 %	29 %	17 %
Total général	63	1590	100 %	100 %	4 %	4 %

* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 52 % des investissements néerlandais en France sont des activités de services aux particuliers et 29 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises néerlandaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Activités sportives, récréatives et de loisirs	31	397	49 %	25 %	91 %	64 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	5	585	8 %	37 %	4 %	14 %
Transport, stockage	4	172	6 %	11 %	5 %	8 %
Machines et équipements mécaniques	4	41	6 %	3 %	4 %	2 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	3	75	5 %	5 %	4 %	7 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	2	98	3 %	6 %	5 %	6 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	2	60	3 %	4 %	6 %	7 %
Logiciels et prestations informatiques	2	22	3 %	1 %	1 %	0,4 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	2	15	3 %	1 %	4 %	2 %
Commerce et distribution	2	9	3 %	1 %	1 %	0,2 %
Chimie, plasturgie	1	72	2 %	5 %	2 %	5 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	15	2 %	1 %	2 %	1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	10	2 %	0,6 %	2 %	1 %
Métaux, travail des métaux	1	10	2 %	0,6 %	3 %	1 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	5	2 %	0,3 %	1 %	0,3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	4	2 %	0,3 %	2 %	0,4 %
Total général	63	1590	100 %	100 %	4 %	4 %

* Part des investissements néerlandais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 49 % des investissements néerlandais en France relèvent du secteur des activités sportives et récréatives, et 91 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises néerlandaises.



PECO + RUSSIE

EN FLUX

14

projets
(Business France)

638

emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 170

entreprises
en France²
(Eurostat)

+ de 6 000

salariés
(Eurostat)

1 928
M€

stock d'IDE³
(Banque de France)

35,7
Md€

exportations
françaises
(Douanes françaises)

32

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 14 projets d'investissement originaires des pays d'Europe centrale et orientale¹ et de Russie ont permis la création ou la sauvegarde de plus de 600 emplois en France.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES DE LA ZONE PECO ET DE LA RUSSIE EN FRANCE

Plus de 170 entreprises des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et de Russie sont présentes en France, où elles emploient plus de 6 000 personnes. En 2019, 14 projets issus de ces pays ont permis la création ou le maintien de 638 emplois.

Près de la moitié des projets issus de cette zone concerne des activités de production, ceux-ci correspondant à 71 % des emplois générés par les investissements des PECO et de la Russie en France. Plusieurs projets de reprise conséquents réalisés en 2019 expliquent la place des activités de production dans les investissements provenant de cette zone.

Ces investissements se concentrent dans les secteurs logiciels et prestations informatiques (4 projets et 11 % des emplois)

et ameublement (3 projets et 24 % des emplois).

Les projets des entreprises de cette zone se localisent principalement en Hauts-de-France (4 projets et 35 % des emplois) et en Nouvelle-Aquitaine (3 projets et 36 % des emplois).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS DE LA ZONE PECO ET DE LA RUSSIE EN EUROPE

Sur les deux dernières années, le Royaume-Uni est le 1^{er} pays d'accueil des investissements créateurs d'emploi en Europe provenant d'entreprises des PECO et de Russie (13 % des projets), devant la Roumanie (10 %) et la Lituanie (10 %). La France est pour sa part destinataire de 7 % de ces projets⁴.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Comarch (Pologne) : l'éditeur, intégrateur et hébergeur de logiciels et de services informatiques originaire de Pologne a poursuivi en 2019 son expansion en France avec des recrutements sur son site principal à Lezennes (Hauts-de-France) et dans son centre de R&D à Grenoble (Auvergne-Rhône-Alpes). De plus, l'entreprise a inauguré un nouveau bureau à Lyon (Auvergne-Rhône-Alpes). Ces projets ont permis la création de 20 emplois supplémentaires.

TOP 5 DES ENTREPRISES DE LA ZONE PECO ET DE LA RUSSIE EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
RZHD - CHEMINS DE FER RUSSE (GEFCO) - Russie	Transport, stockage	3000
CZECH MEDIA INVEST - République tchèque	Médias, édition	1000 - 1500
WIELTON - Pologne	Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	400
PLASTIWELL - Pologne	Chimie, plasturgie	300-400
R. K. KARKOSIK - BORYSZEW - Pologne	Chimie, plasturgie	100-200

¹ Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

² L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

³ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018, données disponibles pour la Hongrie, la République tchèque et la Russie.

⁴ Observatoire Europe, Business France.

Chemet SA (Pologne) : plus grand fabricant polonais de citernes transportables, fixes et de wagons-citernes pour le transport de gaz liquéfié, Chemet SA a repris son concurrent français Gaz Liquéfié International (GLI), qui était en redressement judiciaire. Cette reprise a permis de sauvegarder plusieurs centaines d'emplois sur les deux sites de GLI, respectivement à Bischwiller (Grand Est) et Civray (Nouvelle-Aquitaine).

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Pologne	7	323
Russie	3	90
Estonie	2	80
République tchèque	2	145
Total général	14	638

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	2	55	14 %	9 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	2	55	14 %	9 %	1 %	2 %
Logistique	2	85	14 %	13 %	3 %	3 %
Production / Réalisation	6	450	43 %	71 %	2 %	3 %
R&D, ingénierie, design	1	5	7 %	1 %	1 %	0,1 %
Services aux entreprises	2	13	14 %	2 %	1 %	0,2 %
Services aux particuliers	1	30	7 %	5 %	1 %	1 %
Total général	14	638	100 %	100 %	1 %	2 %

* Part des investissements de la zone PECO et Russie dans le total des investissements de chaque fonction. Grille de lecture : en 2019, 43 % des investissements des PECO et de la Russie destinés à la France relèvent d'activités de production et 2 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises des PECO.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logiciels et prestations informatiques	4	68	29 %	11 %	2 %	1 %
Ameublement et équipement du foyer	3	153	21 %	24 %	11 %	25 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	140	7 %	22 %	2 %	16 %
Métaux, travail des métaux	1	140	7 %	22 %	3 %	9 %
Commerce et distribution	1	75	7 %	12 %	1 %	2 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	30	7 %	5 %	2 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	17	7 %	3 %	2 %	1 %
Transport, stockage	1	10	7 %	2 %	1 %	0,5 %
BTP, matériaux de construction	1	5	7 %	1 %	3 %	1 %
Total général	14	638	100 %	100 %	1 %	2 %

* Part des investissements de la zone PECO et Russie dans le total des investissements de chaque secteur. Grille de lecture : en 2019, 29 % des investissements des PECO et de la Russie destinés à la France s'orientent dans le secteur logiciels et prestations informatiques et 2 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des PECO.



PMO

EN FLUX

8
projets
(Business France)

209
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de
500
entreprises
en France
(Orbis)

30 000
salariés
(Orbis)

9,7
Mde
stock d'IDE²
(Banque de France)

15,6
Mde
exportations
françaises
(Douanes françaises)

40
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 8 décisions d'investissement créateur d'emploi des pays du Proche et Moyen-Orient¹ (PMO) ont été recensées en France. Ces projets ont permis la création ou la sauvegarde de plus de 200 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES DU PROCHE ET MOYEN-ORIENT EN FRANCE

Plus de 500 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur originaire des pays du PMO, employant 30 000 salariés en France. En 2019, huit nouvelles décisions d'investissement en provenance des pays du PMO ont permis la création ou le maintien de 209 emplois.

En 2019, les investissements des pays du PMO proviennent des Émirats arabes unis (4 projets), du Koweït (2 projets), d'Arabie saoudite (1 projet) et du Liban (1 projet).

Ces projets concernent en large majorité des activités de production (5 projets et 84 emplois) et de logistique (2 projets et 110 emplois).

Les projets d'investissement des pays du PMO sont diversifiés en termes de secteurs

d'activité, avec notamment deux projets dans les secteurs transport et stockage à l'origine de plus de la moitié des emplois induits par les investissements en provenance de cette zone.

Les entreprises des pays du PMO ont principalement investi en Normandie et dans le Grand Est, ces deux régions ayant chacune accueilli deux projets d'entreprises des pays du PMO.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS DU PROCHE ET MOYEN-ORIENT EN EUROPE

Entre 2017 et 2019, le Royaume-Uni est le 1^{er} pays d'accueil européen des investissements provenant du PMO. Il est destinataire de 28 % des projets créateurs d'emploi de cette origine en Europe, devant l'Espagne (14 %). La France a accueilli 9 % des projets issus de cette zone.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

DP World (Émirats arabes unis) : ce groupe émirati a investi au Havre (Normandie) dans la construction et l'exploitation d'un terminal à conteneurs grâce à sa joint-venture créée avec CMA CGM. Il comprendra deux postes à quai de 700 mètres de long, donnant au grand port maritime du Havre une capacité additionnelle de traitement équivalente à 1 million de conteneurs. Cet investissement de 154 millions d'euros, dont près de la moitié provient de l'investisseur et l'autre partie de l'État et la région Normandie, générera 200 emplois.

TOP 5 DES ENTREPRISES DU PROCHE ET MOYEN-ORIENT EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
AL MANNAI CORPORATION (GFI INFORMATIQUE) - Qatar	Services financiers, bancaires et assurances / Logiciels et prestations informatiques	20 000
MERIT CORPORATION (J. SAADÉ) (CMA CGM) - Liban	Transport, stockage	4 000
DIVINE INVESTMENTS (PRINTEMPS) - Qatar	Services financiers, bancaires et assurances / Commerce et distribution	2 500 - 3 000
KATARA HOSPITALITY (PENINSULA) - Qatar	Hôtellerie	1 000 - 1 500
CONSTELLATION HOTELS - Qatar	Hôtellerie	500 - 1 000

¹ Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Yémen.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour les pays du PMO était de 11,3 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Sahul Group (Émirats arabes unis) : détenue par un investisseur indien, cette entreprise émiratie a implanté un site de fabrication de téléphonie mobile haut de gamme. L'investissement de démarrage sera de 30 à 35 millions d'euros et devrait générer une trentaine d'emplois. La volonté de s'implanter en France est justifiée par la recherche d'un écosystème industriel performant et d'une image de prestige liée à un produit d'excellence apportée par l'indication « designed and made in France ».

Aramco (Arabie saoudite) : en partenariat avec le groupe IFP Energies nouvelles, l'entreprise saoudienne Aramco investit 2 millions d'euros dans la création d'un centre R&D pour renforcer les capacités technologiques saoudiennes dans les secteurs pétrolier et pétrochimique. Cet investissement de 2 M€ permettra la création de 10 emplois, essentiellement des ingénieurs et des chercheurs.

Agility (Koweït) : leader koweïtien de la logistique, Agility crée une plateforme multimodale de 26 000 m² à Blotzheim (Grand Est). Cet investissement de 5 millions d'euros va créer 10 emplois en 2020, en plus des 20 déjà existants. Cette plateforme multimodale est stratégiquement localisée, dans le périmètre de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, de Weil-am-Rhein (Allemagne) et de Mulhouse. Elle propose de plus des services d'acheminement par le Rhin jusqu'à Anvers et Rotterdam.

RÉPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE

Pays d'origine	NOMBRE	
	Projets	Emplois
Émirats arabes unis	4	181
Koweït	2	14
Arabie saoudite	1	11
Liban	1	3
Total général	8	209

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Logistique	2	110	25 %	53 %	3 %	3 %
Production / Réalisation	5	84	63 %	40 %	1 %	1 %
R&D, ingénierie, design	1	15	13 %	7 %	1 %	0,4 %
Total général	8	209	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements des pays du PMO dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 63 % des investissements des pays du PMO en France sont des activités de production et 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relève d'entreprises des pays du PMO.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Transport, stockage	2	110	25 %	53 %	2 %	5 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	36	13 %	17 %	3 %	1 %
Électronique grand public	1	30	13 %	14 %	8 %	13 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	15	13 %	7,2 %	2 %	2 %
Chimie, plasturgie	1	11	13 %	5 %	2 %	1 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	4	13 %	2 %	2 %	0,2 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	3	13 %	1 %	3 %	0,4 %
Total général	8	209	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements des pays du PMO dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 25 % des investissements des pays du PMO en France s'orientent vers le secteur du transport, stockage et 2 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises des pays du PMO.



PORTUGAL

EN FLUX

6

projets
(Business France)

357

emplois
(Business France)

EN STOCK

400

entreprises
en France
(Orbis)

7 600

salariés
(Eurostat)

2 Mde

stock d'IDE¹
21^e rang
(Banque de France)

7,1 Mde

exportations
françaises
13^e rang
(Douanes françaises)

4

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 6 projets d'investissement d'origine portugaise ont permis la création de 357 emplois en France. Une progression de 34 % par rapport à l'année passée.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES PORTUGAISES EN FRANCE

Environ 400 entreprises portugaises sont implantées en France. Elles engendrent quelque 7 600 emplois sur le territoire. En 2019, 6 projets d'investissement issus d'entreprises portugaises ont permis la création de 357 emplois, soit 34 % de plus qu'en 2018.

Les projets créateurs d'emploi d'origine portugaise en France concernent les activités industrielles et les services aux entreprises.

Les investissements portugais sont sectoriellement diversifiés, les emplois créés sont cependant plus importants en conseil et

services opérationnels aux entreprises (110 emplois créés) ainsi qu'en BTP, matériaux de construction (100 emplois créés).

L'Occitanie est la région qui, en 2019, a reçu le plus de projets en provenance du Portugal (2 projets).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS PORTUGAIS EN EUROPE

La France est le 1^{er} pays européen d'accueil des investissements portugais en 2019 (25 %). L'Espagne, l'Allemagne et l'Italie arrivent en 2^e position, ils reçoivent chacun 17 % des projets².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Grupo Proef : l'entreprise portugaise créée en 1984 est spécialisée dans l'ingénierie énergétique. Après son installation en Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes, Grupo Proef a choisi en 2019 l'Occitanie pour ouvrir une nouvelle filiale destinée à déployer la fibre optique dans la région. Avec la création de 30 emplois directs, il s'agit de la plus grosse création d'entreprise venue du Portugal recensée en 2019.

TOP 5 DES ENTREPRISES PORTUGAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
GRUPO VISABEIRA (CONSTRUCTEL)	Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	2 000
PUREVER - NEGÓCIOS E GESTÃO, SGPS, S.A.	BTP, matériaux de construction	400-500
INAPA - INVESTIMENTOS, PARTICIPAÇÕES E GESTÃO, S.A.	Commerce et distribution	300-400
SIMOLDES PLÁSTICOS	Chimie, plasturgie	200-250
L.T.T. LIZMONTAGENS THERMAL TECHNOLOGIES	BTP, matériaux de construction	150-200

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour le Portugal était de 1,4 Mde.

² Observatoire Europe, Business France.

Purever : le groupe portugais a racheté en 2018 le groupe français Dagard, son principal concurrent en Europe dans le secteur des parois modulaires pour chambres froides, constructions isothermes et enveloppes de salles propres pour les secteurs de la santé et de la recherche. En plus de 360 emplois présents avant l'acquisition, la société prévoit de créer 100 emplois d'ici trois ans et faire de la France sa plateforme d'exportation vers l'international.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Production / Réalisation	3	180	50 %	50 %	1 %	1 %
Services aux entreprises	3	177	50 %	50 %	2 %	3 %
Total général	6	357	100 %	100 %	0,4 %	1 %

* Part des investissements portugais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 50 % des investissements portugais destinés à la France sont des activités de production et 1 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises portugaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	110	17 %	31 %	1 %	3 %
BTP, matériaux de construction	1	100	17 %	28 %	3 %	11 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	50	17 %	14 %	17 %	43 %
Machines et équipements mécaniques	1	37	17 %	10 %	1 %	2 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	1	30	17 %	8 %	2 %	3 %
Composants électroniques	1	30	17 %	8 %	5 %	11 %
Total général	6	357	100 %	100 %	0,4 %	1 %

* Part des investissements portugais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 17 % des investissements portugais destinés à la France s'orientent dans le secteur du conseil, ingénierie et service aux entreprises, et 1 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relève d'entreprises portugaises.



ROYAUME-UNI

EN FLUX

173
projets
(Business France)

5 927
emplois
(Business France)

EN STOCK

1 800
entreprises
en France¹
(Eurostat)

185 000
salariés
(Eurostat)

94
Md€
stock d'IDE²
2^e rang
(Banque de France)

33,6
Md€
exportations
françaises
6^e rang
(Douanes françaises)

83
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

Le Royaume-Uni est le 3^e pays investisseur en France et le 2^e créateur d'emplois (+140 %). Il est à l'origine de 12 % des projets d'investissement et de 15 % des emplois créés ou maintenus en France en 2019.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES BRITANNIQUES EN FRANCE

Plus de 1800 entreprises britanniques sont présentes sur le sol français. Elles emploient 185 000 salariés. En 2019, 173 décisions d'investissement ont été recensées. Elles ont permis la création ou le maintien de 5 927 emplois, soit 15 % de l'ensemble des emplois issus d'investissements étrangers. Les entreprises britanniques sont les principales contributrices à la croissance des investissements (+46 %) et des emplois (+140 %) en 2019.

Les investissements du Royaume-Uni en France en 2019 sont principalement des ouvertures et extensions de points de vente. Ils représentent 40 % des projets et 43 % des emplois. Cela est principalement dû à l'expansion du groupe Action, possédé par le fonds britannique 3i Group plc. 21 % des décisions d'investissement britanniques et 11 % des emplois concernent des centres de décision : il s'agit avant tout de primo-implantations. L'année 2019 se caractérise par des reprises de sites de production en

difficulté par les investisseurs britanniques, permettant le maintien d'emplois sur le territoire. Les investissements britanniques dans la fonction production sont ainsi à l'origine de 28 % des emplois.

Le secteur commerce et distribution représente 33 % des projets d'investissement d'origine britannique et 28 % des emplois. 11 % des projets et 11 % des emplois issus des investissements britanniques concernent les logiciels et prestations informatiques. Il est à noter qu'un quart des projets du secteur des services financiers, bancaires et assurances sont d'origine britannique, tout comme 19 % des emplois qu'ils engendrent.

Près des deux tiers des projets en provenance du Royaume-Uni se concentrent en Île-de-France (29 % des projets), en Auvergne-Rhône-Alpes (12 %), en Occitanie (11 %) et en Nouvelle-Aquitaine (10 %).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES EN EUROPE

En 2019, la France accueille près d'un quart des investissements britanniques créateurs d'emploi (24 %). Elle est le 1^{er} pays d'accueil européen devant l'Allemagne (17 %) et l'Espagne (10 %)³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Rigby Group : ce conglomérat familial aux activités variées, dont les technologies et solutions informatiques via sa filiale SCC, est présent en France depuis vingt ans. SCC emploie 2 400 personnes sur 22 sites en France. En 2019, SCC a renforcé sa présence sur le centre de support d'infrastructures informatiques de Valenciennes (Hauts-de-France), créant 104 emplois. Le groupe est engagé dans une démarche sociale d'embauches et de formations de collaborateurs en difficulté d'employabilité.

TOP 5 DES ENTREPRISES BRITANNIQUES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère*	Secteur d'activité principal	Effectif France
KINGFISHER PLC (CASTORAMA)	Commerce et distribution / Ameublement et équipement du foyer	+ de 19 000
COMPASS GROUP PLC	Hôtellerie, tourisme et restaurant / Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	15 000-16 000
HSBC HOLDINGS PLC	Services financiers, bancaires et assurances / Autres activités de services	+ de 9 000
ASSOCIATED BRITISH FOODS PLC (PRIMARK)	Textile, textile industriel, habillement et accessoires	5 000-6 000
TECHNIPFMC PLC	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	4 000-5 000

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement.

¹ L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour le Royaume-Uni sont de 83 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Partner Cap : société britannique de gestion gérant plus de 23 milliards de dollars US d'actifs, Partner Cap a ouvert en 2019 un bureau européen à Paris pour anticiper les conséquences du Brexit et également pour développer son activité en Europe. Le bureau parisien servira les clients d'Europe continentale et se verra transférer un fonds de plus de 4 milliards de dollars US.

Solarcentury : leader mondial dans le développement, la construction et l'exploitation de projets solaires, Solarcentury s'est implanté à Lyon en 2019 et prévoit d'embaucher une vingtaine de personnes dans les trois prochaines années. Par ailleurs, l'entreprise britannique a également annoncé investir cette année dans 57 mégawatts de projets solaires photovoltaïques en France.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	37	624	21 %	11 %	10 %	12 %
<i>dont primo-implantation</i>	32	561	18 %	9 %	13 %	17 %
<i>dont QG France</i>	5	63	3 %	1 %	7 %	4 %
Logistique	1	30	1 %	1 %	1 %	1 %
Point de vente	69	2524	40 %	43 %	35 %	58 %
Production / Réalisation	25	1685	14 %	28 %	7 %	12 %
R&D, ingénierie, design	9	151	5 %	3 %	6 %	4 %
<i>dont R&D</i>	4	44	2 %	1 %	4 %	2 %
Services aux entreprises	23	480	13 %	8 %	12 %	8 %
Services aux particuliers	9	433	5 %	7 %	8 %	14 %
Total général	173	5927	100 %	100 %	12 %	15 %

* Part des investissements britanniques dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 21 % des investissements britanniques en France sont des centres de décision et 10 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises britanniques.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Commerce et distribution	57	1646	33 %	28 %	37 %	37 %
Logiciels et prestations informatiques	19	638	11 %	11 %	10 %	13 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	15	193	9 %	3 %	13 %	5 %
Services financiers, bancaires et assurances	10	205	6 %	3 %	23 %	16 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	8	262	5 %	4 %	18 %	17 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	7	190	4 %	3 %	13 %	21 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	6	886	3 %	15 %	11 %	34 %
Transport, stockage	6	189	3 %	3 %	7 %	9 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	5	709	3 %	12 %	7 %	38 %
Métaux, travail des métaux	4	309	2 %	5 %	14 %	21 %
Machines et équipements mécaniques	4	96	2 %	2 %	4 %	5 %
Chimie, plasturgie	4	92	2 %	2 %	7 %	7 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	3	76	2 %	1 %	9 %	9 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	3	53	2 %	1 %	4 %	5 %
Parfums, cosmétiques	3	36	2 %	1 %	17 %	12 %
Immobilier et bureaux d'affaires	3	11	2 %	0,2 %	33 %	13 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	2	128	1 %	2 %	4 %	12 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	2	55	1 %	1 %	7 %	11 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	2	29	1 %	0,5 %	5 %	4 %
Autres activités de services	2	25	1 %	0,4 %	9 %	15 %
Médias, édition	2	15	1 %	0,3 %	20 %	11 %
Ameublement et équipement du foyer	2	13	1 %	0,2 %	7 %	2 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	30	1 %	1 %	3 %	1 %
Composants électroniques	1	15	1 %	0,3 %	5 %	6 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	15	1 %	0,3 %	17 %	13 %
BTP, matériaux de construction	1	11	1 %	0,2 %	3 %	1 %
Total général	173	5927	100 %	100 %	12 %	15 %

* Part des investissements britanniques dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 33 % des investissements britanniques en France s'orientent vers le secteur commerce et distribution, et 37 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises britanniques.



SUÈDE

EN FLUX

35

projets
(Business France)

775

emplois
(Business France)

EN STOCK

600

entreprises
en France
(Orbis)

57 500

salariés
(Orbis)

5,2
Md€

stock d'IDE¹
14^e rang
(Banque de France)

5,4
Md€

exportations
françaises
17^e rang
(Douanes françaises)

26

entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 35 projets d'investissement suédois ont été recensés, créant ou sauvegardant 775 emplois en France.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUÉDOISES EN FRANCE

600 entreprises suédoises sont présentes sur le territoire français et emploient plus de 57 000 personnes. En 2019, la France a bénéficié de 35 projets d'investissement en provenance de la Suède. 775 créations ou maintiens d'emplois en ont résulté, soit une progression de 14 % par rapport à 2018.

Plus d'un tiers des décisions d'investissement suédoises en France concernent des centres de décision (34 %), un quart étant des primo-implantations (26 %). Les points de vente sont les 2^{es} bénéficiaires d'investissement suédois avec 17 % des projets et 25 % des emplois créés ou maintenus.

Les premiers destinataires des projets d'investissement suédois en France en 2019 sont les secteurs du textile, habillement et accessoires (20 % des projets), des logiciels et prestations informatiques (11 %) et du transport, stockage (11 %). À noter que 21 % des emplois créés ou maintenus dans le secteur ameublement et équipement du foyer sont issus de projets suédois. Il s'agit bien sûr du renforcement de la présence d'Ikea en France.

TOP 5 DES ENTREPRISES SUÉDOISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
SECURITAS AB	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	17 000
AB VOLVO	Constructeurs automobiles et équipementiers	11 500
HENNES & MAURITZ AB (H&M)	Textile, textile industriel, habillement et accessoires / Commerce et distribution	7 500
LOOMIS AB	Autres activités de services	4 000
AB SKF	Machines et équipements mécaniques	3 000

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Les stocks d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour la Suède sont de 7,5 Md€.

² Observatoire Europe, Business France.

La région Île-de-France a accueilli 34 % des projets d'investissement suédois en 2019, la région Auvergne-Rhône-Alpes 14 % et la Bourgogne-Franche-Comté 11 %.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS SUÉDOIS EN EUROPE

En 2019, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements suédois à l'étranger créateurs d'emploi (21 % des projets) en Europe devant l'Allemagne (16 %) et le Royaume-Uni (13 %)².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Volvo : le groupe constructeur automobile suédois a annoncé début 2019 un investissement de 33 millions d'euros destiné à la construction d'un nouveau centre de R&D à Lyon afin de préparer le futur de la marque. Ce nouveau site doit rassembler environ 1400 ingénieurs. Le bâtiment a été construit selon une approche durable, ce qui permettra de réduire de 25 % sa consommation énergétique.

Arquus : filiale du groupe Volvo, Arquus a inauguré début 2019 une nouvelle plateforme logistique dans la Nièvre. Cet investissement de 7 millions d'euros va permettre à la société d'augmenter ses capacités de stockage et créera une vingtaine d'emplois.

Ikea : le géant de l'ameublement suédois a ouvert, au cours de l'été 2019, un magasin dans le centre-ville de Paris. Ce nouveau format de magasin est destiné à toucher une clientèle citadine avec notamment une offre de solutions adaptées aux petits espaces. Cette installation représente un investissement de 6,6 millions d'euros pour une surface de 5 400 m² et a créé 120 emplois.

Loomis : en 2019, l'entreprise de transport de fonds a consolidé sa présence en France en reprenant les activités françaises du groupe Prosegur, plus de 150 personnes sont concernées en Bourgogne-Franche-Comté. La société suédoise complète ainsi son offre en France, tant géographique qu'en termes de services, et devient le numéro un du transport de fonds en France avec environ 4 000 salariés.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	12	198	34 %	26 %	3 %	4 %
<i>dont primo-implantation</i>	9	163	26 %	21 %	4 %	5 %
<i>dont QG France</i>	3	35	9 %	5 %	4 %	2 %
Logistique	4	182	11 %	23 %	6 %	5 %
Point de vente	6	196	17 %	25 %	3 %	4 %
Production / Réalisation	5	111	14 %	14 %	1 %	1 %
R&D, ingénierie, design	3	35	9 %	5 %	2 %	1 %
<i>dont R&D</i>	3	35	9 %	5 %	3 %	1 %
Services aux entreprises	2	8	6 %	1 %	1 %	0,1 %
Services aux particuliers	3	45	9 %	6 %	3 %	2 %
Total général	35	775	100 %	100 %	2 %	2 %

* Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 34 % des investissements suédois en France sont des centres de décision et 3 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises suédoises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	7	125	20 %	16 %	9 %	7 %
Transport, stockage	4	171	11 %	22 %	5 %	8 %
Logiciels et prestations informatiques	4	60	11 %	8 %	2 %	1 %
Ameublement et équipement du foyer	2	129	6 %	17 %	7 %	21 %
Chimie, plasturgie	2	59	6 %	8 %	3 %	4 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	55	6 %	7 %	3 %	5 %
Machines et équipements mécaniques	2	40	6 %	5 %	2 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	2	31	6 %	4 %	4 %	1 %
Services financiers, bancaires et assurances	2	25	6 %	3 %	5 %	2 %
Commerce et distribution	1	20	3 %	3 %	1 %	0,4 %
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	1	15	3 %	2 %	1 %	0,4 %
Métaux, travail des métaux	1	12	3 %	2 %	3 %	1 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	1	10	3 %	1 %	4 %	2 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	10	3 %	1 %	3 %	1 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	1	5	3 %	1 %	2 %	1 %
Autres activités de services	1	5	3 %	1 %	5 %	3 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	3	3 %	0,4 %	2 %	0,3 %
Total général	35	775	100 %	100 %	2 %	2 %

* Part des investissements suédois dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 20 % des investissements suédois en France s'orientent vers le secteur textile, textile industriel, habillement et accessoires, et 9 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises suédoises.

**SUISSE****EN FLUX** **76****projets**
(Business France)**2 290****emplois**
(Business France)**EN STOCK** **+ de**
1 100**entreprises**
en France¹
(Eurostat)**+ de**
265 000**salariés**
(Eurostat) **81,5**
Md€**stock d'IDE²**
4^e rang
(Banque de France)**17,8**
Md€**exportations**
françaises
8^e rang
(Douanes françaises)**41****entreprises**
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 76 projets d'investissement suisses ont été recensés en France. Ces projets ont permis de créer ou de maintenir 2 290 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES SUISES EN FRANCE

Plus de 1100 entreprises françaises sont contrôlées par un investisseur suisse et emploient plus de 265 000 personnes en France. Après une croissance importante en 2018, le nombre de projets d'investissement suisses reste à un niveau élevé en 2019. 76 nouvelles décisions d'investissement ont été recensées. Elles ont permis la création ou le maintien de 2 290 emplois en France.

Les investissements suisses en France concernent majoritairement les activités de production (33 % des projets et des emplois) et les activités de services aux entreprises (28 % des projets et 41 % des emplois). Ce pays occupe une place prépondérante dans les activités de services aux entreprises, puisque plus d'un projet sur dix pour cette fonction et 16 % des emplois associés sont issus d'entreprises helvétiques.

Les investisseurs suisses privilégient en premier lieu le secteur du conseil aux entreprises (21 % des projets et 38 % des

emplois). La Suisse se distingue d'ailleurs dans ce secteur puisqu'elle est à l'origine de 14 % des projets étrangers et de 21 % des emplois associés au niveau national. Ces entreprises investissent aussi de manière significative dans le secteur textile et habillement (12 % des projets et 7 % des emplois).

Les projets d'investissement provenant de Suisse se localisent principalement en Île-de-France (18 % des projets et 19 % des emplois), en Auvergne-Rhône-Alpes (16 % des projets et 16 % des emplois) ainsi que dans le Grand Est (13 % des projets et 7 % des emplois).

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS SUISES EN EUROPE

En 2019, la France est le 1^{er} pays d'accueil des investissements suisses créateurs d'emploi en Europe (27 % des projets), devant l'Allemagne (23 %) et l'Espagne (13 %)³.

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Liebherr : du fait d'une forte croissance de son activité, cette entreprise spécialisée dans la conception et la fabrication de systèmes d'air et d'éléments électroniques pour les aviateurs du monde entier a procédé au recrutement de 70 employés sur son site toulousain (Occitanie), notamment dans les domaines de la production et de la R&D.

Smood : créée en 2013, la jeune entreprise Smood a développé une plateforme de services de livraison de plats à domicile et en entreprise. Présente en France depuis 2015 à Sophia-Antipolis, où elle dispose d'un centre de R&D, elle a recruté cinq ingénieurs développeurs en 2019.

TOP 5 DES ENTREPRISES SUISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère	Secteur d'activité principal	Effectif France
NESTLÉ S.A.	Agroalimentaire, agriculture et pêche	12 000
KÜHNE HOLDING AG	Transport, stockage	11 000
STMICROELECTRONICS	Composants électroniques	10 000
EMIL FREY HOLDING AG	Commerce et distribution	9 100
ADECCO SA	Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	9 000

¹ L'Insee a modifié en 2019 sa méthodologie de comptabilisation des entreprises étrangères en France. Ce sont dorénavant les entreprises au sens de la loi LME 2008 qui sont recensées et non plus les unités légales. Cette modification entraîne une rupture dans cette série statistique, les valeurs présentées ici ne peuvent être comparées aux valeurs obtenues précédemment.

² Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs par pays d'origine ultime au 31/12/2017 pour la Suisse était de 80,8 Md€.

³ Observatoire Europe, Business France.

Emil Frey : le groupe suisse de distribution automobile, également propriétaire du site internet de vente de véhicules d'occasion Autosphere.fr, ouvrira en juin 2020 un site de réparation et de remise en état de véhicules d'occasion à Ingrandes-sur-Vienne (Nouvelle-Aquitaine). Cet investissement permettra la création de 140 emplois, notamment des tôliers, carrossiers et monteurs.

STMicroelectronics : né de la fusion de l'Italien SGS Microelectronics et du Français Thomson semi-conducteurs, STMicroelectronics est leader mondial de la fabrication et de la commercialisation de puces électroniques. Après s'être recentré sur les composants pour la mobilité électrique et les objets connectés, STMicroelectronics s'est vu ouvrir de nouvelles perspectives avec l'arrivée de la 5G. Dans ce contexte, 47 emplois supplémentaires en R&D ont été créés en 2019 à Grenoble (Auvergne-Rhône-Alpes), plus grand site mondial de R&D du groupe avec 2 000 collaborateurs.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	11	96	14 %	4 %	3 %	2 %
<i>dont primo-implantation</i>	7	43	9 %	2 %	3 %	1 %
<i>dont QG France</i>	4	53	5 %	2 %	5 %	3 %
Logistique	3	358	4 %	16 %	4 %	11 %
Point de vente	6	63	8 %	3 %	3 %	1 %
Production / Réalisation	25	757	33 %	33 %	7 %	5 %
R&D, ingénierie, design	8	71	11 %	3 %	5 %	2 %
<i>dont R&D</i>	5	33	7 %	1 %	5 %	1 %
Services aux entreprises	21	938	28 %	41 %	11 %	16 %
Services aux particuliers	2	7	3 %	0 %	2 %	0 %
Total général	76	2 290	100 %	100 %	5 %	6 %

* Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 33 % des investissements suisses en France sont des activités de production et 7 % des investissements étrangers dans cette fonction relèvent d'entreprises suisses.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	16	876	21 %	38 %	14 %	21 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	9	166	12 %	7 %	12 %	9 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	5	135	7 %	6 %	10 %	13 %
Logiciels et prestations informatiques	5	64	7 %	3 %	3 %	1 %
Commerce et distribution	4	382	5 %	17 %	3 %	9 %
Composants électroniques	4	62	5 %	2,7 %	21 %	23 %
Chimie, plasturgie	4	35	5 %	2 %	7 %	3 %
BTP, matériaux de construction	3	93	4 %	4,1 %	8 %	10 %
Médicaments et biotechnologies appliquées	3	62	4 %	3 %	11 %	12 %
Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux	3	47	4 %	2,1 %	7 %	6 %
Machines et équipements mécaniques	3	34	4 %	1 %	3 %	2 %
Transport, stockage	3	28	4 %	1 %	3 %	1 %
Autres activités de services	2	30	3 %	1,3 %	9 %	19 %
Énergie, recyclage, autres services concédés	2	23	3 %	1 %	4 %	3 %
Agroalimentaire, agriculture et pêche	2	10	3 %	0 %	3 %	1 %
Parfums, cosmétiques	2	7	3 %	0 %	11 %	2 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	140	1 %	6 %	2 %	5 %
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	1	71	1 %	3 %	3 %	2 %
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	1	15	1 %	1 %	3 %	2 %
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1	5	1 %	0,2 %	17 %	4 %
Services financiers, bancaires et assurances	1	3	1 %	0 %	2 %	0 %
Éducation et formation	1	2	1 %	0,09 %	11 %	4 %
Total général	76	2 290	100 %	100 %	5 %	6 %

* Part des investissements suisses dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 21 % des investissements suisses en France relèvent du secteur du conseil et ingénierie et 14 % des investissements étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises suisses.



TAÏWAN

EN FLUX



4
projets
(Business France)



55
emplois
(Business France)

EN STOCK



40
entreprises
en France
(Orbis)



+ de 1 600
salariés
(Orbis)



170 M€
stock d'IDE¹
63^e rang
(Banque de France)



1,8 Md€
exportations
françaises
42^e rang
(Douanes françaises)



47
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 4 projets d'investissement taiwanais ont été recensés en France, ce qui a permis la création de 55 emplois.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES TAÏWANAISES EN FRANCE

La présence d'entreprises taiwanaises en France est estimée à environ 40 entreprises qui emploient plus de 1600 salariés.

Cette année, 4 projets d'investissement taiwanais ont été recensés en France. Ces projets ont permis de créer ou de sauvegarder 55 emplois.

Si la R&D cristallise la part la plus importante des investissements taiwanais en France (50 % des projets), la fonction de production génère quant à elle la part la plus importante (75 %) des emplois d'origine taiwanaise créés cette année en France.

Les 4 projets enregistrés cette année couvrent les secteurs allant des équipements électriques et électroniques, parfums, machines et équipements mécaniques ainsi que textile, habillement et accessoires. Notons en outre que 14 % du total des emplois créés cette année dans le secteur des parfums et cosmétiques est d'origine taiwanaise, faisant du pays le 3^e créateur d'emplois en France dans ce secteur après la Chine (31 %) et les États-

Unis (19 %). À l'origine de ce résultat, l'extension de la firme Beihao France, filiale du groupe taiwanais East Shire Bio-medical spécialisé dans la fabrication et la distribution de masques de beauté, a permis la création d'une quarantaine d'emplois en région Centre-Val de Loire.

Les projets recensés cette année sont équirépartis entre la Bourgogne-Franche-Comté, le Centre-Val de Loire, l'Île-de-France et la Provence-Alpes-Côte d'Azur.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS TAÏWANAIS EN EUROPE

La France et l'Allemagne sont les principaux pays de destination des investissements taiwanais en Europe. Près de 22 % de l'ensemble des projets d'investissement taiwanais ont ciblé chacun de ces deux territoires. Ils sont suivis dans ce classement par la République tchèque, la Pologne, la Serbie et le Monténégro, les Pays-Bas et le Luxembourg qui sont ex æquo à la 3^e position avec 11 % de l'ensemble des projets².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Industrial Technology Investment Corporation : le fonds quasi souverain taiwanais appartenant à l'organisme public taiwanais de recherche et de développement ITRI a investi dans une startup grenobloise, leader mondial du test de mémoires magnétiques MRAM. Ce fonds est également à la recherche d'un partenaire français pour la création d'un fonds cross border commun.

TOP 5 DES ENTREPRISES TAÏWANAISES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère*	Secteur d'activité principal	Effectif France
MEI TA INDUSTRIAL CO., LTD.	Machines et équipements mécaniques	1000
TONGTAI MACHINE & TOOL CO., LTD.	Machines et équipements mécaniques	100-150
ACER INC.	Électronique grand public	100-150
ASUSTEK COMPUTER INC. (ASUS)	Électronique grand public	100
JOHNSON HEALTH TECH COMPANY	Machines et équipements mécaniques	50-100

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine immédiate au 31/12/2018. Le stock d'investissements directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour Taiwan était de 219 M€.

² Observatoire Europe, Business France.

JPP Holding Co. Ltd. : société de machines et outils taïwanaise cherchant à se positionner comme fournisseur clé du secteur aéronautique, JPP a créé une filiale en France et a racheté pour un montant de 3,5 millions d'euros la société Jin Pao Europe, située à Bagnères-de-Bigorre (Occitanie) et spécialisée dans le traitement de surface.

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	1	5	25 %	9 %	0,3 %	0,1 %
<i>dont primo-implantation</i>	1	5	25 %	9 %	0,4 %	0,2 %
Production / Réalisation	1	40	25 %	73 %	0,3 %	0,3 %
R&D, ingénierie, design	2	10	50 %	18 %	1 %	0,3 %
<i>dont R&D</i>	2	10	50 %	18 %	2 %	0,4 %
Total général	4	55	100 %	100 %	0,3 %	0,1 %

* Part des investissements taïwanais dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 25 % des investissements taïwanais destinés à la France sont des activités de centre de décision et 0,3 % des projets d'investissement étrangers dans cette fonction relève d'entreprises taïwanaises.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	5	25 %	9 %	2 %	0,5 %
Machines et équipements mécaniques	1	5	25 %	9 %	1 %	0,3 %
Parfums, cosmétiques	1	40	25 %	73 %	6 %	14 %
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	1	5	25 %	9 %	1 %	0,3 %
Total général	4	55	100 %	100 %	0,3 %	0,1 %

* Part des investissements taïwanais dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 25 % des investissements taïwanais destinés à la France s'orientent vers le secteur des équipements électriques et électroniques, et 2 % des projets d'investissement étrangers dans ce secteur relèvent d'entreprises taïwanaises.



TURQUIE

EN FLUX

10
projets
(Business France)

318
emplois
(Business France)

EN STOCK

+ de 280
entreprises
en France
(Orbis)

+ de 1 300
salariés
(Orbis)

181 M€
stock d'IDE¹
62^e rang
(Banque de France)

5,9 Mde
exportations
françaises
14^e rang
(Douanes françaises)

9
entreprises
présentes dans
Forbes 2000

En 2019, 10 projets d'investissement turcs ont été recensés en France, ce qui a permis la création de 318 emplois.

La région Île-de-France accueille la part la plus importante des projets turcs en France (60 %) avec plus des trois quarts des emplois qui y sont recensés.

— PLACE DE LA FRANCE DANS LES INVESTISSEMENTS TURCS EN EUROPE

En 2019, la France occupe la 5^e place du classement des pays d'accueil des investissements turcs en Europe avec 7 % des projets recensés sur son sol. Elle se positionne ainsi au même niveau que l'Allemagne, l'Italie, la Lituanie et les Pays-Bas, et juste après la Roumanie (12 %), la Bulgarie, l'Espagne et le Royaume-Uni qui se disputent la 2^e position avec 13 % des projets².

— EXEMPLES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT EN 2019

Temsa : l'entreprise est leader sur le marché de l'autobus en Turquie. En France, elle a repris son distributeur Dietrich Carebus Group, à qui elle avait confié la commercialisation de ses véhicules en 1999. Celui-ci était placé en redressement judiciaire depuis peu. L'acquisition de l'entreprise dont le siège est à Ingwiller et possédant un site à Mitry-Mory permettra au fabricant turc de développer ses parts de marché en France et en Europe. Elle souhaite notamment développer la mobilité électrique dans cette zone. Ce projet a entraîné la sauvegarde de 55 emplois, dont 47 à Ingwiller et 8 à Mitry-Mory. L'entreprise projette de faire de ce centre son siège européen.

— PRÉSENCE DES ENTREPRISES TURQUES EN FRANCE

La présence d'entreprises turques en France se chiffre à environ 280 entreprises, employant plus de 1300 salariés.

En 2019, 10 projets d'investissement turcs ont ciblé l'Hexagone et permis la création ou le maintien de 318 emplois. Cela représente une croissance de 70 % du nombre de projets relativement à 2018 et a ainsi permis de créer ou de maintenir six fois plus d'emplois.

Ces projets sont orientés essentiellement vers les fonctions de centre de décision (50 %) et de production (40 %), et sont à l'origine de plus du tiers des emplois d'origine turque créés cette année en France. Notons qu'environ 7 % des créations d'emploi dans le domaine des services aux particuliers est le fait d'entreprises turques.

L'une des caractéristiques des investissements turcs en France est leur diversification sectorielle. Les dix projets recensés cette année couvrent neuf secteurs d'activité différents, allant du secteur de la chimie plasturgie au secteur du transport et stockage.

TOP 5 DES ENTREPRISES TURQUES EN FRANCE EN TERMES D'EMPLOI

Entreprise mère*	Secteur d'activité principal	Effectif France
YILDIZ HOLDING (UNITED BISCUITS)	Agroalimentaire	300 - 500
ORHAN HOLDING ANONIM SIRKETI	Constructeur automobile et équipementiers	200 - 300
ECZACIBASI HOLDING ANONIM SIRKETI	Céramique	100-150
ÖZLER PLASTIK	Constructeur automobile et équipementiers	100-150
ARÇELIK A.S.	Électronique grand public	70 - 100

* Ne sont pas pris en compte les fonds d'investissement.

¹ Stock d'investissements directs en France par pays d'origine ultime au 31/12/2018. Le stock d'investissement directs d'origine ultime au 31/12/2017 pour la Turquie était de 214 M€.

² Observatoire Europe, Business France.

BTA : filiale food & beverage du groupe TAV, spécialisé dans la construction et la maintenance d'infrastructures aéroportuaires, BTA a remporté un marché à l'aéroport d'Orly pour la gestion de restaurants au sein du nouveau bâtiment de jonction entre les ex-aéroports d'Orly-Ouest et Orly-Sud. Onze points de vente de fast casual et service à table sont envisagés. Implanté en France en août 2018, ce projet a permis la création de 200 emplois en 2019. Première implantation de BTA en Europe de l'Ouest, l'entreprise prévoit de se positionner sur d'autres appels d'offres dans la région.

Metal Yapi : entreprise originaire d'Istanbul, Metal Yapi est l'un des principaux façadiers de Turquie. Présente en France depuis 2004, elle y a réalisé depuis une vingtaine de projets. L'entreprise s'est récemment vu attribuer plusieurs projets, ce qui a permis l'ouverture de 10 postes supplémentaires (chefs de chantier, projeteurs, apprentis-ingénieurs, etc.).

RÉPARTITION PAR FONCTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Nature du projet	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Centre de décision	5	36	50 %	11 %	1 %	1 %
<i>dont primo-implantation</i>	3	23	30 %	7 %	1 %	1 %
<i>dont QG France</i>	2	13	20 %	4 %	3 %	1 %
Production / Réalisation	4	82	40 %	26 %	1 %	1 %
Services aux particuliers	1	200	10 %	63 %	1 %	7 %
Total général	10	318	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements turcs dans le total des investissements de chaque fonction.
Grille de lecture : en 2019, 50 % des investissements turcs en France sont des activités de centres de décision et 1 % des investissements étrangers dans cette fonction relève d'entreprises turques.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Secteur d'activité	NOMBRE		PART (%)		PART DE CETTE ORIGINE* (%)	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Chimie, plasturgie	2	8	20 %	3 %	3 %	1 %
Ameublement et équipement du foyer	1	10	10 %	3 %	4 %	2 %
Autres activités de services	1	10	10 %	3 %	5 %	6 %
BTP, matériaux de construction	1	10	10 %	3 %	3 %	1 %
Constructeurs automobiles et équipementiers	1	47	10 %	15 %	2 %	2 %
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1	15	10 %	5 %	2 %	1 %
Hôtellerie, tourisme et restaurant	1	200	10 %	63 %	2 %	13 %
Machines et équipements mécaniques	1	10	10 %	3 %	1 %	1 %
Transport, stockage	1	8	10 %	3 %	1 %	0,4 %
Total général	10	318	100 %	100 %	1 %	1 %

* Part des investissements turcs dans le total des investissements de chaque secteur.
Grille de lecture : en 2019, 20 % des investissements turcs en France sont concentrés dans le secteur chimie, plasturgie et 3 % des investissements étrangers dans ce secteur en France relèvent d'entreprises turques.

5

Annexes

**152 CRITÈRES DE PRISE EN COMPTE DES INVESTISSEMENTS
PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI**

156 BUSINESS FRANCE

CRITÈRES DE PRISE EN COMPTÉ DES INVESTISSEMENTS PHYSIQUES CRÉATEURS D'EMPLOI

Le bilan des investissements étrangers en France se veut un outil d'analyse des projets d'investissement étrangers et de leur contribution à l'économie française

Élaboré depuis 1993, le Bilan France recense les projets d'investissement d'origine étrangère créateurs d'emploi durable. Il repose sur des annonces de projets validés et comptabilise le nombre d'emplois associés. Il fournit des statistiques détaillées par secteur d'activité, type d'opération et de fonction, pays d'origine et région d'accueil. Les montants des investissements n'étant pas divulgués par toutes les entreprises, ces données ne sont pas prises en compte dans l'analyse.

PAYS DE CONTRÔLE D'UNE ENTREPRISE

En première analyse, la nationalité des entreprises est conditionnée par la localisation du siège social, qui détermine le droit applicable. Ce principe est complété par la notion de siège social réel proposée par le droit français, à travers la jurisprudence. Ce concept renvoie

au lieu où se réunissent les organes de direction de l'entreprise, où se prennent les décisions stratégiques, où les principaux contrats sont signés, etc. Ainsi, conformément aux préconisations européennes, l'Insee considère que le pays de contrôle d'un groupe multinational est défini par le pays de localisation de l'unité de contrôle opérationnel du groupe et où les informations financières de l'ensemble des filiales sont généralement consolidées. Pour certains groupes, lorsqu'on dispose d'informations objectives complémentaires, cette unité peut être différente de la tête de groupe, ou maison mère. Dans cette définition, le pays attribué à un groupe est indépendant de la nationalité des principaux actionnaires du groupe.



Ce premier niveau d'analyse est complété par la notion de contrôle des activités des filiales. Le critère statistique choisi pour la collecte des données est celui du contrôle majoritaire (plus de 50 % des actions d'une société donnant droit de vote au conseil d'administration). On suppose que le fait de posséder plus de 50 % des actions d'une société permet d'exercer un réel contrôle sur sa gestion, même si, dans certains cas, ce contrôle peut être exercé avec la possession de moins de 50 % des actions.

COMPTABILISATION DES EMPLOIS

Le nombre d'emplois créés ou maintenus retenu au Bilan est celui annoncé pour les trois années à venir, cette durée correspondant approximativement à l'horizon temporel de programmation des investissements par les entreprises.

RECUEIL ET VALIDATION DES DONNÉES

Les projets inscrits au Bilan France sont identifiés selon trois canaux :

- / l'analyse de l'environnement concurrentiel, qui s'opère au moyen des observatoires des investissements internationalement mobiles, recensant les annonces publiques d'investissements d'origine étrangère créateurs d'emploi en France et en Europe ;
- / la prospection des projets conduite par Business France, mobilisant en particulier le réseau de ses bureaux à l'étranger ;
- / l'information collectée par les correspondants chefs de file en région sur leur territoire, au travers des contacts qu'ils entretiennent avec les acteurs économiques et les investisseurs étrangers.

Sur ces bases, l'établissement du Bilan France donne lieu à un processus de validation croisée de chacun des projets identifiés, qui associe Business France et les correspondants chefs de file en région.

TAUX DE RÉALISATION DES PROJETS

Les bilans ou classements publiés par les agences de promotion de l'investissement comptabilisent des décisions d'investissement (ou des annonces publiques, pour certains consultants). Business France a procédé en 2010 à l'étude ex post des projets enregistrés au Bilan France 2007, pour évaluer le taux de réalisation des projets dans une conjoncture économique difficile. Pour l'échantillon étudié (320 projets), près de 90 % des décisions enregistrées en 2007 ont été mis en œuvre. Le taux de réalisation est de 98 % pour les reprises d'entreprises en difficulté. L'étude montre, dans le même temps, que l'origine étrangère de l'entreprise qui investit en France n'a pas suffi à la prémunir contre les risques entrepreneuriaux ou conjoncturels. Ainsi, un cinquième des investissements sous revue en 2007 a connu des difficultés allant jusqu'à la cessation de l'activité.

DES ÉCARTS ENTRE LES DONNÉES PUBLIÉES PAR BUSINESS FRANCE, FDI MARKETS ET EY

Le mode de recensement des informations du Bilan France en fait une base de données fiable et unique, dont le taux de couverture des investissements recensés est largement supérieur à celui des consultants privés, comme IBM/PLI, fDi Markets ou EY. Les différences de champs et de méthodes de comptabilisation expliquent une partie des écarts importants observés : exclusion des points de vente, secteur de l'hôtellerie, reprises de sites en difficulté et reprises-extensions. Cependant, outre les différences méthodologiques mentionnées, les écarts relèvent majoritairement du fait que de nombreux projets d'investissement n'ont fait l'objet d'aucun article de presse ou de communiqué au moment du recensement. Ces projets ne peuvent donc pas être recensés par les outils de veille des consultants privés. En revanche, Business France dispose de ces informations grâce aux données transmises par ses bureaux à l'étranger ainsi que par ses partenaires territoriaux.



TYPES D'INVESTISSEMENT RETENUS AU BILAN FRANCE

/ **Les créations**¹ correspondent à des emplois créés sur un nouveau site.

/ **Les extensions** correspondent à des emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.

/ **Les reprises**² de sites en difficulté correspondent à des emplois maintenus suite à l'acquisition d'une société résidente en France en difficulté par un investisseur étranger. Les difficultés de l'entreprise doivent être avérées :

- procédure de dépôt de bilan ou de redressement judiciaire devant le tribunal de commerce ;

- difficultés financières de l'entreprise devant l'administration fiscale et sociale ;

- perspective de fermeture du site à court terme (absence de succession...).

/ **Les reprises-extensions** correspondent à des emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société en difficulté résidente en France.

/ **Les rachats-extensions** correspondent à des emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société résidente en France qui n'est pas en difficulté. Les emplois comptabilisés dans le bilan sont ceux relatifs à la seule extension.

¹ Au niveau régional, pour une firme et une activité données, les créations sont prises en compte dans la mesure où elles ne s'accompagnent pas de destructions nettes d'emplois.

² Les reprises de sites en difficulté peuvent se traduire par des regroupements et des transferts de site. Le Bilan France comptabilise l'emploi maintenu associé à ces transferts.

NOMENCLATURES DU BILAN FRANCE

Des classifications conçues pour refléter les caractéristiques du marché de l'investissement international

La classification par secteur d'activité s'appuie sur une nomenclature à 26 postes, compatible avec celle de l'Insee (NAF 700 rév. 2), adaptée à la réalité du marché des investissements internationaux. Les projets sont classés selon la nature du bien ou du service qu'ils contribuent à concevoir, à produire ou à distribuer. Cette nomenclature évolue progressivement en fonction des nouvelles tendances du marché.

La fonction servie par le projet

Pour mener à bien leurs activités, les entreprises recourent à plusieurs types de fonctions : production de biens et de services, R&D, centres de décision, logistique, commerce et services aux entreprises et aux particuliers, etc.

De la production se distinguent les fonctions tertiaires qui regroupent un ensemble d'activités telles que le commerce et les services aux entreprises, la logistique, les centres de R&D, le conseil, l'ingénierie. Une nomenclature spécifique est prévue dans le Bilan pour classer les projets selon le type de fonction qu'ils contribuent à remplir.

- / Activités sportives, récréatives et de loisirs
- / Agroalimentaire, agriculture et pêche
- / Ameublement et équipement du foyer
- / Autres activités de services
- / Bâtiment et travaux publics, matériaux de construction
- / Chimie, plasturgie
- / Commerce et distribution
- / Composants électroniques
- / Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises
- / Constructeurs automobiles et équipementiers
- / Éducation et formation
- / Électronique grand public
- / Énergie, recyclage et autres services concédés
- / Équipements médico-chirurgicaux, diagnostics et dispositifs médicaux
- / Hôtellerie, tourisme et restaurant
- / Immobilier et bureaux d'affaires
- / Logiciels et prestations informatiques
- / Machines et équipements mécaniques
- / Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires
- / Médias, édition
- / Médicaments et biotechnologies appliquées
- / Métaux et travail des métaux
- / Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès à internet
- / Parfums, cosmétiques
- / Textile, textile industriel, habillement et accessoires
- / Transport et stockage
- / Services financiers, bancaires et assurances
- / Verre, céramique, minéraux, bois, papier

FONCTION DU PROJET

1	R&D, INGÉNIERIE, DESIGN	Site ayant pour mission l'avancement des connaissances scientifiques, la mise au point ou l'application de nouvelles technologies ou produits.
2	CENTRE DE DÉCISION	Primo-implantation en France et quartiers généraux français.
3	QUARTIERS GÉNÉRAUX	Quartiers généraux mondiaux ou européens. Site autonome chargé de mener à bien une activité de support administratif interne à l'entreprise (ressources humaines, trésorerie, etc.).
4	PRODUCTION / RÉALISATION	Site qui combine les ressources en main-d'œuvre, capital, biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.
5	LOGISTIQUE	Site contribuant à l'acheminement et au stockage des produits.
6	SERVICES AUX ENTREPRISES	Site ayant pour mission la fourniture de services marchands aux entreprises (conseil, marketing, services bancaires, data center, etc.).
7	SERVICES AUX PARTICULIERS	Site ayant pour mission principale la vente de produits et de services aux particuliers (hôtellerie, services bancaires).
8	POINT DE VENTE	Ensemble des lieux de commercialisation de biens.

NE SONT PAS PRIS EN COMPTE DANS LE BILAN FRANCE

- / les emplois intérimaires et saisonniers;
- / les emplois apportés à un site par transfert d'activité d'une entreprise à l'intérieur du territoire français, du fait d'une réorganisation, d'un regroupement ou d'une restructuration des activités de cette entreprise;
- / les représentations diplomatiques, sauf si elles présentent un caractère internationalement mobile (siège social d'une organisation internationale, par exemple).

RÉALISATION DU BILAN FRANCE

Sources

- / Bureaux Business France
- / Agences régionales de développement
- / Observatoire France

Vérification croisée des données

Traitement de l'information :

- / vérification de la conformité des projets aux critères du Bilan;
- / compléments d'information sur certains projets.

Bilan

Validation des projets par :

- / les agences régionales de développement;
- / Business France.

BUSINESS FRANCE

Connecter, accélérer, réussir

Business France, au service de l'internationalisation de l'économie française, valorise et promeut l'attractivité de l'offre de la France, de ses talents, de ses entreprises et de ses territoires.

Véritable levier au service de la compétitivité de la croissance et de l'emploi, Business France rend lisible et efficace la chaîne d'acteurs et de services dédiés au développement et au succès des entreprises, quels que soient leur secteur, leur taille et leur pays.

Qu'il s'agisse d'exportation, d'investissement ou de partenariats internationaux, qu'il s'agisse d'identifier, de mettre en relation ou de sécuriser, Business France accompagne les entreprises françaises et internationales du début jusqu'à l'aboutissement de leurs projets, dans une démarche clairement orientée efficacité et résultats. Grâce à son réseau et à son équipe dynamique de 1500 professionnels sur le terrain dans 70 pays, Business France intervient du montage opérationnel des actions jusqu'à leur suivi à long terme.

Spécialisées par domaines de compétences et secteurs d'activité, nos équipes sont profondément passionnées et engagées... tant par leur promesse d'efficacité opérationnelle que par leur mission pour la France.

Au service du pays et des entreprises, Business France porte haut et fort un message d'ouverture économique de la France, et agit sur le terrain pour activer tous les leviers nécessaires au développement et à la réussite des entreprises, tant en France qu'à l'étranger.

NOS MISSIONS

- / Développement international des entreprises – en particulier les ETI et PME – implantées en France et de leurs exportations sur les marchés internationaux.
- / Prospection et accueil des investissements étrangers en France.
- / Promotion de l'attractivité et de l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires.
- / Gestion, promotion et développement du volontariat international en entreprise (VIE), contribuant ce faisant à la formation de jeunes actifs français ayant acquis une expérience à l'international.



NOTRE PROMESSE

La réussite d'un projet, c'est aussi la qualité des interlocuteurs qui vont vous accompagner et vous guider sur place pour concrétiser votre implantation. C'est le rôle de Business France et de ses équipes, dévolues à vous aider à réussir vos projets.

Business France vous accompagne tout au long de votre démarche et s'investit à vos côtés, étape après étape : assistance juridique et fiscale, démarches administratives, choix du marché/lieu d'installation... Business France mobilise ses ressources ainsi que celles de ses partenaires et met en place une équipe dédiée chargée d'activer et de coordonner l'ensemble des expertises et des solutions pour monter vos projets internationaux et les suivre à long terme dans leurs développements.

À vos côtés et pour mieux comprendre vos besoins et vos attentes, vous pouvez compter sur le réseau de Business France, présent dans 70 pays majeurs. Au sein des équipes qui composent les 92 bureaux de Business France, un professionnel dévoué à votre succès sera votre contact personnel.

NOTRE PRIORITÉ

Simplifier et accélérer la réalisation de vos projets

Business France vous propose une approche globale de votre projet d'internationalisation, depuis la prise de décision jusqu'à la réalisation concrète, en passant par l'analyse du marché. Business France vous informe en fonction des spécificités stratégiques, sectorielles et humaines de votre projet...

Business France est votre partenaire privilégié, l'interface qui se charge de collecter toutes les données dont vous avez besoin pour mener votre projet à bien. Dès la première prise de contact, Business France est donc, si vous le souhaitez, votre interlocuteur unique.

Solliciter Business France, c'est bénéficier

- / de la première plateforme de services personnalisés aux entreprises françaises et étrangères pour l'accompagnement et la réussite de leurs projets internationaux de A à Z ;
- / des analyses de marché objectives et détaillées, analyses macroéconomiques, études comparatives, observatoires et cartes, etc. Nous mettons à votre disposition toute une palette d'outils qui vous aideront à faire les bons choix ;
- / **du soutien et du savoir-faire d'un réseau de partenaires experts en développement international et d'une communauté d'acteurs associés : les chambres de commerce et d'industrie en France et à l'étranger, Bpifrance, Coface, les conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) notamment, mais également des banques, des cabinets d'audit, des consultants experts, des sociétés de transports, des avocats, etc.**

Directeur de publication : Christophe Lecourtier, Directeur Général
Rédactrice en chef : Sylvie Montout, Chef Économiste
Contributeurs : Louise Cassagnes, Habib Karamoko, Manuel Marcias, Économistes
Coordination éditoriale : Guillaume du Rivau, Chef de projet édition,
Conception, réalisation : Hopscotch – Mai 2020



Imprimé en France par La Centrale

Business France est l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française.

Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France.

Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le V.I.E (Volontariat International en Entreprise).

Business France dispose de 1 500 collaborateurs situés en France et dans 58 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires.

Depuis janvier 2019, dans le cadre de la réforme du dispositif public d'accompagnement à l'export, Business France a concédé l'accompagnement des PME et ETI françaises à des partenaires privés sur les marchés suivants : Belgique, Hongrie, Maroc, Norvège, Philippines et Singapour.

Pour plus d'informations : www.businessfrance.fr @businessfrance

Business France

77, boulevard Saint-Jacques

75680 Paris Cedex 14

Tél. : +33 1 40 73 30 00